Passer du discours à l'action Assurer l'égalité et l'inclusion



PATHFINDERS

NYU | CENTER ON | INTERNATIONAL CIC | COOPERATION

Conseil consultatif

Dre Maja Fjaestad Secrétaire d'État du ministre de la Santé et des

Affaires sociales, Suède

Dr Suharso Monoarfa Ministre de la Planification du Développement national/Responsable de

Bappenas, Indonésie, avec à l'appui:

— Dre Vivi Yulaswati, députée, conseillère principale, Ministère de la

Planification du Développement national

— Dre Diani Sadiawati, députée, conseillère principale, Ministère de la

Planification du Développement national

— Dr Bambang Widianto, membre spécial du personnel du vice-président

M. Marouane El Abassi Gouverneur de la Banque centrale, Tunisie

M. Ham Sang-Wook Sous-ministre des affaires multilatérales et mondiales, Ministère des

Affaires étrangères, République de Corée

Mme Gina Wilson Sous-ministre Diversité et Inclusion et Jeunesse, et sous-ministre déléguée

principale Patrimoine canadien

M. Rodrigo Alberto Carazo Représentant permanent aux Nations Unies, Costa Rica

Mme Martha Delgado Peralta Sous-secrétaire des affaires multilatérales et des droits humains, Mexique

Dr Francis Mustapha Kai-Kai Ministre de la planification et du développement économique, Sierra Leone

Mme Alicia Bárcena Secrétaire exécutive, Commission économique pour l'Amérique latine et les

Caraïbes

Mme Gabriela Bucher Directrice exécutive chez Oxfam

Mme Romina Boarini Directrice, Centre sur le bien-être, l'inclusion, la durabilité et l'égalité des

chances (Well-Being, Inclusion, Sustainability and Equal Opportunity, WISE),

Organisation pour la coopération et le développement économiques

M. Sanjay Pradhan PDG de Partenariat pour un gouvernement ouvert

Mme Winnie Byanyima Directrice exécutive du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA

Dre Carolina Sánchez-Páramo Directrice principale de la Pauvreté et l'Inégalité, Banque mondiale

Anciens membres

Mme Annika Söder Ancienne secrétaire d'État pour les Affaires étrangères de Suède

(2014-2019)

Mme Saida Ounissi Ancienne ministre de la Formation professionnelle et de l'Emploi,

Tunisie (2018-2019)

Cet ouvrage est distribué sous licence en vertu d'une licence internationale, la Creative Commons Attribution 4.0 (CC BY 4.0) https://creativecommons.org/licenses/by/4.0. En vertu de la licence Creative Commons Attribution, vous êtes libre de copier, distribuer, transmettre et adapter cet ouvrage, y compris à des fins commerciales, tant que la paternité de l'ouvrage est fournie et que toutes les modifications apportées sont indiquées.

Pathfinders for Peaceful, Just and Inclusive Societies, "From Rhetoric to Action: Delivering Equality & Inclusion" (New York: NYU Center on International Cooperation, 2021), disponible sur www.sdg16.plus.

Remerciements des partenaires au Grand Challenge on Inequality & Exclusion (Grand défi sur l'inégalité et l'exclusion)

Ce rapport résulte du Grand Challenge on Inequality & Exclusion, une initiative de Pathfinders for Peaceful, Just and Inclusive Societies. Bien que les conclusions du rapport soient indépendantes et représentent les conclusions des auteurs, le rapport a été produit par le biais d'un vaste processus consultatif qui comprenait des contributions provenant des États membres, des partenaires institutionnels, ainsi que des anciens membres et des membres actuels du Conseil consultatif. Les gouvernements du Canada et de la Suède et l'Open Society Foundations ont apporté leur soutien à l'étude et au sondage, et l'OCDE a contribué à l'étude, de même que la Banque mondiale par le biais du soutien du SDG Trust Fund. Les gouvernements de l'Indonésie, du Mexique et de la Tunisie ont aimablement accueilli des visites de pays et des réunions du Conseil consultatif.

Partenaires multilatéraux, de la société civile et d'États membres























































Événements de consultation

- Séminaire de haut niveau sur l'inégalité et l'exclusion, mai 2019
- Événement Building Momentum on the Grand Challenge on Inequality & Exclusion, juillet 2019
- Futur du contrat social, juin 2020
- Table ronde Partager les avantages économiques : Protection sociale en tant qu'outil de construction, juillet 2020 (en collaboration avec la Banque mondiale et l'OCDE)
- Événement de haut niveau « The challenge of a lifetime: Ensuring universal access to COVID-19 health technologies » avec le Costa Rica, l'OMS, l'ONUSIDA et Pathfinders, septembre 2020
- Attention aux écarts Comprendre l'inégalité et l'exclusion urbaines, novembre 2020 (en collaboration avec la Banque mondiale)
- Mener la lutte contre la corruption : UNGASS and Beyond, mars 2021 (en collaboration avec Open Government Partnership)
- Inégalité salariale et justice sociale, mars 2021 (en collaboration avec l'UN-ESCWA)
- Table ronde sur la politique Grand Challenge : Réformes fiscales soutenant une reprise équitable et inclusive, mai 2021 (en collaboration avec la Banque mondiale et Oxfam)
- Table ronde sur la politique : Approches en faveur de l'équité et inclusives de la connectivité numérique, mai 2021
- Table ronde sur la politique : Renouveler les contrats sociaux, juin 2021
- Table ronde sur la politique : Développement urbain inclusif pour remédier aux inégalités spatiales, juin 2021

Rapports commandés

Ce rapport a été rédigé par une équipe principale du CIC, qui héberge le secrétariat de Pathfinders, dirigée par Faiza Shaheen et avec les conseils de Liv Tørres et Sarah Cliffe. L'équipe était constituée des personnes suivantes: Alexander Bossakov, Avner Cohen, Amanda Lenhardt, Nendirmwa Noel, Paula Sevilla Núñez et Paul von Chamier.

Les contributeurs des rapports commandés comprenaient Khusbu Agrawal, Adam Almeida, Laura Bailey, Gianpaolo Baiocchi, Elizabeth David-Barrett, Pablo de Greiff, Ricardo Fuentes-Nieva, Ian Goldin, Scott Guggenheim, Astrid Haas, Yukihiko Hamada, Jeni Klugman, Patrick Lamson-Hall, Amanda Lenhardt, Erin McCandless, Tara Moayed, Matthew Moore, David Mosquera, Masana Ndinga-Kanga, Eva Neitzer, Nanjala Nyabola, Michael Orwa, Ruth Pearson, Paula Sevilla Nunez, Sanjay Reddy, Sheelagh Stewart, Liv Torres, Sivamohan Valluvan, Paul von Chamier et Attiya Waris. Remerciements spéciaux à Michael Higgins qui a dirigé le Grand Challenge on Inequality and Exclusion entre 2019 et 2020.

- Tara Moayed, "Recognizing Communities: Local Level Responses to the Pathfinder's Grand Challenge Policy Report Contributing to the Challenge Paper on Inequality and Exclusion", NYU Center on International Cooperation, mai 2019.
- Alex Evans, "Rebuilding Common Ground: An Agenda for 21st Century Democratic Health and Resilience, Policy Report Contributing to the Challenge Paper on Inequality and Exclusion", NYU Center on International Cooperation, juin 2019.
- Jeni Klugman, "What's Good for Women and Girls can be Good for Men and Boys, Policy Report Contributing to the Challenge Paper on Inequality and Exclusion", NYU Center on International Cooperation, juin 2019.
- Paul von Chamier, "Creating political space for fiscal compromises: How to build consensus around progressive taxation and spending, Policy Report Contributing to the Challenge Paper on Inequality and Exclusion", NYU Center on International Cooperation, juin 2019.
- Neil Martin, Andrés Irarrazaval et William Matheson, "Recognition An OECD Perspective Policy Report Contributing to the Challenge Paper on Inequality and Exclusion", NYU Center on International Cooperation, juillet 2019.
- Robin Varghese, "The Graduation Approach and Universal Basic Income Policy Report Contributing to the Challenge Paper on Inequality and Exclusion", NYU Center on International Cooperation, juillet 2019.
- John Githongo, "Beneficial Ownership: The Global State of Play 2019 Policy Report Contributing to the Challenge Paper on Inequality and Exclusion", juillet 2019 (avec des études supplémentaires de Salma Mwangola).
- Pathfinders pour des sociétés pacifiques, justes et inclusives, "Inequality and Exclusion Challenge Paper", NYU Center on International Cooperation, 2019.
- Steven Teles, professeur de sciences politiques, membre principal de la Johns Hopkins University, Centre Niskanen, "Housing, Rent Seeking and Inequality", 2019.
- Jeni Klugman et Matthew Moore, "COVID-19 Has a Postcode: How urban housing and spatial inequality are shaping the COVID-19 crisis", NYU Center on International Cooperation, 11 décembre 2020.
- Ian Goldin, "The Just Transition in Energy", NYU Center on International Cooperation, 18 décembre 2020.

- Pathfinders pour des sociétés pacifiques, justes et inclusives, "Flagship Policies to Combat Inequality and Exclusion (projet de consultation)", NYU Center on International Cooperation, 12 janvier 2021.
- Ian Goldin, "Technology and the Future of Work", NYU Center on International Cooperation, 18 janvier 2020.
- Tara Moayed, "Recognizing Communities: Local Level Responses to the Pathfinders Grand Challenges", NYU Center on International Cooperation, 22 février 2021.
- Paul von Chamier, "Inequality, Lockdown, and COVID-19: Unequal Societies Struggle to Contain the Virus", NYU Center on International Cooperation, 13 avril 2021.
- Ricardo Fuentes-Nieva, "The Way We Voluntarily Pay Taxes", NYU Center on International Cooperation, 30 avril 2021.
- Attiya Waris, "Solidarity Taxes in the Context of Economic Recovery Following the COVID-19 Pandemic", NYU Center on International Cooperation, mai 2021.
- Jeni Klugman et Matthew Moore, "Introducing the Mind-the-Gap-Index: A tool to understand urban spatial inequality", NYU Center on International Cooperation, 6 mai 2021.
- Khushbu Agrawal et Yukihiko Hamada, "Reforming Political Finance for More Diversity in Political Office", NYU Center on International Cooperation, 26 mai 2021.
- Laura E. Bailey et Nanjala Nyabola, "Digital Equity as an Enabling Platform for Equality and Inclusion", NYU Center on International Cooperation, 9 juin 2021.
- Liv Tørres, "Social Dialogue as a Tool to Fight Inequality & Recover After a Pandemic",
 6 juillet 2021.
- Amanda Lenhardt, "Inclusive COVID-19 Relief Finance", NYU Center on International Cooperation, 7 juillet 2021.
- Sanjay Reddy, "Shared Capital Initiatives for Redistribution and Recognition", NYU
 Center on International Cooperation, 21 juillet 2021, https://cic.nyu.edu/publications/shared-capital-initiatives-%E2%80%93-redistribution-and-recognition.
- Erin McCandless, "Social Contracts: A Pathway for More Inclusive Societies", NYU
 Center on International Cooperation, 10 août 2021.
- Laura E. Bailey, "Co-Design: States Partnering with Communities as Agents of Change: Local Level Responses to the Pathfinders Grand Challenge", NYU Center on International Cooperation, août 2021, à venir.
- Liv Tørres, "A Civil or Uncivil Civil Society?", NYU Center on International Cooperation, septembre 2021, à venir.
- Ian Goldin, "Employment Transitions", NYU Center on International Cooperation, septembre 2021, à venir.
- Ian Goldin, "Essential Workers", NYU Center on International Cooperation, septembre 2021, à venir.
- Ian Goldin, "Social Contracts: Embracing a Just Technological and Energy Transition",
 NYU Center on International Cooperation, septembre 2021, à venir.
- Nanjala Nyabola, "Towards a Social Contract for Tomorrow", NYU Center on International Cooperation, septembre 2021, à venir.
- Pablo de Greiff, "The Applicability of Transitional Justice in Pre-conflict Contexts",
 NYU Center on International Cooperation, septembre 2021, à venir.
- Tara Moayed, Scott Guggenheim et Paul von Chamier, "From Regressive Subsidies to Progressive Redistribution: The Role of Redistribution and Recognition in Energy Subsidy Reform", NYU Center on International Cooperation, septembre 2021, à venir.

- Ruth Pearson et Eva Neitzert, "Learning from COVID-19: How to make care central to economic policy around the world", Women's Budget Group du Royaume-Uni, septembre 2021, à venir.
- Masana Ndinga-Kanga, "How to tackle prejudice series case study 1: Racism, Xenophobia and Misogyny: Policy lessons from South Africa", NYU Center on International Cooperation, septembre 2021, à venir.
- David M. Mosquera, "How to tackle prejudice series case study 2: Tackling structural racism: Learning from social mobilization in Colombia", NYU Center on International Cooperation, septembre 2021, à venir.
- Sivamohan Valluvan, "How to tackle prejudice series case study 3: The rise of nationalism: Lessons from Europe", NYU Center on International Cooperation, septembre 2021, à venir.
- Gianpaolo Baiocchi, "Viable Non-Market Tools for Affordable Housing", NYU Center on International Cooperation, septembre 2021, à venir.
- Astrid Haas, "Can we Do Informal Housing Better?", NYU Center on International Cooperation, septembre 2021, à venir.
- Adam Almeida et Paula Sevilla, "Tackling the Housing Crisis: Reviewing Cases in North America and Europe", NYU Center on International Cooperation, septembre 2021, à venir.
- Patrick Lamson-Hall, "Urban Expansion and Affordable Densities", NYU Center on International Cooperation, septembre 2021, à venir.
- Michael Orwa et Paula Sevilla, "The Road towards Inclusive Societies: the Power of Young People", NYU Center on International Cooperation, septembre 2021, à venir.
- Elizabeth David-Barrett, "State Capture and Inequality", NYU Center on International Cooperation, septembre 2021, à venir.
- Sheelagh Stewart, "People-Centered Justice Approaches to Addressing Inequality and Exclusion", NYU Center on International Cooperation, septembre 2021, à venir.

Tous les rapports sont disponibles au téléchargement sur www.sdg16.plus/inequality.

Table des matières

Aperçu 1

- 1 Introduction 23
- 2 Opinion publique sur les inégalités et l'exclusion 28
- 3 Écarts et tendances 40
- 4 Pourquoi le sujet des inégalités et de l'exclusion est-il important ? 60
- 5 Qu'est-ce qui n'a pas fonctionné ? 76
- 6 Définir un contrat social renouvelé 83
- 7 Présentation d'un ensemble de politiques 94
- 8 Politiques qui fournissent un impact visible 104
- 9 Politiques qui favorisent la solidarité 137
- 10 Politiques qui assurent la crédibilité et la confiance 163
- 11 Comment financer cela ? 182
- 12 Conclusions et recommandations 204

Notes 209

Passer du discours à l'action : Assurer l'égalité et l'inclusion

Encarts

- Encart 1 À quel moment l'inégalité devient-elle trop inégale ? 44
- Encart 2 COVID-19 et inégalités : les risques d'une reprise inégale dans un monde inégal 45
- Encart 3 Cultures de privilèges et cultures de solidarité 47
- Encart 4 Les femmes vis-à-vis de l'emploi informel et COVID-19 : informations tirées de l'étude d'impact de WIEGO sur la COVID-19 et les travailleurs informels 53
- Encart 5 Mariage des enfants au Bangladesh 57
- Encart 6 L'impact des inégalités dans la région des pays arabes 70
- Encart 7 Inégalité, exclusion et confiance dans les pays de l'OCDE 81
- Encart 8 La nouvelle entente coréenne 86
- Encart 9 Le contrat social, la confiance internationale et la justice par rapport aux vaccins 88
- Encart 10 L'importance du changement visible après la révolution 107
- Encart 11 Lutter contre les inégalités pour vaincre les pandémies 111
- Encart 12 Expériences et défis en se concentrant sur l'égalité et l'inclusion dans la reprise face à la COVID-19 125
- Encart 13 Politiques visant à avoir un impact visible sur la vie des gens au Mexique 134
- Encart 14 Combiner des services sociaux universels, ciblés et communautaires et des mécanismes de protection sociale 141

- Encart 15 Canada : Réconciliation nationale avec les populations autochtones 147
- Encart 16 Police et appartenance raciale 153
- Encart 17 Assurer l'égalité et l'inclusion au travers de la reprise face à la COVID-19 159
- Encart 18 Combattre la mainmise de l'État en Afrique du Sud 165
- Encart 19 Lutter contre l'influence militaire sur la politique 166
- Encart 20 Utiliser un scandale de corruption spécifique pour lancer des réformes plus larges contre la corruption et la captation 167
- Encart 21 Reconstruire la confiance de haut en bas 171
- Encart 22 Financement public ciblé pour l'inclusion des personnes en situation de handicap en Corée du Sud 175
- Encart 23 Financements pour les jeunes, les femmes et les minorités ethniques en Colombie 175
- Encart 24 Atteindre un compromis dans le financement entre la DRM et les politiques internationales FFD 191
- Encart 25 Réformer notre système mondial d'impôt sur les sociétés 198

Mesures politiques

Tableaux

Mesure politique A	Fournir des vaccins et de
	nouveaux communs mondiaux
	de santé 111
Macura politique B	Étandra les politiques de

Mesure politique B Etendre les politiques de protection sociale 114

Mesure politique C Assurer une rémunération et des droits plus élevés pour les travailleurs des secteurs essentiels 116

Mesure politique D Accroître l'accès à des logements abordables 120

Mesure politique E Améliorer la connectivité numérique 124

Mesure politique F Transformer le travail de soins 128

Mesure politique G Création d'emplois « verts » et requalification 133

Mesure politique H Renforcer l'unité par la réconciliation, la propriété communautaire et les réparations 145

Mesure politique l' Lutter contre la division entre les générations grâce à l'inclusion des jeunes 150

Mesure politique J Créer des systèmes judiciaires centrés sur les personnes 151

Mesure politique K Réformes policières 154

Mesure politique L Prévenir la corruption 167

Mesure politique M Réformer le financement politique 176

Mesure politique N Représentation des jeunes 177

Mesure politique O Agrandir et protéger l'espace civique 179

Mesure politique P Résoudre la crise de la dette 189

Mesure politique Q Une nouvelle répartition des droits de tirage spéciaux (DTS) 193

Mesure politique R Justice fiscale 199

Tableau 1 Concrétisation du Pancasila en tant que protocole de traitement de la COVID-19 et préparation à une société plus sûre et plus productive (nouvelle normale) 90

Tableau 2 Policies to deliver equality and inclusion 96

Tableau 3 Les dix premiers pays qui ont connu les plus fortes baisses de différentes mesures d'inégalité 101

Tableau 4 Politiques pour un changement visible 108

Tableau 5 Un système de notation du CAD de l'OCDE adapté pour l'impact des investissements publics sur l'inégalité 158



Au cours des dix-huit derniers mois, notre monde a vu des écarts qui contredisent brutalement la vision d'égalité et d'inclusion aspirée dans les Objectifs de développement durable. Comment est-il possible que les personnes démunies et les minorités exclues puissent mourir en grand nombre dans les villes, de New York à New Delhi, tandis que d'autres personnes ont survécu parce qu'elles pouvaient se protéger en restant à la maison ou en obtenant des soins médicaux privés ? Comment est-il possible que nous ayons 120 millions de personnes extrêmement démunies supplémentaires et 75 millions de personnes extrêmement sans emploi, et pourtant, pendant la pandémie, la richesse des milliardaires mondiaux a augmenté de 5 à 13 milliards de milliards USD³? Comment est-il possible que certains pays aient pu s'assurer des stocks de vaccins si importants qu'ils risquent d'expirer aux taux d'utilisation actuels, alors que d'autres pays implorent non seulement pour obtenir des vaccins, mais même pour des équipements médicaux de base ?

Ces écarts marqués deviennent encore plus cruelles lorsqu'on se rend compte qu'ils sont évitables. L'inégalité et l'exclusion ne sont pas une fatalité, ni même une partie inévitable de la croissance et du développement. Malgré l'augmentation des inégalités mondiales, 46 % des pays ont pris des décisions qui ont conduit à des améliorations au cours des trente dernières années. Par exemple, le Botswana⁴ et l'Irlande⁵ ont connu des périodes de croissance rapides, et pourtant très inclusives.

Ce rapport phare du <u>Pathfinders Grand Challenge on Inequality and Exclusion</u> concerne les **solutions**, sur la base d'expériences récentes et à plus long terme. Il s'agit de l'aboutissement de plusieurs années d'études et de mobilisation entreprises par un partenariat unique entre les États membres, les Nations Unies, la Banque mondiale, l'OCDE, Oxfam et CIVICUS, ainsi que de nombreux autres partenaires et experts internationaux.

Le rapport comporte trois messages principaux :

- Partout dans le monde, des personnes exigent de nouvelles formes de contrats sociaux pour guérir un monde divisé. Les enquêtes d'opinion révèlent une immense préoccupation concernant les divisions sociétales et un consensus selon lequel davantage de choses doivent être faites pour les traiter d'une manière qui apporte du pouvoir et du respect.
- Les pays et les collectivités locales qui ont fait des progrès soutenus vers des sociétés plus inclusives et égales ont généralement adopté unetriple approche : Ils ont apporté des résultats visibles qui font une différence significative dans la vie quotidienne des gens, dans des domaines tels que la protection sociale, le logement et les salaires ; ils ont construit la solidarité, par exemple en étant honnêtes, par des réformes de la police et de la justice, et en donnant de l'autonomie à la collectivité ; et ils ont assuré leur crédibilité et ont cherché à éviter les retournements en luttant contre la corruption et en élargissant le pouvoir politique, ainsi qu'en augmentant le financement public nécessaire pour le développement des politiques en question.

Les politiques internationales sont un complément essentiel à l'action nationale et locale. À l'heure actuelle, les trois priorités mondiales les plus urgentes sont l'équité quant au vaccin, l'accès au financement et les normes et accords fiscaux encourageant ceux qui ont le plus profité de la croissance à contribuer à la reprise face à la COVID-19 et à prévenir la crise climatique.

Ce qui est nouveau dans ce rapport⁶:

- Il présente des statistiques clés expliquant comment la réduction des inégalités et de l'exclusion est dans l'intérêt de tous, en assurant une croissance plus stable, un confinement pandémique, la capacité à faire face à la crise climatique et la stabilité politique.
- Il relie les aspects économiques et sociaux de l'inégalité aux aspects civils et politiques, y compris les liens entre la mainmise de l'État et l'inégalité, et les aspects bénéfiques du maintien de l'espace civique.
- Il examine les « comment » de l'élaboration pratique de politiques, avec en point de départ la viabilité politique et pratique. Il décrit un éventail de plus de vingt domaines politiques qui peuvent être adaptés aux circonstances des pays, fondé sur des sondages, des études et les pouvoirs publics, et des consultations de la société civile.
- Il s'arrête sur les inégalités basées à la fois sur le revenu et l'identité, y compris le genre, l'appartenance raciale et l'origine ethnique : les préjugés sont un objectif pour une action socio-économique généralisée, pas seulement des protections juridiques.
- Il est clair sur la relation entre les politiques nationales et internationales dans la lutte contre l'inégalité et l'exclusion.

Écouter les préoccupations des gens

L'écoute est un outil essentiel dans l'élaboration d'une bonne politique. Pour comprendre les opinions des personnes dans nos pays partenaires, leurs préoccupations concernant les inégalités, leurs priorités politiques et leur désir de changement, nous avons commandité une enquête d'opinion publique dans huit pays⁷. Un résultat frappant du sondage a été la force des sentiments des personnes sur les divisions au sein de leurs sociétés (se référer aux Figures 1 et 2). Dans tous les pays sondés à l'exception de l'Uruguay (de très près, 49 %), une majorité absolue des personnes interrogées estimait que trop peu de choses étaient faites pour s'occuper des divisions.

Les divisions sont apparues comme diversifiées d'après la classification des personnes faisant partie de groupes de discussion, à savoir :pauvres versus riches, division de l'origine ethnique et nationale, zone rurale ou petite ville versus zone urbaine, jeunes versus âgés, pro-science versus antivaccins. Le fil commun est une peur que les tensions entre les groupes ne cessent d'augmenter.



Dans quelle mesure pensez-vous qu'il existe des divisions dans la société qui ont une influence sur la façon dont nous vivons ensemble ?

- Je ne sais pas
- Pas du tout
- Pas trop
- Dans une certaine mesure
- Dans une large mesure

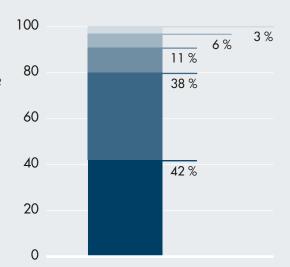
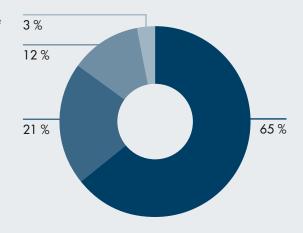


Figure 2 – Inclusion politique : des efforts pour surmonter la division

À votre avis, dans quelle mesure des choses sont-elles entreprises pour surmonter les divisions dans la société ?

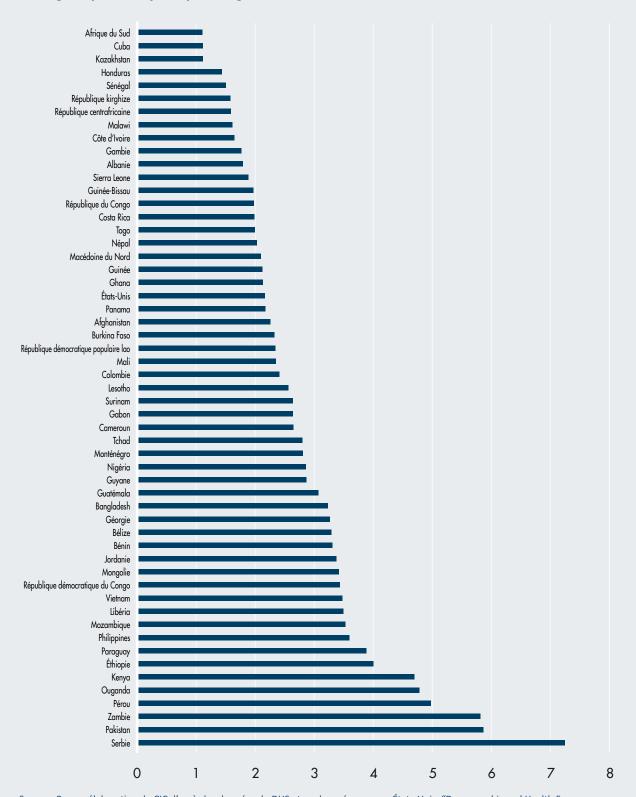
- Trop peu
- Trop
- Ce qu'il faut
- Je ne sais pas



Source : CIC de la NYU et Kantar 2021 ; pays : Canada, Costa Rica, Mexique, République de Corée, Sierra Leone, Suède, Tunisie, Uruguay.

Les résultats des sondages montrent un privilège perçu de classe, de zone urbaine et d'origine ethnique ou raciale. 67 % des personnes dans les pays interrogés pensaient que naître dans une famille à faibles revenus était équivalent à naître avec un handicap. Juste après, des proportions à peu près égales de personnes dans tous les pays sondés ont estimé que naître dans une zone rurale, dans un groupe ethnique particulier, ou dans une famille qui était récemment arrivée dans le pays, était perçu comme un désavantage significatif pour les enfants. Comme cette question portait sur les désavantages des enfants à la naissance, elle n'examine pas les divisions entre les générations, mais ces dernières sont apparentes des études à plus grande échelle⁸.

Figure 3 – Augmentation de la probabilité d'être pauvre si faisant partie d'un des groupes ethniques ou raciaux les plus marginalisés par rapport aux groupes les plus privilégiés.



Source: Propre élaboration du CIC d'après les données du DHS et sur les ménages aux États-Unis. "Demographic and Health Surveys (various) [Datasets]," ICF, 2004–2017, financée par USAID. Rockville, Maryland: ICF [Distributor]; "Survey of consumer finances (SCF) 2019," U.S. Federal Reserve Board, 2020, www.federalreserve.gov/econres/scfindex.htm.

La répartition de chaque population était basée sur l'origine ethnique, l'appartenance raciale ou la langue parlée. Le nombre de catégories variait selon le pays, d'après la manière dont les données de groupe ont été recueillies ou les différences de groupe historiquement comprises dans ce pays. Veuillez noter que la probabilité est calculée conformément à la proportion de cette population dans les quintiles de richesse inférieurs et supérieurs. Ainsi, lorsque les groupes historiquement marginalisés sont également dans la classe moyenne, comme en Afrique du Sud, le ratio diminue.

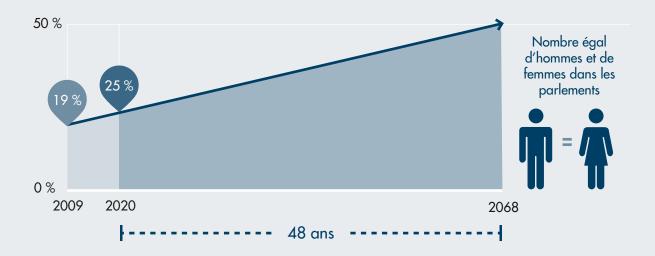
Les perceptions et la réalité convergent sur la plupart de ces problématiques pour lesquelles il existe des données précises. Les déclins de la mobilité sociale pour les familles à faibles revenus ont été bien documentés à l'échelle mondiale⁹, avec les retards de développement pour les populations démunies dans les zones rurales et les petites villes 10. Cela est étayé par le travail de Branko Milanovic sur les retards de croissance des familles de classe ouvrière et de classe moyenne dans les pays à revenus élevés au cours des trois dernières décennies, y compris après la crise de 2008¹¹. L'analyse du CIC montre que les groupes ethniques marginalisés sont plus susceptibles de se trouver dans le quintile le plus pauvre dans un large éventail de pays (se référer à la Figure 3)¹². Par exemple, au Pakistan, le groupe parlant Marwari est presque six fois plus susceptible d'être dans le quintile inférieur de richesse par rapport au groupe le plus aisé, les personnes parlant Panjabi. Dans l'ensemble, en moyenne, dans 55 pays pour lesquels il existait des données, les personnes des groupes ethniques, raciaux ou linguistiques les plus défavorisés sont presque trois fois plus susceptibles de faire partie des foyers les plus pauvres par rapport à leur taille de population.

Alors que les répondants à l'enquête ont identifié le genre comme un inconvénient significatif, il se classe en dessous du revenu ou de l'origine ethnique. Pourtant, la Figure 4 montre les progrès lents réalisés pour atteindre la parité hommes-femmes dans les parlements, un des lieux du pouvoir décisionnel¹³. Les groupes de discussion ont également mis en avant les divisions entre les hommes et les femmes sur la question de l'égalité femmes-hommes, les hommes de certains groupes déclarant que trop de choses ont été faites pour les femmes, tandis que les femmes et les filles ont indiqué que les progrès étaient trop lents. Ce point était également évident dans le sondage, où les femmes étaient considérablement plus susceptibles que les hommes de penser qu'être une femme donnera moins d'opportunités dans la vie (42 % contre 34 %).

Dans notre analyse de ce qui stimule à la fois l'inégalité réelle et la perception des divisions, un cercle vicieux semble s'être accéléré après les années 80. Différents auteurs,y compris les récents livres de Martin Sandbu¹⁴ et Minouche Shafik¹⁵, ontdécrit cela comme un déclin de l'économie de l'appartenance et un contrat social rompu. Cela est évident dans des discours justifiant une action économiqueservant des intérêts personnels, une captation accrue de l'élaboration de politiques par les riches, l'impact de la déréglementation financière, la diminution de la force de travail ou d'autres formes d'organisation populaires, et l'élargissement des écarts de développement entre les riches et le reste de la population. Dans de nombreux pays, les politiciens ont favorisé la concurrence perçue entre les groupes majoritaires de la classe ouvrière et la classe moyenne, et les minorités, et entre les hommes et les femmes. Cela a entraîné d'autres politiques qui exacerbent les inégalités et l'exclusion, plutôt que de renforcer des coalitions basées sur des intérêts communs entre ces groupes.

Les impacts différentiels de la COVID-19 au sein des pays et entre les pays ont sans aucun doute affecté ce mélange. Nous ne disposerons pas de données concluantes sur l'effet de la COVID-19 sur l'inégalité généralisée ou le bien-être des groupes défavorisés pendant un certain temps. Mais nous savons que de nombreuses personnes sont lésées par ces inégalités¹⁶, qu'elles perçoivent comme étant mises en évidence par la pandémie (se référer à la Figure 5)¹⁷.

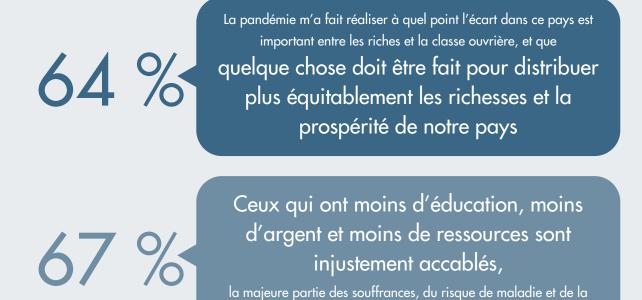
Figure 4 – Prévision des progrès vers une représentation politique égale entre les hommes et les femmes à l'échelle mondiale



Source: International IDEA, "The Global State of Democracy: Addressing the Ills, Reviving the Promise," International IDEA, 2019, https://doi.org/10.31752/idea.2019.31.

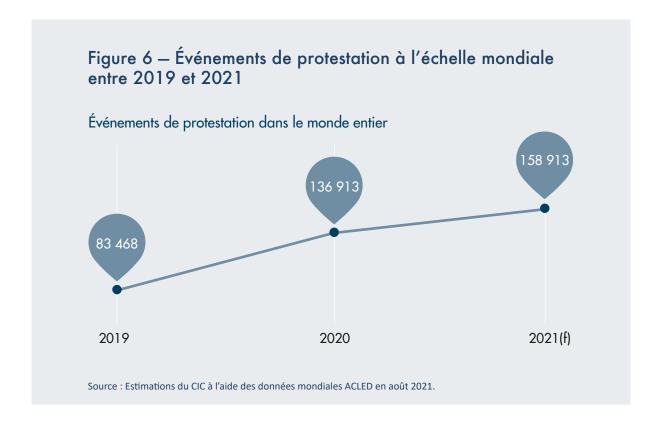
Figure 5 – Perceptions des inégalités mondiales dans le contexte de la pandémie de COVID-19

Pourcentage de personnes d'accord



Source : Edelman, "Edelman Barometer 2020," Edelman, 2020, www.edelman.com/sites/g/files/aatuss191/files/2020-05/2020 Edelman Trust Barometer Spring Update.pdf.

nécessité de faire des sacrifices étant due à la pandémie



La pandémie n'est pas encore derrière nous. Le déploiement des vaccins reste très inégal, tout comme l'accès à la liquidité financière, ce qui conduit le FMI à conclure que les lignes de faille s'élargissent au niveau de l'économie mondiale¹⁸. Le CIC conclut que plus de 100 pays courent le risque d'une consolidation budgétaire sévère d'ici le milieu des années 2020, ce qui pourrait exacerber les inégalités¹⁹. Les protestations sur une série de problématiques ont déjà augmenté à l'échelle mondiale²⁰ malgré les risques d'une participation à ces dernières pendant la pandémie (se référer à la Figure 6). Alors que certaines formes de protestation sont positives pour agir sur les inégalités, d'autres peuvent être négatives²¹. L'augmentation et la diversité des protestations, allant des demandespour une réforme fiscale, des salaires plus élevés et de la protection sociale à l'action anti-vaccination et anti-confinement,semblent signaler un effilochement du contrat social. Il s'agit d'un cocktail puissant qui pourrait voir les crises de santé et socio-économiques se traduire par une instabilité politique plus importante sans autres démarches politiques.

Nous avons besoin d'un nouveau discours : la réduction des inégalités et de l'exclusion est dans l'intérêt de tous, à l'exception de ceux qui sont au sommet.

Redéfinir le discours politique fait partie de la solution. La COVID-19 a contribué à démontrer une fois pour toutes les failles profondes des slogans et des théories qui ont joué un rôle dans l'accroissement des inégalités au niveau mondial, comme la déclaration de Ronald Reagan que « le gouvernement n'est pas la solution à notre problème ; le gouvernement est le problème »²² et de Margaret Thatcher, « la société n'est pas une chose réelle »²³. Les discours sont importants en politique et en économie²⁴.

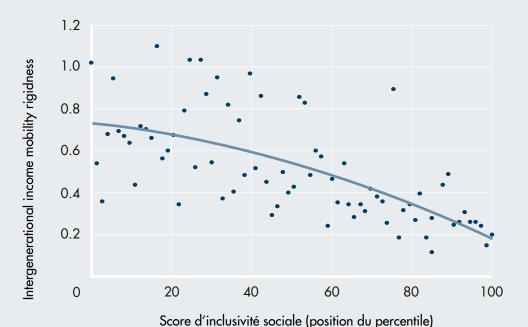
Passer du discours à l'action : Assurer l'égalité et l'inclusion

Les études confirment un discours qui montre qu'en réalité, tout le monde bénéficie de sociétés fortes et inclusives. L'étude récente du CIC, le Pathfinders Grand Challenge, montre que des sociétés plus égales ont fait un meilleur travail pour ce qui est de contenir la pandémie : un pays avec 10 points Gini supérieurs aux niveaux moyens d'inégalité a comptabilisé un taux d'infections environ 300 % plus haut après vingt-et-une semaines de pandémie²⁵. Il s'agit d'une affaire importante : uniquement d'après les biens de santé publique, des sociétés plus égales et plus inclusives montrent qu'elles ont de bons résultats.

Une plus grande égalité génère également plus de croissance et une croissance plus durable : le FMI a calculé qu'au-dessus d'un seuil Gini de 27 (il s'agit d'un nombre faible, bien inférieur à la moyenne mondiale actuelle d'environ 38), les pays commencent à connaître un écart de croissance²⁶, et leurs périodes de croissance sont plus courtes (d'une durée moyenne de 1,4 an pour chaque point supplémentaire du coefficient de Gini)²⁷.

L'exclusion basée sur l'identité est également importante pour la croissance économique. McKinsey a estimé que 12 milliards de milliards USD pourraient être ajoutés au PIB mondial d'ici 2025 en faisant progresser l'égalité des femmes (pour comparaison, le PIB mondial annuel est d'environ 85 milliards de milliards USD)²⁸, simplement en partant du principe que les femmes devraient gagner autant que les hommes et ce serait le cas si elles ne faisaient pas face à la discrimination et aux préjugés. L'exclusion basée sur l'identité ethnique, religieuse et culturelle a également des effets néfastes. Les préjugés sociaux limitent la mobilité sociale et économique (se référer à la Figure 7), approfondissant la pauvreté intergénérationnelle et réduisant la croissance à l'échelle de la société.

Figure 7 – L'exclusion sociale est corrélée à une progression intergénérationnelle limitée



Source: propre élaboration; données: Rapport sur les progrès équitables 2015 de la Banque mondiale (les données mesurent la mobilité des revenus intergénérationnelle par pays en comparant la position des personnes interrogées quant au revenu à l'âge de 40 ans avec celle de leurs parents lorsqu'ils avaient le même âge. Les données comprennent des cohortes de personnes nées dans les années 70 et les années 80); indice V-Dem d'exclusion par groupe social (inversé) pour l'année 2015 de l'ensemble de données 11.1.

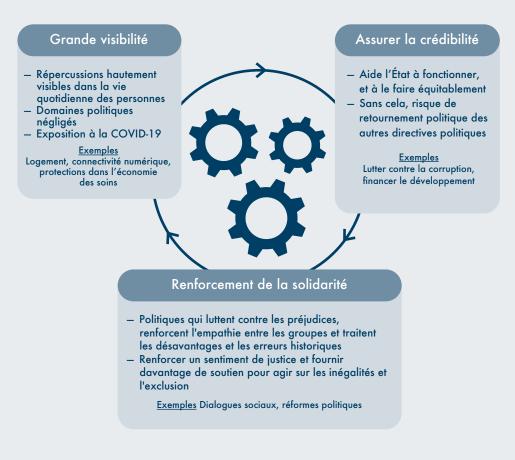
À plus long terme, l'inégalité et l'exclusion peuvent également limiter notre capacité à faire face au changement climatique. Les inégalités stimulées par le changement climatique sont légion, en allant des populations autochtones des Andes qui voient leur approvisionnement historique en eau se tarir, aux bergers nomades du Sahel qui sont conduits hors de leurs régions traditionnelles. Il existe également de bons arguments théoriques (soutenus par des exemples concrets) sur la façon dont les inégalités contribuent au changement climatique et n'en sont pas uniquement un effet. Il a été démontré que la mainmise de l'État, que²⁹ ce soit par le biais d'entreprises faisant du lobbying contre la réglementation, de monopoles enracinés ou d'un ensemble d'acteurs dans les domaines ethno-politique et militaire, explique les échecs d'action sur le climat³⁰. En revanche, un contrat social généralisé peut aider à faire des progrès sur le changement climatique, comme au Costa Rica, le seul pays tropical au monde à avoir inversé la déforestation³¹.

Enfin, les inégalités et l'exclusion ont un effet sur les probabilités d'un conflit. Les études suggèrent que les pays présentant des niveaux élevés d'inégalité en matière d'éducation entre les origines ethniques et les religions ont un double risque de conflit violent par rapport aux pays où l'éducation était distribuée de manière plus équitable entre les groupes³². En outre, l'exclusion de groupes ethniques du pouvoir politique est encore plus fortement liée au risque de conflit³³. Un faible statut des femmes par rapport aux hommes, en particulier leur expérience de la violence domestique, est un bon indicateur de la propension globale d'un pays à la violence³⁴. Même dans les nombreux pays où le conflit civil pur n'est pas un risque à court terme, l'inégalité et l'exclusion se traduisent par une insécurité physique³⁵.

Tous ces impacts montrent que l'inégalité et l'exclusion affectent non seulement les personnes démunies et marginalisées, mais aussi nous tous : les pandémies, les problèmes climatiques et les conflits violents sont des maladies publiques que personne ne peut totalement éviter, y compris les plus privilégiés. Pourtant, ceux qui se trouvent en haut des échelles du patrimoine, des revenus et des privilèges peuvent être des obstacles importants au vrai changement. Il s'agit de la première partie du nouveau discours dont nous avons besoin : ceux qui bloquent des politiques plus inclusives agissent contre l'intérêt commun. Tous les citoyens doivent apporter leur contribution pour réaliser ces bénéfices, y compris ceux qui ont profité des trois dernières décennies de croissance³⁶.

La seconde partie du discours dont nous avons besoin provient des études³⁷ dans les pays qui ont fait des progrès, et qui démontrent que la réussite est possible. La base de données de 113 pays de Pathfinders a montré qu'entre 1990 et 2021, 46 % ont connu des améliorations au cours d'au moins une des décennies, à la fois au niveau de la part du PIB qui va aux personnes dans les derniers 90 % des contribuables et au niveau du coefficient de Gini. Cependant, 42 % de ces pays ont connu des inversions ultérieures dans leurs progrès. Parmi les quelques pays qui ont connu des progrès continus, citons l'Argentine et le Rwanda. Trois types d'actions se sont été révélés critiques pour les pays qui ont réussi à réduire les inégalités et l'exclusion : des programmes hautement visibles, des initiatives de renforcement de la solidarité et des politiques pour assurer la crédibilité et empêcher l'inversion (se référer à la Figure 8). Ces derniers sont enracinés dans des actions qui aident à renforcer un soutien politique ainsi qu'à tirer parti d'un large impact.

Figure 8 — Une démarche politique pour lutter contre l'inégalité et l'exclusion



Source : CIC de la NYU : propre élaboration ; données : V-Dem (exclusion sociale) ; rapport sur les progrès équitables de la Banque mondiale.

Le discours commence donc par dire que la réussite est possible. Le succès profite à tous, en termes de mobilité sociale, de stabilité politique, de prévention des pandémies et des conflits, et (avec des preuves plus provisoires) de lutte contre le changement climatique. Ceux qui bloquent des politiques plus inclusives n'agissent pas dans l'intérêt commun. Le discours suivant sur ces problématiques a obtenu des réponses favorables dans les groupes de discussion nationaux :

« Peu importe d'où nous venons ou quelle est notre origine culturelle, la plupart d'entre nous travaillons dur pour nos familles, mais aujourd'hui, dans notre pays, il y a des personnes puissantes, certains responsables politiques, et un petit nombre d'individus extrêmement riches, qui utilisent leur pouvoir pour en tirer un profit personnel. Nous avons besoin de politiques qui redistribuent la richesse, nous avons besoin de plus d'égalité et nous devons traiter la corruption au sommet de la société. »

Nous en savons beaucoup sur les politiques qui fonctionnent : elles doivent montrer des résultats visibles qui font la différence dans la vie quotidienne des gens, renforcent la solidarité et assurent la crédibilité qui empêche les renversements. Et l'action doit être locale, nationale et internationale.

La question du « comment » réduire les inégalités et l'exclusion : résultats visibles, renforcement de la solidarité et garantie de crédibilité.

Les découvertes sur les politiques concrètes qui fonctionnent, la question du « comment » réduire l'inégalité et l'exclusion,ont tendance à montrer qu'une association de choses est nécessaire, adaptée aux circonstances de chaque pays, mais contenant des progrès dans chacun des trois groupes de résultats tangibles. Les pays qui ont fait des progrès en matière de crédibilité (comme les réformes anti-corruption) mais qui n'ont pas obtenu de résultats visibles n'ont souvent pas réussi à soutenir l'élan. De même, les pays qui ont obtenu des résultats visibles, mais qui ne les ont pas enracinés dans des changements qui renforcent la solidarité ou garantissent la crédibilité, ont souvent été confrontés à des inversions.

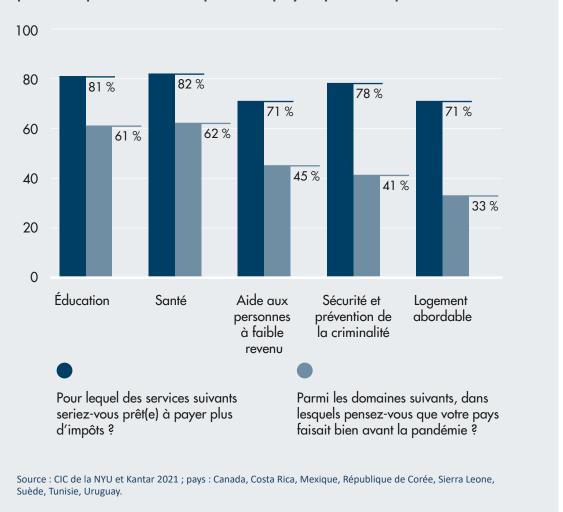
Par exemple, la Sierra Leone après sa guerre civile brutale de 2002 (i) a mis en œuvre des politiques qui ont apporté des bénéfices tangibles à la population³⁸ en matière de santé, d'éducation et d'accès à la justice ; (ii) a mené des exercices approfondis de dialogue honnête et de réconciliation pour diminuer la polarisation et renforcer la solidarité ; (iii) a réformé la police et le système³⁹; judiciaire ; et (iv) a soutenu les améliorations dans les mesures anti-corruption, même si cela partait d'une base faible⁴⁰. Par conséquent, le pays a relativement surmonté l'épidémie dévastatrice d'Ébola ainsi que les impacts de la COVID-19 avec succès. Le Brésil, en revanche, a fait des progrès impressionnants sur les politiques visibles pour réduire les inégalités (et a vu cela reflété dans son coefficient de Gini), mais n'a pas réussi à élaborer les mesures de solidarité et de lutte contre la corruption nécessaires pour soutenir les progrès.

Résultats visibles

Les actions tangibles et visibles peuvent inclure l'éducation et la santé, la protection sociale, l'accès au logement, la connectivité numérique, la hausse des salaires et des emplois réels, et de meilleures protections dans l'économie des soins et d'autres professions essentielles^{41,42}. Certains résultats intéressants émergent du sondage (se référer à la Figure 9). Ces derniers montrent que même si l'éducation et la santé sont une priorité absolue pour laquelle les personnes seraient prêtes à payer des impôts plus élevés, les personnes des pays étudiés ont également estimé que ces régions se portaient plutôt bien avant la pandémie. Remplacer par : Les personnes sont également prêtes à payer plus d'impôts pour la sécurité publique, le logement abordable et le soutien aux familles à faibles revenus, mais pensent que beaucoup moins de progrès ont été réalisés dans ces domaines.

Passer du discours à l'action : Assurer l'égalité et l'inclusion

Figure 9 – Les écarts entre les domaines pour lesquels les personnes pensent que le gouvernement se porte bien et ceux pour lesquels elles sont prêtes à payer plus d'impôts



Outre l'identification des secteurs manquant de soutien qui apportent de l'inclusivité dans les domaines du logement ainsi que de la sécurité et de la prévention de la criminalité, nos études et consultations suggèrent des conclusions sur la question de développement de longue date des programmes socio-économiques ciblés par rapport aux programmes socio-économiques universels. En ce qui concerne le séquençage des réformes, Guggenheim et al. concluent que les programmes de protection sociale qui sont soit universels, soit très généraux, sont plus efficaces pour soutenir la dynamique politique dans les réformes telles que l'élimination des subventions régressives de l'électricité⁴³. Nos consultations nationales montrent que cet aspect du maintien d'un large soutien politique peut être atteint de différentes manières : en donnant la priorité aux programmes généraux qui ciblent une approche globale plutôt qu'une approche isolée, comme en Indonésie, en combinant des réformes universelles telles que l'assurance maladie avec celles qui ciblent plus étroitement les collectivités et les foyers⁴⁴.

Nos résultats soutiennent également l'idée qu'en général, il est préférable de choisir des programmes socio-économiques généraux dans les secteurs qui profitent aux communautés démunies, de classe moyenne précaire et marginalisées, plutôt que de cibler spécifiquement les foyers en fonction de leur identité. La raison est que les mêmes aspects bénéfiques tangibles peuvent être obtenus sans provoquer de contrecoup.

La planification urbaine et l'utilisation des terres en sont un exemple : l'exclusion des opportunités de logement urbain est un problème pour les personnes démunies et de la classe moyenne des zones urbaines en situation précaire, et ceux qui cherchent à migrer depuis les zones rurales. Il s'agit également d'un locus de désavantage dans la plupart des pays pour les foyers dirigés par des femmes, les minorités ethniques, raciales et religieuses, et peut être une source de tension en raison de la proximité des guartiers riches et pauvres⁴⁵. Une dynamique similaire peut être observée dans la rémunération des travailleurs des secteurs essentiels⁴⁶ : l'exclusion profite au précariat urbain, aux travailleurs du secteur informel, aux travailleurs ruraux par le biais de versements, aux femmes, aux minorités ethniques ou basées sur des castes, et aux travailleurs immigrés qui constituent une grande partie des services essentiels du secteur formel et informel dans de nombreux pays. De même, l'action sur la protection sociale et la dernière ligne droite de la connectivité⁴⁷ numérique peuvent avoir de bons résultats pour les minorités démunies, y compris la population rurale, tout en bénéficiant également à la majorité des groupes ethniques et raciaux dans les classes pauvre et moyenne.

La nature des partenariats entre les gouvernements, les groupes communautaires et la société civile joue également un rôle dans la réussite visible des programmes. L'Uruguay, qui a fait des progrès significatifs dans le soutien de l'accès au logement par l'établissement de coopératives à grande échelle et de systèmes d'aide mutuelle qui s'appuient sur des partenariats communautaires locaux⁴⁸, est le seul pays dans notre exercice de sondage où une majorité des personnes est satisfaite des progrès réalisés sur le logement. Un autre partenariat réussi dans les coalitions pour le changement est celui du Mexique, qui a établi une nouvelle législation sur le salaire minimum en 2020. Cela s'est produit grâce à une association de pressions du gouvernement et des réformateurs parlementaires, des syndicats et des ONG⁴⁹.

Des outils pratiques sont disponibles pour aider les gouvernements à mettre en œuvre des résultats visibles qui renforcent la confiance. L'un est l'indice Mind the Gap⁵⁰ développé par Pathfinders et piloté à Jakarta, Mexico City et Addis-Abeba. Il suit les écarts entre les inégalités sous-jacentes et les réponses du gouvernement au niveau local : par exemple, les domaines ayant les normes d'éducation les plus basses obtiennent-ils l'investissement par habitant le plus élevé dans l'éducation ? Et les zones où la criminalité est la plus élevée bénéficient-elles des délais de réponse de la police les plus rapides ?

Le délai est important pour la mise en œuvre réussie de programmes visibles, car les retards sapent la confiance. La pandémie a montré que des actions rapides sont possibles pour numériser la protection sociale ou fournir des prestations aux travailleurs du secteur informel⁵¹. Le délai est également crucial pour le premier résultat visible ciblé dans ce rapport : l'équité vaccinale mondiale. L'accélération du déploiement des programmes de vaccination à l'échelle mondiale et au niveau national nécessitera une action nationale et internationale rapide. Bien que certains pays soient également confrontés à des obstacles d'hésitation vis-à-vis des vaccins du côté de la demande, les principales contraintes sont l'offre. Comme le souligne le message puissant du président Alvarado du Costa Rica (encart 1), une action internationale audacieuse est nécessaire pour surmonter cette situation.

Passer du discours à l'action : Assurer l'égalité et l'inclusion

Encart 1 — Le contrat social, la confiance internationale et la justice par rapport au vaccin

Carlos Alvarado

Président du Costa Rica

L'allégation selon laquelle « personne n'est en sécurité jusqu'à ce que tout le monde soit en sécurité » est couramment entendue dans la réponse à la COVID-19, mais il est important de répéter ; la pandémie ne connaît aucune frontière et ne peut être abordée que par un effort sans précédent de solidarité mondiale et de coopération internationale.

Aux premiers stades de la pandémie, nous avons réalisé que la seule façon d'avancer était de donner la priorité à la santé de chacun, en accordant une attention particulière aux plus vulnérables. Le gouvernement du Costa Rica a rapidement étendu le système de sécurité sociale, augmenté la capacité des hôpitaux et fourni l'accès aux tests et traitements de la COVID-19. Le programme « Bono Proteger » a été lancé pour fournir des subventions temporaires aux personnes touchées. Conformément à notre opinion selon laquelle le renforcement de la solidarité sociale est la clé pour s'attaquer à de nombreux problèmes, nous avons mis en œuvre « Le Costa Rica travaille et prend soin de lui-même » avec une mobilité réduite et des heures de travail limitées plutôt que des confinements stricts. Cela a produit l'un des taux de décès les plus faibles de la région, bien que nos défis aient été profonds et accompagnés de contraintes fiscales graves, de divisions sociétales et de la nécessité d'un dialogue national.

Nos efforts nationaux ne protégeront efficacement la santé et les moyens de subsistance de nos citoyens que s'ils sont soutenus par une coopération internationale dans la production et la distribution de vaccins. Au début de la pandémie, nous avons dirigé la COVID-19 Technology Access Pool (C-TAP), avec pour objectif de fournir un partage de connaissances ouvert et collaboratif sur les données et la propriété intellectuelle pour les outils de santé existants et nouveaux visant à lutter contre la COVID-19, y compris le développement de vaccins.

Le Costa Rica croit que nous avons une responsabilité envers notre avenir et les uns envers les autres. Notre engagement envers la planète en atteignant zéro émission nette d'ici 2050 et en renversant la déforestation exige également que nous collaborions avec la communauté internationale pour sécuriser les biens publics mondiaux, tels que les vaccins contre la COVID-19. Le nationalisme des vaccins compromet la capacité mondiale à surmonter la pandémie de COVID-19, sape les tentatives nationales de sécurisation du contrat social et crée des tensions internationales. Si nous agissons collectivement maintenant, notre résilience va s'étendre au-delà de la réponse à la crise de la COVID-19, nous permettant de faire face aux futures pandémies, de lutter contre le changement climatique et de sécuriser l'avenir des nouvelles générations.

Politiques de renforcement de la solidarité

Le second ensemble de politiques cruciales pour maintenir les réductions d'inégalité au fil du temps est celui qui permet de **construire une solidarité** à long terme. Cela peut inclure des dialogues nationaux, des exercices de dialogue honnête et un leadership unificateur (se référer à l'encart 1), l'éducation, l'accès à la justice centré sur les personnes⁵² et les programmes locaux et collectifs en concertation^{53,54}.

Les démarches de dialogue social dans les sociétés polarisées d'aujourd'hui peuvent tirer des leçons de l'expérience des pays post-conflit⁵⁵. Les dialogues nationaux et les discours honnêtes qui passent en revue des épisodes passés d'abus ainsi que l'établissement de connaissances partagées ont été une caractéristique clé de la réussite des transitions post-conflit⁵⁶. Ils peuvent être adaptés aux séquelles du racisme structurel et même à la politique économique et sociale et aux actions commerciales qui ont entraîné la dégradation des communautés, telles que les appels à la réparation de la crise des opioïdes aux États-Unis.

Les dialogues conçus pour renforcer la solidarité doivent se traduire par des accords pratiques et concrets s'ils doivent avoir de la crédibilité auprès de la population⁵⁷. Parallèlement aux gouvernements, les entreprises et les syndicats restent des partenaires clés pour obtenir des résultats pratiques⁵⁸, bien que dans de nombreux pays, une attention sera nécessaire pour s'assurer que ces processus sont représentatifs des femmes et des personnes marginalisées, et comprennent également les jeunes et les travailleurs sans emploi. Les dialogues peuvent être soutenus par des outils analytiques efficaces, tels que les outils Engagement en faveur de l'équité et l'Indice Mind-the-Gap référencé précédemment, qui peuvent étayer les dialogues municipaux sur les services⁵⁹.

L'éducation est un autre outil utile à long terme pour renforcer l'unité. Des exemples tirés des programmes d'éducation de l'Allemagne montrent qu'incorporer des discours honnêtes sur la mémoire historique dans le programme éducatif, de l'enseignement préscolaire à l'université, peut aider à cultiver l'inclusion et l'empathie en ce qui concerne les épreuves des communautés minoritaires et extérieures⁶⁰.

La réforme de la police et de la justice peut jouer un rôle important dans la solidarité, le renforcement de la confiance entre les communautés et l'État et l'amélioration de la confiance dans le traitement équitable de toutes les personnes en vertu de la loi. Dans certaines situations, cela comprendra le fait de rendre des comptes sur les abus et une attention particulière sur la non-discrimination dans la loi et la pratique, pouvant aller jusqu'à la réforme constitutionnelle ou juridique. Dans d'autres situations, les approches au niveau communautaire peuvent être plus importantes pour renforcer la solidarité et la confiance. La police de proximité a démontré du succès, même dans les circonstances les plus difficiles⁶¹. Les réformes policières centrées sur la politique de proximité peuvent renforcer la solidarité et bénéficier à la fois aux groupes majoritaires et minoritaires 62. Les démarches de justice centrée sur les personnes peuvent également aider, en donnant la priorité aux six problèmes qui affectent le plus la vie des personnes « normales »—argent/dette, terre et logement, réponses au crime et à la violence au travail, accès aux services, problèmes familiaux—et en les adaptant aux circonstances du pays⁶³.

Enfin, renforcer la solidarité n'est pas seulement un processus descendant, mais également ascendant. L'autonomisation des groupes et des collectivités pour identifier et traiter les inégalités locales est un élément crucial de l'acceptation sociétale plus large et des résultats visibles efficaces. Les démarches d'autonomisation et de co-conception⁶⁴ de la collectivité

ont montré de meilleurs résultats de développement que les approches descendantes plus traditionnelles⁶⁵. Elles peuvent également accroître la confiance, à la fois entre les citoyens et l'État, mais aussi horizontalement entre les groupes d'identité:⁶⁶ en Indonésie, par exemple, elles ont joué un rôle dans l'augmentation de la confiance intercommunautaire dans les zones de conflit intercommunautaire^{67,68}.

Assurer la crédibilité

Notre analyse montre que, tandis que cinquante pays et plus ont réussi à améliorer les inégalités et l'exclusion au cours des trois dernières décennies, 42 % de ces pays ont connu des inversions ultérieures dans leurs progrès. Nous devons donc nous concentrer non seulement sur la manière de concevoir et d'initier des politiques adaptées aux circonstances nationales et locales, mais également sur la manière de garantir la crédibilité de la mise en œuvre et d'empêcher les inversions.

Un facteur clé qui est corrélé aux inversions et à l'échec de la réforme est la corruption et la captation, en particulier la mainmise de l'État en amont. La mainmise de l'État est un processus dans lequel des groupes d'intérêt restreints prennent le contrôle de la distribution des actifs et des ressources de l'État, affectant les lois, les politiques et la mise en œuvre de politiques pour leur propre avantage⁶⁹. Elle va au-delà de la corruption et peut être légale dans certaines juridictions, mais elle n'est pas dans l'intérêt public. La captation exclut presque toujours les femmes et les minorités défavorisées autant que les personnes démunies de manière générale⁷⁰. Une partie de l'incapacité de l'Afrique du Sud à réduire davantage les inégalités après les progrès initiaux post-apartheid, par exemple, a été attribuée à la mainmise de l'État. Le président Cyril Ramaphosa a personnellement mené à la reconnaissance de la mainmise de l'État et à la lutte contre celle-ci, notamment en imposant des réformes pour suspendre les fonctionnaires au sein de son propre parti faisant l'objet d'une enquête pour corruption et grâce à une réforme des marchés⁷¹ et un soutien à la Commission judiciaire d'enquête sur les allégations de mainmise de l'État, connue sous le nom de Commission Zondo⁷².

Mesures visant à prévenir la corruption et la captation par le biais d'un certain nombre de mécanismes : transparence du financement des partis politiques et normes selon lesquelles les ressources du gouvernement ne peuvent pas être utilisées pour mener des campagnes ; recrutement ouvert et compétitif dans le service civil ; prévention d'une porte tournante entre le service militaire et civil ou de doubles fonctions pour l'armée ; procédures ouvertes de passation de contrats ; et registres de propriété effective⁷³.

La mobilisation nationale peut être complétée par des actions internationales, par exemple, l'échange d'informations entre les juridictions et la coopération sur la récupération des actifs⁷⁴. Les normes internationales et l'échange des meilleures pratiques peuvent également aider à soutenir les réformateurs nationaux, comme le démontre l'Open Government Partnership⁷⁵.

Une autre action vitale qui apparaît comme étant importante pour empêcher l'inversion est d'étendre le pouvoir politique et la voix des marginalisés. Le financement public⁷⁶ pour les candidats politiques des groupes marginalisés peut être étendu à un coût relativement faible (se référer à la Figure 10). Le financement public ciblé sur l'égalité femmes-hommes est le plus courant, mais il pourrait facilement être étendu à des groupes défavorisés en fonction de l'appartenance raciale, de l'origine ethnique ou de l'orientation sexuelle⁷⁷.

Passer du discours à l'action : Assurer l'égalité et l'inclusion

Figure 10 – Pays apportant un financement public et un financement public ciblé sur l'égalité femmes-hommes



70 %

des pays fournissent

un financement public direct

à des partis politiques



Cependant, seulement

17%

des pays fournissent

ciblé sur le sexe

un financement public visant à promouvoir la participation au processus politique des femmes

Source : Base de données des finances politiques, International IDEA. Données recueillies entre 2016 et 2019.

Le dernier domaine crucial pour garantir la crédibilité et empêcher l'inversion est le maintien de l'espace civique. Les réformateurs gouvernementaux peuvent facilement considérer les organisations de masse et la mobilisation dirigée par les jeunes comme un sujet d'irritation ou une menace. Mais le bilan des pays qui ont réussi à réduire les inégalités et l'exclusion montre que les réformateurs gouvernementaux ont besoin de pressions contradictoires de la société civile pour soutenir les réformes. La protestation populaire est peu susceptible de disparaître si l'espace civique est limité, mais alimentera plutôt les revendications, renforcera les expériences d'exclusion et peut inciter à poursuivre d'autres formes de contestation plus violentes. En outre, les solides organisations démocratiques de la société civile ont démontré tout au long de l'histoire leur capacité à contribuer à la croissance, à la démocratisation et aux pactes sociaux constructifs⁷⁸.

Comment financer cela?

Les aspects pratiques des politiques dépendent des coûts et des sources de financement. Certaines des politiques décrites ci-dessus coûtent relativement peu : exercices de discours honnêtes et dialogues nationaux, par exemple. Certaines coûtent plus cher : le coût global de combler l'écart de financement pour la couverture de protection sociale universelle à l'échelle mondiale s'élève à 792,6 milliards USD⁷⁹.

Lorsque des ressources publiques supplémentaires sont nécessaires, nous identifions un certain nombre de mesures différentes. La première consiste à éliminer les domaines dans lesquels les politiques budgétaires actuelles aggravent réellement les inégalités, comme c'est le cas dans de nombreux pays, selon l'institut Commitment to Equity⁸⁰. Analyser qui finance et qui retire un bénéfice, rendre cela public et développer la pression populaire pour réduire les écarts en matière de conformité fiscale et d'exonérations, tout comme rediriger les dépenses vers les personnes démunies et les classes moyennes, constituent une approche de base pour aider à financer les politiques en faveur de l'équité.

Une démarche complémentaire est de demander aux personnes et aux entreprises qui ont le plus profité de la croissance économique au cours des trente dernières années, y compris pendant la pandémie, de contribuer davantage. Le FMI a noté la portée et l'avantage de prendre en compte les taxes de solidarité pour aider à financer la récupération face à la COVID-19 par le biais de surtaxes sur les revenus personnels et sur les bénéfices excédentaires au sein des entreprises, ainsi que des accords internationaux sur les impôts⁸¹. Nos études indiquent que ces mesures n'ont pas besoin d'être aussi temporaires que le Fonds le recommande. Cependant, il y a un besoin de transparence quant à ce que les entreprises paient, si les nouveaux impôts sur le revenu et la richesse sont temporaires ou permanents et pendant combien de temps, et quels déclencheurs détermineront leur durée⁸².

Toutes les initiatives de dépenses en faveur de l'équité n'ont pas besoin d'être entièrement financées par l'argent public. Une étude de McKinsey a révélé que l'écart mondial dans le logement abordable dans les villes représente environ 1 % du PIB mondial⁸³. Il s'agit d'un montant important, mais une partie de ce coût pourrait être réalisée en encourageant les entreprises et les coopératives⁸⁴, comme aux Pays-Bas et en Uruguay. Le logement et la réforme de l'économie des soins sont des investissements avec d'excellents rendements : les résultats simulés pour des pays sélectionnés révèlent que l'investissement de 2 % du PIB dans les services de soins publics, par exemple, créerait presque autant d'emplois pour les hommes que l'investissement dans les industries de la construction, et jusqu'à quatre fois plus d'emplois pour les femmes⁸⁵.

À l'échelle internationale, davantage d'instruments sont nécessaires pour combler le fossé de l'accès au financement commercial entre les pays de l'OCDE et une grande partie du reste du monde. L'allocation actuelle des droits de tirage spéciaux en cours de processus nécessite une mise en œuvre rapide et des mécanismes de réaffectation clairs aux pays à faibles revenus. Accélérer les réapprovisionnements de la banque multilatérale de développement (BMD) est un bon outil pratique, mais l'acceptation par les actionnaires (gouvernements) de la BMD du risque légèrement plus élevé associé à une notation AA libérerait beaucoup plus d'argent à un nombre beaucoup plus important de pays⁸⁶. Le cadre commun pour la réduction de la dette initiée par le G2o doit être opérationnel plus rapidement et de manière plus systématique. L'accord récent sur la fiscalité internationale pourrait être renforcé pour supprimer les exonérations de certains secteurs⁸⁷.

Il existe également de nouveaux outils sur la table qui méritent de l'attention. Pour augmenter la récupération fiscale mondiale et réduire la corruption, Zucman a proposé des registres d'actifs mondiaux pilotes⁸⁸. Blyth et Lonergan ont proposé d'emprunter de nouveaux fonds souverains qui sont détenus et investis au profit de 80 % de la population ayant peu d'actifs dans la plupart des pays, ainsi que de négocier des dividendes avec des entreprises technologiques qui reflètent la grande valeur de nos données personnelles pour ces entreprises dans l'économie numérique⁸⁹.

Voici toutes les politiques identifiées pour chacun des trois ensembles : grande visibilité, renforcement de la solidarité, assurer la crédibilité pour empêcher les inversions (se référer au Tableau 1).

Tableau 1 – Politiques pour assurer l'égalité et l'inclusion

Grande visibilité	Renforcement de la solidarité	Assurer la crédibilité
Communs mondiaux de santé, accès aux technologies médicales et aux vaccins	Mettre en place des outils post- conflit pour les sociétés polarisées, dont des dialogues honnêtes	Processus ouvert et compétitif de recrutement et de passation de contrats au sein du gouvernement
Protection sociale universelle, ciblée et communautaire	Discours positifs sur la diversité, l'immigration et la reconnaissance des histoires multiculturelles grâce à l'éducation	Propriété effective transparente et pilotage de registres d'actifs mondiaux
Compensations plus élevées pour les travailleurs des secteurs essentiels	Inclusion des jeunes	Action anti-corruption internationale : récupération des actifs, normes sur la propriété et transparence sur la passation de contrats
Hausse de l'accessibilité à des logements abordables	Réforme de justice centrée sur les personnes	Réforme sur le financement des partis et hausse de la représentation des femmes et des groupes marginalisés en politique
Hausse de la protection concernant l'économie des soins	Développement et co-conception axés sur la collectivité	Agrandissement de l'espace civique et renforcement des partenariats entre la société civile et les réformateurs politiques
Accélérer la connectivité numérique	Indicateurs de dépenses en faveurs des personnes démunies et de la classe moyenne dans le reprise face à la COVID-19	Garantir les tâches de la presse libre
Création d'emplois verts et formation aux compétences	Indice Mind-the-Gap pour l'inégalité et l'exclusion locales	Financement pour le développement : droits de tirage spéciaux, allègement de la dette, accords fiscaux internationaux et financement à grande échelle des banques multilatérales de développement (se référer à « Comment financer cela » ci-dessous)

Comment financer cela

- Mobilisation des ressources intérieures par la constitution d'une base d'imposition, l'introduction de taxes de solidarité, la limitation des exonérations fiscales et l'augmentation de la capacité de contrôles et de collecte.
- Allègement de la dette, redistribution des droits de tirage spéciaux aux pays à faible et moyen revenus
- Action mondiale sur l'évasion et l'évitement fiscaux, ainsi que les flux financiers illicites

Passer du discours à l'action : Assurer l'égalité et l'inclusion

Conclusions et recommandations

En somme, ce rapport comporte dix conclusions et recommandations principales :

Trois conclusions principales:

- La réussite est possible : plus de cinquante pays ont constaté des améliorations dans le domaine des inégalités à un moment donné au cours des trois dernières décennies.
- Le succès profite à tous, en termes de mobilité sociale, de stabilité politique, de prévention des pandémies et des conflits, et (avec des preuves plus provisoires) de lutte contre le changement climatique. Ceux qui bloquent des politiques plus inclusives n'agissent pas dans l'intérêt commun.
- La réussite nécessite une associations de démarches nationales et internationales. Les inégalités et l'exclusion ont été traitées comme une problématique nationale, mais de nos jours, les efforts nationaux ne suffisent pas à eux seuls pour réussir. Nous avons besoin d'efforts internationaux, le plus urgent concernant les domaines de l'accès aux vaccins et aux technologies médicales, des liquidités et du financement, et de la collaboration anti-corruption, pour soutenir les efforts nationaux.

Trois recommandations pour les dirigeants nationaux et leurs partenaires :

- Cibler les mesures qui apportent des améliorations visibles aux personnes, y compris dans des domaines souvent sous-assistés tels que l'accès au logement, la sécurité et la prévention de la criminalité, ainsi qu'une protection sociale généralisée et une indemnisation et une protection des travailleurs des secteurs essentiels et de l'économie des soins.
- Investir dans des mécanismes visant à promouvoir la solidarité à long terme par le biais du dialogue et de mécanismes de discours honnêtes, de réforme de la police et de la justice, d'autonomisation et de coconception de la collectivité, et d'investissements dans l'éducation tant pour des raisons de compétences que civiques.
- Assurer la crédibilité et la confiance et prévenir les inversions grâce à des mesures anti-corruption, en élargissant les mandats politiques et en protégeant l'espace civique. Comprendre que même lorsque les gouvernements ont un mandat et des capacités solides, des actions sont nécessaires pour prévenir les risques ultérieurs d'inversion.

Quatre recommandations pour les États membres, la société civile et d'autres partenaires ensemble :

- Étendre immédiatement l'approvisionnement et le financement des vaccins, ainsi que l'accès à d'autres technologies médicales.
- Convenir immédiatement de nouveaux mécanismes et d'un allègement de la dette pour les plus de cent pays qui sont fiscalement limités, menaçant leur reprise face à la COVID-19.
- Renforcer les mécanismes internationaux d'action contre la corruption, y compris la collaboration entre les juridictions, et soutenir la propriété effective et des processus de passation de contrats ouverts.

Passer du discours à l'action : Assurer l'égalité et l'inclusion

 Base pour une amélioration supplémentaire : (i) surveiller les engagements à la fois internationaux et nationaux, et rechercher le lien entre les deux ; (ii) améliorer les données sur les progrès réalisés dans la réduction des inégalités et de l'exclusion, à la fois généralisées et basées sur l'identité.

Nous avons une courte fenêtre de temps pour faire cette différence. Tout indique que nous allons entrer à l'automne 2021 dans un monde de nantis et de démunis face à la COVID-19, exacerbant les inégalités sous-jacentes et se manifestant à la fois au niveau national et international. Nous avons déjà vu à quoi ressemble une reprise inégale après la crise financière de 2008 : elle intensifie l'exclusion matérielle et augmente la méfiance et l'instabilité politique. Nous nous devons aux uns et aux autres de faire mieux cette fois-ci.

« L'ouvrier et l'agriculteur qui travaillent dur chaque jour pour vous afin que vous puissiez trouver de la nourriture. Ceux qui se réveillent tôt chaque jour, prennent le bus et vont travailler. Le pays est vivant grâce à ces personnes, il n'est pas vivant grâce à des personnes dans des positions plus élevées qui conduisent leur Mercedes chaque jour. »



Alors que le monde émerge de la pandémie de COVID-19 dévastatrice qui a pris plus de quatre millions de vies à l'échelle mondiale%, on se dirige déjà vers un certain retour à la normale. Cette « normale » a créé l'absence de services de protection sociale, de santé et d'éducation fondamentaux dans une grande partie du monde ; une croissance qui a profité principalement aux riches plutôt qu'aux démunis et à la classe moyenne ; des inégalités femmes-hommes, un racisme et une exclusion ethnique tenaces; et une indécence grandissante face à une catastrophe climatique. Cette « normale » a bâti le mécanisme vers une pandémie mondiale qui a entraîné la plus forte augmentation jamais enregistrée de la richesse des milliardaires, tandis que des dizaines de millions de personnes ont été jetées dans la pauvreté et les difficultés⁹¹, et ont laissé une grande partie des pays du Sud sans accès aux vaccins.

La COVID-19 devrait être le point d'inflexion auquel nous entreprenons finalement les changements audacieux nécessaires pour relever les principaux défis de l'humanité. La pandémie nous donne l'opportunité de faire en sorte que toutes les personnes de la société, indépendamment de leurs revenus ou de leur identité, aient un sentiment d'appartenance, et que leurs droits soient reconnus. C'est une opportunité de valoriser les travailleurs des secteurs essentiels sans lesquels nous ne pourrions littéralement pas fonctionner, et de construire l'histoire de notre interdépendance intrinsèque.

La bonne nouvelle, c'est qu'il n'y a rien d'inévitable sur les niveaux d'inégalité et d'exclusion auxquels nous sommes confrontés. L'inégalité de toutes sortes, qu'il s'agisse de revenus, de richesses ou de groupes, est le produit des décisions humaines. Ainsi, ces inégalités peuvent être résolues. Cependant, nous ne pouvons pas changer si nous ne savons pas à quoi ressemble le changement. Ce rapport a trois objectifs clés :

- 1 Expliquer pourquoi l'inégalité et l'exclusion doivent être abordées, y compris le lien inhérent entre les inégalités économiques et basées sur l'identité, et la relation avec d'autres maladies sociales et politiques telles que l'instabilité politique et la crise climatique. Les multiples moteurs des inégalités d'aujourd'hui signifient également que nous aurons besoin à la fois de politiques de redistribution qui remodèlent les conditions matérielles, et de politiques de reconnaissance qui améliorent le respect et la dignité humains.
- 2 Décrire les politiques nationales qui fonctionnent, y compris dans les domaines traditionnels comme la réforme fiscale, mais aussi aborder les problèmes mis en évidence par la COVID-19, tels que la crise mondiale du logement abordable, le travail de soins peu ou non rémunérés

principalement effectués par les femmes, et la connectivité numérique. Il faut aussi considérer ce qui fonctionne spécifiquement pour réduire les fossés historiques entre les groupes, ainsi que les obstacles au changement tels que la mainmise de l'État et la corruption. Il ne s'agit pas seulement d'un ensemble d'idées techniques : il s'agit de considérer des politiques d'inégalités et d'exclusion, y compris le meilleur séquençage de politiques pour impliquer le public, des stratégies de communication, et la meilleure association de politiques pour créer un nouveau contrat social.

3 Fournir des idées sur les politiques internationales qui sont nécessaires pour soutenir le renouvellement des contrats sociaux nationaux, y compris sur l'accès équitable aux technologies médicales, le financement du développement et la collaboration internationale sur la corruption et la captation.

Lorsque les États membres ont adhéré aux Objectifs de développement durable (ODD), l'objectif 2030 semblait lointain. Aujourd'hui, en 2021, l'horloge tourne. Six années difficiles se sont déjà écoulées, et la pandémie de COVID-19 a significativement entravé ou inversé⁹² les petits progrès réalisés de 2016 à 2019. Il reste maintenant moins d'une décennie pour atteindre les objectifs fixés par le processus d'ODD sans précédent. Ce rapport fournit un cadre qui peut être adapté par différentes sociétés pour le progrès des objectifs d'inégalité et d'exclusion dans les Objectifs de développement durable (se référer à la Figure 1 du rapport principal). Il construit également un pont entre la rhétorique d'une reconstruction « en mieux » et d'action : un pont entre la promesse et le progrès.

La manière dont nous définissons les inégalités dans ce rapport

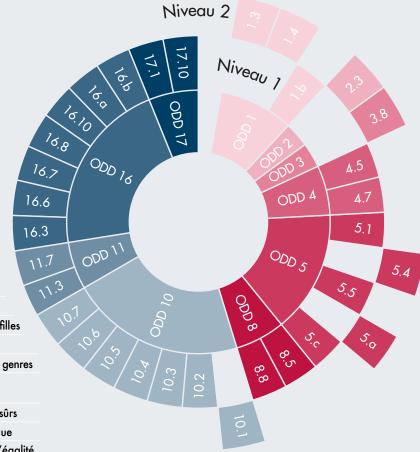
Les inégalités et l'exclusion sont des phénomènes socio-économiques qui peuvent être compris de plusieurs façons. Traditionnellement, l'inégalité des revenus est le principal objectif des chercheurs et des responsables politiques, facilement mesurable sous la forme du coefficient de Gini. Cependant, l'inégalité peut également être mesurée en termes de richesse accumulée, d'accès à l'éducation et aux soins de santé, d'opportunités de mobilité sociale, de qualité de l'infrastructure disponible (y compris la connectivité numérique) et d'autres critères. Chacun de ces aspects peut à son tour être mesuré de diverses manières, y compris les inégalités de revenu elles-mêmes. Le ratio Palma (revenu des 10 % de contribuables les plus riches divisé par le revenu des 40 % de contribuables les plus pauvres d'un État) ou la part du PIB détenue par les 10 % les plus riches d'un État sont

quelques exemples d'options autres que le coefficient de Gini. L'exclusion peut être comprise tout aussi largement. Dans ce rapport, nous utilisons « l'exclusion politique par groupe social » de V-Dem. Les autres mesures peuvent inclure l'accès aux services publics par groupe social ; l'hostilité de la police envers un groupe d'identité ; les niveaux de confiance envers les groupes sociaux défavorisés ; et de nombreuses autres méthodes.

Ce rapport vise à saisir toutes ces différentes dimensions, en exposant la manière dont elles affectent les sociétés et la manière dont elles peuvent être traitées efficacement grâce à l'action politique. À cette fin, les termes « inégalité » ou « inégalités » dans les chapitres suivants visent à représenter cette gamme complète.

Passer du discours à l'action : Assurer l'égalité et l'inclusion

Figure 1 – Cibles d'ODD englobés par l'initiative Pathfinders's Grand Challenge



Niveau 1

Les cib	les Pathfinders	16.
	Institutions et politiques pour l'éradication de la pauvreté	11
4.5	Égalité d'accès à l'éducation	1
4.7	Promotion de la citoyenneté mondiale	
5.1	Discrimination contre les femmes et les filles	
5.5	Participation et leadership des femmes	
5.c	Politiques et législation pour l'égalité des geni	res
8.5	Rémunération égale pour un travail de valeur égale	
8.8	Des lieux de travail et droits du travail sûrs	
10.2	Inclusion sociale, économique et politique	
10.3	Lois, politiques et pratiques favorisant l'éga des chances	lité
10.4	Politiques pour une plus grande égalité	
10.5	Réglementation et surveillance des institution financières et économiques mondiales	ns
10.6	Représentation des pays à faibles revenus dans les institutions financières et économiques mondiales	
10.7	Politiques de migration	
11.3	Institutions et politiques pour une urbanisation inclusive	
11.7	Espaces publics sûrs	
16.3	Promouvoir l'État de droit aux niveaux national et international et assurer un accès égal à la justice pour tous	
16.6	Des institutions efficaces, qui rendent des comptes et transparentes à tous les niveaux	
16.7	Prise de décision inclusive et participative	
16.8	Participation à la gouvernance mondiale	
16.10	Accès public aux informations	
16.a	Institutions et politiques pour la prévention d	le

Niveau 2

revenus

Pont vers d'autres cibles d'ODD

	Systèmes de protection sociale pour tous
	Droits égaux aux ressources économiques
2.3	Égalité d'accès aux terres, ressources, connaissances et opportunités de marché
3.8	Couverture de santé universelle
5.4	Reconnaître et valoriser les soins non rémunérés et le travail domestique
5.a	Droits égaux aux ressources économiques pour les femmes
10 1	Atteindre et maintenir la croissance des

17.10 Système commercial équitable

Lois et politiques non discriminatoires Institutions et politiques pour la perception

la violence

des impôts

16.b

« Ma mère demande toujours : pourquoi écoutent-ils ces gens et pas nous ? »

Tunisie, homme, 52 ans, travailleur manuel

Opinion publique sur les inégalités et l'exclusion

Ce chapitre résume les conclusions d'un sondage mondial et d'entretiens sur le terrain, en analysant les opinions et préoccupations du public concernant les inégalités. Les grandes lignes incluent des préoccupations élevées et universelles concernant les divisions de la société, la colère due à la corruption et le désir d'agir sur de multiples problématiques, y compris l'accès à des logements abordables et l'amélioration du système judiciaire. Les similitudes dans les réponses aux sondages entre les pays démontrent clairement que les inégalités ne sont pas un problème mondial de pays riche ou de pays pauvre, et que leur résolution est désormais une nécessité mondiale. La pandémie a mis en lumière un besoin humain de longue date de vivre dans une société équitable. Ce nouveau contexte peut fournir aux gouvernements l'élan nécessaire à la mise en œuvre de politiques en faveur de l'équité qui soutiendront l'appel à une reprise économique inclusive.

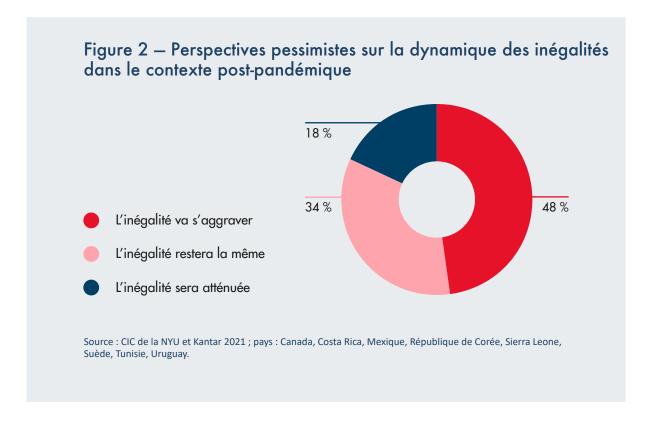
ш

La consultation du public est un outil essentiel pour une prise de décision efficace. Pour comprendre les opinions des personnes dans nos pays partenaires, leurs préoccupations concernant les inégalités et leur désir de changement, Pathfinders a commandité une enquête mondiale. Plus de 17 000 personnes participant (âgées de plus de dix-huit ans) dans huit pays représentant diverses régions du monde et différents niveaux de revenus Canada, Costa Rica, Mexique, République de Corée, Sierra Leone, Suède, Tunisie et Uruguay — ont été interrogées par Pathfinders et Kantar (entreprise de sondage politique) entre le 4 juin et le 23 juillet 2021. Le sondage a été suivi d'entretiens approfondis et de groupes de discussion en août 2021, impliquant plus de 60 participants dans quatre de ces pays : Canada, Costa Rica, Sierra Leone et Tunisie. L'exercice a permis une plongée en profondeur dans les opinions dix-huit mois après la propagation mondiale de la pandémie de COVID-19, offrant un contrôle de la température sur les perceptions du public concernant les retombées continues de la pandémie, et sur les façons dont les personnes souhaitent que les gouvernements aillent de l'avant.

2.1 Les personnes s'inquiètent-elles de l'augmentation des inégalités et de l'exclusion ?

En bref, oui, bien plus. Environ la moitié des personnes sondées (48 %) pensent qu'il y aura plus d'inégalités après la pandémie, tandis que seulement 18 % pensent que la situation s'améliorera. Cette perspective pessimiste est

partagée entre toutes les sociétés analysées, indépendamment de la région ou du statut de développement. Dans le même temps, il existe une division au sein des sociétés, de manière cohérente entre les pays, en termes d'éducation des personnes interrogées. Ceux qui représentent un niveau d'éducation plus élevé sont plus susceptibles de dire que les inégalités s'aggraveront (54 %) que ceux qui sont moins éduqués (41 %) dans tous les pays.



2.2 Quels sont les impacts de l'inégalité et de l'exclusion les plus préoccupants pour les personnes ?

Parmi les différents impacts potentiellement négatifs de l'inégalité et de l'exclusion, trois attirent une attention particulière. Les voici :

- Le rôle de la pauvreté, du handicap et de la naissance dans une zone rurale sur la réussite des enfants dans la vie.
- Le manque de responsabilité de la part des riches, qui peuvent défier le paiement des impôts.
- Les tensions entre les groupes sociaux qui comportent un risque de nuire à l'harmonie dans un pays.

Lorsqu'on leur demande quelles sont les circonstances qui limitent les opportunités d'un enfant d'avoir une vie réussie, la plupart des personnes interrogées mentionnent une naissance avec un handicap et une naissance dans une famille à faibles revenus. La part des participants listant l'une ou

l'autre de ces deux circonstances est exactement la même (67 %), plaçant la pauvreté à la hauteur du handicap en tant qu'élément important. La naissance dans une zone rurale est également perçue comme un obstacle à la réussite. Ce facteur joue un rôle particulièrement important pour les personnes interrogées

> en Tunisie (65 %), au Mexique (60 %) et au Costa Rica (55 %), mais a une pertinence minime dans les deux pays à revenu élevé dans le sondage : Canada et République de Corée. Ce point a été soutenu dans les entretiens qualitatifs, avec des personnes en Tunisie qui parlaient longuement de la difficulté supplémentaire que rencontrent les personnes dans les zones

toujours à la dichotomie ceux qui n'ont pas, par la même chose qu'à la campagne où la plupart des commodités ne sont

rurales.

П

Tunisie, femme, 18-24 ans, étudiante

pas fournies. »

« Cela nous ramène

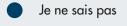
de ceux qui ont et

exemple, si je réside en ville, ce n'est pas

L'impunité perçue appréciée par les riches attire également l'attention du public. 83 % des personnes interrogées affirment être gênées par le fait qu'il existe des personnes riches qui semblent ne pas payer une part équitable des impôts, 82 % pensent que certaines personnes riches trouvent un moyen d'éviter de payer leur part due des impôts, et 80 % sont convaincues que les grandes entreprises ne sont actuellement pas suffisamment taxées. Dans l'ensemble, 76 % trouvent un point d'aggravation dans le manque de transparence du système fiscal, et 65 % par le montant qu'ils paient en impôts. Ce sentiment négatif semble être principalement axé sur les riches et les entreprises, avec une part beaucoup plus faible des personnes interrogées (41 %) affirmant que les individus percevant de faibles revenus ne paient pas leur juste part d'impôts.

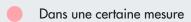
Figure 3 – Perception des divisions excluantes

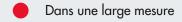
Dans quelle mesure pensez-vous qu'il existe des divisions dans la société qui ont une influence sur la facon dont nous vivons ensemble?

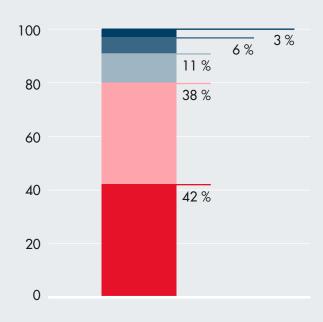






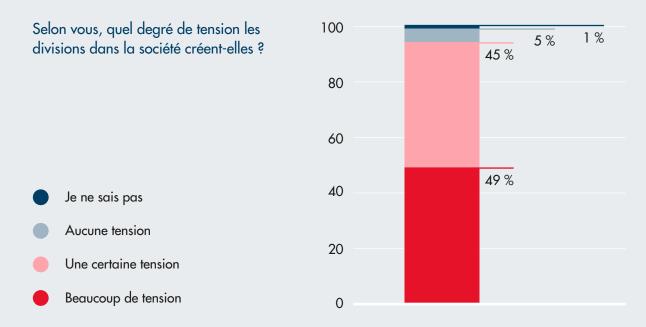






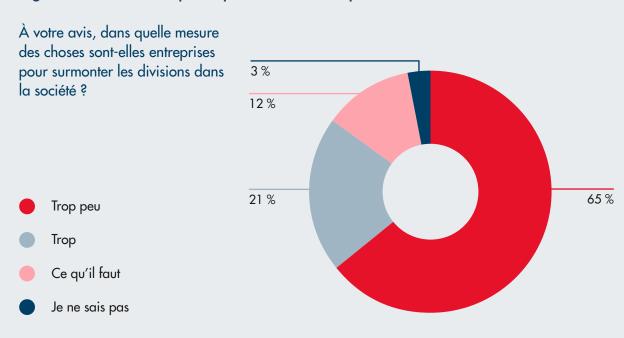
Source : CIC de la NYU et Kantar 2021 ; pays : Canada, Costa Rica, Mexique, République de Corée, Sierra Leone, Suède, Tunisie, Uruguay.

Figure 4 – Perception des tensions sociétales



Source : CIC de la NYU et Kantar 2021 ; pays : Canada, Costa Rica, Mexique, République de Corée, Sierra Leone, Suède, Tunisie, Uruguay.

Figure 5 – Inclusion politique : des efforts pour surmonter la division



Source : CIC de la NYU et Kantar 2021 ; pays : Canada, Costa Rica, Mexique, République de Corée, Sierra Leone, Suède, Tunisie, Uruguay.

Le résultat le plus frappant de notre sondage a été la force des sentiments des personnes sur les divisions au sein de leurs sociétés (se référer aux Figures 3, 4 et 5). En posant cette question, notre attente limitée était que les pays qui avaient connu des conflits passés ou avaient des différences ethniques très visibles puissent être plus conscients des divisions. Pourtant, cela ne semblait pas être le cas ; le sentiment était retentissant.

Tous les pays interrogés ont montré un sens extraordinairement fort des divisions dans la société : chaque pays, à l'exception de la Sierra Leone, avait plus de 75 % des personnes interrogées percevant ces divisions. Le pourcentage de personnes interrogées qui disent que cela peut entraîner des tensions actives est encore plus élevé, à savoir plus de 90 % pour chaque pays interrogé.

Un pourcentage plus faible de ceux qui croyaient qu'il y avait des divisions, mais toujours 50 à 80 %, pense que le pays ne fait pas assez pour régler ces divisions. Il convient de noter que cette question n'a pas été posée lors d'enquêtes antérieures, nous n'avons donc pas de conclusion claire quant à savoir si cette perception s'est améliorée ou détériorée. Mais il est certainement étonnamment élevé. Cependant, une question dans l'enquête, demandant si le pays surmontait bien les divisions entre les différents groupes sociaux, a obtenu un score particulièrement faible, avec seulement 36 % dans les pays avec peu de différences régionales, ce qui suggère que cette division pourrait être l'un des facteurs clés. Jusqu'à 65 % des personnes interrogées dans les pays étudiés ont déclaré que trop peu de choses sont faites pour surmonter les divisions de la société, révélant une forte attente selon laquelle les gouvernements devraient faire plus pour contrer ces dynamiques négatives.

Que voulaient dire les personnes par ces réponses ? Dans des entretiens et des groupes de discussion dans quatre des neuf pays interrogés, les personne ont souligné un large éventail de problèmes sur lesquels se basaient les divisions, notamment la richesse et la zone géographique, mais cela concernait principalement les différentes opportunités dans la vie et la différence de voix correspondante. En outre, il y avait des références notables à l'origine ethnique comme point de différence dans le traitement et l'injustice. Au Canada, il y avait des références répétées aux populations autochtones, en particulier en ce qui concerne la découverte de restes humains d'enfants dans des tombes non marquées sur des sites d'écoles.

« Eh bien, ils doivent se connecter à des cours virtuels et peut-être qu'un enfant de Matina, à Limón, n'avait pas d'ordinateur, n'avait pas de téléphone portable, pas un, alors que font-ils pour continuer à étudier ? C'est vrai, dans certains cas, le gouvernement nous a fourni, disons, des ordinateurs ou des choses technologiques pour les aider, mais il y avait une inégalité dans le fait que tout le monde n'avait pas accès à Internet pour pouvoir poursuivre ses études. »

ш

Costa Rica, femme, 25-35 ans

« Tout ce qui s'est passé lorsqu'ils ont commencé à trouver le corps de ces enfants dans les écoles résidentielles. Et tout ce qui concerne la façon dont les populations autochtones des réserves vivent et comment il a été promis il y a des années qu'elles allaient obtenir de l'eau propre, courante, ou quelque chose comme ça. Et cela n'est toujours pas arrivé, et c'était il y a des années. Vous ne pouvez pas vraiment blâmer la COVID, ce n'est qu'une courte période de temps par rapport au moment où ils ont fait leurs promesses. »

П

Opinion publique sur les inégalités et l'exclusion

Canada, femme, 50-65 ans

La corruption a été un point particulièrement important dans les entretiens qualitatifs, avec plusieurs personnes interrogées parlant d'épisodes spécifiques de corruption du gouvernement et reliant cela à une rupture de la confiance dans l'État. Cela était particulièrement vrai en Tunisie, mais également évident dans tous les pays, y compris lespays à revenus élevés. L'absence de changement visible et l'incapacité à tenir les promesses électorales constituaient une autre raison déclarée de baisse de la confiance dans le gouvernement, et vice versa, l'accès aux vaccins étant considéré comme quelque chose qui renforçait la confiance dans le gouvernement.

« Confiance, quelle confiance? Ils ont menti! Ils m'ont harcelé pour que je vote pour eux, ils m'ont suivi dans la rue en me menaçant, ils m'ont promis qu'ils m'aideraient à trouver une source de revenus décente après la mort de mon mari. Et je n'ai rien vu depuis les élections! »

þ

Tunisie, femme, 40-50 ans, employée de maison rémunérée

« Les personnes qui sont éligibles à des fonctions politiques doivent avoir de l'argent ou en obtenir, et celles qui leur prêtent de l'argent le font parce qu'elles s'attendent à recevoir des faveurs. »

Costa Rica, homme, 60-70 ans, livreur

2.3 Quel changement les personnes veulentelles voir ?

- « Pour moi, la prévention est la première chose à faire ; prévenir et réduire la corruption, c'est la chose la plus importante, parce que s'il n'y a pas de personnes corrompues, si les finances de l'État se déplacent proprement et qu'il n'y a pas de voleurs, il y a assez d'argent pour tout, assez d'argent pour les projets, pour les missions, pour les fonctions de chaque organe gouvernemental, et le Costa Rica serait en avance ; nous aurions une nation économiquement stable, aves des sources de revenus, du travail, et tout le reste. »
- « En tantque jeune femme luttant pour trouver un emploi et luttant pour subvenir aux besoins de ma famille, je dirais que les opportunités d'emploi pour les jeunes doivent être une priorité. »

ĮI.

Tunisie, femme, 18-24 ans

П

Costa Rica, homme, 31 ans, immigrant

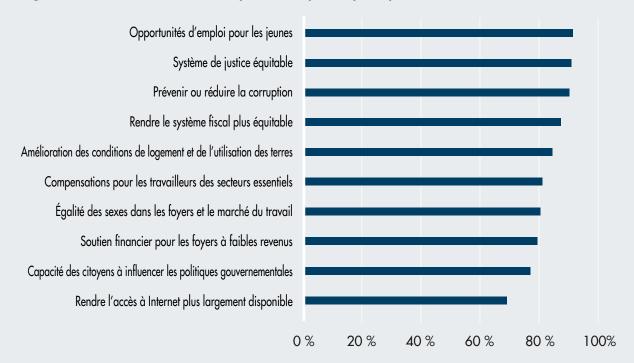
Les cinq priorités politiques recevant le plus de soutien parmi les personnes interrogées sont les suivantes :

- Opportunités d'emploi pour les jeunes
- Système de justice plus équitable
- Lutte contre la corruption
- Système fiscal plus équitable
- Logements de meilleure qualité et meilleur accès au logement

Ces résultats coïncident avec les domaines politiques qui ont été perçus comme les plus mal gérés par les gouvernements avant la pandémie. En particulier, ces problématiques exacerbées par la COVID-19, telles que le chômage et des logements trop coûteux, ont pris de l'importance. Il convient de noter que nous n'avons pas demandé si les personnes voulaient que l'éducation et la santé soient une priorité, en partie parce que ces problèmes ont été bien couverts dans les enquêtes par le passé, et en partie parce que nous voulions faire de la place pour d'autres problèmes qui n'étaient généralement pas au centre du développement.

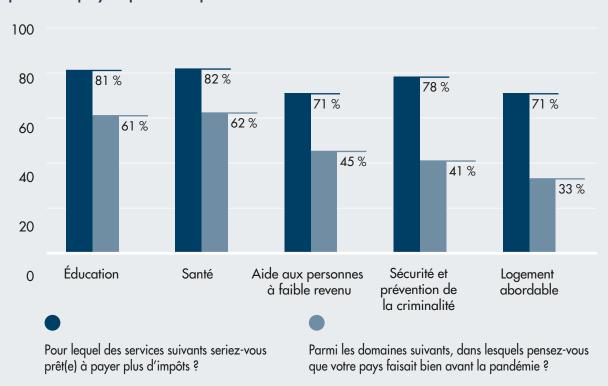
Les revendications pour une société plus équitable et plus juste se manifestent fortement par plusieurs priorités politiques simultanées post-pandémiques : un système de justice équitable en réponse aux voix des personnes, des impôts équitables et la lutte contre la corruption.

Figure 6 – Quelles sont vos priorités politiques pour l'avenir ?



Source: CIC de la NYU et Kantar 2021; pays: Canada, Costa Rica, Mexique, République de Corée, Sierra Leone, Suède, Tunisie, Uruguay.

Figure 7 – Les écarts entre les domaines pour lesquels les personnes pensent que le gouvernement se porte bien et ceux pour lesquels elles sont prêtes à payer plus d'impôts



La Figure 7 regroupe les perceptions des personnes qui pensent que les gouvernements se portent bien ou mal parallèlement à la volonté de payer plus d'impôts. Elle montre que même si l'éducation et la santé sont une priorité absolue pour laquelle les personnes seraient prêtes à payer des impôts plus élevés et que les gouvernements semblent y répondre, il existe des lacunes évidentes sur d'autres problématiques politiques. Les zones de décalage entre la satisfaction des personnes avant la pandémie et leur volonté de payer plus d'impôts à l'avenir comprennent le logement, la sécurité et la criminalité. Ici, il y a un écart de plus de 35 points de pourcentage en moyenne entre la volonté des personnes de payer plus d'impôts pour ces domaines et leur sentiment de savoir si le pays leur apportait ce dont elles avaient besoin avant la pandémie.

2.4 Le public est disposé à se soutenir

« Tous ces sujets sont importants, mais la situation précaire des familles à faibles revenus doit être prioritaire. »

ĮI.

Tunisie, femme, 20 ans, étudiante

« Être Canadien et jeune ne me donne pas plus le droit au vaccin que n'importe qui d'autre dans le monde. »

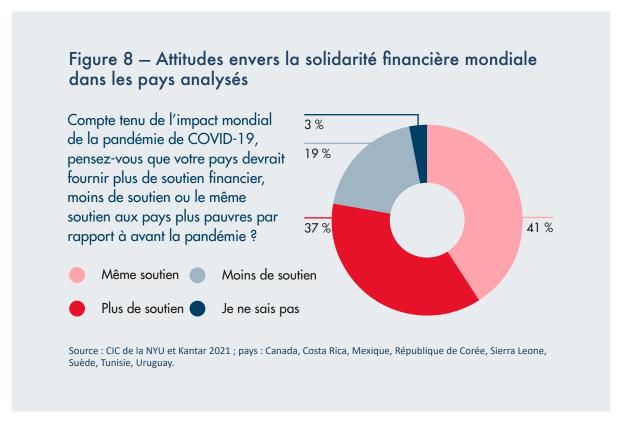
h

Canada, homme, 25-35 ans, responsable des opérations

Malgré les difficultés, il existe un sentiment dominant dans les pays d'aider ceux qui sont les plus dans le besoin au sein de leurs sociétés. 79 % des répondants ont exprimé leur préférence pour des gouvernements qui soutiendraient financièrement les familles à faibles revenus. Ce soutien est encore plus prononcé chez les jeunes (83 % contre 76 %), ceux ayant un niveau d'éducation inférieur (87 % contre 72 %) et ceux ayant un statut économique inférieur (86 % contre 74 %), et reste constamment au-dessus de 70 % dans diverses catégories.

Ce qui précède suit les recherches antérieures du CIC de la NYU, qui ont révélé que la pandémie a déclenché une augmentation du soutien aux politiques sociales qui vont bien au-delà de la crise immédiate. Par exemple, 91 % des Pakistanais sont en faveur d'une initiative de transfert de fonds de leur gouvernement (et seulement 4 % pensent qu'il s'agit de quelque chose de « mauvais »), même si seulement 7 % recevaient l'aide du programme. Ce schéma a été répété dans le monde entier, la plupart des personnes soutenant des politiques de redistribution visant les plus démunis et les plus marginalisés, qu'elles soient ou non elles-mêmes en position de bénéficier de cette redistribution⁹³.

Ce sentiment de solidarité avec les plus démunis est également apparent au niveau international. La majorité des personnes interrogées dans tous les pays, mais plus immédiatement dans les pays à moyen revenu, souhaitent maintenir ou étendre les niveaux existants de soutien financier pour les pays les plus pauvres (se référer à la Figure 8 ci-dessous). Tout comme les opinions sur le soutien aux plus vulnérables au sein des pays, le groupe d'âge le plus jeune (18-24 ans) était là encore le plus susceptible d'exprimer son soutien pour une solidarité plus mondiale. Les personnes ayant l'éducation la plus faible (enseignement primaire et en-dessous) étaient également plus susceptibles de partager cette attitude.



« Le marché a trop chuté, les entreprises, les ventes de rue, presque tout. Si vous allez parfois faire une promenade et proposez vos services, vous réalisez que beaucoup de gens ont arrêté de faire appel ce service, ou plutôt ce marché ; il a beaucoup chuté. »

Costa Rica, femme, plus de 50 ans

Ce chapitre montre comment plusieurs mesures d'inégalité générale se sont aggravées. Il présente également une nouvelle étude selon laquelle les inégalités entre les groupes sont plus importantes que précédemment abordé, que les cultures de privilège ainsi que les inégalités actuelles sont une source de revendication, et que l'impact de la COVID-19 sur les inégalités est profond et potentiellement à long terme.

ĮII.

La dynamique de revenu mondial depuis les années 80 décrite ici nous amène à croire que les lacunes et les tendances en matière d'inégalité et d'exclusion sont plus complexes que ce qui est souvent représenté. Inégalités et pauvreté ne sont pas la même chose : elles peuvent être très importantes si les élites de la société sont perçues comme amassant de la richesse de manière disproportionnée ou démontrant des cultures de privilège, même si les personnes démunies ont aussi obtenus de maigres acquis. Si certains groupes fondés sur l'identité gagnent plus ou sont perçus comme gagnant plus que d'autres, cela a non seulement un impact, mais peut aussi être une cause de revendications.

3.1 Inégalités de revenu

Comme le montre le chapitre précédent, les personnes du monde entier pensent que les inégalités se sont aggravées pendant la pandémie de COVID-19. La prise de conscience de l'urgence de la lutte contre les inégalités croissantes est aussi devenue plus élevée parmi les politiciens et les décideurs politiques, avec des mentions des « inégalités croissantes » plus courantes dans les publications internationales, voyant une augmentation étonnante de 2 900 % entre les périodes de 2000 à 2004 et de 2016 à 2020⁹⁴.

D'après les données, qu'est-ce qui est à l'origine de ces perceptions ? Deux mesures d'inégalités de revenu largement utilisées, à savoir la répartition des revenus entre les pays et le coefficient de Gini pondéré de la population, qui mesure les inégalités intra-pays, ont diminué entre 2000 et 2019. La première a diminué de manière assez significative, stimulée par la croissance en Chine et en Inde, la seconde légèrement, d'un seul point de pourcentage. Cela signifie-t-il que les perceptions du public sont erronées ?

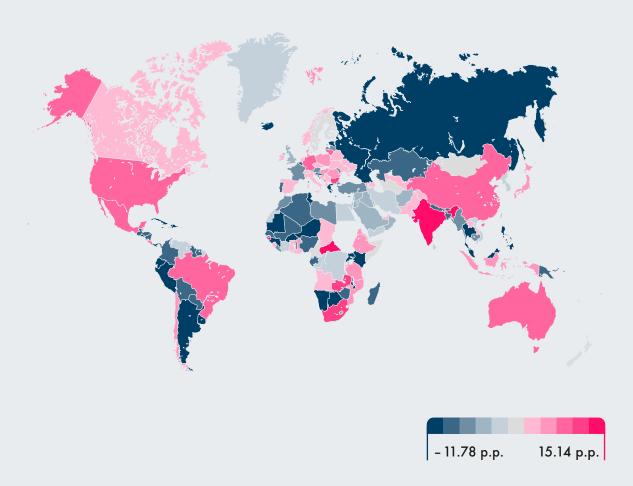
Au final, cela dépend de ce qui est mesuré. Les taux d'inégalité sont assez différents pour les pays à revenus élevés, la Chine, l'Inde et certains autres pays d'Asie de l'Est et du Sud, où les inégalités de revenu ont augmenté. En revanche, ces inégalités stagnaient dans une grande partie de l'Afrique subsaharienne et du Moyen-Orient et s'amélioraient dans une majorité de pays d'Amérique latine (même si les niveaux étaient très élevés de base). Plus important encore, le coefficient de Gini peut ne pas mesurer les raisons pour lesquelles les personnes sont en colère : d'après les enquêtes auprès des foyers, Gini n'est pas très bon pour capter les revenus des riches. Lorsque nous examinons la part du PIB annuel captée par le 1 % plus riche et les 10 % plus riches dans

chaque pays, la situation est très différente : les pays de tous les statuts de développement ont connu une augmentation de la part des revenus nationaux étant régulièrement redistribués vers les familles en tête de liste.

Bien qu'étant la mesure la plus populaire de l'inégalité, le coefficient de Gini cache deux facteurs clés qui sont importants pour le bien-être et la confiance des personnes à l'avenir : la mobilité sociale et les différences territoriales entre les régions et les quartiers. La mobilité sociale est préoccupante pour tous ceux qui se soucient de leurs enfants, ou plus généralement de l'avenir des jeunes dans les sociétés d'aujourd'hui.

Une étude menée par la Banque mondiale⁹⁵ dans 111 pays, 87 % de la population mondiale sur cinq décennies, montre que « la mobilité relative moyenne est plus faible dans les économies à faibles revenus, sans signe que l'écart avec les pays à revenus élevés diminue ».

Figure 9 — Changement de la part du PIB détenue par les 10 % les plus riches entre 2000 et 2020



Source : Adapté par le CIC de la NYU, propre élaboration dans le tableau basé sur les données de la World Inequality Database, https://wid.world/.

Les mesures nationales d'inégalité cachent également une grande diversité dans les régions infranationales et dans les villes de tous les continents. L'Opportunity Atlas de Harvard⁹⁶ montre que le quartier dans lequel les enfants naissent à New York détermine l'inégalité des résultats des décennies plus tard. Une étude sur Sao Paulo au Brésil⁹⁷ révèle des schémas similaires : deux quartiers très proches, Pinheiros et Parelheiros, ont des indices de développement humain respectivement équivalents à ceux de la Suisse et de l'Irak. La Figure 10, où la favela de Paraisópolis est située à côté de son voisin plus riche Morumbi, illustre clairement ce phénomène.

Figure 10 – Contraste des conditions de logement dans des zones voisines



La favela de Paraisópolis et Morumbi, un quartier à revenus élevés, Sao Paulo, Brésil – Photo : © iStock – C_Fernandes. Récupérée sur www.istockphoto.com/photo/favela-doparais%C3%B3polis-gm619650946-108101981.

Tous ces facteurs créent des revendications, et sont effectivement une source de préoccupation quant au pouvoir disproportionné des riches. La COVID-19 a exacerbé ces inégalités préexistantes (se référer à l'encart 1).

Encart 1 – À quel moment l'inégalité devient-elle excessive ?

Il n'y a pas de nombre magique pour déterminer à quel moment l'inégalité est trop importante. Les études sur l'inégalité individuelle semblent montrer qu'il existe une butte où les niveaux peuvent être à la fois trop faibles et trop élevés. De nombreuses anciennes sociétés soviétiques avec de faibles inégalités ont eu de manière correspondante peu de confiance, de la corruption, des abus concernant les droits humains et des problèmes pour assurer une croissance écologique et équitable. De même, de nombreux pays capitalistes de grandes inégalités ont les mêmes problèmes. Dans les deux cas, c'est principalement parce que les centres de pouvoir protègent ceux qui en sont proches, et non la majeure partie de la population.

Nous avons besoin d'inégalités de résultats pour donner aux personnes des incitations à travailler et à épargner. Mais trop d'inégalité sape la cohésion sociale, en particulier lorsque la source de l'inégalité n'est pas considérée comme provenant d'un travail acharné mais d'un avantage déloyal. Les économies avec d'énormes disparités salariales, en particulier lorsque les personnes au sommet sont perçues comme n'apportant aucune valeur sociale, créent également un mécontentement. Un certain degré d'inégalité basée sur l'effort est donc bon, alors que des résultats trop extrêmes, des résultats truqués et des récompenses injustes sont mauvais.

Les préjugés, par définition, une opinion préconçue non basée sur une raison ou une expérience réelle, que ce soit sur la base du genre, de l'appartenance raciale, du « handicap » dû à la classe, tombe dans la sphère des résultats truqués. L'objectif devrait donc être d'éliminer la discrimination et de se concentrer au sein des pays sur la récompense des efforts déployés au cours de la vie, en évitant une concentration de richesses héritées.

Il existe d'autres raisons sociales, économiques et politiques de réduire les inégalités qui deviennent des connaissances communes, et qui donnent l'impulsion pour des réductions significatives des inégalités. L'étude empirique présentée ici indique que l'inégalité croissante a des effets significatifs sur les biens publics tels que le confinement pandémique, l'instabilité politique, les conflits et la violence, et (bien que les preuves soient beaucoup plus préliminaires) sur l'action climatique.

Encart 2 – COVID-19 et inégalités : les risques d'une reprise inégale dans un monde inégal

Carolina Sánchez-Páramo

Directrice principale, Pauvreté et Inégalité, Banque mondiale

La pandémie de COVID-19 a eu un impact prononcé sur les populations vulnérables du monde : vies perdues, santé, emplois, revenus, actifs et éducation. Par conséquent, la pauvreté et les inégalités sont en hausse. Les données des enquêtes téléphoniques à haute fréquence (High-Frequency Phone Surveys, (HFPS)⁹⁸ de la Banque mondiale nous racontent une histoire sans ambiguïté d'impacts vastes et inégaux dans les pays à faibles revenus, et suggèrent une reprise inégale, ce qui pourrait laisser un monde encore plus inéquitable pour les générations futures. Le monde doit porter son attention collective sur les menaces à long terme que représentent la mobilité sociale et l'inégalité.

De grandes lacunes ont émergé au cours des trois premiers mois de la pandémie.

Les premières informations tirées des données harmonisées d'avril à juin 2020 suggèrent des impacts extrêmement importants⁹⁹ sur les revenus, l'emploi, la sécurité alimentaire et l'éducation des enfants, associés à la rigueur des mesures politiques prises pour atténuer les risques sanitaires de la pandémie. Plus d'un tiers des personnes travaillant avant la COVID-19 ont cessé de travailler entre avril et juillet 2020 dans cinquante-deux pays, et plus de 60 % des foyers ont signalé des pertes de revenus dans trente pays. Les impacts économiques liés à la pandémie étaient beaucoup plus fréquents chez les foyers dans les pays les plus pauvres¹⁰⁰, et les transferts pour les programmes sociaux d'urgence étaient souvent inadéquats pour compenser ces impacts.

Dans les pays à faibles revenus¹⁰¹, la crise a sévèrement exacerbé les inégalités préexistantes. De grands segments du marché du travail qui étaient défavorisés avant même le choc, à savoir les femmes, les jeunes et les travailleurs ayant des niveaux d'éducation plus bas, étaient beaucoup plus susceptibles de perdre leur emploi au cours des trois premiers mois de la pandémie. Les femmes ont également assumé la responsabilité des besoins de soins supplémentaires avec la fermeture d'écoles et l'augmentation des maladies parmi les membres de la famille, ce qui affectera leur capacité à retourner au travail à mesure que les économies se rouvrent. Alors que les femmes perdaient du travail rémunéré¹⁰² à un taux plus élevé par rapport aux hommes, leur travail non rémunéré augmentait. Les femmes entrepreneurs couraient également un plus grand risque de voir leurs entreprises fermées que les hommes.

Des impacts inégaux ont été ressentis bien au-delà des marchés du travail. L'accès à l'apprentissage alors que les écoles étaient fermées était plus sévèrement limité pour les enfants de familles nombreuses et de foyers où les répondants à l'enquête avaient un plus faible niveau d'éducation. De même, bien que les hommes aient été plus susceptibles de perdre leur vie en raison de la COVID-19, les femmes ont perdu plus que les hommes dans d'autres dimensions du bien-être. Les femmes ont souffert de manière disproportionnée d'impacts sur la santé mentale, tout en ayant des risques plus élevés de décès à l'accouchement et de mortinaissance. Nous trouvons également des preuves suggérant une forte augmentation de la violence contre les femmes pendant la pandémie.

Les données probantes des pays à revenu élevé suggèrent également que, bien que ceux qui se trouvent au bas de la répartition aient des difficultés à faire face aux conséquences de la crise, ceux qui se situent au sommet ont connu une croissance significative des revenus et de la richesse, stimulée par la performance exceptionnelle des marchés financiers et la croissance dans des secteurs sélectionnés tels que le

commerce électronique. Des données similaires ne sont pas disponibles pour les pays à faibles revenus, mais il ne fait aucun doute que, combinés, des chocs négatifs pour les moins fortunés et des chocs positifs potentiels pour les personnes déjà riches ne peuvent qu'avoir exacerbé leur inégalité interne.

Une reprise inégale peut préfigurer le risque d'inégalité à long terme plus élevée.

Étant donné ses impacts initiaux hautement inégaux, la pandémie pourrait aggraver les inégalités et la mobilité sociale à plus long terme par le biais de trois canaux principaux¹⁰³: les impacts durables des pertes d'emplois et des pertes d'entreprises, qui peuvent être particulièrement graves pour les travailleurs vulnérables; la probabilité plus élevée parmi les foyers démunis d'adopter des stratégies pour faire face aux pertes de revenus, comme la vente d'actifs productifs et la réduction de l'alimentation, qui réduisent leur productivité au fil du temps; et les perturbations au niveau scolaire qui sont susceptibles d'élargir les écarts d'apprentissage entre les enfants de différentes strates socio-économiques.

Notre analyse récente des données de l'HFPS¹⁰⁴ montre de premiers signes de ce phénomène. Après de graves baisses en avril-juin 2020, les revenus et l'emploi ont connu un rebond en septembre dans les 17 pays de notre échantillon où les politiques limitant la mobilité sont devenues moins strictes. Cette période peut être considérée comme un aperçu précoce du schéma de reprise pour les pays où les politiques deviennent moins restrictives. Cependant, en septembre 2020, les foyers et les individus avaient encore beaucoup à faire avant d'atteindre les niveaux d'emploi et de revenus pré-pandémiques. Les améliorations n'ont pas été suffisantes pour réduire de manière significative les lacunes en matière de pertes d'emploi initiales entre les femmes et les hommes, les zones urbaines et rurales, d'éducation au niveau universitaire ou non, et en ce qui concerne les travailleurs jeunes et âgés. Les données provenant des États-Unis et d'autres pays à revenus élevés suggèrent des schémas similaires de reprise au sein des pays.

Une pénurie mondiale de vaccins ne fera qu'aggraver le risque d'une reprise inégale. Dans plusieurs économies avancées, plus de la moitié de la population a déjà reçu au moins une dose du vaccin contre la COVID-19, mais dans tous les pays à faibles revenus, les taux de vaccination restent à un seul chiffre. Les obstacles à la vaccination pèsent lourdement sur l'activité économique et compromettront probablement les perspectives d'une forte reprise : selon le Perspectives économiques mondiales de juin 2021, les effets des pertes de revenus par habitant de l'année dernière ne seront pas entièrement défaits dans environ deux tiers des marchés émergents et des économies à faibles revenus d'ici la fin de l'année 2022.

Une reprise qui ne laisse personne derrière elle nécessite de s'attaquer aux inégalités structurelles.

Rendre nos sociétés plus équitables et plus résistantes aux crises futures nécessite de s'attaquer aux inégalités structurelles aujourd'hui. Une telle action est cruciale pour aider les femmes, les travailleurs peu qualifiés et les travailleurs du secteur informel en zone urbaine à se remettre des pertes profondes qu'ils ont subies, et également pour les empêcher de se retrouver plus loin à mesure que les économies se redressent. La priorité politique la plus importante est d'assurer un accès généralisé et équitable aux vaccins. Au-delà de cela, la pandémie a souligné la nécessité de construire un système de santé publique efficace et équitable, soutenu par des investissements dans les filets de protection et l'assurance sociale, et d'instaurer une politique fiscale pour lever des ressources de manière équitable et efficace afin de financer ces investissements.

3.2 Inégalité de statut et de reconnaissance

Parallèlement aux inégalités tangibles, le manque de respect des élites pour les démunis et pour les groupes historiquement défavorisés joue un rôle important dans l'amplification des revendications. L'expression « déplorable » de Hillary Clinton pendant l'élection présidentielle de 2016 aux États-Unis a été perçue par beaucoup comme transmettant un profond sentiment de supériorité sur un large segment de la société. Le sentiment d'un décalage entre les « gagnants » et les « perdants » de la société n'est en aucun cas limité aux pays à revenus élevés : dans le monde arabe, les revendications concernant le hogra (dans le dialecte algérien, mot qui transmet un sentiment de dédain et de mépris de la part des élites envers la population) étaient un facteur essentiel de protestations en 2011 et continuent de susciter le mécontentement aujourd'hui. En Corée du Sud, l'utilisation du terme kkhondae, terme semblable à « baby-boomer » aux États-Unis, est un terme de protestation pour indiquer la manière désobligeante dont les personnes âgées ayant un emploi sécurisé parlent des jeunes. L'encart 3 traite de la dynamique des cultures de privilège et des cultures de solidarité en Amérique latine. Il est important de comprendre que ce manque de respect et de reconnaissance fonctionne aussi fortement à travers les classes qu'à travers les groupes d'identité.

Encart 3 – Cultures de privilèges et cultures de solidarité

Alicia Bárcena

Sous-secrétaire générale et secrétaire exécutive, Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes

Quasiment à la moitié du calendrier de l'Agenda 2030, nous vivons un changement d'époque plutôt qu'une époque de changements. Le système international est confronté à des défis structurels clés reflétés dans le changement climatique, la profonde crise du multilatéralisme et le mécontentement social croissant. Ces défis sont également exprimés, sous une forme encore plus intense, dans le Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes (GALC), où la pandémie de COVID-19 a aggravé des problèmes profondément enracinés, en particulier la prévalence des inégalités historiques dans la répartition des revenus et des richesses. Ces inégalités sont renforcées, et dans le même temps perpétuent, une culture du privilège qui prive la majorité des citoyens des GALC de l'accès à leurs droits sanitaires, sociaux, économiques et politiques.

Héritée des structures politiques, économiques et sociales coloniales qui justifiaient l'exploitation des communautés autochtones et de l'esclavage¹⁰⁵, la culture du privilège naturalise les hiérarchies sociales, les inégalités, la discrimination et les disparités dans l'accès aux fruits du progrès et de la production, ainsi que l'exclusion des populations de la prise de décision¹⁰⁶. La culture du privilège contribue à maintenir la majeure partie de la population dans un piège structurel de pauvreté, sans accès à l'emploi formel, aux opportunités d'apprentissage et à la protection sociale. Elle se manifeste également par un taux élevé d'évasion et d'évitement fiscaux, qui totalise 6,7 % du PIB régional, et des flux financiers illicites liés au commerce extérieur, qui représentaient environ 0,5 point de PIB en 2013 en raison de la manipulation des prix¹⁰⁷.

Dans la réponse à la pandémie de COVID-19, les pays de la région ont mobilisé des quantités sans précédent de ressources, que la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) a documentées dans son COVID-19 Observatory¹⁰⁸. Cette mobilisation comprenait 263 mesures de protection sociale, couvrant près de 50 % de la population et empêchant 230 millions de personnes de tomber dans la pauvreté. Avec des dépenses supplémentaires estimées à 86 milliards USD pour les mesures d'urgence entre mars et décembre 2020, la région a dépensé l'équivalent de 1,25 % de son PIB¹⁰⁹. Cependant, afin de se rétablir efficacement de cette crise, ces mesures temporaires doivent conduire à des actions plus transformatrices, une action qui adopte une position non négociable contre les inégalités et la pauvreté, et qui entraîne un changement structurel plus inclusif.

Dans toute la région, les citoyens manifestent leur ressentiment à l'égard de la culture du privilège qui favorise la corruption et déforme les politiques et les institutions de manière à ne favoriser que des acteurs puissants concentrés. La reprise face à la pandémie de COVID-19 devrait entraîner de nouveaux pactes politiques et sociaux qui combattent activement la culture du privilège avec une culture de l'égalité par l'investissement dans les systèmes de santé, de protection sociale, de retraite et d'éducation, tout en dénonçant également les effets de répartition négative des privilèges fiscaux et l'orientation de l'investissement, en particulier les dépenses publiques. La reprise devrait aussi entraîner une lutte contre toutes les formes de discrimination, en particulier celles fondées sur le genre oule statut ethno-racial.

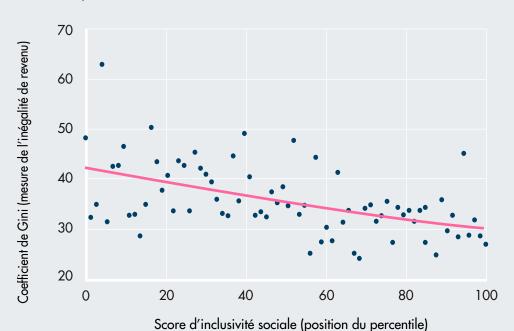
De plus, de nouvelles formes de gouvernance basées sur la solidarité régionale et internationale sont nécessaires pour renforcer les capacités technologiques et productives de la région, collaborer dans la lutte contre la corruption et s'assurer que ses pays, y compris les pays à moyens revenus, ont accès au financement du développement, y compris l'accès aux obligations APD, ISSD, écologiques et ODD, entre autres. Le passage d'une culture du privilège à une culture de l'égalité et de l'efficacité devrait également fournir aux pays suffisamment de ressources et d'espaces politiques pour contribuer à la fourniture de biens publics mondiaux, tels que les soins de santé universels, la sécurité climatique et la protection de l'atmosphère, la stabilité financière, la paix et les droits humains.

3.3 Inégalités entre les groupes

Souvent appelée exclusion, l'inégalité entre les groupes sociaux signifie les différences qui sont marquées par les identités : genre, appartenance raciale, origine ethnique, religion, origine nationale ou statut de migrant, handicap ou orientation sexuelle. La Figure 11 révèle la forte corrélation entre les inégalités de revenu et l'exclusion à travers le monde. L'analyse montre que les pays plus économiquement égaux obtiennent de meilleurs résultats en termes d'inclusivité sociale. Elle est basée sur des données provenant d'un groupe diversifié de soixante-quatorze pays et montre que les inégalités de revenu (mesurées par Gini) prédisent 64 % de variation des niveaux d'exclusion sociale entre les pays, indépendamment de la catégorie géographique ou du revenu par habitant. Le score d'inclusion sociale est une mesure composite qui a été développée sur la base de données de Varieties of Democracy (V-Dem) pour montrer une position en percentile d'un pays (par rapport à d'autres pays) en termes d'accès égal de divers groupes sociaux aux libertés civiles, aux services

publics, aux opportunités économiques et à la représentation politique. Plus la position est élevée, plus la société est inclusive. Cette analyse révèle que, bien que les pays plus aisés connaissent généralement des disparités économiques et sociales plus faibles, il y a beaucoup de diversité à cet égard, avec un certain nombre d'économies à faible et moyen revenu qui enregistrent de meilleures performances que certaines économies à revenu élevé.

Figure 11 – L'inégalité économique et l'exclusion sociale vont de pair



Source : Adapté par le CIC de la NYU pour une nouvelle étude.
Données : Données publiques de la Banque mondiale - Coefficient de Gini pour les années 2015 à 2018 ; Indice d'exclusion par groupe social (inversé) de V-Dem pour les années 2015 et 2018, de l'ensemble de données 11.1. Remarque : le score d'inclusivité sociale est la position en percentile d'un pays par rapport à la mesure d'exclusion sociale de V-Dem où le pays le moins inclusif au monde a un score de zéro et le plus inclusif a un score de cent. Le coefficient de Gini mesure à quel point le revenu est distribué de manière inégale entre les foyers de la société.

3.4 Genre, revenus et inégalité de richesse

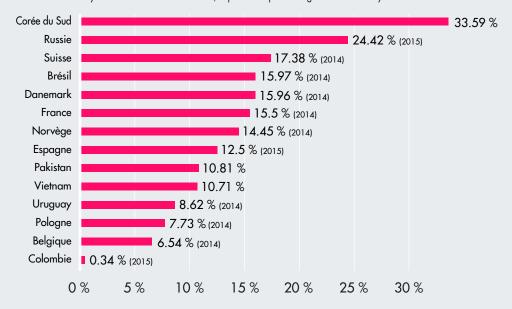
De nombreux pays sont toujours confrontés à un écart de rémunération important entre les genres. Dans la plupart des pays, les hommes sont plus susceptibles de posséder des terres et de contrôler des actifs productifs que les femmes¹¹⁰ (se référer à la Figure 12), et d'influencer les décisions dans le foyer. Il existe, cependant, des développements positifs qui nous rapprochent d'un redressement au niveaux des déséquilibres entre les hommes et les femmes. L'écart salarial entre les genres a diminué à l'échelle mondiale au

cours des dernières décennies, bien que seulement de 8 %¹¹¹. Les femmes ont cependant constaté d'autres avancées¹¹². Les lois successorales fondées sur l'égalitéfemmes-hommes (bien qu'elles ne soient pas toujours pleinement mises en œuvre), qui étaient rares jusqu'à récemment, sont désormais courantes dans le monde entier¹¹³.



Écart non ajusté entre les sexes dans les salaires horaires moyens, 2016

Écart salarial entre les sexes, non ajusté aux caractéristiques des travailleurs. Les estimations correspondent à la différence entre les revenus moyens des hommes et des femmes, exprimée en pourcentage des revenus moyens des hommes.



Source : ILOSTAT.

Remarque : les données correspondent au salaire horaire brut et incluent les travailleurs à temps plein et à temps partiel.

3.5 Comprendre les intersections – genre, origine ethnique, appartenance raciale et richesse

Un grand nombre de ces acquis a toutefois été plus important pour les femmes qui bénéficient également d'un statut de revenu élevé au sein de leurs sociétés. La part des femmes parmi les personnes ayant les revenus les plus élevés a augmenté. Dans la plupart des pays à revenus élevés et dans de nombreux pays à faibles revenus, plus de femmes que d'hommes vont au bout de leurs études supérieures. Les femmes à faibles revenus ont également réalisé des acquis, avec des améliorations notables dans le domaine de la mortalité maternelle. Pour ce qui est des mesures concernant les revenus, cependant, les femmes de la classe ouvrière ont connu des progrès considérablement moins importants, et ont été largement exclues des progrès réalisés sur la parité dans les universités et les conseils d'administration.

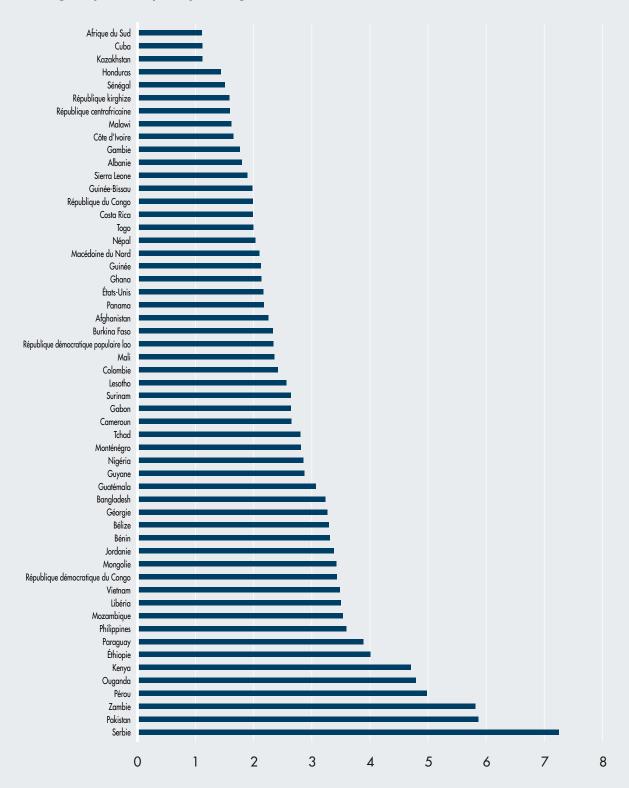
En plus de la classe, le genre devient un problème socio-économique plus puissant lorsque s'ajoutent l'appartenance raciale et l'origine ethnique. Une étude de 2010 a révélé que le nombre de personnes vivant dans la pauvreté est plus élevé chez les femmes noires d'Afrique du Sud que dans le reste de la population, tandis que l'incidence de pauvreté la plus faible a été observée chez les hommes blancs suivis des femmes blanches. Au Brésil, l'intersection de l'appartenance raciale et du genre a donné un classement quelque peu différent, les hommes blancs ayant déclaré les revenus les plus élevés et les femmes noires obtenant les plus faibles résultats à tous les niveaux d'éducation, mais les hommes noirs ayant gagné plus que les femmes blanches à des niveaux d'éducation plus élevés. Au Nigéria, les filles des communautés haoussa démunies vivant dans les zones rurales étaient les moins susceptibles d'aller à l'école, tandis que les garçons des foyers urbains aisés étaient les plus susceptibles d'y aller 114.

3.6 Richesse et origine ethnique ou appartenance raciale

L'origine ethnique et l'appartenance raciale sont également des facteurs clés déterminant l'inégalité. En utilisant des données représentatives au niveau national pour cinquante-six pays¹¹⁵, nous avons exploré la répartition de chaque groupe ethnique, racial ou linguistique entre les quintiles de richesse afin de déterminer si ces groupes sont disproportionnés dans les quintiles de richesse inférieurs ou supérieurs par rapport à leur taille de population. Les résultats étaient surprenants. Les personnes des groupes ethniques, raciaux ou linguistiques les plus défavorisés sont presque quatre fois plus susceptibles de faire partie des foyers les plus pauvres par rapport à leur taille moyenne de population (se référer à la Figure 13). Parmi ces cinquante-quatre pays, sept pays ont montré une probabilité de pauvreté quatre fois supérieure parmi les groupes ethniques défavorisés. Ces cas couvrent les écarts géographiques et de revenus. Il convient de noter que les immigrés récents ne sont impliqués dans les groupes les plus défavorisés dans aucun de ces pays, ce qui indique que les préjugés et la discrimination sont susceptibles d'être des facteurs plus importants que l'accès à la santé et à l'éducation dans l'enfance. Ces cas comprennent:

- La Serbie, où une personne d'origine tsigane est 7 fois plus susceptible de faire partie des foyers les plus démunis.
- Le Pakistan, où une personne d'origine Marwari est 5,9 fois plus susceptible de faire partie des foyers les plus démunis.
- La Zambie, où une personne d'origine Senga est 5,8 fois plus susceptible de faire partie des foyers les plus démunis.
- Le Pérou, où une personne parlant une langue autochtone est 5 fois plus susceptible de faire partie des foyers les plus démunis.
- Les États-Unis, où une personne afro-américaine/noire est 2,1 fois plus susceptible de faire partie des foyers les plus démunis.

Figure 13 – Augmentation de la probabilité d'être pauvre si faisant partie d'un des groupes ethniques ou raciaux les plus marginalisés par rapport aux groupes les plus privilégiés



Source: Propre élaboration du CIC d'après les données du DHS et sur les ménages aux États-Unis. "Demographic and Health Surveys (various) [Datasets]," ICF, 2004–2017, financée par USAID. Rockville, Maryland: ICF [Distributor]; "Survey of consumer finances (SCF) 2019," U.S. Federal Reserve Board, 2020, www.federalreserve.gov/econres/scfindex.htm.

La répartition de chaque population était basée sur l'origine ethnique, l'appartenance raciale ou la langue parlée. Le nombre de catégories variait selon le pays, d'après la manière dont les données de groupe ont été recueillies ou les différences de groupe historiquement comprises dans ce pays. Veuillez noter que la probabilité est calculée conformément à la proportion de cette population dans les quintiles de richesse inférieurs et supérieurs. Ainsi, lorsque les groupes historiquement marginalisés sont également dans la classe moyenne, comme en Afrique du Sud, le ratio diminue.

Encart 4 — Les femmes vis-à-vis de l'emploi informel et COVID-19 : informations tirées de l'étude d'impact de WIEGO sur la COVID-19 et les travailleurs informels

Sally Roever

Coordinatrice internationale, WEIGO

Dans la plupart des pays, les femmes sont représentées de manière disproportionnée dans l'économie informelle : dans les pays à faibles et moyens revenus, par exemple, 92 % de l'emploi des femmes est informel. Dès le début de la crise liée à la COVID-19, l'Organisation internationale du Travail a estimé que, dans le monde, près de 76 % des travailleurs informels (ou 1,6 milliard des travailleurs) seraient significativement affectés par les mesures de confinement et/ou travailleraient dans les secteurs les plus durement touchés de l'économie, les revenus de l'économie informelle devant diminuer de 60 %. De plus en plus, les données issues de diverses études de crise montrent que ces prédictions ont été confirmées dans la réalité, et que les femmes ont été durement touchées par cet impact.

Alors que les travailleurs de l'économie informelle ont été gravement touchés par la crise, l'hétérogénéité de l'emploi informel a signifié que les filières de l'impact ont différé en fonction de la profession, du statut de l'emploi (emploi indépendant vs emploi salarial), du lieu de travail et du type de marché du travail dans lequel les travailleurs informels opèrent. La première phase de l'étude d'impact de WIEGO sur la COVID-19 et l'économie informelle, menée dans 12 villes en 2020, a constaté des variations dans les filières de l'impact dans quatre secteurs professionnels de l'économie informelle.

Les travailleurs domestiques, qui sont des travailleurs rémunérés dans les foyers, sont confrontés à la fois à une perte d'emploi (s'ils vivent à l'extérieur du foyer en question) et à une intensification de la charge de travail (s'ils vivent à l'intérieur du foyer en question). Pour les travailleurs indépendants, le problème était une perte de revenus due à l'interruption des relations avec le marché, avec 70 % des répondants à l'enquête déclarant zéro revenu en avril 2020. Les travailleurs opérant dans les espaces publics urbains, tels que les vendeurs de rue et les commerçants de marché, ont été affectés par des restrictions de santé publique entraînant la fermeture des marchés ou des restrictions sur les mouvements, ainsi que des actions d'État punitives entraînant la destruction de l'infrastructure de vente.

Dans les pays où l'emploi informel domine le marché du travail (comme de nombreux pays d'Afrique de l'Ouest), des groupes spécifiques de travailleurs informels, tels que les vendeurs de nourriture, ont été capables de continuer à fonctionner en tant que travailleurs des secteurs essentiels. Pourtant, cela ne signifiait pas qu'ils bénéficiaient d'une plus grande protection, avec plus de 90 % des travailleurs à domicile et des vendeurs de rue devant acheter eux-mêmes des équipements de protection individuelle.

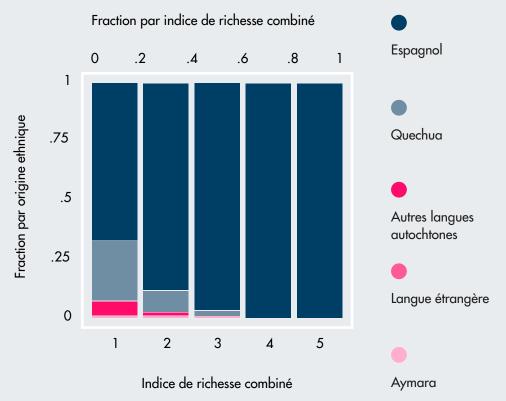
Malgré la rhétorique, les efforts d'assistance fournis par l'État étaient inégaux et n'ont pas impacté la plupart des travailleurs informels interrogés, avec un peu moins de 40 % de l'échantillon signalant un accès à une aide financière ou alimentaire. Même lorsque les travailleurs ont pu accéder à l'assistance, elle ne permettait pas de faire une différence significative en matière de sécurité alimentaire. Les efforts d'assistance ont souvent été affaiblis par des actions d'État punitives conduisant à la destruction supplémentaire des moyens de subsistance informels. En fin de compte, les travailleurs informels ont été laissés dans une situation précaire, ayant dû vendre des actifs et souscrire plus de dettes afin de survivre. La réduction de la pauvreté et des inégalités nécessitera de se concentrer sur le rétablissement des moyens de subsistance informels.

De plus, la reprise économique sera plus lente et moins robuste si elle exclut les travailleurs informels.

Pour garantir un meilleur accord pour les travailleurs informels à l'avenir, les décideurs politiques doivent suivre trois principes directeurs :

- Ne pas faire de mal : arrêter le harcèlement, les expulsions, la confiscation de marchandises et la criminalisation des travailleurs informels et de leurs moyens de subsistance.
- 2 **Ne laisser personne derrière :** fournir un soutien à la reprise personnalisé pour différents secteurs au sein de l'économie informelle, et étendre la protection sociale à tous les types de travailleurs.
- 3 Rien pour nous sans nous : inviter les dirigeants d'organisations de travailleurs informels aux processus d'élaboration des politiques qui conçoivent et surveillent les programmes de reprise et de relance, la protection sociale, les plans économiques et les plans de développement locaux.





Source: Propre élaboration du CIC d'après les données de l'enquête démographique et sanitaire. "Demographic and Health Surveys (various) [Datasets]," ICF, 2004–2017, financée par USAID. Rockville, Maryland: ICF [distributeur].

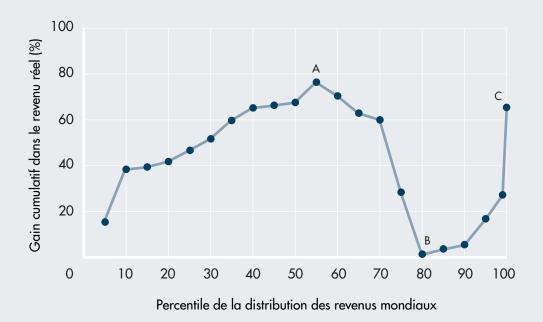
Nous pouvons illustrer cela par une étude de cas du Pérou. Les locuteurs espagnols au Pérou, qui représentent 83 % de la population, comprennent un éventail diversifié d'origines ethniques, dont des personnes d'ascendances combinées d'origines blanches et autochtones américaines, généralement connues sous le nom de Mestizo (nation métisse). Les données montrent que la répartition de la richesse entre les personnes parlant espagnol par rapport aux populations non hispanophones Quechua et Aymara est frappante, les deux premiers quintiles étant représentés exclusivement par les hispanophones, laissant la majorité des origines ethniques Quechua et Aymara dans les deux derniers quintiles (se référer à la Figure 14).

En 2018, le Comité des Nations Unies sur l'élimination de la discrimination raciale a soulevé des préoccupations concernant la discrimination structurelle persistante à laquelle sont confrontés les populations autochtones et la population afro-péruvienne, reflétées dans leurs difficultés à accéder à l'emploi, à l'éducation et à des services de santé de qualité. Le Comité a souligné l'absence de mécanismes efficaces pour la protection des droits des populations autochtones sur leurs terres et ressources, le préjudice racial continu démontré par les médias au Pérou et les rapports des membres des populations autochtones dans les régions d'Amazonie qui continuent d'être soumis au travail forcé.

3.7 Chevauchement entre les inégalités de revenu et l'appartenance raciale ou l'origine ethnique

Les groupes définis par l'origine ethnique et l'appartenance raciale ont été laissés pour compte pendant longtemps¹¹⁶, et ont en général peu bénéficié de la croissance économique dans leurs pays de résidence. Cependant, l'étude de l'inégalité entre les groupes d'identité se complique d'autant plus par le sort des groupes ethniques de la classe ouvrière majoritaires. Ces personnes ont souvent connu une détérioration de leur position socio-économique au cours des trente dernières années, convergeant avec les groupes d'identité défavorisés au sein de leurs sociétés. La célèbre « courbe de l'éléphant » de Branko Milanović (se référer à la Figure 15) montre que la classe ouvrière dans les pays à revenus élevés, regroupée autour du 80e-90e percentile de la distribution des revenus mondiaux, a été comprimée depuis 1990. Dans le même temps, les 10 % des plus riches, en particulier le 1 % le plus riche, ont connu une croissance réelle du revenu la fourchette de 60 à 70 % pendant cette période, et sont devenus plus riches plus rapidement, plus encore que les économies à faibles revenus émergentes. Alors que les nouvelles données mises à jour apportent une nouvelle lumière sur la tendance¹¹⁷, l'idée reste que les contribuables de la classe ouvrière et de classe moyenne ont vu leurs salaires stagner au cours des dernières décennies dans de nombreux pays occidentaux, y compris les États-Unis et le Royaume-Uni¹¹⁸. Cette tendance divergente a créé des sociétés parallèles dans les pays à revenus élevés et est une combinaison explosive qui n'a fait qu'empirer pendant la pandémie de COVID-19. Rien qu'au cours de l'année passée, 500 nouvelles personnes ont rejoint les rangs de milliardaires (mesuré en USD), un nouveau record, ce qui signifie qu'il y a maintenant un nouveau milliardaire toutes les 17 heures, tandis que les sociétés dans leur ensemble souffrent toujours des retombées économiques de la pandémie.

Figure 15 — Croissance du revenu réel par habitant par percentile dans le monde, 1988-2008



Source: Harvard University Press, https://harvardpress.typepad.com/hup_publicity/2016/06/branko-milanovic-elephant-chart-brexit.html.

La stagnation économique parmi les citoyens de classe moyenne et inférieure représentant la majorité ethnique dans un pays est liée à un risque de troubles civils et d'instabilité politique. Bien que les données soient bien meilleures pour les pays à revenu élevé, ce phénomène doit être limité à ces pays. Au Sri Lanka par exemple, la progression lente ou la stagnation des revenus parmi les communautés de la classe ouvrière représentant la majorité ethnique cingalaise¹¹⁹, sont liées à une mobilisation plus élevée des conflits internes (ce qui se traduit également avec la minorité tamoule dans les sphères culturelle, sociale, économique et politique). Cela est important lorsque nous considérons la politique de l'inégalité, et les cercles vicieux qui renforcent sa dynamique, dans le chapitre suivant.

Encart 5 – Mariage des enfants au Bangladesh

La dévastation de la pandémie a été d'une grande portée. Son impact a eu des répercussions importantes au niveau de l'égalité femmes-hommes, avec des effets disproportionnés sur les femmes. Le Bangladesh en est un exemple, bien que les tendances soient mondiales. Les études émergentes ont révélé que, bien que la pandémie ait affecté les possibilités de revenus et les perspectives économiques des femmes au Bangladesh, elle a également bloqué ou aggravé les progrès sur plusieurs questions sociales litigieuses telles que le mariage des enfants, la violence domestique et les grossesses non planifiées (en particulier chez les femmes réfugiées et immigrées).

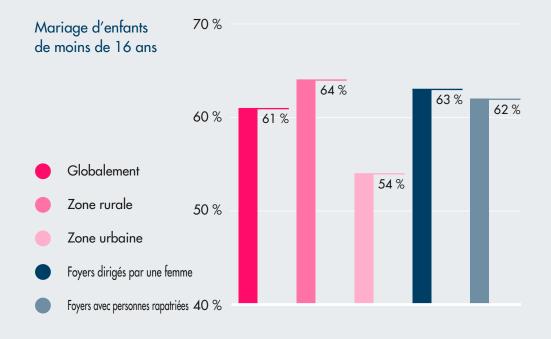
Un récent rapport d'UN Women, en partenariat avec UNFPA et Quilt.Al, a révélé une augmentation surprenante du mariage des enfants. En 2020, 61 % des filles de moins de seize ans et 77 % des filles de moins de dix-huit ans étaient mariées. Par comparaison, avant la pandémie, 51 % des filles avaient été mariées avant l'âge de dix-huit ans au Bangladesh¹²¹, ce qui représente une augmentation de 16 % par rapport aux taux précédents de mariage des enfants. Les mariages d'enfants étaient moins prévalents dans les zones urbaines par rapport aux zones rurales (70 % contre 81 %), et plus prévalents chez les foyers dirigés par des femmes (81 %) par rapport aux foyers dirigés par des hommes (76 %), reflétant éventuellement les pressions que les foyers dirigés par des femmes ont subies en raison de la pandémie. Des étudiantes de facultés et d'universités ont également signalé que pendant la pandémie, elles ont fait face à la pression de leurs parents de se marier même si elles préféraient d'abord terminer leurs études.

Dans un rapport co-écrit par le CIC, BRAC et UN Women, il est apparu que le revenu mensuel moyen des foyers dirigés par des femmes avait chuté de 29,5 %, légèrement plus que celui des ménages dirigés par des hommes, à 28,9 %. Les données probantes ont également montré que les mesures de protection sociale faisaient une différence pour les femmes, avec un segment plus élevé de foyers dirigés par des femmes recevant un soutien du gouvernement/d'une ONG par rapport à leurs homologues masculins (24 % contre 17 %)¹²².

Lorsqu'elles signalent les problèmes auxquels elles ont été confrontées en raison de la pandémie, les femmes immigrées de retour (principalement des immigrées internes) ont souligné leur incapacité à saisir les opportunités de revenus (53,1 %), les problèmes pour ce qui est d'élever les enfants et de leur apporter une éducation (12,4 %), et le fardeau accru du travail de soins non rémunérés comme les tâches ménagères, la garde d'enfants et l'éducation des enfants (17,9 %).

Passer du discours à l'action : Assurer l'égalité et l'inclusion

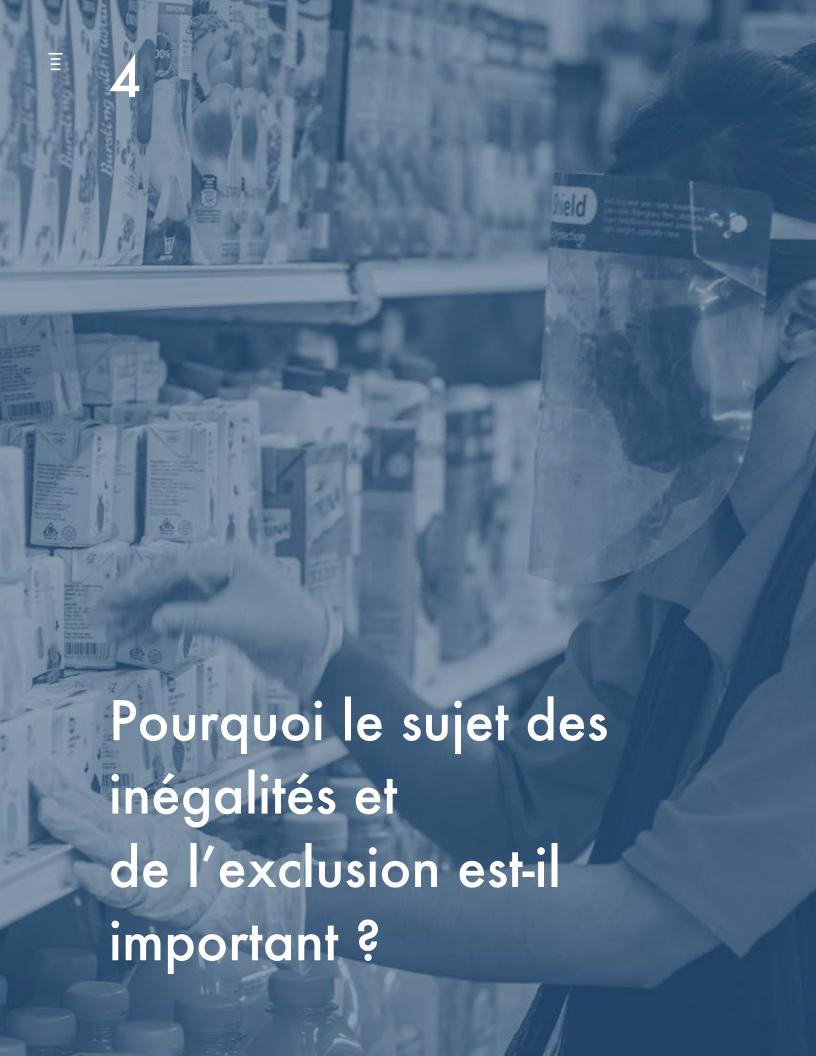
Figure 16 – Taux de mariage d'enfants de moins de 16 dans les foyers interrogés (à l'aide d'un indicateur indirect)



Source: Advocacy for Social Change (ASC), BRAC UN Women Bangladesh Country Office et Center on International Cooperation (CIC), New York University, "Demographic and Socioeconomic Changes Induced by the COVID-19 Pandemic in Bangladesh: Dynamics and challenges of new circumstances," Advocacy for Social Change (ASC), BRAC UN Women Bangladesh Country Office et Center on International Cooperation (CIC), New York University, juillet 2021.

« J'ai l'impression que le pays va atteindre un point où les personnes vont commencer à voler au lieu de travailler, parce qu'il y a des personnes qui sont contrariées, c'està-dire qu'elles voient qu'elles n'ont pas d'issue, vous comprenez ? »

Costa Rica, homme, 18-24 ans



Dans ce chapitre, nous examinerons le préjudice causé à chacun en raison de l'augmentation des inégalités, pas seulement aux personnes les plus démunies. Nous résumerons ensuite brièvement les résultats existants et présenterons de nouvelles études sur les liens entre les inégalités, la gestion de la pandémie, l'instabilité politique et la capacité de l'État à relever des défis politiques complexes tels que le changement climatique. Nous conclurons en examinant les preuves de ce qui stimule les inégalités dans le monde contemporain et ce qui les rend difficiles à réduire.

100

L'analyse révèle la manière dont les politiques renforçant les mesures d'égalité, d'inclusion et de lutte contre la corruption posent les bases d'une croissance durable, ainsi que les progrès sur des problématiques allant du bien-être à la crise climatique. En outre, le fait d'investir dans cette direction a fait ses preuves en termes de renforcement des capacités de l'État et d'élargissement de la base fiscale, deux objectifs qui sont particulièrement précieux dans les contextes de pays à faibles et moyens revenus. Les pays à revenus élevés devraient également en bénéficier dans la mesure ou les philosophies sociétales d'exclusion sont fortement liées à une mobilité sociale réprimée.

4.1 Pourquoi est-ce important?

Bien sûr, on peut affirmer que les tendances décrites ci-dessus n'ont pas d'importance : l'inégalité fait simplement partie de la croissance et du développement, et est pour les personnes une source positive de motivation à faire des efforts, à épargner et à investir. Cependant, plusieurs pays ont quitté la pauvreté sans une augmentation significative des inégalités¹²³, ou avec une augmentation qui a été rapidement inversée. Les exemples incluent la République de Corée dans les années 80, ou l'Irlande et l'Italie dans les années 70. Les trois pays ont connu une expansion économique dynamique pendant cette période, tout en réduisant leurs coefficients de Gini de 3 à 5 points. Un exemple plus récent est le Botswana¹²⁴, un pays qui, entre 2002 et 2015, a vu son PIB augmenter d'environ 200 % alors que son coefficient de Gini a chuté de plus de onze points (même s'il était à un niveau élevé).

Le renforcement des inégalités n'est pas une composante nécessaire du développement économique. Bien que des pays réduisant les inégalités pendant des périodes de croissance élevée du PIB soient rares dans l'histoire moderne, c'est faisable. Le succès du Botswana résulte en partie de l'établissement d'un Fonds souverain en 1994¹²⁵, dans le but d'investir l'excédent budgétaire public de manière durable et équitable. Même sur des mesures très restreintes telles que l'impact des inégalités sur la croissance, les chercheurs découvrent¹²⁶ qu'il existe un seuil au-dessus duquel les inégalités nuisent à l'expansion du PIB. Mais la croissance seule n'est pas

une bonne mesure de l'impact des inégalités, et bien sûr, la problématique du développement durable ne doit pas être ignorée dans les modèles de croissance.

4.2 Inégalité, exclusion et gestion des pandémies

Il n'y a pas d'égalité avec la COVID-19. Il est maintenant bien établi que les groupes sociaux pauvres et défavorisés ont absorbé la majeure partie de l'impact négatif de la pandémie, y compris une profonde récession économique. Des recherches récentes ont révélé que le lien entre la COVID-19 et l'inégalité pourrait se faire dans les deux directions, ce qui signifie que la pandémie a non seulement généré plus d'inégalités, mais a également été aggravée par des inégalités existantes. Plus précisément, pendant la

« Nous ne pourrions vivre une vie heureuse et paisible qu'avec assez d'argent. Même à l'intérieur de notre subconscient et de notre psychologie, lorsque nous sommes à la fin du mois et que notre salaire est presque épuisé, nous devenons plus en colère et nerveux. »

1111

Tunisie, homme, 25-45 ans

première vague de la pandémie de COVID-19, un point supplémentaire du coefficient de Gini était corrélé à un taux plus élevé de 1,34 point de pourcentage de nouvelles infections hebdomadaires 127 dans les pays. Cette relation coïncidait avec des aspects tels que des habitations surpeuplées, des problèmes de confiance sociétale, la conformité au confinement, un mauvais accès aux services publics et l'exclusion systémique des politiques de réponse du gouvernement, les sociétés inégales obtenant de moins bons scores sur chacun de ces aspects. Cette différence dans les taux d'infection s'est creusée comme des taux d'intérêt chaque semaine, et signifiait qu'après vingt-et-une semaines de pandémie, un seul point Gini supplémentaire était corrélé avec environ un tiers plus élevé du nombre global de cas dans un pays.

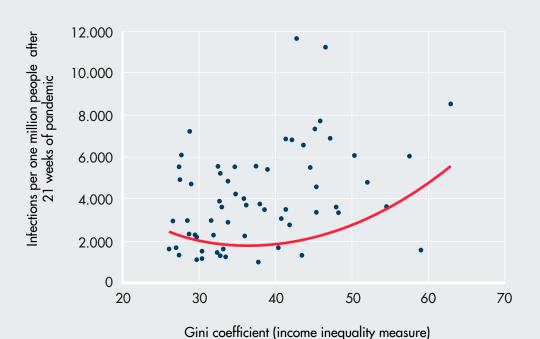
Les pays plus égaux pourraient bénéficier d'un « dividende d'égalité » associé à une plus grande résilience face aux chocs pendant la crise en cours. À l'inverse, les sociétés inégales sont désormais exposées à la menace de tomber dans un cercle vicieux d'inégalités préexistantes exacerbées par la dynamique pandémique. Les résultats de cette pandémie et des pandémies passées peuvent éclairer les réponses

politiques des pays. Les mêmes communautés défavorisées qui ont été des foyers d'infections au SARS-CoV-2 peuvent devenir un terrain fertile pour que le virus développe de nouvelles souches avant que suffisamment de personnes ne soient vaccinées. En fait, l'inégalité dans le déploiement du vaccin, tant au sein des pays 128 qu'entre les pays 129, présente déjà un schéma solide en matière de revenus. Cela suggère un risque inhérent à la répétition de l'erreur de laisser les inégalités saper la réponse pandémique.

Ces schémas d'inégalité ne sont pas des nouveautés avec la pandémie de COVID-19. Les six principales pandémies mondiales qui ont eu lieu depuis le début du 21e siècle (SARS en 2003, H1N1 en 2009, MERS en 2012, Ébola en 2014, Zika en 2016 et COVID-19 actuellement) ont entraîné une hausse des inégalités de revenus. Un autre point parallèle, et important pour la stabilité politique, est que ces pandémies ont également été associées à des manifestations de rue antigouvernementales. Les preuves empiriques disponibles pour la pandémie de COVID-19, qui éclipse les autres à grande

échelle, semblent étayer cette hypothèse. Le Carnegie Global Protest Tracker a identifié une augmentation de 31 % des manifestations à grande échelle dans le monde entier de 2019 à 2020, et 2019 a déjà été une année record en termes de troubles civils¹³⁰ (se référer à la Figure 18). Les données de l'ACLED pour les années 2019-2021 suivant l'activité de protestation dans le monde (sans distinction entre les manifestations antigouvernementales et autres) montrent que la fréquence de ces événements dans le monde a presque doublé au cours des deux dernières années. Cette dynamique n'a pas été limitée par les grands nombres de confinements imposés par les gouvernements.

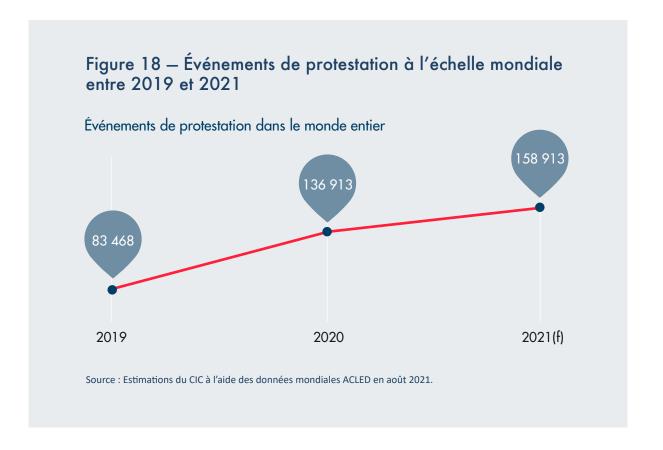
Figure 17 – Taux d'infection dans les pays après 21 semaines de pandémie – Les pays les plus inégales ont connu des résultats moins favorables



Source : Adapté par le CIC de la NYU pour une nouvelle étude ; données : données publiques de la Banque mondiale — Coefficient de Gini pour les années 2015-2019, John Hopkins University — Taux d'infection par pays pour l'année 2020.

La leçon globale est que l'égalité et l'inclusion, qui sont déjà des valeurs fondamentales des Objectifs de développement durable des Nations Unies, devraient également devenir le centre d'une stratégie plus large de renforcement de la résilience contre les chocs futurs. Cela va au-delà du contexte fragile de l'État, dans lequel la résilience aux chocs est généralement discutée, et s'applique aux pays à faibles revenus et à revenus élevés. La baisse de la conformité sociale en fonction des restrictions de confinement montre qu'une telle conformité a une durée limitée. Des études confirment maintenant que les régions situées dans des pays comme l'Italie¹³¹ qui ont un capital

civique et des mesures de confiance sociale plus élevés affichent des niveaux de conformité au confinement plus élevés et plus durables dès le début, ce qui est décisif pour arrêter la propagation virale. Dans ce contexte, un engagement politique en faveur de l'égalité socio-économique et de l'inclusion peut être perçu comme faisant partie du contrat social, un véritable investissement dans le développement d'une nation et un moyen de mieux se reconstruire après la pandémie.

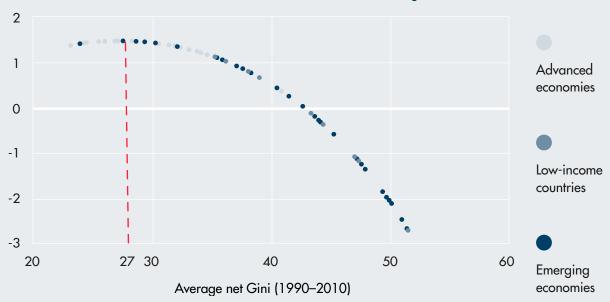


4.3 Inégalité, exclusion et croissance

La croissance est devenue controversée compte tenu de ses liens avec la crise climatique. Les pays à revenus élevés en particulier doivent décider « dans quelle mesure cela est suffisant », dans les mots de Ted Skidelsky : dans quelle mesure pouvons-nous continuer à croître sans endommager irrévocablement la planète et même nos propres cultures ? À quel type de vie aspirons-nous ? Plus de marchandises matérielles, ou plus de temps passé avec la famille et d'enrichissement personnel ? Pour les pays à moyens revenus et la plupart des pays à faibles revenus, cependant, la croissance reste un objectif à la fois nécessaire et justifiable. Dans l'ensemble, le nouveau paradigme de croissance mondiale devrait équilibrer son objectif entre la quantité et la qualité de l'expansion du PIB, en s'assurant que le développement économique est durable à la fois sur le plan environnemental et social.

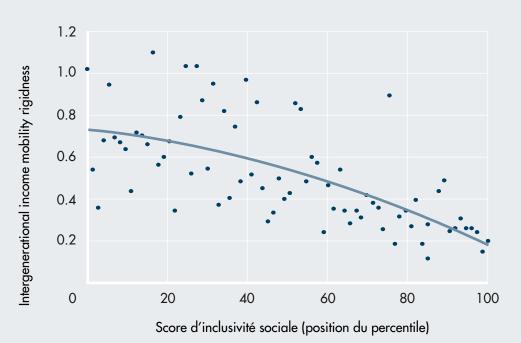
Figure 19 – Relation entre le coefficient de Gini net (après les transferts publics) et le développement économique

PIB réel moyen par habitant, pourcentage, 1990-2010. Au-delà du score de 27 au coefficient de Gini, la corrélation devient négative.



Source: Grigoli, Francesco et Adrian Robles. "Inequality Overhang." IMF Working Papers. International Monetary Fund, March 28, 2017, www.imf.org/-/media/Files/Publications/WP/2017/wp1776.ashx.

Figure 20 – L'exclusion sociale est corrélée à une progression sociale limitée



Source: Propre élaboration; Données: Rapport sur les progrès équitables 2015 de la Banque mondiale (les données mesurent la mobilité des revenus intergénérationnelle par pays en comparant la position des personnes interrogées quant au revenu à l'âge de 40 ans avec celle de leurs parents lorsqu'ils avaient le même âge. Les données comprennent des cohortes de personnes nées dans les années 70 et les années 80); indice V-Dem d'exclusion par groupe social (inversé) pour l'année 2015 de l'ensemble de données 11.1.

Cette relation non linéaire entre l'inégalité économique et la croissance a été analysée par le Fonds monétaire international. Son analyse empirique d'un groupe diversifié de soixante-dix-sept pays sur vingt ans (1990-2010) a donné un seuil de coefficient de Gini au-dessus duquel les pays sont probablement confrontés à un écart de croissance du PIB causé par l'inégalité des revenus. Ce seuil est un coefficient de Gini de 27 points¹³², un score très faible selon les normes mondiales actuelles. Il est important de noter que, lorsqu'un pays devient plus inégal, la pénalité de croissance du PIB devient de plus en plus importante pour chaque point supplémentaire 133. Cela est vrai pour tous les pays, pas seulement les pays à faibles revenus. Les résultats indiquent que le monde dans son ensemble, qui connaît actuellement un coefficient de Gini de 38 pondéré en fonction de la population à l'intérieur du pays, pourrait atteindre des taux de croissance du PIB plus élevés en investissant dans des politiques en faveur de l'équité. Non seulement l'ampleur, mais également la durabilité de la période de croissance économique, s'améliorent dans des sociétés plus égales. Jonathan Ostry a découvert qu'une chute de seulement trois points Gini dans un pays augmente de 50 % la durée ininterrompue prévue de sa croissance du PIB¹³⁴.

L'exclusion a également de l'importance pour la croissance économique. La Banque mondiale a estimé 135 une perte de richesse en capital humain à 160 milliards de milliards de dollars dans 141 pays (pour comparaison, le PIB annuel des États-Unis est d'environ 22 milliards de milliards de dollars), tout simplement si nous supposons que les femmes devraient gagner autant d'argent que les hommes et le feraient si l'égalité des chances leur était accordée et qu'elles n'étaient pas confrontées à la discrimination et aux préjudices. L'exclusion basée sur l'identité ethnique, religieuse et culturelle a, de manière similaire, un effet néfaste. Les préjugés sociaux et les hostilités sont liés à une mobilité sociale plus faible parmi les populations, nuisant à l'allocation optimale des talents et approfondissant la pauvreté intergénérationnelle.

La Figure 20 révèle de quelle manière les sociétés plus inclusives bénéficient d'une mobilité sociale plus intergénérationnelle. Alors que les pays plus riches affichent généralement de meilleurs résultats dans ce domaine, la corrélation n'est pas gravée dans la pierre. Plusieurs pays à faibles revenus sont plus inclusifs et socialement mobiles que certains pays plus riches, ce qui suggère qu'il existe un espace pour les adaptations politiques, indépendamment de la position de PIB par habitant.

4.4 Inégalité, exclusion, instabilité politique et violence

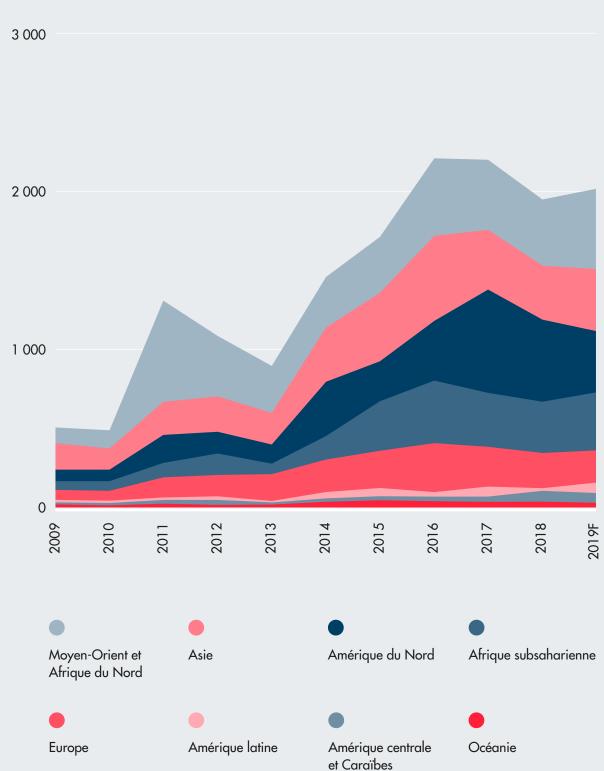
Historiquement, prouver le lien entre l'inégalité et l'instabilité politique a été difficile¹³⁶. Grâce aux progrès de l'analyse des big data, comme le projet Google GDELT¹³⁷, nous sommes désormais en mesure d'utiliser de nouveaux types d'informations pour faire la lumière sur la façon dont les troubles politiques vont de pair avec l'inégalité croissante. Cela est particulièrement précieux, car cela nous permet d'acquérir une nouvelle perspective sur les développements dans ce domaine suite à la Grande Récession de 2008 et à une reprise inégale ultérieure. Comme le montre la Figure 21, le monde a connu une multiplication par quatre des manifestations antigouvernementales au cours de la dernière décennie, créant un sentiment d'instabilité palpable.

En utilisant les données préparées par Haig, Schmidt et Brannen¹³⁸ (d'après la base de données GDELT), le CIC a cartographié la dynamique des protestations dans quarante-deux pays où les données étaient disponibles par rapport aux changements d'inégalité et d'exclusion, révélant un lien fort. Nous avons examiné la connexion entre les protestations et les valeurs absolues des mesures d'inégalité ainsi que les changements dans celles-ci. L'exercice a montré que la dynamique des protestations était corrélée aux deux, mais les changements récents des paramètres d'inégalité et d'exclusion sont les plus corrélés.

Plus précisément, sur douze ans (2008-2019), chaque augmentation d'un point Gini sur une période de trois ans a été associée à 0,5 protestation antigouvernementale supplémentaire pour un million de personnes sur la période de trois ans suivante. Pour un pays de la taille des États-Unis, cela signifie qu'une augmentation d'un point du coefficient de Gini devrait être corrélée avec environ 160 manifestations antigouvernementales supplémentaires par an trois ans plus tard, un résultat confirmé par les données Google GDELT. Cela est significatif, mais la dynamique d'exclusion peut avoir des conséquences encore plus explosives : chaque point supplémentaire du score d'exclusion sociétal sur une période de trois ans est lié à environ vingt manifestations antigouvernementales supplémentaires pour un million de personnes sur la période de trois ans suivante. Encore une fois, pour un pays de la taille des États-Unis, un changement d'un seul point de percentile vers une exclusion sociale plus importante est corrélé à environ 6 000 manifestations antigouvernementales supplémentaires par an en moyenne (cependant, les pays subissent généralement des changements de score V-Dem à une échelle beaucoup plus petite, une fraction d'un percentile par décennie). Selon les données, ces augmentations sont encore plus prononcées pendant les périodes électorales, ce qui pose des défis supplémentaires en termes de stabilité de l'État. Dans la mesure où cette corrélation pourrait indiquer une dynamique causale, les résultats montrent que les sociétés qui deviennent plus inégales et exclusionnistes sont plus vulnérables aux troubles politiques et à l'instabilité.

Les liens entre l'inégalité, l'exclusion et la violence entre les groupes sociaux sont peut-être encore plus convaincants. Le rapport de 2018 Pathways for Peace des Nations Unies/de la Banque mondiale a noté que « beaucoup de conflits violents actuels se rapportent à des revendications de groupe découlant d'inégalités, d'exclusions et de sentiments d'injustice » 139. Dans les pays où les niveaux d'inégalité entre les origines ethniques et les religions sont élevés, le risque de conflit violent était le double de celui des pays où l'éducation était répartie de manière plus équitable 140. L'exclusion de groupes ethniques du pouvoir politique est encore plus fortement liée aux conflits que l'inégalité économique¹⁴¹, conformément aux conclusions sur l'activité de protestation. Un faible statut des femmes, en particulier leur vulnérabilité à la violence domestique, est également un bon prédicteur de la propension globale d'un pays à la violence¹⁴². Même dans les nombreux pays où le conflit civil pur n'est pas un risque à court terme, l'inégalité et l'exclusion se traduisent par une insécurité physique. Chaque point supplémentaire du coefficient de Gini réduit la part de la population exprimant leur confiance dans les autres et correspond à jusqu'à dix homicides supplémentaires pour 100 000 personnes 143.

Figure 21 – Instances annuelles de protestations antigouvernementales civiles par région du monde



Source: Brannen, Samuel, S. Haig, Christian et Katherine Schmidt. "The Age of Mass Protests: Understanding an Escalating Global Trend," Center for Strategic & International Studies, March 2, 2020, www.csis.org/analysis/age-mass-protests-understanding-escalating-global-trend.

4.5 Inégalité, exclusion et bien-être humain dans un pays

Le coût humain des inégalités sur les familles peut être grave. Par exemple, l'inégalité signifie davantage de grossesses non planifiées chez les adolescents et un taux de mortalité infantile plus élevé. Une étude menée au Brésil¹⁴⁴ révèle qu'une augmentation d'un point du coefficient national de Gini entraîne trente-deux naissances supplémentaires pour chaque 10 000 jeunes filles âgées entre 15 et 19 ans. Des études similaires menées dans d'autres pays d'Amérique latine 145 et aux États-Unis 146 ont révélé des résultats cohérents, avec des inégalités en matière de revenus et d'éducation augmentant les taux de grossesse chez les filles en âge scolaire. Il est prouvé que les grossesses des adolescents diminuent les perspectives de vie des jeunes mères et font peser un fardeau sur les systèmes de protection sociale. Les femmes finissent souvent par être exclues de la population active¹⁴⁷, léguant la pauvreté à la génération qui la succède dans un modèle qui renforce le chevauchement entre les inégalités de revenu et l'exclusion basée sur l'identité. Les nouveau-nés présentent également un risque plus élevé de décès dans des sociétés inégales. Une augmentation d'un point du coefficient de Gini est associée à un taux 3 % plus élevé de mortalité infantile due à des maladies transmissibles 148.

Les inégalités de revenu augmentent également les taux d'obésité et les maladies associées. Une étude menée auprès de 31 pays de l'OCDE¹⁴⁹ a révélé qu'environ 20 % de la variation de poids dans une société est due aux inégalités de revenu, avec une augmentation d'un point du coefficient de Gini correspondant à une augmentation d'un point de pourcentage du taux d'obésité chez les femmes et une augmentation de 0,82 point de pourcentage chez les hommes. Des résultats analogues ont été observés en Amérique latine¹⁵⁰. L'obésité est liée à des maladies non transmissibles, notamment le diabète de type 2, des maladies cardiovasculaires, des maladies de la vésicule biliaire et le cancer, qui pèsent sur le système de santé¹⁵¹. La variation du coefficient de Gini explique environ 80 % des variations des taux de mortalité¹⁵² due au diabète parmi les pays à revenus élevés ayant des revenus similaires.

L'anxiété contribue 153 à une variété de maladies mentales et aggrave des problèmes tels que la toxicomanie et le suicide. Le modèle est frappant. La dépression et la consommation de drogues sont plus élevées dans les quartiers plus inégaux de New York¹⁵⁴, dans les États américains plus inégaux et dans les pays plus inégaux. Le constat est le même pour les taux de suicide 155. Un certain nombre d'études analysant des données provenant de plus de guatrevingt-dix pays indiquent un schéma cohérent : une plus grande inégalité se traduit par davantage de suicides. Une étude brésilienne 156 a évalué que chaque augmentation de dix points du coefficient de Gini entraîne une augmentation de 5,5 % du taux de suicide. Même en l'absence de maladies mentales, les inégalités de revenu réduisent l'espérance de vie¹⁵⁷. Même les personnes riches souffrent d'une plus grande anxiété dans les pays à forte inégalité. L'anxiété diminue à mesure que les revenus augmentent, mais elle est plus élevée pour tous dans des sociétés plus inégales. Les 10 % les plus riches dans les pays à forte inégalité sont en fait plus anxieux et déprimés que tous excepté les 10 % les plus pauvres dans les pays à faible inégalité.

Encart 6 — L'impact des inégalités dans la région des pays arabes

Rola Dashti

Secrétaire exécutive de Commission économique des Nations Unies pour l'Asie occidentale

Avant la pandémie de COVID-19, la région arabe avait réalisé d'énormes investissements dans les capacités et obtenu d'immenses gains de développement humain. Pourtant, elle présentait l'un des niveaux d'inégalité de richesse les plus élevés au monde. Les 10 % les plus riches de la population adulte détenaient 76 % de la richesse totale des foyers, et la moitié la plus pauvre ne détenait que 2 %. La croissance économique disproportionnée et les interventions sociales non durables ont augmenté l'exclusion et la dépendance vis à vis de l'État, ralenti l'ascension sociale, réduit les opportunités économiques et sapé la croissance inclusive.

La région avait également connu une baisse accélérée du revenu par habitant, et un chômage progressif chez les femmes et les jeunes, qui est désormais le plus élevé au monde, à 23 %. Elle a vu sa classe moyenne rétrécir rapidement, des tensions sociales croissantes entre les riches et les pauvres, un conflit économique croissant entre les entreprises et les citoyens et une frustration vis à vis des politiques et une instabilité sociale croissantes.

Dans les pays du CCG, par exemple, des politiques sociales non durables avaient favorisé une classe moyenne dépendante, consommant la richesse nationale plutôt que créant de la richesse et stimulant le changement économique et l'innovation. Les politiques promouvant les réformes économiques axées sur l'amélioration du rôle du secteur privé dans l'activité économique manquaient d'adhésion des citoyens : elles étaient considérées comme des moyens de transférer la richesse de l'État au monde des affaires.

Dès que la COVID-19 a frappé, de nombreux défis de plusieurs décennies ont été amplifiés, et des faiblesses sans limites ont été exposées : les systèmes de santé vulnérables, les politiques de protection sociale non durables, les institutions brisées et la mauvaise gouvernance, une classe moyenne tendue et un secteur informel négligé.

Néanmoins, malgré les défis supplémentaires qu'elle a engendrés, la pandémie offre de nouvelles opportunités. Des opportunités de mieux récupérer à l'avenir, permettant une transformation des modes de gouvernance, de développement et de mise en œuvre. La transformation requise est fondée sur la responsabilité partagée et la solidarité sociétale, qui promeut des partenariats responsables et efficaces pour le développement, et renforce la solidarité sociale et économique, ne laissant personne dans la poursuite des ODD.

Une approche de partenariat triangulaire peut être l'une des politiques de transformation anticipées, telles que les partenariats publics-riches-pauvres (PRP) et les partenariats publics-entreprises-citoyens (PEC). Les PRP, incarnés par des mécanismes tels que la création d'un fonds de solidarité sociale qui cible les démunis et crée des opportunités de mobilité ascendante et d'avantages économiques, d'initiatives entrepreneuriales et d'innovation, peuvent aider à combler les tensions sociales sans cesse croissantes entre les riches et les pauvres. Les PEC, incarnés par des mécanismes tels que des responsabilités partagées dans des activités économiques publiques privatisées et transformées, créent des opportunités économiques pour tous, et peuvent aider à apaiser le conflit économique croissant entre les entreprises et les citoyens.

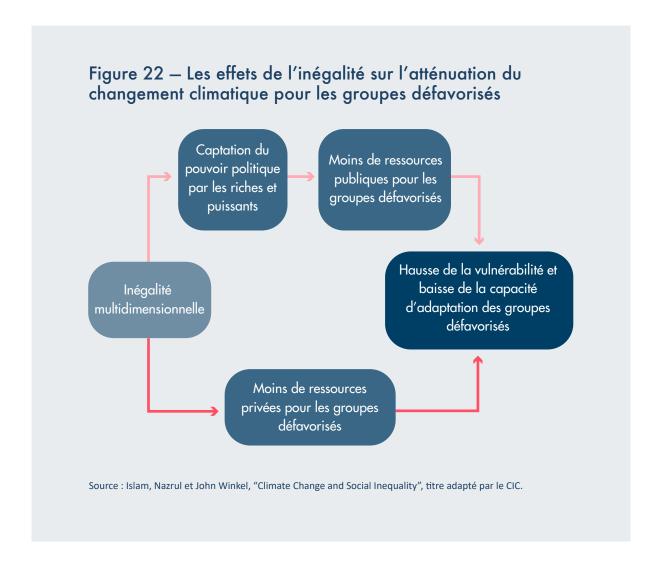
L'action vers la transformation structurelle ou vers la transformation des modes de gouvernance en vue d'atteindre une région arabe inclusive, juste et prospère n'est pas une option. Les mécanismes décisionnels et les processus de mise en œuvre qui sont « toujours les mêmes » ne devraient plus exister si nous visons la stabilité politique, la cohésion sociale et une prospérité inclusivepour tous.

4.6 Inégalité, exclusion et crise du changement climatique

Cette interrelation entre inégalité et changement climatique est de plus en plus évidente. Le changement climatique affecte de manière disproportionnée ceux qui sont déjà marginalisés dans la société, y compris les populations autochtones¹⁵⁸, les femmes¹⁵⁹, les personnes des communautés démunies et des pays à faibles et moyens revenus. Ces groupes sont environ cinq fois plus susceptibles¹⁶⁰ que les personnes des pays à revenus élevés d'être déplacés par des catastrophes météorologiques extrêmes soudaines. Il est intéressant de noter que les gouvernements populistes qui souvent dénoncent l'élitisme sont plus réticents à adopter des politiques climatiques¹⁶¹ et finissent donc par contribuer à l'inégalité qu'ils prétendent détester. Lors de la visite de pays du CIC en Indonésie en 2019, nous avons constaté que les communautés affectées par les effets destructeurs du tsunami de 2018 présentaient des niveaux de rechute de pauvreté plus élevés parmi les foyers qui avaient auparavant réussi à s'en extirper. Cet impact est alors visible dans les statistiques d'inégalités de revenu.

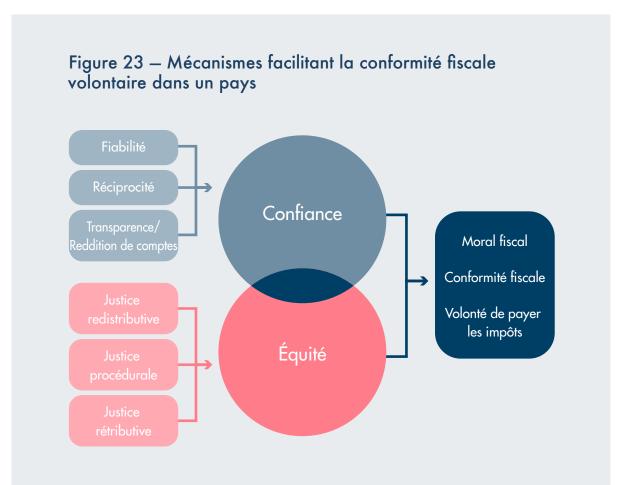
Le changement climatique est à la fois une conséquence et un facteur d'amplification lorsqu'il s'agit d'inégalités. Le bouleversement des quartiers précaires côtiers renforce encore la situation de certaines des communautés les plus défavorisées. Les pressions politiques résultant de la désertification et de la migration dans la région du Sahel ont la capacité de perturber et d'affaiblir les gouvernements dans la région d'origine des réfugiés climatiques et leur destination. Pour cette raison, toute réponse politique doit inclure à la fois des adaptations aux changements qui se déroulent et la prise en compte de leurs facteurs fondamentaux, limitant ainsi l'expansion des impacts négatifs.

La plupart des personnes reconnaissent maintenant que le réchauffement climatique a augmenté¹⁶² les inégalités de revenu mondiales. Le discours sur l'inégalité non seulement en tant que conséquence du changement climatique, mais en tant que cause, a moinsde consensus. Cependant, nous savons que dans des sociétés inégales, la plupart des actifs productifs sont détenus par des groupes d'élite influents qui peuvent détourner les politiques à leur avantage, en maintenant un statu quo qui leur est bénéfique; un modèle qui s'applique également aux problèmes climatiques. Prenons, par exemple, l'accusation récente de Greenpeace¹⁶³ demandant une enquête sur ExxonMobil pour son rôle dans la mise en place d'un stratagème de négationnisme climatique colossal et l'achat d'influences politiques afin de protéger ses intérêts. Enfin, l'une des conséquences indirectes de l'inégalité peut être la capacité réduite d'un pays à relever des défis politiques complexes en raison de gouvernements plus instables et de courte durée. Cet effet perturbateur réduit la capacité de l'État à réagir aux crises mondiales urgentes telles que le changement climatique. L'étude du CIC portant sur trente-quatre pays à revenus élevés a montré qu'au cours des trois dernières décennies, pour chaque augmentation de deuxpoints du coefficient de Gini dans un pays au cours d'une décennie, un changement de gouvernement supplémentaire a été observé au cours de la décennie suivante, en moyenne dans tous les pays¹⁶⁴.



4.7 Moral fiscal, inégalité et réciprocité

La voie la plus connue et la plus largement testée vers des sociétés plus développées et plus égales nécessite de créer un espace fiscal, de collecter des taxes et de développer la capacité et la légitimité institutionnelles. À cette fin, il est essentiel de comprendre comment les pays peuvent faciliter ce processus en établissant un contrat social solide et équitable qui oblige les citoyens à se conformer volontairement aux réglementations de l'État, y compris en payant des impôts. Les recherches récentes du CIC165 ont révélé deux éléments clés dans la conformité fiscale volontaire : la confiance dans le système et la perception de son équité. Six mécanismes peuvent être utilisés pour améliorer les perceptions sociétales d'une manière qui permette d'atteindre les deux objectifs. Il s'agit des derniers : la fiabilité (crédibilité), la réciprocité, la transparence, la justice distributive, la justice procédurale et la justice rétributive (se référer à la Figure 23).



Une question d'intérêt particulier est la corruption comme un obstacle à la justice et un sentiment de légitimité des gouvernements et du régime fiscal. Démontrer la transparence et la crédibilité des efforts de lutte contre la corruption est l'un des moyens les plus efficaces d'encourager des perceptions sociétales positives du système, ce qui peut à son tour améliorer l'efficacité

d'un système fiscal et créer un espace pour davantage de réformes.

Source: CIC de la NYU: The Way We Voluntarily Pay Taxes, Ricardo Fuentes-Nieva, mai 2021.

Pour changer cette dynamique omniprésente, il est important de comprendre les mécanismes de crédibilité. Un article récent de la Banque mondiale 166 a recueilli des informations dans cinquante pays par le biais d'une enquête en ligne. Au total, 65 000 personnes ont répondu à l'enquête. Les résultats ont révélé que la perception de l'équité est positivement affectée par les efforts publics visant à demander des comptes aux fonctionnaires corrompus. Dans une étude différente menée dans quatre pays subsahariens 167, le Kenya, l'Afrique du Sud, la Tanzanie et l'Ouganda, les auteurs utilisent les données de l'Afrobaromètre pour identifier également les facteurs qui affectent la volonté des personnes à payer. La corruption apparaît comme un prédicteur clé dans deux d'entre eux : L'Afrique du Sud et l'Ouganda, où la corruption des responsables fiscaux réduit la probabilité d'attitudes de conformité fiscale de 6 % et 4 % respectivement. Un effet inverse peut être obtenu en plaidant pour la réduction des pratiques de corruption par les agents publics.

Un autre problème clé affectant la perception sociétale de l'équité est l'évasion fiscale et l'évitement. Ce problème affecte à la fois les pays à faibles revenus et à revenus élevés et provoque directement des inégalités si cela est fait de manière disproportionnée par les riches, comme lorsque les vingtcinq premiers milliardaires aux États-Unis se sont avérés avoir payé un taux d'imposition effectif de 3,4 %¹⁶⁸.

« Si la corruption est totalement éradiquée, notre confiance dans le gouvernement augmentera. »

Sierra Leone, femme, 24 ans, coiffeuse



Dans ce chapitre, nous considérons ce qui s'est mal passé : si des sociétés plus égales bénéficient à la majorité en termes de bien-être durable, de santé publique et de stabilité politique, pourquoi a-t-il été si difficile d'adopter des politiques de réduction des inégalités ?

1000

La discussion des cercles vicieux dans ce chapitre suggère que les sociétés ne sont pas impuissantes face à l'augmentation des inégalités et des divisions. La manipulation délibérée des inégalités et de la polarisation des groupes pour dissimuler l'échec de la réalisation du développement est créée par l'action politique et les politiques publiques. Nous avons la possibilité d'inverser cela si nous comprenons qu'une action réussie doit raviver la confiance entre les citoyens ainsi qu'entre les citoyens et l'État, et si la coopération internationale offre un plus grand espace fiscal pour les pays à faibles et moyens revenus.

5.1 Choix

Une partie de ce qui s'est mal passé est une politique publique simple. Depuis la fin des années 80, et de plus en plus depuis la fin de la Guerre froide, les décideurs politiques ont adopté une philosophie selon laquelle les actions économiques individuelles qui s'intéressaient à elles-mêmes seraient le principal moteur du bien-être sociétal. Il est intéressant d'envisager s'il s'agissait d'un contrecoup manipulé par les élites politiques et économiques contre le développement relatif inclusif des années post secondaire guerre mondiale dans la plupart des pays. L'effet est né de la déréglementation et de régimes fiscaux moins progressifs qui tendaient à favoriser les groupes sociaux déjà dominants, et également de la dilution des investissements publics qui avaient protégé les personnes démunies. La philosophie prédominante a été diffusée dans les pays à faibles revenus par le biais de liens académiques et politiques, et de fourniture de soutien budgétaire et d'opérations politiques de développement. Certains pays ont utilisé leurs normes culturelles nationales pour y résister, mais presque tous ont été touchés.

5.2 Cercles vicieux

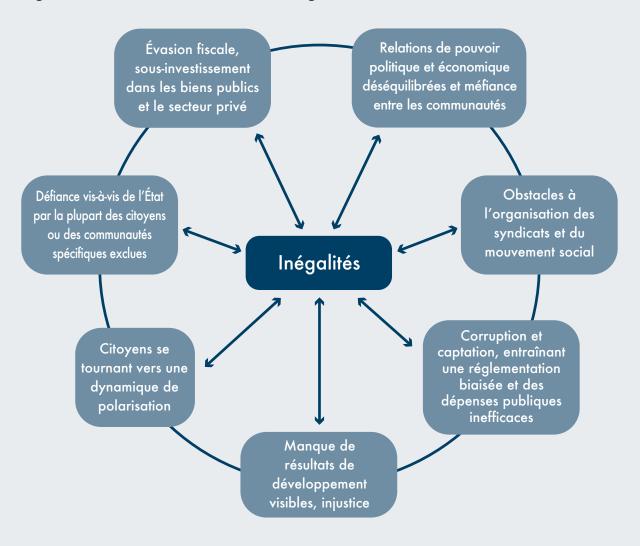
Une fois que les pays se sont lancés sur la voie de l'augmentation des inégalités, ils se sont également retrouvés dans une dynamique qui semblait difficile à inverser : un cercle vicieux, ou une spirale où chaque cycle répond à un stimulus de celui au-dessus ou en dessous. L'idée que les inégalités s'auto-alimentent ont été un facteur clé de plusieurs travaux académiques influents au cours de la dernière décennie. Thomas Piketty a présenté la preuve que la croissance en réponse à un capital supérieur à la croissance du PIB crée

« Le gouvernement doit faire plus dans le domaine du logement parce que beaucoup de gens ne sont pas bien [dans leur] habitation. »

hiii

Sierra Leone, femme, 24 ans, coiffeuse une dynamique d'inégalités qui ne peut être contrôlée que par l'intervention de l'État. Diego Sánchez-Ancochea présente un cercle vicieux d'inégalité et de violence, où le lien bien documenté entre l'inégalité verticale et la violence pénale entraîne par la suite un faible investissement dans les quartiers pauvres ; cela augmente à son tour les incitations à la violence. Pathfinders vient de présenter une nouvelle étude sur les inégalités selon laquelle les performances pandémiques 169 ont, en temps réel, la possibilité de stimuler un nouveau cercle vicieux d'inégalité : l'exposition des personnes démunies à la COVID-19 a entraîné une perte de revenus, d'économies et d'état de santé, réduisant ainsi leurs perspectives futures, tandis que les actifs des riches ont augmenté.

Figure 24 – Les cercles vicieux d'inégalité



Source : CIC de la NYU : propre élaboration.

Nous pensons qu'un cercle vicieux fondamental a été en jeu pour perpétuer l'inégalité et l'exclusion au niveau national (c'est encore une chose différente à l'international), et que le pouvoir est au cœur de cela. La Figure 24 illustre ces dynamiques. Ce cycle n'a pas besoin de suivre le cycle (ou cercle) complet avant que les inégalités ne s'aggravent davantage, il y a plutôt une contre-réaction à chaque étape. L'inégalité est ainsi promue et renforcée encore et encore dans ce cycle, de sorte qu'elle constitue une fondation solide dans les institutions sociétales et devient intégrée.

- Les inégalités augmentent la corruption et la captation¹⁷⁰ en augmentant l'influence des élites sur la prise de décision politique, législative et administrative.
- Cela soulève des obstacles pour les organisations transversales telles que les syndicats. Les syndicats ont joué un rôle important dans les acquis du 20e siècle par la réduction de l'écart, la démocratisation et le renforcement des États-providence, mais leur pouvoir a été inversé dans de nombreux pays au cours des dernières décennies.
- 3 La corruption et la captation des processus législatifs et étatiques, ainsi qu'un affaiblissement du pouvoir citoyen organisé de s'y opposer, produisent à leur tour des dépenses publiques inefficaces et une réglementation nationale biaisée. Celles-ci alimentent une distribution plus inégale des ressources humaines et financières, ainsi qu'une croissance et des services plus faibles et moins inclusifs¹⁷¹.
- 4 Cela entraîne alors un manque de résultats de développement réels et visibles, et une insatisfaction réelle ou potentielle parmi les citoyens.
- 5 Les dirigeants politiques, de plus en plus, réagissent à cela par une rhétorique de divisions sur des groupes spécifiques, cette politique de bouc-émissaire leur permettant d'échapper efficacement à leurs responsabilités et d'éviter les problèmes plus importants de gouvernance. Un point intéressant de la science comportementale est que rendre l'identité évidente peut également produire des résultats inégaux en renforçant les perceptions de privilège et de sous-performance (se référer à l'encart 7).
- 6 Le résultat cumulatif est une plus grande méfiance entre les citoyens, et entre les citoyens et l'État. Les études¹⁷² montrent que l'association de l'inégalité socio-économique et de la corruption est plus importante comme facteur de méfiance que l'hétérogénéité des sociétés (que les sociétés aient un ou plusieurs groupes ethniques, religieux ou raciaux), mais que les tensions sont exacerbées par une rhétorique politique de divisions.
- 7 La corruption et la baisse de confiance, à leur tour, sont corrélées à l'évasion fiscale et au sous-investissement correspondant dans les biens publics¹⁷³. Une étude récente couvrant quatre-vingt-douze pays sur trente ans¹⁷⁴ conclut, de manière cohérente avec d'autres études, que la confiance améliore le moral fiscal et la conformité fiscale. Une faible mobilisation des recettes des ressources intérieures, à son tour, entraîne des opportunités plus faibles pour la distribution préalable et la redistribution.

Ainsi, le cercle vicieux s'oriente vers une autre spirale : des inégalités à la captation ou de la corruption à un mauvais développement résulte en une polarisation afin de détourner l'attention des résultats de développement à un sous-investissement et, par conséquent, d'autres inégalités.

5.3 Le cycle dans l'histoire récente

Ce cercle vicieux peut également être suivi historiquement. La section précédente sur les tendances décrivait « l'inégalité diagonale » qui existe dans de nombreuses sociétés, où le fait d'être issu d'un groupe ethnique, racial ou religieux minoritaire, ou d'être une femme, emprisonne dans la privation matérielle, et constitue une forme de triple exclusion. La présence persistante de certains groupes au bas de l'échelle des revenus et la hiérarchie de la richesse démontrent des problèmes combinés et connectés d'exclusion sociale et économique.

Ici, nous examinons les effets dynamiques de l'inégalité simultanée des revenus et de la richesse et de l'inégalité basée sur l'identité. La rupture avec le consensus économique post seconde guerre mondiale dans les années 80-90, lorsque les idées de Milton Friedman se sont propagées dans les pays occidentaux, a entraîné un retrait de l'investissement dans les progrès à l'échelle de la société qui a laissé derrière de nombreuses familles de classe moyenne et de classe ouvrière 175. La même période a connu des acquis considérables pour le mouvement féministe, l'augmentation de l'activisme LGBTQ+ et une forte immigration, qui ont suscité de nouvelles demandes pour le respect équitable et l'appartenance à la société et de nouveaux objectifs de redistribution matérielle.

Cela aurait pu devenir un cercle vertueux sous la forme de nouvelles alliances, mais dans de nombreux pays, c'est plutôt devenu un cercle vicieux : les forces politiques ont poussé un discours encourageant les groupes laissés pour compte à blâmer les minorités ethniques, la hausse de l'immigration et les droits des femmes pour leur sort. Les partis politiques et les organisations de la société civile telles que les syndicats ont eu des difficultés. Pour les syndicats, cela a été particulièrement difficile face à la diabolisation et aux changements défavorables des lois du travail. Ainsi, dans certains pays, ils n'ont pas réussi à organiser les groupes les plus marginalisés, en particulier au niveau transversal des femmes, des travailleurs du secteur informel et des groupes ethniques ou raciaux minoritaires. Dans certains pays, ces entités ont perdu les coalitions qui avaient précédemment soutenu les progrès. Le soutien des personnes démunies aux partis qui faisaient campagne sur des plateformes visant à blâmer l'identité plutôt que sur des plateformes socio-économiques a augmenté. Cela a exacerbé à son tour le déclin des parts de la richesse nationale pour les personnes démunies et de la classe moyenne pour toutes les identités, puisque la majorité n'utilisait plus son pouvoir politique collectif pour exiger des sociétés plus égales, et que les politiciens avaient moins de pression sur eux pour assurer l'égalité¹⁷⁶.

Encart 7 – Inégalité, exclusion et confiance dans les pays de l'OCDE

Romina Boarini

Directrice, Centre sur le bien-être, l'inclusion, la durabilité et l'égalité des chances (WISE), OCDE

Les inégalités ont augmenté au cours des dernières décennies. Dans les pays de l'OCDE, le revenu moyen des 10 % les plus riches de la population a augmenté, de 7 fois celui des 10 % les plus pauvres il y a 30 ans, à 9,7 fois aujourd'hui. Les disparités dans la richesse des foyers sont encore plus sévères. Aux alentours de 2018, les 10 % des foyers les plus riches détenaient 52 % de l'ensemble de la richesse en moyenne, tandis que les 40 % les plus pauvres détenaient à peine 3 % et ont vu leur richesse moyenne diminuer au cours de la dernière décennie. La classe moyenne a également souffert. Dans certains pays de l'OCDE, les revenus de la classe moyenne ont à peine augmenté au cours de la période. Dans le même temps, leur charge financière a augmenté, le coût du logement, de l'éducation et des soins de santé ayant augmenté plus rapidement que l'inflation.

Une leçon importante à retenir est que les inégalités d'aujourd'hui jettent une ombre importante et durable sur nos économies et sociétés. Elles définissent les opportunités de demain et réduisent la mobilité sociale. Par exemple, aux niveaux actuels d'inégalité et de mobilité sociale, il faudrait en moyenne 4 à 5 générations (jusqu'à 150 ans) pour que les descendants d'une famille parmi les 10 % les plus pauvres atteignent le niveau moyen de revenus dans les pays de l'OCDE. Les inégalités dans les résultats éducatifs et l'état de santé sont également très persistantes sur plusieurs générations. Les effets sont notamment visibles dans l'éducation, où des inégalités de revenus plus élevées compromettent les opportunités pour les personnes défavorisées d'investir dans leurs compétences et leur capital humain.

Les inégalités façonnent également les attitudes sociétales à long terme. Les recherches de l'OCDE montrent que les personnes intègrent des informations sur les disparités de revenus dans leurs perceptions et leurs préoccupations. Dans les pays où les estimations conventionnelles des inégalités de revenu ont augmenté le plus, les préoccupations concernant l'inégalité ont également augmenté le plus¹⁷⁷. Cela s'est traduit par une insatisfaction accrue. Avant la pandémie de COVID-19, environ 80 % des personnes interrogées ont convenu que les disparités de revenus étaient trop importantes dans leur pays, selon les données de l'ISSP et de l'Eurobaromètre.

Les risques d'insatisfaction affaiblissent la confiance dans le gouvernement, la solidarité et, parmi certains groupes, l'engagement dans des processus démocratiques réguliers. Les pays présentant des inégalités plus importantes, réelles ou perçues, font également preuve d'une confiance moindre envers les autres, tant au niveau local que national¹⁷⁸. De même, la confiance dans les institutions publiques a chuté le plus dans les pays de l'OCDE qui ont été les plus durement touchés en termes de perte de revenus des foyers et de chômage pendant la Grande Récession. Le mécontentement social qui en résulte peut se manifester dans les urnes et dans les rues. En Amérique latine, par exemple, la part de la population qui perçoit la répartition des revenus comme équitable a diminué depuis 2013. En parallèle, la propension à manifester a augmenté dans divers pays des GALC et le nombre de manifestations réelles a augmenté depuis 2014¹⁷⁹.

La pandémie s'est ajoutée à ces tendances à plus long terme. Dans ce contexte, il sera important de surveiller son impact sur différents groupes et sur un éventail de résultats 180. Sans les politiques appropriées, cet impact sera significatif. Le chômage a été subi de manière inégale ; de même, les opportunités de travail et d'éducation à distance ont été inégales. Les données disponibles montrent par exemple que les enfants de milieux défavorisées ont subi des retards d'apprentissage plus importants en raison de la COVID-19. Le suivi de son impact sur les perceptions et les préférences politiques est tout aussi crucial pour saisir les opportunités de réforme. Les données de l'outil Web *Compare Your Income* de l'OCDE indiquent un consensus bipartite répandu en faveur des dépenses de santé publique et d'éducation au cours de l'année passée 181.

« Les personnes comme nous ne savent pas à quelle sauce elles vont être mangées, et ils font ce qu'ils veulent avec nous. »

Tunisie, femme, 43 ans



Quelles politiques fonctionnent pour interrompre les cercles vicieux décrits ci-dessus ? Dans ce chapitre, nous décrirons de quelle manière les contrats sociaux fonctionnent pour répondre à la confiance à différents niveaux, entre les citoyens, et entre les gouvernés et leurs gouvernants. Nous examinerons l'origine de la réflexion sur les contrats sociaux dans les régions, et nous considérerons les éléments clés nécessaires pour un contrat social renouvelé. Tous ces arguments soutiennent que nous devons renouveler nos approches de la confiance entre les citoyens et entre les gouvernants et les gouvernés. Et cela souligne la nécessité d'un nouveau contrat social.

[11111]

6.1 Qu'est-ce que le contrat social ?

La théorie des contrats sociaux fait référence à l'accord tacite entre les citoyens pour coopérer afin de garantir la sécurité et le bien-être collectifs, ainsi que l'idée selon laquelle les autorités fournissent une protection et des services en échange du consentement des citoyens à être gouvernés. Les individus cèdent certaines de leurs libertés personnelles au gouvernement en échange d'une protection contre une partie de la violence physique et structurelle de la vie en dehors de la société. Dans le même temps, ceux qui gouvernent acceptent les limitations sur l'exercice du pouvoir arbitraire.

Historiquement, le contrat social a été utilisé à de nombreuses fins : dans la sphère des politiques publiques, pour justifier les impôts, la sécurité des citoyens, la protection et la fourniture de biens publics ; politiquement, pour remettre en question la mauvaise gouvernance ; comme fondement des théories de justice ; comme base de l'État-providence ; et en extension des protections sociales. La théorie des contrats sociaux est souvent comprise comme faisant référence au travail des philosophes européens Thomas Hobbes, John Locke et Jean-Jacques Rousseau (voir ci-dessous). En fait, lorsque nous regardons en arrière avec une perspective moins occidentalo-centrée, la réflexion politique sur les droits et responsabilités des gouvernements et des citoyens, et sur ce qui stimule la gouvernance par le consentement plutôt que la gouvernance par la force seule, se produit dans toutes les régions. En dehors de la tradition occidentale, la théorie du contrat social n'est pas toujours énoncée de manière explicite, mais fait toujours partie de l'organisation sociale.

6.2 Quelles sont certaines des similitudes et des différences dans la réflexion sur les contrats sociaux historiquement et à travers les continents?

Le débat sur la raison pour laquelle la société est importante, et sur ce que les personnes doivent attendre les unes des autres et de leurs dirigeants, ne date pas d'hier sur tous les continents. Dans la même période de 300 ans, du 2e et 3e au 5e siècle avant notre ère, Confucius et Mencius dans la Chine antique, le *Dīgha Nikāya* et *l'Arthashâstra* indiens, ainsi que Platon et Aristote dans la Grèce antique, avaient tous des discussions sur les relations entre les gouvernants et leurs gouvernés, de même que la pensée politique, islamique, africaine et latine.

Il y a des similitudes frappantes dans la pensée: bien que toutes écrites d'après des origines divines de l'autorité, toutes ces traditions avaient un élément de définition des normes visant à contraindre l'autorité arbitraire. La plupart contiennent une certaine forme de référence à la vie en dehors de la société: L'état de nature de Hobbes, qui est « vicieux, brutal et court » a quelque chose en commun avec l'*Arthashâstra* qui encadre la loi des poissons (*le mastya nyaya*), où il n'y a pas de barrière pour les gros poissons qui mangent les petits. Dans les traditions islamiques, la Charte médina de 622 de notre ère était basée sur l'idée que l'égalité des droits sociaux et politiques pour différents groupes permettrait à tous les citoyens de s'unir contre les attaques externes. Tous ces éléments, de différentes manières, définissent le besoin perçu d'un contrat social.

Mais il existe également des différences. Les traditions africaines et latinoaméricaines (principalement transmises sous forme orale) jouent un rôle plus important dans les obligations des personnes et des dirigeants de protéger la nature. Les traditions chinoise et européenne sont explicites quant aux circonstances dans lesquelles la légitimité de l'autorité peut être perdue, tandis que d'autres traditions le sont moins. Les pensées islamique et européenne

> sont directes sur les formes de consultation entre les gouvernants et les gouvernés. Les penseurs politiques latinoaméricains des 17e et 18e siècles ont des déclarations claires sur l'identité raciale et ethnique et la citoyenneté, ainsi que sur les droits des femmes.

Le fait de regarder en dehors des traditions occidentales nous rappelle qu'il ne s'agit pas seulement de la forme du contrat social ou que toutes les organisations politiques doivent être identiques. Ces théories nous rappellent également que la contrainte et la punition ne sont pas une bonne base pour des systèmes de gouvernance solides. Nous devons créer des sociétés dans lesquelles les personnes ont envie vivre.

Le problème actuel, décrit dans les chapitres précédents, est que les personnes du monde entier croient fermement que leur société actuelle a trop de divisions. Cette colère est étayée par des résultats empiriques réels, comme le démontrent les études présentées sur les sociétés inégales et le confinement pandémique, la violence et l'instabilité politique.

« Je ne pense pas vraiment avoir une relation avec le gouvernement. Je n'attends pas beaucoup de lui, je suppose que je n'ai pas vraiment vu quoi que ce soit qui me dirait qu'il va faire de grandes choses, ou rien de ce genre. »

[1000]

Canada, femme, plus de 50 ans

Encart 8 - La nouvelle entente coréenne

La République de Corée a connu une croissance économique remarquable au cours des dernières décennies, devenant le septième pays à rejoindre le club des 30-50 (bénéfice moyen > 30 000 USD, > 50 millions de personnes). Cependant, alors que l'économie coréenne mûrissait, le pays a commencé à connaître une baisse de son taux de croissance, tandis que son système de sécurité sociale insuffisant élargissait encore davantage les niveaux de polarisation. Le taux de croissance annuel moyen a atteint 6,9 % dans les années 90, puis a baissé à 4,4 % et 2,9 % au cours des années 2000 et 2010, respectivement, tandis que l'inégalité augmentait.

Face aux défis du ralentissement de la croissance et de la polarisation, la Corée a changé son paradigme pour une économie centrée sur les personnes. Face à la pandémie de COVID-19, l'économie coréenne a rencontré deux défis majeurs : aider à la reprise après une grave récession économique, tout en s'attaquant à la transformation structurelle. En fait, la Corée, ainsi que de nombreux autres pays, est confrontée à une crise de l'emploi plus brutale pour les personnes vulnérables. Les jeunes qui entrent sur le marché du travail pour la première fois, les femmes qui travaillent dans les secteurs des services en personne et les travailleurs temporaires et journaliers avec peu de protection ont été les premiers à être touchés par la crise. En particulier, les jeunes au début de leur carrière ont souffert. Les difficultés qu'ils rencontrent proviennent directement des difficultés de la génération de leurs parents, ainsi que des souffrances de l'ensemble de la société. Il est de plus en plus nécessaire de fournir un soutien étroit aux emplois et au logement, servant ainsi « d'échelle d'espoir » pour les jeunes.

Dans ce contexte, la nouvelle entente coréenne est une stratégie de développement national destinée à soutenir la reprise du pays après la crise pandémique de manière équitable, en mettant l'accent sur l'inclusion des jeunes. Ses trois principaux objectifs sont les suivants : Tout d'abord, la nouvelle entente coréenne vise à minimiser le choc économique en créant des emplois. Elle crée non seulement des emplois soutenus par le gouvernement pour les travailleurs peu qualifiés, mais également des emplois qui soutiennent la transition structurelle vers une économie numérique et écologique. Deuxièmement, cette stratégie soutient le retour rapide de l'économie coréenne à sa voie de croissance normale en construisant l'infrastructure nécessaire à une économie numérique et écologique qui rétablira les investissements et soutiendra la création d'emplois. Troisièmement, elle pose les bases pour la Corée, non seulement de s'adapter aux changements structurels, mais également de conduire la communauté mondiale vers l'ère post-pandémique.

6.3 Comment formons-nous un nouveau contrat social pour le 21e siècle ?

Le contrat social du 21e siècle doit être étayé par un type d'action pratique différent de la réflexion décrite ci-dessus. Cinq aspects méritent d'être mentionnés. Les nouveaux contrats sociaux doivent être axés sur le respect des engagements, participatifs, à long terme, mondiaux, et être soulignés par un nouveau discours.

Tout d'abord, le contrat social du 21e siècle doit être exécuté en fonction des priorités et des besoins des personnes. Des enquêtes répétées révèlent que les gens attendent et exigent de meilleurs services et le respect des engagements de la part des gouvernements. L'investissement dans la protection sociale et l'inclusion sociale et économique est fondamental pour un contrat social qui englobe tous les membres d'une société et qui renforce la confiance.

Deuxièmement, les contrats sociaux doivent viser à être participatifs, consultatifs et établir des processus et des systèmes pour le dialogue et la discussion. Dans un climat de polarisation et de tensions, le renforcement du dialogue et des principes de consultation concernant la répartition et la réconciliation permettra de réduire les tensions et d'éviter les conflits à plus long terme. Les pays qui ont réussi à établir des systèmes de dialogue social ont également réussi à contribuer positivement à la croissance, au développement et à la diminution des inégalités.

En outre, les nouveaux contrats sociaux doivent être étayés par un type d'action pratique différent : à long terme et plus global. Ils doivent être à long terme, car le changement climatique est un défi global et nécessite de penser aux droits des générations futures. Ils doivent tenir compte des impacts à long terme de la substitution technologique, et les régler avant qu'ils ne créent un sentiment de désespoir parmi les jeunes et des divisions sociétales. L'Encart 8 présente un exemple des efforts de la République de Corée pour résoudre ces problèmes, le résultat d'un processus négocié avec les entreprises et la société civile, enclenchant une nouvelle transition à la suite de la pandémie.

Le contrat social moderne doit également avoir des fondements mondiaux plus solides. À l'époque où les théoriciens cités plus haut écrivaient, la guerre était le principal défi mondial, et des questions comme l'environnement naturel (important dans la pensée africaine et latino-américaine) étaient toujours largement considérées comme des problèmes locaux. Au cours de ce siècle, nous sommes confrontés non seulement à nos nouvelles connaissances sur les aspects mondiaux du changement climatique, mais également à d'autres défis qui n'ont pas été pris en compte par les théoriciens fondateurs : les pandémies et l'instabilité du système financier international.

Encart 9 — Le contrat social, la confiance internationale et la justice par rapport aux vaccins

Carlos Alvarado

Président du Costa Rica

L'allégation communément répandue selon laquelle « personne n'est en sécurité tant que tout le monde n'est pas en sécurité » est bien plus qu'un cliché et mérite d'être répétée. La pandémie ne connaît aucune frontière et ne peut être abordée qu'à travers un effort sans précédent de solidarité mondiale et de coopération internationale.

Aux premiers stades de la pandémie, nous avons réalisé que la seule façon d'avancer était de donner la priorité à la santé de chacun, en accordant une attention particulière aux plus vulnérables. Nous avons rapidement été confrontés au dilemme de choisir entre l'équipement des hôpitaux et du personnel médical, la fourniture d'un stimulus de soutien social et l'investissement continu dans des objectifs de développement à long terme tels que l'action climatique, ou le traitement de notre dette et la surveillance de notre profil de dette. Le gouvernement du Costa Rica a rapidement étendu le système de sécurité sociale, augmenté la capacité des hôpitaux et fourni l'accès aux tests et traitements de la COVID-19. Le programme « Bono Proteger » a été lancé pour fournir des subventions temporaires aux personnes économiquement touchées par la crise. Conformément à notre opinion selon laquelle le renforcement de la solidarité sociale est la clé pour s'attaquer à de nombreux problèmes, nous avons mis en œuvre la stratégie « Le Costa Rica travaille et prend soin de lui-même », encourageant une mobilité réduite et des heures de travail limitées plutôt que des confinements stricts, stratégie qui a produit le plus faible tôt de décès dans la région. Les fardeaux et les défis étaient énormes et aggravés par de graves contraintes fiscales, des divisions sociétales et la nécessité d'un dialogue national au cours d'une période qui a été l'une de nos plus difficiles.

Nos efforts nationaux ne protégeront efficacement la santé et les moyens de subsistance de nos citoyens que s'ils sont renforcés par le soutien d'une coopération internationale dans la production et la distribution de vaccins. Au début de la pandémie, nous avons dirigé la COVID-19 Technology Access Pool (C-TAP), avec pour objectif de fournir un partage de connaissances ouvert et collaboratif sur les données et la propriété intellectuelle pour les traitements existants et en cours de développement, et de nouveaux outils de santé visant à lutter contre la COVID-19, y compris le développement de vaccins.

Au Costa Rica, nous pensons que nous avons une responsabilité envers notre avenir et les uns envers les autres. Notre engagement envers la planète en atteignant zéro émission nette d'ici 2050 et en renversant la déforestation exige également que nous collaborions avec la communauté internationale pour sécuriser les biens publics mondiaux, tels que les vaccins contre la COVID-19. Malheureusement, les efforts actuels pour la production et la répartition universelle des vaccins et des technologies médicales sont insuffisants. Le nationalisme des vaccins compromet notre capacité à surmonter la pandémie de COVID-19, sape les tentatives nationales de sécurisation du contrat social et crée des tensions internationales. Si nous agissons collectivement et acceptons notre interconnexion, notre résilience s'étendra au-delà de la réponse à la crise de la COVID-19, nous permettant de faire face aux futures pandémies, de lutter contre le changement climatique et de sécuriser l'avenir des nouvelles générations ainsi que l'accomplissement de l'Agenda 2030.

Le nouveau contrat social a besoin de différents types de discours pour le soutenir, bien que les études sur les discours (les histoires que nous racontons pour motiver l'action politique, sociale et économique) soient un domaine relativement nouveau dans la plupart des disciplines. Il est généralement reconnu que les politiques qui ont conduit à l'augmentation des inégalités au cours des 30 dernières années, et en effet à la fracturation du contrat social précédent, avaient une composante narrative solide. « Le gouvernement n'est pas la solution à notre problème, le gouvernement est le problème », a déclaré Ronald Reagan dans son discours inaugural en 1981¹⁸². Ou, comme l'a commenté Margaret Thatcher en 1987, « la société n'est pas une chose réelle »¹⁸³.

Ces discours ont été niés par des faits sur le terrain, notamment pendant la COVID-19, lorsque tout le monde a réalisé à quoi servent les gouvernements et un sens collectif de la société : sans action gouvernementale et inter-société, nous ne pouvons pas traiter ce type de menace collective. Pourtant, ils n'ont pas été remplacés par des discours concurrents qui peuvent nous faire avancer dans un nouveau contrat social.

Nous avons besoin de nouveaux discours comme ceux qui ont été importants ces dernières années pour réduire l'exclusion. Par exemple, passer¹⁸⁴ d'un discours sur la façon dont les couples LGBTQ+ ont perdu au niveau des avantages sociaux à un discours où l'accent était mis sur le désir humain d'exprimer l'amour et l'engagement a joué un rôle important dans les avancées des droits LGBTQ+.

Nous avons examiné les preuves de discours qui pourraient nous faire avancer dans un nouveau contrat social pour créer des sociétés plus égales, mieux adaptées pour faire face aux crises futures comme la COVID-19 et le changement climatique. Pour le sondage, nous avons testé la différence entre les discours d'injustice et les discours d'unité. Cependant, cela n'a pas fait une différence significative dans la manière dont les personnes ont répondu aux questions de sondage. Au cours de groupes de discussion qualitatifs à la Sierra Leone, au Costa Rica et en Tunisie, nous avons présenté un exposé sur la corruption et le pouvoir au sommet de la société, un exposé également utilisé dans la récente étude qualitative aux États-Unis¹⁸⁵ et au Royaume-Uni sur les discours qui aident à renforcer la solidarité dans les groupes de la classe ouvrières de toutes les origines ethniques¹⁸⁶:

« Peu importe d'où nous venons ou quelle est notre origine culturelle, la plupart d'entre nous travaillons dur pour nos familles, mais aujourd'hui, à/au(x)/en [PAYS], il y a des personnes puissantes, certains responsables politiques, et un petit nombre d'individus extrêmement riches, qui utilisent leur pouvoir pour en tirer un profit personnel. Nous avons besoin de politiques qui redistribuent la richesse, nous avons besoin de plus d'égalité, nous devons traiter la corruption au sommet de la société. »

Cette déclaration a été acceptée et adoptée de manière retentissante et, à notre grande surprise, c'était le cas dans tous les pays, même ceux ayant des conditions de départ très différentes. Ce type de discours qui met l'accent sur ce que nous avons en commun, ainsi que là où le problème réside, mérite une considération supplémentaire quant au travail de communication sur l'inégalité. Cela pourrait s'avérer particulièrement efficace pour déplacer la colère loin des migrants et des groupes marginalisés et vers ceux qui sont réellement à l'origine des inégalités.

Une forme différente de discours, qui a fait preuve d'efficacité, est une forme qui met l'accent sur ce que nous partageons. Dans de nombreux pays, cela se présente sous la forme d'une pièce jointe à la constitution et à la mémoire historique (bien que, comme indiqué dans le chapitre 8, cela peut également être source de divisions). Un exemple récent est l'utilisation du Pancasila par l'Indonésie. Le concept de *Pancasila*¹⁸⁷ est inclus dans le préambule de la constitution indonésienne de 1945 et est le fondement philosophique officiel de l'État. Le Pancasila est l'aboutissement de cinq principes : la croyance en un Dieu suprême, la justice sociale, l'humanitaire, la démocratie consultative et le nationalisme exprimé dans l'unité de l'Indonésie. Introduit par le président Sukarno, le Pancasila visait à unir une nation nouvelle et extrêmement diversifiée et a été modélisé sur l'idée d'un village idéalisé qui était égalitaire, avec des décisions prises par consensus et une économie basée sur le gotongroyong (entraide mutuelle).

Pendant la crise de la COVID-19, le gouvernement indonésien a utilisé les principes du *Pancasila* comme plan directeur pour sa réponse nationale à la pandémie. Par exemple, les piliers de l'humanitarisme et de la justice sociale constituaient la base de l'expansion du système de santé par le gouvernement indonésien pour tenir compte de tous les membres de la société, tout en élargissant la couverture d'assistance sociale en fonction des besoins proportionnels.

Tableau 1 – Concrétisation du Pancasila en tant que protocole de traitement de la COVID-19 et préparation à une société plus sûre et plus productive (nouvelle normale)

N°	Principes du Pancasila	Incarnation en tant qu'idéologie/ que philosophie	Concrétisation avec la COVID-19	Pancasila en tant que protocole	Conséquences dans la prise en charge de la COVID-19	Implications pour la nouvelle normale
1	Croyance dans le seul et unique Dieu	La religion comme philosophie de vie	La catastrophe en tant que test, affrontée avec confiance	Modération religieuse (restrictions quant au culte)	Restrictions sur les activités de culte et personnes qui ont confiance	Améliorer la discipline dans des situations nouvelles normales
2	Humanité juste et civilisée	Droits humains	La santé en tant que droit humain doit être protégée	Amélioration du système de santé commu- nautaire	Mise en œuvre d'un mode de vie sain (4 sains 5 parfaits)	Expansion du système de santé publique (promotion de la santé et prévention)
3	L'unité de l'Indonésie	Unité nationale et solidarité	La solidar- ité face aux catastrophes (nationale-ré- gionale-com- munautaire)	Implication du gouvernement local dans la gestion localisée	Mise en œuvre d'un PSBB (confinement) proportionnel dans les zones affectées	Décentralisation du protocole de nouvelle normale aux gouvernements locaux affectés

N°	Principes du Pancasila	Incarnation en tant qu'idéologie/ que philosophie	Concrétisation avec la COVID-19	Pancasila en tant que protocole	Conséquences dans la prise en charge de la COVID-19	Implications pour la nouvelle normale
4	Démocratie menée par la sagesse dans la délibération/ représentation	Souveraineté et démocratie du peuple	Prêter attention aux aspirations et à l'implication de la communauté	Participation optimale de la communauté	Participation accrue de la communauté à la prévention des impacts et à la reprise face à ces derniers	Participation de la communauté en commençant avec les individus, les familles, les communautés, dans la nouvelle normale
5	Justice sociale pour tous les peuples d'Indonésie	Justice sociale et bien-être	L'accès au traitement englobe l'ensemble de la communauté	Protection et assistance sociale pour les victimes affectées	Assistance sociale et mesures incitatives du SSN pour les victimes affectées	Expansion de la couverture d'assistance sociale, également proportionnelle

Source : Dr Suprayoga Hadi, adjoint du développement humain et de l'égalité, Vice-président du bureau de la République d'Indonésie, 9 juin 2021.

Un autre discours mettant l'accent sur ce que nous partageons provient des études en sciences comportementales sur la théorie du nudge : il a été démontré qu'il était plus efficace de faire passer le message à une personne que, par exemple, la plupart des autres personnes qu'elle voit comme des pairs paient leurs impôts, plutôt que de la relancer sans cesse parce qu'elle ne paie pas ses impôts.

Le nudge n'est pas seulement limité à la sphère économique, il peut être appliqué à un large éventail de problématiques. La ville de San José, en Californie, a utilisé cette technique pour résoudre le problème onéreux du déversement illégal de déchets dans toute la ville¹⁸⁸. Le problème était tellement omniprésent qu'il affectait la valeur des propriétés. Par conséquent, la division des sciences de l'environnement (Environmental Sciences Division, ESD) de la ville a piloté une nouvelle initiative, le programme Large Item Collection (collecte d'encombrants), ainsi qu'une étude de trois mois sur la manière dont les résidents réagissaient aux différentes cartes postales faisant la publicité du programme.

La Carte postale 1 a été envoyée à 3 280 foyers, la Carte postale 2 a été envoyée à 3 281 foyers, et un groupe témoin de 135 686 foyers n'a reçu aucune carte postale. Les deux cartes postales contenaient du texte provenant des langues les plus parlées de la ville. Comme indiqué ci-dessous, la première carte postale a adopté un ton disciplinaire. La seconde carte postale était plus positive. Lorsque l'étude s'est terminée, la ville a découvert que la Carte postale 2 entraînait une augmentation de 150 % de l'utilisation du service, contre 75 % pour la Carte postale 1.

Cependant, toutes les études sur les discours montrent que seuls, ces derniers ne suffisent pas : pour être efficaces, ils doivent être soutenus par une action réelle qui crée de la confiance et transforme notre cercle vicieux en un cercle vertueux. Les politiques ayant la capacité d'y parvenir font l'objet du chapitre suivant.

Figure 25 – Cartes postales de l'enquête des résidents du programme Large Item Collection de San José

Carte postale 1



Carte postale 2



Source: Wright, Lenka, "What Works Cities Blog Post: Using behavioral science to keep San José clean," What Works Cities, 31 août 2016, https://whatworkscities.bloomberg.org/works-cities-blog-post-using-behavioral-science-keep-san-jose-clean.

« La confiance que j'ai pour les institutions gouvernementales est excellente, parce qu'elles font tellement pour nous. Par exemple, l'eau, l'électricité et les transports que nous utilisons sont pris en charge par le gouvernement, la liberté de mouvement et d'association, etc. »

Sierra Leone, femme, 24 ans, coiffeuse



Les études, les sondages sur l'opinion publique et l'expérience du pays indiquent collectivement qu'il existe trois piliers nécessaires pour assurer une égalité et une inclusion soutenues : les politiques qui créent un changement matériel visible, les politiques qui renforcent la solidarité et les politiques qui assurent la crédibilité du gouvernement. Les pays qui ont réussi à lutter contre les inégalités et l'exclusion d'une manière durable ont agi sur les trois piliers de la politique. Ceux qui n'ont pas agi sur un domaine ont vu le progrès s'arrêter. Ainsi, les preuves indiquent que les décideurs politiques doivent tenir compte des politiques dans ces trois catégories afin non seulement de faire des progrès, mais aussi de les soutenir.

hindi

Un contrat social renouvelé doit être accompagné d'actions politiques concrètes, des politiques qui répondent aux exigences du moment. S'attaquer aux divisions, créer de bons emplois pour tous dans une nouvelle ère technologique, et faire face au défi existentiel de la crise climatique nécessitera de multiples mesures par plusieurs acteurs. Le cercle vicieux et auto-alimenté de l'inégalité nécessitera également de s'attaquer aux cultures du privilège qui maintiennent le pouvoir d'élites. Toutes les réponses ci-dessus nécessiteront non seulement des idées audacieuses et innovantes, mais également des politiques audacieuses et innovantes.

En 2018, le Grand Challenge on Inequality and Exclusion a défini des politiques et des approches qui :

- 1 Apportent des progrès significatifs et mesurables sur les questions d'inégalité et d'exclusion.
- 2 Incluent à la fois les éléments de redistribution et de reconnaissance, afin de nous assurer que nous tenons compte des problématiques de pouvoir, des voix et de la dignité parallèlement aux solutions techniques de redistribution.
- 3 Considèrent l'intersection des inégalités socio-économiques, entre les genres et entre les groupes, en harmonie avec les réalités vécues des personnes les plus laissées (ou plutôt retenues) à l'écart en raison des préjugés qui ont été assimilés dans toutes les sociétés et dans nos institutions.
- 4 Peuvent, par divers moyens, y compris de bonnes stratégies de communication et des mouvements sociaux, attirer le soutien politique et public, rendre le changement de politique faisable et s'assurer que ces politiques ne peuvent pas être annulées par le changement de gouvernement ultérieur.
- 5 S'attaquent aux points décrits dans les chapitres précédents sur les cercles vicieux liés, notamment les obstacles au changement tels que la mainmise de l'État, ainsi que les préjugés et les déficits matériels.

Trente-et-un articles d'experts ont été rédigés sur ces domaines politiques dans lesquels les auteurs ont rassemblé des preuves de ce qui fonctionne et *de* la manière dont les politiques ont résisté aux réalités politiques. Ces rapports documentent le voyage politique que ces politiques ont dû faire, notamment en fournissant des détails sur la manière dont les coalitions gagnantes de soutien politique ont été construites.

Tableau 2 – Politiques pour assurer l'égalité et l'inclusion

Grande visibilité	Renforcement de la solidarité	Assurer la crédibilité	
Communs mondiaux de santé, accès aux technologies médicales et aux vaccins	Mettre en place des outils post- conflit pour les sociétés polarisées, dont des dialogues honnêtes	Processus ouvert et compétitif de recrutement et de passation de contrats au sein du gouvernement	
Protection sociale universelle, ciblée etcommunautaire	Discours positifs sur la diversité, l'immigration et la reconnaissance des histoires multiculturelles grâce à l'éducation	Propriété effective transparente et pilotage de registres d'actifs mondiaux	
Compensations plus élevées pour les travailleurs des secteurs essentiels	Inclusion des jeunes	Action anti-corruption internationale : récupération des actifs, normes sur la propriété et transparence sur la passation de contrats	
Hausse de l'accessibilité à des logements abordables	Réforme de justice centrée sur les personnes	Réforme sur le financement des partis et hausse de la représentation des femmes et des groupes marginalisés en politique	
Hausse de la protection concernant l'économie des soins	Développement et co-conception axés sur la collectivité	Agrandissement de l'espace civique et renforcement des partenariats entre la société civile et les réformateurs politiques	
Accélérer la connectivité numérique	Indicateurs de dépenses en faveurs des personnes démunies et de la classe moyenne dans le reprise face à la COVID-19	Garantir les tâches de la presse libre	
Création d'emplois verts et formation aux compétences	Indice Mind-the-Gap pour l'inégalité et l'exclusion locales	Financement pour le développement : droits de tirage spéciaux, allègement de la dette, accords fiscaux internationaux et financement à grande échelle des banques multilatérales de développement (se référer à « Comment financer cela » ci-dessous)	

Comment financer cela

- Mobilisation des ressources intérieures par la constitution d'une base d'imposition, l'introduction de taxes de solidarité, la limitation des exonérations fiscales et l'augmentation de la capacité de contrôles et de collecte.
- Allègement de la dette, redistribution des droits de tirage spéciaux aux pays à faible et moyen revenus
- Action mondiale sur l'évasion et l'évitement fiscaux, ainsi que les flux financiers illicites

Au cours des trois années d'étude, visites de pays, réunions d'experts et débats, nous avons trouvé un consensus dans vingt-et-un domaines politiques différents qui sont pertinents dans différents contextes nationaux. Ces politiques sont répertoriées dans le Tableau 2. Transformer le cercle vicieux décrit au chapitre 4 en un cercle vertueux nécessitera de multiples interventions à travers des mécanismes de redistribution traditionnels comme la taxation, mais également en matière de logement, de protection sociale, de connectivité numérique et de mise en place de systèmes judiciaires centrés sur les personnes. Nous avons regroupé ces politiques comme celles qui apportent un changement visible, celles qui renforcent la solidarité entre les groupes, et celles qui promeuvent la crédibilité et la responsabilisation du gouvernement.

7.1 Un cadre politique pour assurer l'égalité et l'inclusion

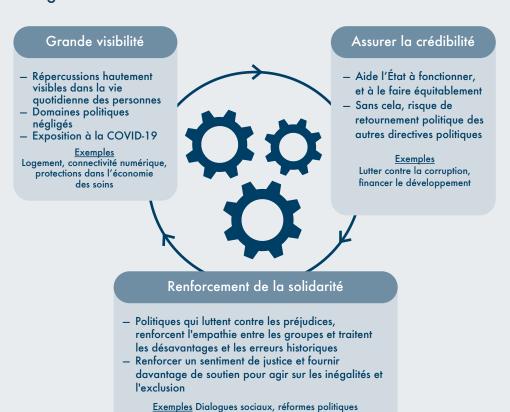
Le Tableau 2 fournit une illustration simple de la manière dont les trois piliers, à savoir une grande visibilité, renforcer la solidarité et assurer la crédibilité, peuvent fonctionner ensemble.

Les politiques hautement visibles sont définies comme celles qui sont les éléments importants qui pourraient nous faire avancer vers l'égalité et l'inclusion d'une manière perceptible et percutante. De nombreuses politiques énumérées sous ce thème ont été davantage exposées par la COVID-19 et sont des domaines dans lesquels les gouvernements ont des difficultés. Notre sondage mondial a indiqué que les logements abordables étaient le domaine dans lequel les gouvernements étaient les moins performants, avec une moyenne mondiale de seulement 32 % des personnes interrogées estimant que leurs gouvernements faisaient ce qu'il fallait. Il s'agit également de politiques populaires. Le sondage montre que 84 % des personnes soutiennent les augmentations de salaire pour les travailleurs des secteurs essentiels, et 79 % pensent que le soutien financier pour les foyers à faibles revenus devrait être une priorité politique pour leur gouvernement.

Bien que ces politiques concrètes soient essentielles pour la reprise économique centrée sur les besoins des gens au quotidien, elles n'offrent pas en elles-mêmes l'unité entre les groupes et la reconnaissance des groupes marginalisés. Les politiques de solidarité renforcent la confiance entre les groupes, ce qui entraîne à son tour plus de soutien pour la redistribution. Ces politiques sont également fondamentales pour réduire l'exclusion et s'attaquer aux divisions dans la société. L'accent mis sur les divisions reflète l'opinion publique, avec 65 % des personnes interrogées, de la Sierra Leone à la Suède en passant par le Costa Rica, estimant que pas assez n'est fait pour s'attaquer aux divisions de la société et souhaitant que leurs gouvernements mettent en place plus d'actions dans ce domaine.

Le troisième pilier des politiques consiste à assurer la crédibilité et la confiance dans le gouvernement ; 63 % des personnes interrogées pensent que leurs gouvernements sont fortement influencés par les très riches. Seulement 34 % des personnes dans le monde pensent que leur gouvernement fait ce qu'il faut pour lutter contre la corruption. Le troisième pilier des politiques aborde les défis liés à la lutte contre la corruption, à une transparence plus élevée et à la gestion du financement. Ces améliorations aident l'État à fonctionner, et à le faire équitablement. Sans les moyens de les mettre en œuvre, les gouvernements continueront à décevoir, et les populations verront les annonces de politique gouvernementale comme un discours creux.

Figure 26 – Une démarche politique pour lutter contre l'inégalité et l'exclusion



Source : CIC de la NYU : propre élaboration ; données : V-Dem (exclusion sociale) ; rapport sur les progrès équitables de la Banque mondiale.

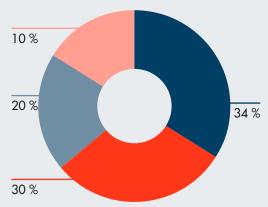
7.2 Comment ce cadre est lié aux expériences du pays

Nous avons parlé des pays qui ont connu des baisses et des augmentations de différentes mesures d'inégalité (en utilisant les mesures de Gini, la part du PIB détenue par les 10 % les plus riches et le 1 % le plus riche). En se concentrant sur la mesure des 10 % les plus riches, et nonobstant les limitations de données 189, nous avons constaté qu'entre 2001 et 2020, plus d'un tiers des 155 pays pour lesquels des données étaient disponibles ont connu une réduction constante de la mesure d'inégalité. 36 % des pays avaient des résultats mitigés au cours de cette période, avec des mesures ne faisant que monter et descendre. 30 % des pays du monde entier ont connu une détérioration constante au cours des deux dernières décennies, ce qui signifie que la part du revenu national qui est revenue aux 10 % les plus riches chaque année n'a cessé d'augmenter.

Figure 27 — Changements de la part du revenu national détenue par les 10 % les plus riches dans les pays entre 2000 et 2020



- Amélioration entre 2000 et 2010, puis détérioration
- Détérioration entre 2000 et 2010, puis amélioration
- Détérioration tout au long de 2000 à 2020



Source : CIC de la NYU : propre élaboration ; données : Données publiques de la Banque mondiale ; Portail de données sur la pauvreté et l'équité de la Banque mondiale.

Qu'est-ce que cela nous apprend ? D'une part, il y a quelque chose de positif à tirer de ces découvertes. 70 % des pays ont vu des améliorations lors d'au moins une des décennies entre 2001 et 2021. Cependant, le fait qu'un si grand nombre (50 %) ait vu soit une détérioration totale, soit une inversion des progrès antérieurs, démontre qu'il est difficile d'obtenir et de maintenir des améliorations en matière d'inégalité. Cela devient encore plus difficile lorsque différentes dimensions d'inégalité sont suivies simultanément. Lorsque nous avons examiné la part de revenu des 10 % les plus riches et la mesure d'exclusion de V-Dem, le nombre de pays ayant connu une amélioration au cours des deux dernières décennies n'était que de 19,5 %.

Les pays qui constatent des progrès au cours des décennies comprennent le Botswana, qui a eu de particulièrement bons résultats sur le changement visible, ainsi que sur le renforcement de la solidarité. Le Botswana est une histoire de réussite économique bien connue, passant de l'un des pays les plus pauvres du monde à un pays à moyens revenus. Cela a été réalisé en partie en utilisant la richesse minière pour construire des infrastructures sociales et économiques, augmenter l'accès à l'éducation et à la santé, et lutter contre la pauvreté. Mais un élément important de la croissance a été un dialogue social approfondi pour élaborer des plans de développement nationaux de manière inclusive¹⁹⁰.

Une partie importante de la stratégie du Botswana était l'établissement d'un système de filets de sécurité sociale inclusif qui cible les communautés les plus vulnérables¹⁹¹. Le SIDA a frappé durement le pays, mais près de 95 000 patients ont reçu un traitement antirétroviral, représentant 86 % des personnes qui en avaient besoin. En 1992, les groupes de défense des droits des femmes ont mené avec succès à une contestation concernant les lois statutaires de citoyenneté discriminatoires dans l'affaire Unity Dow, donnant aux femmes du Botswana des droits égaux à la citoyenneté. Le résultat a également eu des répercussions sur la loi dans d'autres pays de la région.

Dans l'affaire Mmusi vs. Ramantele de 2013, ces mêmes groupes ont contesté la pratique juridique coutumière consistant à favoriser les héritiers de sexe masculin, et ont à nouveau gagné. Le procès affirmait que cette pratique contredisait les principes constitutionnels d'égalité¹⁹². Les autres pays qui ont fait des progrès soutenus comprennent la Sierra Leone et la Guyane.

En approfondissant les politiques et les contextes politiques des pays qui ont connu une détérioration à travers diverses mesures, nous trouvons un certain nombre de causes majeures d'inégalités croissantes et d'inversions. Six des trente-et-un pays qui constatent une croissance simultanée à la fois des inégalités et dans les domaines de la mesure d'exclusion V-Dem, de la part du revenu national des 10 % les plus riches et de celle du 1 % le plus riches, sont ou ont été désignés comme touchés par la FCV (fragilité, violence et conflit) d'après la Banque mondiale. Cela inclut, entre autres, la Guinée-Bissau et la République centrafricaine. Il est évidemment difficile de traiter les inégalités dans des environnements aussi instables. Pour les autres pays, il existe un certain nombre d'économies à revenus élevés qui se détériorent par rapport à une position de départ autrement favorable, comme l'Allemagne et le Danemark, et des pays qui ont connu des baisses ou des inversions après des améliorations antérieures.

Il convient de noter que la corruption et les problématiques d'un espace fiscal suffisant ont été des fils déclencheurs cohérents. Le Brésil est un cas bien connu de ce modèle. Entre 1992 et 2014, le Brésil a connu une diminution spectaculaire des inégalités. Étant l'un des pays les plus inégaux au monde, cette réduction était sans précédent. Ces progrès ont été attribués à une combinaison de politiques de protection sociale, d'investissements dans l'éducation et de changements dans les politiques du marché du travail¹⁹³. Au niveau de l'éducation, le nombre d'étudiants universitaires a doublé entre 2000 et 2011. En 2013, le gouvernement a promulgué l'une des lois d'action positive les plus vastes au monde, exigeant des universités publiques qu'elles réservent la moitié de leurs places d'admission pour les étudiants majoritairement pauvres d'ascendance africaine. Mais après plus de deux décennies d'avancée, les indicateurs d'inégalité ont commencé à s'inverser, accompagnés d'une polarisation croissante entre les partis politiques et une élection source de divisions en 2016 194. La corruption est essentielle pour comprendre ce contrecoup. Des années de scandales qui couvaient ont éclaté lors d'une enquête de corruption globale appelée Operação Lava Jato (Opération lave-auto), lancée en 2009. Plusieurs membres du parti des travailleurs ont été impliqués, ainsi que des dirigeants d'autres partis politiques et des représentants officiels. Le Brésil est un excellent exemple que les efforts déployés pour apporter un changement visible et renforcer la solidarité sont de courte durée lorsqu'ils ne sont pas renforcés par des efforts visant à instaurer la confiance grâce à un gouvernement honnête et intègre.

Compte tenu des cas collectifs de trajectoires d'inégalité que nous avons examinés dans les pays, les éléments suivants se sont distingués :

- Concernant les actions dans les trois domaines: dans les pays qui ont connu des diminutions prolongées des inégalités (par exemple, le Botswana et la Sierra Leone), tous ont pris des mesures pour traiter les conditions matérielles et renforcer la solidarité, soit en renforçant les protections juridiques ou au travers de nouvelles constitutions. Alors que presque tous avaient des cas de corruption, il y a également eu des actions claires soit par le biais de politiques, soit par le biais du système juridique pour y répondre.
- Sur la nécessité d'agir sur des domaines de politique visibles : bien que les progrès n'aient pas été une ligne directe, avec de nombreux pays ayant fait des faux pas (en particulier sur la corruption), tous les pays qui ont vu des progrès sur l'inégalité avaient des programmes clairs sur la protection sociale et l'élargissement de l'accès aux services publics (par ex., le Pérou et la Bolivie).

- Sur le rôle de la corruption : les cas de corruption majeure étaient une caractéristique courante dans les pays ayant connu des périodes de croissance des inégalités, notamment dans les pays à faibles et moyens revenus.
- Sur les droits des travailleurs: il existe un certain nombre de pays à revenus élevés, notamment la Suède et la France, qui sont les pays affichant la plus forte croissance en matière d'inégalité. Notamment, ces pays ont adopté des changements de politique qui ont souvent affaibli les droits des travailleurs, les lois sur la protection de l'emploi, et sapé le pouvoir des syndicats, entraînant un ralentissement de la hausse des salaires pour ceux qui se trouvent en bas et au milieu de l'échelle des revenus¹⁹⁵.
- Sur les moyens financiers : certains pays comme l'Argentine ont connu des inversions qui peuvent en partie s'expliquer par des épisodes d'inflation, des défauts de paiement de la dette et des contraintes budgétaires plus larges.
- Sur le renforcement de la solidarité et le nationalisme : des pays comme la Pologne, l'Inde et le Pakistan, qui ont connu des augmentations prolongées des inégalités, ont particulièrement eu de mauvais résultats sur le renforcement de la solidarité, avec une exclusion grandissante et des courants nationalistes croissants. Bien sûr, ce n'est pas le seul défi politique auquel ces pays sont confrontés, mais cela met en évidence un schéma entremêlé inquiétant d'aggravation des inégalités et d'exclusion.

Dans l'ensemble, notre étude au niveau des pays fournit des preuves à la fois de la complexité de régler les inégalités et de la possibilité de le faire. Alors que les problématiques échappant au contrôle des gouvernements nationaux (par exemple, les crises financières mondiales) sont des facteurs favorisant les inégalités, et un grand nombre des pays discutés ont eu des difficultés avec des héritages d'histoires coloniales violentes, les preuves dans les études de cas des pays démontrent l'utilité du cadre politique consistant en une grande visibilité, un renforcement de la solidarité et dans le fait d'assurer la crédibilité développé ici.

Tableau 3 – Les dix premiers pays qui ont connu les plus fortes baisses de différentes mesures d'inégalité entre 2000 et 2020

Coefficient de Gini

N° Pays Changement 1 **Bolivie** -15,8 2 Salvador -12,6 3 Moldavie -12,34 Népal -11 5 Argentine -10,4

Part du PIB détenue par les 10 % les plus riches

Non.	Pays	Changement
1	Cap-Vert	-11,8 pp
2	Îles Comores	-11,2 pp
3	Botswana	-10,3 pp
4	Niger	-10,1 pp
5	Maldives	-9,7 pp

N°	Pays	Changement		Non.	Pays	Changement
6	Pérou	-9,8		6	Équateur	-9,2 pp
7	Guinée	-9,3		7	Guinée	-8,9 pp
8	Nicaragua	-9	•	8	Burkina Faso	-8,4 pp
9	Paraguay	-8,9		9	Cuba	-8,2 pp
10	Kazakhstan	-8,2	•	10	Pérou	-8,2 pp

Part du PIB détenue par le 1 % le plus riche

Non.	Pays	Changement
1	Maldives	-12,5 pp
2	Îles Comores	-10,9 pp
3	Malawi	-10,5 pp
4	Niger	-9,7 pp
5	Cap-Vert	-9,3 pp
6	Pérou	-8,2 pp
7	Burkina Faso	-6,3 pp
8	Gabon	-6,1 pp
9	Botswana	-6,1 pp
10	Sénégal	-5,9 pp

Position du percentile de l'Indice d'exclusion V-Dem.

Non.	Pays	Changement
1	Ouganda	-2 pp
2	Guinée-Bissau	-2 pp
3	Tchad	-2 pp
4	Mali	-2 pp
5	Érythrée	-2 pp
6	Soudan	-2 pp
7	Mozambique	-2 pp
8	Burkina Faso	-2 pp
9	Tadjikistan	-2 pp
10	Guinée	-2 pp

Source : Propre élaboration de la NYU d'après les données de la Banque mondiale et de V-Dem.

« Nous n'avons retiré de bénéfice de la richesse de notre pays. »

Tunisie, femme, 24-40 ans



Un changement visible dans la vie des personnes, grâce à un accès plus facile à un logement abordable, une meilleure connectivité numérique et des investissements dans les énergies renouvelables, offre d'énormes bénéfices pour l'égalité et l'inclusion, la satisfaction publique et l'emploi. Le bon mélange et le bon séquençage de ces politiques hautement visibles pour traiter les inégalités varieront selon le contexte. Ainsi, le niveau d'effort requis pour atteindre ces objectifs dépendra de la situation actuelle d'un pays. Cependant, l'éventail des mesures politiques présenté dans ce chapitre offre une gamme de mesures éprouvées et testées pour aider à éclairer ce mélange et ce séquençage. La consultation au sein des gouvernements, et surtout, avec de larges parties de la société, sera nécessaire pour définir des priorités détaillées dans ces domaines de politique et pour décomposer ce que chaque politique signifiera pour tous les groupes concernés.

|1000|00

Peut-être que le dernier marqueur de la réussite d'un gouvernement est la mesure dans laquelle il a changé des vies, pour le mieux. En 2018, la Première ministre néo-zélandaise, Jacinda Ardern, a lu les réalisations de son gouvernement au cours de ses 100 premiers jours dans une vidéo de deux minutes. Cela comprenait des efforts visant à renforcer les protections sociales pour les plus démunis, à lutter contre le manque de logements abordables et à atteindre l'égalité femmes-hommes. La vidéo est devenue virale, étant regardée et partagée des centaines de milliers de fois avec les vidéos ultérieurs qui faisaient le point sur ses un an et deux ans au gouvernement 196. Le format a été copié par d'autres politiciens du monde entier¹⁹⁷. Une conclusion qui peut être tirée de cette réussite est l'importance de communiquer le changement ; une autre conclusion consiste à s'assurer qu'il y a un changement à communiquer. Nos sondages et nos entretiens approfondis avec des membres du public en Sierra Leone, en Tunisie, au Costa Rica et au Canada ont révélé qu'il existe plusieurs domaines dans lesquels le public pense que les gouvernements devraient donner la priorité à l'action. Il s'agit notamment du logement, de garantir aux travailleurs des secteurs essentiels, y compris les travailleurs soignants, des revenus adéquats, de l'emplois pour les jeunes et, dans certains pays, de l'amélioration de la connectivité numérique (se référer au Chapitre 7).

Les changements de politique visibles abordés dans cette section sont ceux pour lesquels des efforts solides démontreront non seulement que nous avons retenu des leçons de la COVID-19, mais également des quarante dernières années de développement. Ce sont des actions qui vont perturber les schémas d'inégalité et d'exclusion. Il s'agit également de politiques qui renforcent la confiance dans la possibilité de changement, fournissant aux gouvernements la couverture nécessaire pour prendre des mesures à plus long terme qui n'apportent pas de résultats immédiats.

8.1 Principales leçons sur la création d'un changement visible

Les politiques ci-dessous couvrent un large éventail de problématiques, mais il y a des leçons générales à tirer des preuves et des exemples :

- 1 Ces politiques fournissent un moyen rapide politiquement de traiter les inégalités, en évitant les problèmes de ciblage perçu par une démarche plus générale. Par exemple, le logement, les salaires plus élevés pour les travailleurs des secteurs essentiels, la réforme de l'économie des soins et la dernière ligne droite de la connectivité numérique soutiennent particulièrement le travail des migrants et les groupes minoritaires dans plusieurs pays, mais apportent à tous des améliorations dans le domaine des revenus plus faibles.
- 2 Bon nombre des politiques ici seraient également bonnes pour l'action climatique. Par exemple, les emplois dans le domaine des soins sont naturellement des emplois écologiques; l'investissement dans le logement peut être fait de manière à rendre l'urbanisation plus durable; et la création d'emplois peut aller de pair avec la construction d'infrastructures écologiques.
- 3 L'action dans ces domaines est également bénéfique pour la croissance et a la capacité de créer des emplois.
- 4 Certaines de ces idées politiques peuvent sembler impossibles en raison du coût, mais des adaptations sont à portée de main pour tous les pays. Les sections sur les politiques ci-dessous donnent un aperçu des jalons vers le changement. Le chapitre 11 examine plus en détail les coûts et les questions de financement.
- 5 Comme toujours, il n'existe pas de solution unique. Il peut être nécessaire d'appliquer différents modèles publics et privés dans différents contextes. Cependant, il est à noter que dans les secteurs les plus importants pour un changement visible, tels que le logement et la connectivité numérique, une dépendance excessive aux solutions du secteur privé n'a jusqu'à présent pas réussi à produire de résultats.
- 6 Il ne s'agit pas seulement de savoir *quelles* politiques, mais aussi *comment* ces politiques sont mises en œuvre et concues :
 - A L'utilisation de méthodes de développement et de co-conception axées sur la communauté, par lesquelles le pouvoir budgétaire et décisionnel est donné aux communautés locales et à celles qui seront les plus touchées, légitime le changement de politique.
 - B Des moyens innovants de renforcer la richesse partagée et la propriété collective peuvent améliorer les politiques sur le logement et d'autres domaines visibles, garantissant que l'égalité est intégrée au cœur des politiques.
- 7 Le séquençage des politiques peut être essentiel pour obtenir l'approbation du public. Un exemple est la réduction des subventions sur le carburant et l'électricité dans le monde entier. D'après l'étude menée par le CIC, sur les trente-et-un cas de réduction des subventions énergétiques effectués par les pays à faibles et moyens revenus entre 1990 et 2012, dix-sept ont été précédés ou accompagnés d'un transfert de fonds simultané ciblant les groupes sociaux vulnérables les plus exposés aux coupures. Toutes ces dix-sept réformes ont fini par réussir, au moins partiellement, à supprimer les subventions. Dans le même temps, parmi les quatorze tentatives de réforme qui n'avaient pas de composante de transfert de fonds mise en place en amont, dix ont dû être annulées sous la pression de protestations

antigouvernementales importantes. Cinq de ces réformes infructueuses ont été tentées à nouveau, cette fois avec succès. Ces pays sont la Pologne en 1990 et 1998 ; le Ghana en 2003 et 2005 ; l'Indonésie en 2003 et 2005 ; le Yémen en 2005 et 2008 ; et la Mauritanie en 2008 et 2012. Chacune de ces nouvelles tentatives avait un programme de transfert de fonds lancé en même temps que la réforme, ce qui suggère que cela aurait peut-être été l'élément clé contribuant à leur réussite.

Encart 10 — Produire un changement visible avec un espace fiscal limité

Gouverneur Marouane El-Abassi Banque centrale, Tunisie

Après la révolution, nous avons dû faire face à une tâche énorme. Au cours des premières années après 2011, nous avons bien réussi à établir des compromis politiques sur la base de valeurs, ce qui nous a valu le prix Nobel pour notre accord post-transition. Les Tunisiens ont pu passer par une phase de transition sans prendre les armes et en s'asseyant à la table des négociations. Mais les personnes ne peuvent pas se nourrir de politiques ou de valeurs, et nous avons eu plus de mal à arbitrer les intérêts qui produiraient un changement visible que les Tunisiens souhaitaient : emplois, logement, meilleurs services sociaux, lutte contre la corruption et rétrécissement de l'écart entre les zones urbaines et rurales.

Nous avons choisi de nous concentrer sur l'économie, tôt dans la transition, sur la mise en place d'un programme du FMI qui nous permettrait de consolider nos dettes. Selon cette démarche, nous faisions des progrès. Notre problème est que, à mesure que les objectifs de la réforme se sont améliorés et que notre crédibilité financière s'est accrue, le soutien du public a baissé. Il n'y avait tout simplement pas assez d'informations dans ce que nous avions convenu pour donner des résultats visibles à la population, en particulier aux jeunes. Nous nous sommes trop concentrés sur les réformes invisibles : lois, systèmes de paiement, politique monétaire et changements organisationnels.

Aujourd'hui, la COVID-19 a entraîné un arrêt de la croissance. La croissance économique s'est réduite de 8,8 % en 2020, plus que la plupart de nos voisins, et le chômage a augmenté de 15 % avant la pandémie à 17,8 % à la fin du premier trimestre 2021, les femmes (24,9 %) et les jeunes de 15 à 24 ans (40,8 %) étant particulièrement affectés. La dette publique a augmenté de 15 points de pourcentage pour atteindre 87 % du PIB en 2020 et la dette extérieure représente désormais 2,7 fois les exportations. Nous avons également eu des difficultés à faire face aux demandes croissantes de santé et de protection sociale, et avec seulement 15 % de notre population entièrement vaccinée contre la COVID-19, notre lutte est loin d'être terminée.

Je ne parlerai pas de notre situation politique actuelle, mais je veux attirer l'attention sur les fondements économiques. Une compréhension du fait que nous perdions le soutien de la population dans la lutte contre les inégalités aurait pu et aurait dû être mieux intégrée dans notre propre programme national et nos accords avec les bailleurs internationaux, en soutenant un meilleur ciblage des premières réussites de la réforme pour renforcer la confiance dans la population et mettre en place des réformes difficiles qui répondent aux intérêts enracinés. Par exemple, il est crucial que des programmes de protection sociale soient en place avant la suppression des subventions énergétiques. L'accès aux vaccins, la réaffectation des droits de tirage spéciaux du FMI et le soutien financier international adapté à la politique économique difficile à laquelle nous sommes confrontés seront essentiels à une forme de reprise quelconque.

La Tunisie reste le seul pays du Moyen-Orient à avoir modifié efficacement son système de gouvernance après le Printemps arabe, mais notre situation est très fragile. Le message du peuple tunisien sur les questions économiques est très clair : nous devons faire face à la corruption et assurer la crédibilité du gouvernement tout en apportant un changement significatif et visible dans sa vie. Seul un accord qui couvre la politique et le pain soutiendra et renouvellera l'espoir démocratique qui subsiste toujours dans le pays.

8.2 Un éventail d'options pour les politiques qui offrent un changement et un impact hautement visibles

La liste suivante de domaines et d'idées politiques n'est en aucun cas exhaustive. En particulier, elle ne couvre pas la santé et l'éducation, d'une part parce que cela a été couvert ailleurs¹⁹⁸, et d'autre part parce qu'il s'agit d'un des moments où d'autres problématiques exposées par la COVID-19, à savoir l'incapacité à fournir une distribution équitable des vaccins, le manque de reconnaissance du travail dans les secteurs essentiels et du travail dans le domaine des soins dans l'économie, la connectivité numérique et l'accessibilité financière au logement, ont également pris une importance nouvelle. Les questions ci-dessous traitent des inégalités horizontales et verticales et offrent de nouvelles perspectives sur la manière dont nous pouvons aller de l'avant. Le Tableau 4 résume les politiques pour chaque section.

Tableau 4 – Politiques pour un changement visible

Politiques hautement visibles	Options de politique		
Communs de santé mondiaux, accès aux technologies médicales et vaccins	 Les pays de l'OCDE et la Chine devraient financer les 50 milliards de dollars estimés par le FMI nécessaires pour vacciner 60 % des citoyens mondiaux d'ici la mi-2022 Faire pression pour obtenir un accord au moins temporaire sur les ADPIC Les entreprises qui produisent actuellement des vaccins doivent établir des programmes actifs de transfert de données et de capacité vers des centres régionaux 		
Protection sociale universelle, ciblée et collective	 Maintenir les extensions à la protection sociale en lien avec la COVID-19 Étendre la protection sociale aux travailleurs informels Soutenir l'égalité femmes-hommes grâce au soutien des soignants, des personnes touchées par la violence domestique et des femmes vulnérables 		

Politiques hautement visibles	Options de politique
Des revenus plus élevés pour les travailleurs des secteurs essentiels	 Améliorer les droits Paie plus élevée pour les tâches dangereuses Augmenter de manière permanente le salaire des travailleurs salariés
Augmenter l'accessibilité au logement abordable	 Réformer la gouvernance des terres et du logement Combler l'écart dans les domaines des protections et de l'aide légale au logement Soutenir le logement social comme option viable
Accélérer la connectivité numérique	 Faire de la connectivité numérique un élément clé des stratégies d'investissement public Introduire un panier numérique Redéfinition par les acteurs du développement de l'infrastructure numérique en tant que facilitateur de développement essentiel
Transformer l'économie des soins	 Redéfinir les dépenses de soins comme un « investissement » plutôt que comme une « dépense » Adopter les conventions de l'Organisation internationale du travail (OIT) sur le travail décent pour les travailleuses et travailleurs domestiques Reconnaître les droits des travailleurs à prendre des congés pour s'occuper de quelqu'un Soutenir les programmes de soins communautaires Fournir une obligation de soins universelle de haute qualité Redéfinir fondamentalement la semaine de travail Rendre le travail non rémunéré plus visible dans les indicateurs économiques principaux
Créer des emplois écologiques et investir dans les compétences	 Introduire des politiques industrielles écologiques Investir dans la montée en compétences Investir dans l'inclusion économique des jeunes

8.3 Fournir des vaccins et un nouveau commun sanitaire mondial

Aucune problématique n'a mis en avant les inégalités mondiales en matière de santé aussi nettement que la distribution des vaccins pour lutter contre la COVID-19. Les principes de santé publique visant à maximiser la durée de vie ont été brisés quand les pouvoir économique et politique ont dicté qui, dans le monde, recevrait le vaccin et qui ne le recevrait pas. À la fin juillet 2021, plus de 50 % des personnes des pays à revenus élevés avaient reçu au moins une dose du vaccin contre la COVID-19, comparé à 30 % dans les pays à revenus moyens supérieurs, 14 % dans les pays à revenus moyens inférieurs, et seulement 1 %dans les pays à faibles revenus 199. Des accords d'achat anticipés de vaccins contre la COVID-19 ont favorisé les pays aisés, leur permettant de

« ...l'égalité des genres, le marché des ménages et du travail, encore une fois, c'est très important. Être une femme ne signifie pas que vous devriez cuisiner uniquement, [mais] vous pouvez avoir des contributions significatives dans la société. »

|11111|11

Sierra Leone, femme, 24 ans, coiffeuse sécuriser 150 à 500 % de leurs besoins prévus²⁰⁰, alors que de nombreux citoyens des pays à faibles et moyens revenus resteront non vaccinés jusqu'en 2023. Les personnes perdent leur confiance dans le système multilatéral et à cause de l'inaction internationale de leurs propres gouvernements qui ne peuvent pas obtenir de vaccins pour eux²⁰¹.

Bien que le développement rapide de plusieurs vaccins contre la COVID-19 soit une réalisation scientifique sans précédent, rendue possible grâce à la collaboration de chercheurs, de l'industrie et d'organismes de financement, l'absence d'un système qui assure un accès équitable aux vaccins a révélé des fissures profondes dans les systèmes de gouvernance mondiale pour la santé. Le COVAX, le mécanisme agissant sur la demande d'achat de vaccins pour les pays à faibles et moyens revenus, n'a pas été en mesure d'atteindre les objectifs visés en raison des contraintes d'approvisionnement.

Une dérogation à l'accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) pour les technologies liées à la COVID-19, proposée en

octobre 2020 par l'Afrique du Sud et l'Inde, a été décrite par des experts comme un élément indispensable pour atteindre les objectifs mondiaux de vaccination²⁰². Ils estiment que les autres options sur la table, à savoir l'expansion des accords de licence volontaires des entreprises et l'octroi obligatoire de licences, sont insuffisantes. Les accords de licence volontaires n'ont pas bougé au cours de l'année dernière, aucun fabricant de vaccins n'ayant accepté de partager des informations protégées par propriété intellectuelle avec le Groupement d'accès aux technologies contre la COVID-19 de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). Les licences obligatoires doivent être négociées au cas par cas avec chaque pays. Les ADPIC exigent que ces licences obligatoires soient utilisées pour l'approvisionnement national, ce qui empêcherait les centre régionaux d'exporter vers les pays voisins à faibles revenus. De plus, la production étendue de vaccins va créer des pénuries mondiales de matières premières et de produits actifs. Une dérogation aux ADPIC permettrait de remédier à cela, contrairement à l'octroi de licences par les entreprises.

L'expansion de la capacité de fabrication et le partage actif du savoir-faire avec les nouveaux sites de fabrication sont un complément important à l'action sur la propriété intellectuelle. Il existe également d'autres actions importantes, telles que l'harmonisation des systèmes de distribution et, du côté de la demande, surmonter les hésitations vis-à-vis des vaccins. Mais ce sont des domaines que la communauté internationale apprend à traiter. L'obstacle à surmonter reste l'approvisionnement.

L'action dans ce domaine sera non seulement très visible pour la population mondiale, mais elle apportera également une protection contre de futures pandémies. Si elle est bien communiquée, cette action renforcera également la solidarité entre les pays (se référer au Chapitre 9).

Mesure politique A – Fournir des vaccins et de nouveaux communs mondiaux de santé

Une action réelle pour fournir des vaccins aux personnes à l'échelle mondiale est le plus grand défi de crédibilité pour les acteurs qui se réunissent à l'Assemblée générale des Nations Unies (UN General Assembly, UNGA) 2021. Le monde a besoin que les politiques suivantes soient convenues à l'UNGA :

- 1 Les pays de l'OCDE et la Chine devraient financer les 50 milliards de dollars estimés par le FMI nécessaires pour vacciner 60 % des citoyens mondiaux d'ici la mi-2022²⁰³. Les pays ne devraient pas avoir à souscrire de prêts pour acheter des vaccins : il s'agit d'un bien public mondial, et il doit être fourni gratuitement aux pays tout comme il est fourni gratuitement aux citoyens des pays les plus riches. Cela représente moins de 1 % des dépenses que les pays de l'OCDE ont consacrées aux programmes de reprise nationaux à ce jour²⁰⁴.
- 2 Les pays qui s'opposent aux dérogations pour les ADPIC de l'Organisation mondiale du commerce devraient considérer une dérogation temporaire comme un besoin clé dans des circonstances exceptionnelles, et changer de position quant à cette disposition afin de la soutenir en conséquence.
- 3 Les philanthropes mondiaux, qui peuvent transférer de l'argent rapidement, doivent collaborer avec les institutions financières internationales (IFI) pour financer le transfert du savoir-faire et de la capacité de production vers les centres régionaux de vaccins, de matières premières et de produits actifs.
- 4 Les entreprises qui produisent actuellement des vaccins doivent établir des programmes actifs de transfert de données et de capacité aux centres régionaux, en liaison avec l'OMS et les IFI, en tirant des leçons précoces du nouveau pôle de transfert de technologie d'ARNm de l'OMS.

Encart 11 — Lutter contre les inégalités pour vaincre les pandémies

Winnie Byanyima

Directrice exécutive d'UNAIDS et Sous-secrétaire générale des Nations Unies

La stratégie mondiale contre le VIH et le SIDA nouvellement convenue nous engage, en tant que nations unies et en tant que pays, à lutter contre les inégalités intersectorielles. Lorsqu'on nous demande pourquoi, notre réponse est simple : c'est la seule approche réaliste pour venir à bout des pandémies. Le SIDA, la COVID-19 et d'autres virus se nourrissent des inégalités. Lutter contre les inégalités est essentiel pour notre santé.

Les inégalités qui entraînent les pandémies sont perpétrées par les normes sociales et les préjudices, par les politiques nationales et l'allocation des ressources, ainsi que par les politiques et les finances mondiales. Et la clé pour déterminer tous ces éléments est l'inégalité de voix et de pouvoir. Une action est nécessaire à tous les niveaux, non pas pour construire un monde parfait, mais pour permettre un monde résilient. Par exemple, six cas

de VIH sur sept chez les adolescents en Afrique subsaharienne sont des filles. Ces chiffres sont enracinés dans les inégalités de pouvoir. Lorsque les gouvernements permettent aux filles d'aller au bout de leur scolarité, elles réduisent de moitié leur risque de contracter le VIH. Lorsqu'ils garantissent l'accès à un ensemble complémentaire d'autonomisation et de droits parallèlement à la scolarité, ils réduisent davantage ce risque.

Lorsque les personnes sont criminalisées ou frappées d'ostracisme social, qu'elles se voient refuser des emplois ou une part du gâteau, leur risque de contracter des maladies pandémiques augmente considérablement ; par exemple, dans les pays où les relations homosexuelles sont criminalisées, les hommes homosexuels sont plus de deux fois plus susceptibles d'être infectés par le VIH que dans les pays sans criminalisation.

Garder les monopoles entre les mains de quelques sociétés pharmaceutiques entraîne des inégalités d'accès à la technologie de santé vitale. L'utilisation massive d'antirétroviraux pour prévenir le SIDA n'est survenue que lorsque les pays à faibles revenus ont mis en échec les pressions et ont pris des contrats pour des approvisionnements génériques. Mais même aujourd'hui, les médicaments clés contre le VIH qui peuvent sauver des vies sont toujours au-delà des moyens de la plupart des gens dans les pays à faibles revenus, à l'exception des riches. Et à présent nous avons constaté avec la COVID-19 qu'en ouvrant des brevets et des savoir-faire, permettant une production simultanée largement améliorée, nous pouvons vacciner les huit milliards de personnes à temps avant que de nouvelles souches ne mettent en danger tout le monde.

Les preuves sont claires. Les inégalités tuent. Les politiques dont nous avons besoin sont également claires :

- Nous devons mettre fin aux inégalités dans l'accès aux technologies de la santé en stimulant le meilleur de la science et en le transmettant à tous. Nous avons besoin d'un financement, mais nous devons également réformer les règles de la propriété intellectuelle et soutenir la production distribuée à l'échelle mondiale afin de garantir que l'accès aux sciences vitales ne dépend plus du passeport que vous détenez.
- 2 Nous devons mettre fin aux inégalités dans l'accès aux services essentiels en fournissant une santé et une éducation garanties pour tous, en intégrant les services fournis par la communauté.
- 3 Nous devons continuer à avancer en dehors des lois préjudiciables, punitives, obsolètes, souvent coloniales, et loin de toutes les formes de discrimination qui éloignent les personnes de services de santé salvateurs.

La chose la plus irréaliste que nous pourrions faire maintenant est d'imaginer que nous pouvons surmonter nos crises par des ajustements mineurs ou du rafistolage. La COVID-19 nous a rappelé que les fausses promesses du populisme ne font pas le poids à côté de la biologie : nous ne sommes pas seulement interconnectés, nous sommes inséparables. Nous ne pouvons gagner qu'ensemble.

8.4 Protection sociale : fournir un seuil de revenus

La protection sociale est l'outil principal dans la lutte contre la pauvreté et la vulnérabilité, fournissant un moyen de faire face aux risques majeurs de la vie. Les définitions et les applications de la protection sociale varient, mais impliquent généralement des obligations d'État pour assurer l'accès aux services essentiels (éducation, santé et autres services sociaux), ainsi qu'un ensemble minimal de transferts sociaux en espèces et en nature, et un soutien

compensatoire à l'âge avancé, en cas de chômage, de maladie et d'autres éventualités. Ces formes de protection sociale peuvent être considérées comme le seuil fondamental à partir duquel d'autres aspects du changement de politique peuvent être construits. Le droit à la protection sociale est inscrit dans la Déclaration universelle des droits de l'Homme, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, et dans d'autres instruments majeurs des Nations Unies relatifs aux droits humains. Néanmoins, la couverture reste faible dans de nombreuses régions du monde.

Les transferts de fonds et le soutien aux revenus ont été l'intervention gouvernementale incontournable pendant l'ère de la COVID-19. Des mesures ont été adoptées dans presque tous les pays soit pour combler les lacunes de

> longue date de protection sociale amplifiées par la crise, soit pour adapter les systèmes existants en réponse aux lacunes actuelles. Selon la Banque mondiale, l'assistance sociale représente 62 % des réponses politiques mondiales depuis mars 2020, les transferts de fonds émergeant comme la forme d'assistance sociale la plus largement utilisée²⁰⁵. Ces mesures ont été une bouée de sauvetage majeure pour atténuer les pires impacts de la COVID-19, mais dans de nombreux pays, le soutien a été loin d'être suffisant pour empêcher les foyers de tomber dans la pauvreté. Des études d'OXFAM et de Development Pathways à la fin 2020 ont révélé que 2,7 milliards de personnes n'avaient reçu aucun soutien financier public pendant la crise de la COVID-19. De plus, la plupart des avantages ont été à la fois minuscules et temporaires, avec 41 % des paiements ponctuels²⁰⁶. Il y a également la question de qui est couvert, et comment ces programmes peuvent être étendus à l'avenir (se référer au Chapitre 11).

> Des approches universelles et ciblées de la protection sociale sont nécessaires pour traiter les inégalités enracinées et étendre la couverture complète à chaque personne. Des programmes universels sont nécessaires pour s'assurer que tous les citoyens

ont accès aux dispositions de protection sociale lorsqu'ils en ont besoin, mais également pour susciter une large adhésion de différentes parties de la société. Le programme Prospera bien connu du Mexique (anciennement Progresa et Oportunidades) s'est terminé après vingt années, en grande partie en raison de l'impopularité de son ciblage exclusif des foyers démunis parmi les électeurs à revenus moyens. Depuis, le financement de Prospera a été réaffecté à deux programmes universels destinés à bénéficier à tout le monde dans la répartition des revenus²⁰⁷.

Dans le même temps, les programmes universels doivent être complétés par des cibles pour des groupes spécifiques qui ont moins accès aux protections disponibles ou qui peuvent être systématiquement exclus malgré leur droit à une disposition. Les minorités ethniques et raciales confrontées au racisme institutionnel, les communautés éloignées ou non liées avec un accès limité aux informations sur leurs droits, les femmes confrontées à des normes de genre préjudiciables et les personnes en situation de handicap font partie de celles qui peuvent avoir besoin d'une sensibilisation et d'un soutien supplémentaires pour garantir qu'elles ont un accès total à une protection sociale adéquate. Une fausse dichotomie est souvent réalisée entre les approches universelles et ciblées de la protection sociale. Les deux peuvent coexister, et en effet, l'un peut ne pas être possible sans l'autre. L'approche de l'Indonésie en matière de protection sociale (se référer à l'encart 14) montre la complémentarité des mécanismes universels, centrés sur la communauté et centrés sur les foyers.

« J'avais une bourse d'études et, en fait, [le gouvernement] m'a donné un ordinateur et j'avais accès à Internet, du coup sur cet aspect, le gouvernement a en effet aidé. »

Jumpi.

Costa Rica, homme, 18-24 ans

Mesure politique B – Étendre les politiques de protection sociale

La protection sociale est un domaine politique bien exploré, avec une littérature considérable qui identifie les politiques et les leçons fondamentales²⁰⁸. Ici, nous réfléchissons à la manière dont cela peut être étendu.

Couverture de protection sociale pour les travailleurs informels

La pandémie de COVID-19 nous a montré comment les pays disposant de systèmes de protection sociale et de santé solides peuvent réagir relativement rapidement aux nouveaux défis, à la fois en élargissant les mécanismes de protection existants et en les étendant et en les adaptant pour couvrir les populations précédemment non couvertes. Les décideurs politiques doivent mettre en œuvre des programmes qui ciblent les travailleurs informels et les entreprises, et étendre les programmes de protection sociale pour couvrir les groupes actuellement exclus ou marginalisés.

Des exemples comprennent :

- Le ministère des Affaires sociales de la Tunisie a rassemblé des programmes antérieurs de lutte contre la pauvreté et a appelé les personnes à s'inscrire pour obtenir une aide financière²⁰⁹. Le gouvernement tunisien travaille également à la numérisation de la protection sociale depuis 2019, dans le but d'inclure les populations vulnérables et de permettre aux citoyens de faire part de leurs impressions²¹⁰.
- L'Argentine a agi rapidement en mars 2020, pour étendre les transferts de protection sociale aux travailleurs sans emploi, à faibles revenus, indépendants et domestiques dans le cadre du programme Ingreso Familiar de Emergencia (Revenu familial d'urgence). Le programme était basé sur l'auto-ciblage, permettant une portée plus rapide et plus efficace pour ceux qui en avaient besoin²¹.
- L'initiative d'urgence Auxilio Emergencial (aide d'urgence), menée par l'opposition du Brésil, qui a commencé en avril 2020, a introduit des transferts de fonds pour les travailleurs informels à faibles revenus, les travailleurs indépendants et ceux déjà inscrits dans des programmes sans cotisations. Le programme a été la plus grande réponse de protection sociale contre la COVID-19 dans la région d'Amérique latine, avec un transfert mensuel égal à 120 % du seuil de pauvreté national pendant les cinq premiers mois et à 60 % pour les quatre mois suivants, atteignant environ un tiers de la population²¹².

Exemples de protection sociale pour améliorer l'égalité femmes-hommes

La valeur des mesures de protection sociale est particulièrement évidente lorsqu'il s'agit de diverses problématiques d'égalité femmes-hommes, notamment la garde d'enfants, la violence contre les femmes et les filles, ainsi que la santé et l'éducation. Les exemples de mesures face à la COVID-19 tenant compte du genre ou transformatrices²¹³ quant au genre qui portent directement sur le travail de soins non rémunéré comprennent les points suivants :

 Le Canada a fourni une prestation de soins d'urgence aux parents avec des enfants qui sont dans l'incapacité d'avoir des revenus. Elle a été fixée à 900 CAD deux fois par semaine pendant quinze semaines maximum.

- L'Uruguay a mis en place un doublement exceptionnel des allocations familiales dans le cadre de son plan d'actions, qui a bénéficié à 118 000 foyers.
- La Finlande fournit une couverture complète pour la perte de revenus lorsque les enfants sont placés en quarantaine, ce qui entraîne une absence parentale du travail.
- La Suède a prolongé l'allocation parentale temporaire pour les parents qui doivent rester à la maison pour s'occuper des enfants lorsque les écoles et la garderie sont fermées. Elle a été fixée à 90 % de leurs allocations parentales temporaires habituelles.
- L'Afrique du Sud a augmenté la Subvention d'aide à l'enfance, qui couvre environ 12,5 millions d'enfants, de R500 (26 USD) par mois (juin-octobre 2020).
- L'Inde a fourni 500 roupies (6,50 USD) par mois à 200 millions de femmes vulnérables entre avril et juin 2020. | | | | | | | |

8.5 Des revenus et une protection sociale plus élevés pour les travailleurs des secteurs essentiels

Il n'existe pas de définition standard des travailleurs des secteurs essentiels, mais pendant la pandémie de COVID-19, la catégorie a inclus le personnel de santé et les travailleurs dans d'autres lieux de travail essentiels (par ex., les premiers intervenants dans les services d'urgence, la production et la vente de nourriture et les services de livraison), ainsi que ceux travaillant dans des infrastructures critiques comme l'énergie et l'eau. Ces travailleurs peuvent être des employés ou des travailleurs indépendants. La différence fondamentale entre le « travail essentiel » et d'autres professions se résume à l'impact sur la société si le travail en question devait être suspendu. Bien que l'absence temporaire de diverses professions ait certainement causé des désagréments pendant la pandémie, cela n'a pas précipité l'effondrement de la société.

Les sociétés ont applaudi les travailleurs des secteurs essentiels, mais cela ne s'est pas traduit par des conditions d'emploi améliorées. Notre enquête auprès de 43 des pays les plus peuplés a révélé qu'un maximum de 15 pays avaient donné une augmentation permanente de salaire à leurs professionnels de santé. Cette divergence entre la rhétorique et l'action est particulièrement perceptible étant donné le soutien généralisé du public pour une rémunération accrue : notre propre sondage a révélé qu'un minimum de 75 % des personnes dans chacun des huit pays interrogés soutiennent une rémunération plus élevée pour les travailleurs des secteurs essentiels. Ainsi, l'action politique dans ce domaine serait à la fois visible et populaire.

Les travailleurs indépendants qui fournissent des services essentiels et font partie de l'économie informelle sont moins visibles, mais sont tout aussi importants : par exemple, les vendeurs de nourriture de rue, les ramasseurs de déchets et les travailleurs dans le secteur du transport qui comblent les lacunes

de prestation de services dans les économies avec des taux élevés d'emploi informel. De même, ces travailleurs ont besoin de mesures de complément de revenus et de protections renforcées contre les risques sur le lieu de travail, le plus souvent dans l'espace public²¹⁴.

Un nouvel accord pour les travailleurs des secteurs essentiels n'est pas simplement la bonne chose à faire pour des raisons éthiques et autres : c'est dans l'intérêt de chacun. Sans un nouvel accord pour les travailleurs des secteurs essentiels, les sociétés ne seront pas en mesure de répondre au cycle croissant de crises qui découlent d'un monde de plus en plus complexe, interconnecté et instable. Qu'il s'agisse d'une catastrophe naturelle, de terrorisme à grande échelle, d'hostilités géopolitiques ou d'une autre pandémie, ce n'est qu'une question de temps avant que la société ne soit à nouveau confrontée à une crise d'échelle sans précédent. Pour renforcer la résilience, nous avons besoin d'un effectif complet bien formé, profondément engagé de travailleurs des secteurs essentiels qui relèveront le défi. Un nouvel accord pour ces travailleurs devrait être considéré comme un principe central de création d'économies plus résilientes, et un investissement pour réduire les risques et assurer la pérennité de nos sociétés.

Mesure politique C – Assurer une rémunération et des droits plus élevés pour les travailleurs des secteurs essentiels

Améliorer les droits

Le cadre législatif doit inclure des mécanismes pour payer les travailleurs des secteurs essentiels lorsque les conditions deviennent dangereuses. Un nombre maximum d'heures et un nombre minimum de jours de congés doivent être stipulés, tout comme d'assurer la santé et la sécurité et d'autres formations. Des fournitures adéquates d'EPI et d'autres équipements de sécurité doivent être une disposition juridiquement contraignante pour tous les travailleurs en première ligne, quel que soit leur statut professionnel. Le cadre législatif doit également reconnaître les travailleurs indépendants et être conforme à la recommandation 204 de l'OIT sur la standardisation de l'économie informelle.

L'amélioration et l'application des lois et politiques sur l'égalité et la nondiscrimination en matière d'emploi sont requises dans tous les pays. Cela aura des retombées positives pour les travailleurs des secteurs essentiels lorsque les groupes minoritaires et les femmes sont surreprésentés.

L'introduction de la rémunération du risque

Les gouvernements doivent imposer un cadre qui déclenche automatiquement une rémunération du risque et une indemnisation sans égard à la faute pour les travailleurs et leurs familles qui subissent une maladie ou un décès dans l'exercice de leurs fonctions. Le montant de l'indemnisation supplémentaire doit être proportionnel au risque et à la charge supportés. L'indemnisation en cas de préjudice doit être échelonnée de la même manière que la souffrance causée. On pourrait avancer que les travailleurs des secteurs essentiels devraient recevoir le même montant d'indemnisation et de rémunération des risques que ceux employés par les forces armées, lorsque les préjudices, les risques et les charges sont équivalents et lorsqu'ils acceptent des risques au nom de la société.

Hausses de salaire à plus long terme

L'introduction de la rémunération du risque et l'amélioration des droits sont des mesures fondamentales que les gouvernements peuvent prendre pour protéger les travailleurs des secteurs essentiels en temps de crise. Des hausses de salaire à plus long terme peuvent également être appropriées, en particulier lorsque les travailleurs n'ont pas été rémunérés financièrement pour leurs efforts compte tenu de la valeur qu'ils produisent pour la société. Au Royaume-Uni, par exemple, les travailleurs des services de santé nationaux ont connu des réductions de salaires en temps réel au cours de la décennie précédent la pandémie.

8.6 Logement : un droit humain, plutôt qu'un investissement financier

La crise du logement abordable affecte des villes allant de San Francisco aux États-Unis à Accra au Ghana, car la production de logements abordables ne suit pas la demande, et le secteur du logement devient de plus en plus financier et traité comme une marchandise plutôt qu'un droit humain. Dans le monde entier, en particulier dans les zones urbaines, l'écart entre la demande et l'offre de logements abordables et adéquats augmente rapidement, avec des régions comme l'Afrique subissant la transition urbaine la plus rapide que nous ayons encore connue.

La recherche de propriété immobilière a souvent dicté la politique d'urbanisme et de logement. De l'essor des banlieues aux États-Unis suite à la Seconde Guerre mondiale aux programmes d'ajustement structurel dans les pays du Sud dans les années 1980 et 1990, le logement a été promu comme promoteur de richesse²¹⁵. Pour beaucoup, cependant, le prix d'une maison n'est tout simplement pas abordable ; c'est le cas partout en Amérique du Nord, où les prix du logement ont augmenté à un rythme beaucoup plus rapide que les salaires²¹⁶, mais cela est particulièrement sombre dans les pays à faibles et moyens revenus, où le pourcentage de personnes pouvant se permettre d'acheter une maison moyenne classique est aussi faible que 0,58 %. Les mécanismes de zonage (urbanisme), d'utilisation des terres, de financement, fiscaux et de gouvernance mis en place pour promouvoir la propriété du logement ont également déterminé qui a droit au logement, excluant (souvent intentionnellement) certaines populations en fonction de leurs revenus ou de leur identité et contribuant à la ségrégation des villes.

Pour certaines personnes, leurs logements les ont rendues encore plus sensibles aux conséquences sanitaires de la pandémie ; les études ont montré que le virus se propage plus facilement dans les zones de surpopulation²¹⁷, souvent dans de mauvaises conditions sanitaires qui rendaient presque impossible la prévention de la transmission de la COVID-19. Alors que les moratoires d'aide à la location et d'éviction cherchaient à garder les personnes chez elles, on ne sait pas encore comment les sociétés empêcheront efficacement une crise d'éviction à grande échelle alors que les mesures temporaires expirent et que les personnes qui ont perdu leurs revenus luttent pour trouver des moyens de payer leur loyer ou leur hypothèque. Toutefois, il

y a une lueur d'espoir dans la pandémie Cela a mis en évidence les mesures radicales qui peuvent être prises lorsqu'un problème devient urgent dans l'esprit des citoyens et des décideurs politiques, et la façon dont la pandémie a démontré l'inégalité marquée dans les conditions de vie des personnes offre une opportunité à cet égard, l'accès à un logement abordable et adéquat est de plus en plus reconnu non seulement comme une nécessité, mais plutôt comme un droit humain fondamental²¹⁸.

La perception du public dans les pays à revenus faibles, moyens et élevés que les gouvernements ne parviennent pas à résoudre ce problème est un témoignage du réseau complexe de causes et d'implications du statu quo du logement. Notre sondage a révélé que le logement était l'un des domaines politiques qui a enregistré le moins de progrès avant la pandémie.

Certains des principaux défis comprennent les suivants :

- Gouvernance. Une attention particulière doit être accordée à la dynamique de pouvoir et aux défis de gouvernance de la mise en œuvre d'un logement abordable et de politiques urbaines inclusives. Les propriétaires et propriétaires fonciers sont souvent représentés de manière disproportionnée dans la prise de décision locale, s'organisant en associations qui peuvent faire du lobbying contre les réformes de zonage et les mandats de logement inclusif dans leurs zones²¹⁹, tandis que les protections inadéquates des locataires et l'insécurité des personnes vivant dans des établissements informel exacerbent les inégalités entre les logement et les propriétaires, et ceux qui ne peuvent pas acheter un logement. La gouvernance du logement et de l'utilisation des terres pose donc un problème « d'initiés et d'exclus » où les propriétaires immobiliers existants sont représentés, mais les intérêts des locataires, des jeunes et de ceux qui cherchent à migrer vers des zones urbaines florissantes ne le sont pas. L'expansion de la diversité et l'évolution des niveaux devraient rendre les résultats plus équitables.
- Financement du marché du logement. La propriété foncière peu claire, en particulier dans les villes connaissant une expansion urbaine sans précédent, entrave les investissements soutenus et cohésifs dans les services et l'aménagement urbain, conduisant à un développement urbain fragmenté qui a non seulement des effets néfastes sur l'environnement, mais maintient également les personnes loin des opportunités économiques et des connexions avec le centreville. Dans les pays à faibles et moyens revenus ayant des secteurs de la construction sous-développés et une dépendance aux matériaux importés, la construction de logements peut être très coûteuse²²⁰. Les finances sont rares en raison des risques élevés²²¹ perçus par les investisseurs et les développeurs concernés par la sous-utilisation des logements construits. Les lois de zonage et les réglementations sur l'utilisation des terres obsolètes et discriminatoires²²² encouragent souvent la construction de logements de classe supérieure uniquement, limitant l'approvisionnement en logements pour les classes moyennes et inférieures²²³ dans les pays du Nord et du Sud, qui n'ont alors pas d'autre option que de rechercher un logement informel. Les incitations à privatiser des terres et à les vendre aux promoteurs excluent également les gouvernements locaux des revenus potentiels de l'urbanisation.
- Financiarisation²²⁴ et spéculation²²⁵. Le logement n'offre pas seulement un abri : il fournit également de la richesse, de la reconnaissance et un statut. De nombreuses personnes et entités privées investissent dans l'immobilier comme moyen de préserver leur richesse et d'en extraire de la valeur²²⁶. Bien qu'il s'agisse d'un phénomène existant dans les

pays du Nord, il est prouvé que ces pratiques sont devenues de plus en plus populaires dans d'autres régions du monde après la crise financière de 2008²²⁷. La formalisation du logement informel est une question profondément controversée, car les élites politiques entretiennent souvent des relations profondes avec les promoteurs immobiliers, et le pouvoir d'attribution des terres est un mécanisme clé pour obtenir des votes et extraire des loyers²²⁸.

- Gentrification et dépossession urbaine²²⁹. Les villes du monde entier, qu'il s'agisse de Londres ou de Dar es Salaam, luttent entre récolter les fruits de l'augmentation de la valeur du logement et empêcher le déplacement par la gentrification. L'essor du tourisme a également conduit à des initiatives visant à réduire les logements disponibles pour les citadins en faveur des appartements touristiques. De même, le discours de la création de « pôles mondiaux »²³⁰ et le désir de devenir des acteurs internationaux²³¹, que ce soit pour un méga-événement spécifiquet²³² ou par le biais de plans directeurs ambitieux, peut se faire aux dépens des personnes démunies, qui sont généralement exclues de la consultation²³³. Les expulsions ont des effets préjudiciables sur le bien-être d'un foyer de multiples façons, de la stabilité économique au développement dans l'enfance²³⁴. Le déplacement urbain peut alimenter les troubles et le mécontentement, et peut également conduire à la violence lorsque le courtage, la spéculation et l'accaparement des terres sont politisés²³⁵. En outre, le déplacement urbain peut alimenter les troubles et le mécontentement. Il peut également conduire à la violence lorsque le courtage, la spéculation et l'accaparement des terres sont politisés²³⁶.
- Rôle de l'État. Récemment, l'accent a été davantage mis sur le rôle du gouvernement en tant que facilitateur, plutôt qu'en tant que fournisseur direct de logements. À ce titre, il est recommandé que, au lieu de dépenser d'importantes sommes d'argent dans des projets de logements sociaux massifs, le gouvernement face de la place pour l'expansion urbaine en fournissant des terrains aménagés qui peuvent ensuite être utilisés pour construire des logements abordables. Plus précisément, la gouvernance locale gagne de l'attention avec la reconnaissance que les gouvernements locaux sont souvent délégués pour fournir une partie substantielle des services de base, mais n'ont généralement pas la capacité appropriée pour le faire. Les gouvernements locaux sont souvent chargés de fournir des services de base sans disposer des ressources nécessaires pour le faire. Une attention accrue portée au besoin de financer et d'habiliter correctement les gouvernements locaux pour fournir des services urbains a également ouvert des opportunités de politiques de logement inclusives, où les gouvernements ne sont pas nécessairement les fournisseurs de logements, mais déterminent les incitations et les réglementations qui facilitent la fourniture de logements abordables et le financement des services publics à leurs populations.

Les complexités des problématiques appellent à de multiples réponses politiques, et encore une fois, elles varient en fonction de la situation de départ du pays. Indépendamment du contexte, la première étape consiste à obtenir une compréhension plus complète de qui nous cherchons à loger. Trop souvent, il y a une disparité dans la taille et l'emplacement du logement, et une insistance excessive sur la construction pour les classes moyennes riches ou supérieures, ce qui exacerbe la crise du logement et provoque des revendications qui souvent coïncident avec la classe, l'appartenance raciale et l'origine ethnique. La convergence accrue entre les différentes communautés appelant à la justice environnementale, raciale et sociale a ravivé le débat autour du droit au logement, contestant l'impact de voir le logement comme

une commodité et défendant les besoins de tous les citadins. Alors que la crise de la COVID-19 insuffle un sentiment d'urgence sans précédent à la crise du logement abordable, une fenêtre politique d'opportunités s'est ouverte à l'action pour être à la hauteur dans le domaine du droit au logement, y compris pour les personnes pour lesquelles le domicile est également le lieu de travail.

Mesure politique D – Accroître l'accès à des logements abordables

Entreprendre une réforme de l'utilisation des terres et des mécanismes de gouvernance du logement pour renverser les lois, réglementations et incitations nationales et locales préjudiciables qui restreignent l'approvisionnement en logements abordables en faveur de la création de richesse et des spéculations.

Cela comprend:

- Travailler avec la justice sociale et les groupes environnementaux pour mettre en place des coalitions puissantes qui renforcent le soutien à la promotion de logements abordables par le biais de densités urbaines saines et de développement axé sur le transit.
- Revoir le zonage pour une famille unique, les tailles minimales de lot et les normes de construction qui sont basées sur des réglementations obsolètes, pour permettre la construction d'unités plus abordables dans les villes.
- Explorer les pratiques de légalisation telles que la location d'unités accessoires et de logements évolutifs pour assurer la sécurité de la jouissance à ceux qui louaient auparavant de manière informelle, ainsi qu'une façon sûre et moins coûteuse de trouver un logement.
- Établir des taxes sur les terres vacantes et/ou détenues à l'étranger pour décourager les spéculations.

Exemple — « Upzoning » dans les villes des États-Unis : Les groupes de défense de la justice environnementale et sociale se sont réunis avec les médias et les fonctionnaires pour faire pression en opposition aux groupes de quartier où les propriétaires s'opposaient aux propositions d'upzoning (changement de classification). En reconnaissant 1) l'histoire raciste du zonage et des annotations, 2) l'importance de la densité pour un développement urbain durable et écologique et 3) l'importance du logement abordable pour les travailleurs à revenu moyen, les communautés aux États-Unis ont été en mesure de faire avancer la législation pour changer la classification de zones précédemment affectées aux unités mono-familiales²³⁷.

Élaborer des politiques complètes de financement et de modernisation qui reflètent plutôt que de pénalisent les besoins des citoyens, préviennent les déplacements et peuvent déclencher d'autres investissements dans le logement et les services publics urbains.

Étant donné que le secteur informel a compris comment fournir des logements à grande échelle et à un taux abordable, l'un des domaines politiques devrait être la manière de les réglementer pour encourager de meilleures conditions de vie. Les investissements publics et privés dans la mise à niveau de nouvelles unités de logement abordables peuvent

également servir de catalyseur et de facilitateur pour d'autres types d'investissements, y compris les groupements d'épargne et les fonds nationaux. Parmi les exemples réussis d'amélioration de quartiers informels, citons le programme Ban Mankoong en Thaïlande et les programmes au Brésil et à Medellín. Ces programmes ont exploré d'autres formes de financement qui sont plus appropriées aux besoins et aux capacités des communautés locales, en mobilisant leurs groupements d'épargne et leurs programmes de financement²³⁸.

Exemple – L'approche de l'Indonésie concernant les kampungs: Depuis 1969, l'Indonésie fournit des ressources au Kampung Improvement Program (programme d'amélioration des villages), permettant aux populations à faibles revenus de s'installer dans les villages et autour des villages selon leurs propres standards, tandis que le gouvernement se concentre sur l'amélioration progressive de l'infrastructure du logement. Cette approche profite à tout le monde, y compris à l'intérieur et à l'extérieur des kampungs²³⁹.

<u>Exemple – ARRU en Tunisie</u>: L'Agence de réhabilitation et de rénovation urbaine de la Tunisie travaille à améliorer les quartiers grâce à la fourniture de services publics et d'installations collectives, associés à un fonds national pour l'amélioration et la réhabilitation des logements²⁴⁰.

Combler l'écart dans les domaines des protections et de l'aide légale au logement

Fournir des mécanismes pour la protection de tous les citadins par le biais d'une approche fondée sur les droits humains, protégeant les locataires contre la manipulation politique et l'accaparement des terres. Cela comprend :

- Travailler avec les autorités publiques pour mettre à jour les cadastres publics, numériser les programmes de propriété foncière et formaliser les titres fonciers individuels et coutumiers. Une attention particulière doit être accordée à la sécurité du régime foncier des femmes, car c'est une clé de leur autonomisation économique.
- Investir dans l'application de la législation sur la protection juridique contre la discrimination, le droit au conseil et la protection des locataires pour empêcher les expulsions.
- Équilibrer le pouvoir des associations de quartiers, où les propriétaires et les propriétaires fonciers sont souvent représentés de manière disproportionnée, avec l'établissement de droits humains et de comités pour fournir des ressources aux locataires concernant leurs droits.

<u>Exemple – Bureau des droits humains de Séoul</u>: Depuis 2012, l'arrêté municipal de Séoul a établi de nouvelles politiques relatives aux droits humains, une division des droits humains dans le gouvernement municipal local, un comité local sur les droits humains et un bureau de médiation auquel les résidents locaux peuvent déposer leurs plaintes. L'arrêté de la ville crée également des directives pour l'éviction forcée afin de protéger les droits au logement de ses résidents²⁴¹.

Étendre les efforts pour soutenir le logement social comme une option viable

L'expansion du stock de types de logements sociaux offre des opportunités aux populations incapables d'accéder au marché financier. Le logement social fourni

directement par les gouvernements pour les plus vulnérables peut constituer un investissement important s'il est associé à l'accès aux écoles et aux services qui peuvent permettre aux résidents d'améliorer leur qualité de vie. Cependant, au-delà de la fourniture directe de logements, la mise en place d'un environnement propice à la création de logements à but non lucratif (par ex., coopératives de logement et fiducies foncières communautaires) offre également une opportunité clé pour les secteurs public et privé de travailler avec les communautés pour fournir des logements adéquats. Pour réussir, ces modèles ont besoin d'un soutien institutionnel approprié, allant de l'accès aux terres, généralement le défi le plus difficile, au fait de pousser pour négocier des programmes de financement flexibles. Un engagement politique soutenu et des structures institutionnelles, des associations formelles aux banques de terres publiques, peuvent garantir que ces modèles offrent une alternative non spéculative au logement.

Exemple – Les coopératives de l'Uruguay: Le modèle FUCVAM (Federación Uruguaya de Cooperativas de Vivienda por Ayuda Mutua) est basé sur la propriété collective du logement par une coopérative, à laquelle les membres contribuent par l'apport de compétences. Il est fortement soutenu par le gouvernement grâce à la fourniture d'une assistance technique dans les négociations avec les agences de crédit et le secteur privé, ainsi que par les organismes de crédit foncier qui fournissent des options de logement aux coopératives²⁴².

Augmenter la capacité des gouvernements locaux à fournir des terres entretenues et à stimuler l'approvisionnement en logements abordables.

Les gouvernements locaux sont souvent délégués pour fournir une partie importante des services de base, mais n'ont généralement pas la capacité appropriée. Équiper correctement les gouvernements locaux et régionaux avec suffisamment de personnel et de capacités juridiques et financières, peut aider à débloquer le développement de logements abordables de plusieurs façons. Le rôle des gouvernements locaux peut être renforcé par les moyens suivants :

- Faciliter l'acquisition des terres et le processus de construction du logement, en réduisant le coût bureaucratique de la fourniture du logement.
- Utiliser les terres publiques pour fournir des services publics et développer des plans d'expansion urbaine qui empêchent l'expansion urbaine fragmentée.
- Négocier des accords de partage des terres et des réglementations de zonage inclusif avec les secteurs privé et à but non lucratif.
- Établir des mécanismes de financement foncier pour investir dans les services publics et renforcer les réformes fiscales.

Exemple – Impôt foncier de Freetown: Freetown en Sierra Leone a récemment établi un impôt foncier basé sur un système de points plus facile à administrer et cherchant à être plus transparent. Le conseil municipal a maintenant enregistré virtuellement toutes les propriétés de Freetown et calcule que le nouveau système pourrait multiplier jusqu'à cinq fois le chiffre d'affaires de la ville²⁴³.

8.7 Connectivité numérique

La pandémie de COVID-19 a donné plus de visibilité à un autre marqueur socio-économique critique : la connectivité numérique. Qui a un accès fiable à l'Internet haut débit ? Qui est capable d'adopter et d'utiliser des outils numériques lorsqu'ils sont disponibles ? Pendant les périodes de confinement et d'autres restrictions, la question de la connectivité a déterminé qui peut aller à l'école, créer une entreprise, faire des courses, voir ses proches et assister à des rendez-vous médicaux.

Une mauvaise connectivité ne concerne pas seulement le PIB d'un pays, mais également les inégalités²⁴⁴. Les données sur l'utilisation d'Internet dans trente-neuf pays de l'échelle des revenus nationaux montrent que la richesse nationale n'est pas toujours corrélée à l'accès universel et varie considérablement en fonction de facteurs tels que la zone (rurale ou urbaine), le genre ou le statut de réfugié²⁴⁵. Par exemple, aux États-Unis, actuellement, seuls 66 % des enfants de moins de quinze ans ont un accès régulier à Internet, contre 82 % au Brésil. Bien que les téléphones mobiles aient largement contribué à accroître l'accès, ils peuvent également verrouiller divers aspects de l'inégalité. On estime que 72 % des personnes dans le monde se connectant à Internet se connectent via leurs téléphones mobiles, avec environ deux milliards de personnes se connectant exclusivement via leurs téléphones. Cependant, les jeunes filles et les femmes sont souvent désavantagées par l'accès au téléphone portable.

Avant même la pandémie, les gouvernements investissaient dans la connectivité Internet. Pourtant, beaucoup ont adopté des positions politiques qui considéraient implicitement la connectivité Internet comme un bien de luxe, comptant sur des solutions du secteur privé pour combler le fossé lorsque l'expérience montre que seuls des investissements importants dans les infrastructures publiques peuvent avoir l'impact transformateur nécessaire sur l'accès. De manière prévisible, la pandémie de COVID-19 en 2020 a attiré l'attention sur les outils numériques comme faisant partie de la réponse à la pandémie, notamment en incorporant des éléments numériques dans les plans de reprise économique, et en les utilisant pour améliorer l'accès aux services sociaux critiques tels que l'éducation et la santé.

Cependant, seule une petite fraction d'interventions numériques ou axées sur le numérique face à la pandémie ciblait clairement des groupes marginalisés et des individus vulnérables ou incluaient des groupes qui avaient déjà été marginalisés dans des planifications précédentes, en se concentrant plutôt sur les communautés rurales et un accès plus large pour ces dernières. Cela ne comble pas l'écart d'accès. En effet, la plupart des pays utilisent une combinaison de ressources publiques et d'incitations politiques pour les opérateurs privés afin de résoudre le problème, mais seule une petite partie de ces expériences est explicitement centrée sur l'égalité et l'inclusion²⁴⁶. Malgré cela, il existe des pratiques émergentes qui fournissent une orientation aux parties prenantes qui souhaitent investir dans des initiatives numériques qui cherchent plus directement à renforcer l'égalité et l'inclusion. Ces leçons sont résumées dans la mesure politique ci-après.

Les gouvernements doivent être conscients des problématiques de confiance et de surveillance lorsqu'il s'agit d'expansion numérique. Elles ne sont pas insurmontables. Les gouvernements peuvent articuler un ensemble de politiques centrales qui comprend des éléments sociaux et juridiques autour de la technologie pour encourager la confiance des citoyens et la transparence de l'État. La confiance dans les plateformes numériques peut être gagnée

grâce à des mesures transparentes, responsables et inclusives soutenues tout au long du déploiement de la technologie, comme lorsque Singapour a lancé son application de suivi de la COVID-19 avec la promesse que les informations ne seraient pas mises à la disposition de la police. Cependant, le gouvernement a renoncé à cette promesse et, en janvier 2021, a annoncé que les informations seraient effectivement mises à la disposition de la police, compromettant la confiance du public et sa participation à sa surveillance de la COVID-19²⁴⁷. De telles inversions nuisent à la relation entre les citoyens et leur État, et l'utilisation de la technologie civique comme « cheval de Troie » pour élargir la surveillance compromet la confiance du public dans l'utilisation de la technologie en général. En revanche, la vie privée et l'anonymisation taïwanaises sont intégrées à l'ADN de toutes les technologies utilisées dans la surveillance de la COVID-19 de ce pays, ce qui entraîne une participation publique généralisée. En Inde, les échecs de consultation autour du système d'identification numérique Aadhar ont non seulement permis d'aliéner de grandes parties de la population²⁴⁸, mais ont également aggravé les inégalités existantes en les construisant dans un système plus efficace mais pas moins injuste²⁴⁹.

Mesure politique E – Améliorer la connectivité numérique

Faire de la connectivité numérique un élément clé des stratégies d'investissement public

Donner la priorité aux investissements publics dans la connectivité qui auto-ciblent les communautés et des personnes insuffisamment desservies :

- Élargir l'utilisation d'une démarche « de terminal interactif en boîte » aux communautés urbaines rurales et démunies, intégrées dans des infrastructures plus vastes et des ensembles de récupération économique avec un large attrait. Parmi les exemples, citons le Ghana, avec IntelSat dans le camp de réfugiés d'Ampain ou RuralStar dans tout le pays, et le « Vivada Rural Infrastructure Ecosystem » de WTL dans trois pays africains.
- Inclure l'accès à la connectivité comme éléments standard dans les projets d'investissement public qui construisent ou améliorent des écoles, des cliniques et des bâtiments municipaux, en commençant par les communautés les plus marginalisées et les moins bien desservies, avec l'objectif final d'une couverture universelle.

Introduire un « panier numérique »

Fournir l'accès à un « panier numérique » universel qui combine équipement et accès Internet abordable. Pendant la pandémie, plusieurs pays, dont le Royaume-Uni, ont fourni des ordinateurs portables et une technologie Internet portable aux enfants défavorisés.

Action internationale

Les partenaires du développement, en particulier les institutions financières internationales, peuvent redéfinir l'infrastructure numérique en tant que catalyseur de développement essentiel, tout comme l'eau potable et l'électricité : un service public, avec un accès de base garanti indépendamment des revenus des foyers, et soutenu par un environnement politique favorable qui autonomise les communautés et respecte les droits humains.

Encart 12 – Expériences et défis en se concentrant sur l'égalité et l'inclusion dans la reprise face à la COVID-19

Maja Fjaestad

Secrétaire d'État, Santé et Affaires sociales, Suède

Un rapport récemment publié par l'Agence suédoise de la santé publique montre que les conditions pour une bonne santé et une santé égale ont changé pendant la pandémie. Les groupes qui présentaient un risque accru de maladie avant la pandémie ont été les plus affectés à l'école, sur le marché du travail et dans la société en général. Cela illustre le besoin accru de travail de santé publique intersectoriel à long terme, mettant en avant la santé et préventif.

En d'autres termes, la pandémie de COVID-19 a clairement exposé des fissures dans nos sociétés, basées sur des inégalités sociales et économiques sous-jacentes. Elle a touché de manière disproportionnée des personnes vivant dans des situations vulnérables et des groupes socio-économiquement défavorisés, et déterminé par des facteurs aussi divers que la santé physique et mentale, les circonstances socio-économiques, l'âge et le niveau de numérisation. Cela a clairement fait comprendre que le monde n'est pas à la hauteur de la promesse de ne laisser personne derrière.

En Suède, comme dans de nombreux autres pays, les personnes âgées ont été affectées de manière disproportionnée par des mesures visant à limiter la propagation du virus, en particulier l'isolement. Pendant la pandémie, des interdictions de visite aux maisons de retraite pour les personnes âgées et des recommandations strictes pour les personnes âgées de plus de 70 ans d'éviter tout contact physique avec d'autres personnes ont été mises en place. Dans un effort visant à faire face à cette tendance négative, le gouvernement a augmenté les subventions accordées aux organisations de retraités et distribué une assistance financière aux organisations pour des initiatives qui contribuent à contrer la solitude involontaire chez les femmes et les hommes âgés.

Les personnes en situation de handicap ont également été trop touchées par la pandémie en raison des perturbations des services dont elles dépendent. Certaines personnes en situation de handicap connaissent également des niveaux plus élevés d'isolement social qui peuvent avoir un impact sur leur santé mentale. La pandémie va très probablement conduire à un besoin accru de soutien de la part des services sociaux, en particulier au sein des groupes et dans les zones déjà vulnérables. La capacité des services sociaux à répondre aux besoins urgents est gérable à court terme, mais des préparatifs doivent être mis en place sur la manière dont les besoins accrus doivent être traités pour assurer une reprise inclusive face à la pandémie.

En outre, la pandémie de COVID-19 a accentué la nécessité de combler la fracture numérique. La pandémie a souligné le rôle important des technologies numériques dans notre vie quotidienne et dans notre économie. Cela a permis à beaucoup d'entre nous de travailler à distance, de rester connectés tout en étant physiquement séparés et nous a aidés à accéder aux services. Cependant, la pandémie a également augmenté l'exclusion sociale pour de nombreuses personnes en raison de l'inaccessibilité ou du manque d'accès à Internet et aux outils numériques. Nous devons nous assurer que les solutions numériques sont disponibles et utilisables pour tous, indépendamment, par exemple, de l'âge, du handicap ou du niveau de connaissances. Ces efforts faciliteront une reprise durable et inclusive.

Enfin, n'oublions pas le tableau d'ensemble. La pandémie de Covid-19 a mis en évidence l'interconnectivité des défis susmentionnés. Afin de réussir, nos efforts pour récupérer de la pandémie DE COVID-19 doivent prendre en compte les facteurs déterminants plus larges de la santé et du bien-être afin de s'assurer que personne n'est laissé de côté.

8.8 Transformer l'économie des soins pour assurer l'égalité des genres²⁵⁰

Le travail de soins effectué dans la société, le plus souvent par des femmes et des travailleurs migrants peu rémunérés ou non rémunérés, est systématiquement sous-estimé. Alors que la COVID-19 a démontré le caractère primordial du travail de soins et son importance pour la survie humaine, la pandémie a également exposé comment l'élaboration de politiques est encore trop souvent entreprise d'une manière ignorant les problèmes d'égalité femmes-hommes. Ainsi, bien qu'il y ait eu quelques exemples de politiques qui cherchaient à atténuer les impacts inégaux de l'économie genrée des soins, la majorité ne l'a pas fait²⁵¹. Cela reflète un manque d'attention à plus long terme accordée à la façon dont les soins fonctionnent dans la société. Les décideurs politiques ignorent ce secteur vital à leurs risques : sans mesures positives dans ce domaine, nous ne parviendrons pas à atteindre un sens de l'égalité des genres dans la société. Lorsque l'investissement dans l'économie des soins est couplé à des efforts pour augmenter la rémunération et améliorer les conditions, les avantages de l'égalité femmes-hommes peuvent être considérables.

L'OIT définit le travail de soins rémunérés comme « un travail de soins effectué à des fins lucratives ou rémunéré dans un éventail de contextes, tels que les foyers privés (comme dans le cas des travailleurs domestiques), et les hôpitaux publics ou privés, les cliniques, les maisons de santé, les écoles et autres établissements de soins »²⁵². Cela inclut un large éventail de travailleurs des services personnels, tels que les infirmiers, les enseignants, les médecins et les travailleurs des soins personnels, y compris les travailleurs domestiques. En utilisant cette définition inclusive, on estime que la main-d'œuvre des soins rémunérés représente 11,5 % du total de l'emploi mondial²⁵³. Environ deux tiers de cette main-d'œuvre sont des femmes, et cette proportion s'élève à plus des trois quarts aux Amériques, en Europe et en Asie centrale. Le travail lié aux soins représente 19,3 % du total des emplois féminins contre 6,6 % pour les hommes. Beaucoup de ces femmes sont des travailleuses domestiques

migrantes. La migration transnationale des personnes soignantes à bas salaire migrantes provenant de pays plus pauvres a été nommée « chaîne globale de soins »²⁵⁴. Initialement créée pour décrire le schéma de migration qui implique que les femmes quittent leur propre famille dans les pays à faibles et moyens revenus pour s'occuper d'enfants dans les pays à revenus plus élevés²⁵⁵, elle a maintenant été étendue pour inclure les travailleurs de soins transnationaux impliqués dans les soins aux personnes âgées²⁵⁶ et d'autres formes de travail de soins telles que les soins de santé, éducatifs, sexuels et religieux²⁵⁷.

Dans de nombreux pays, la COVID-19 a exposé l'échec des systèmes axés sur le marché de soins aux personnes âgées et de prestations sociales qui étaient déjà confrontés à des pénuries de personnel et à des problèmes de sécurité avant la pandémie²⁵⁸. Les prestataires de soins de longue durée surchargés ont eu des difficultés à développer une réponse efficace à la COVID-19. De plus, la nature fragmentée de l'économie des soins dans les pays ayant des approches axées sur le marché qui voient les soins fournis par un éventail de prestataires privés et publics a également entravé une réponse coordonnée. En conséquence, il y avait des pénuries de main-d'œuvre et d'EPI, ainsi que des tests insuffisants dans de nombreuses situations. En outre, le manque de valeur attribué aux prestations sociales et aux soins aux personnes âgées a souvent vu ces cadres dépriorisés dans les décisions concernant l'allocation des ressources et la sortie de patients potentiellement infectieux des hôpitaux²⁵⁹.

Le travail de soins non rémunéré, par opposition au travail de soins rémunéré, est défini comme un travail fourni sans récompense financière par un(e) aidant(e) non rémunéré(e) et comprend trois types d'activités : le travail domestique pour un usage personnel au sein du foyer ; les services de soins pour les membres du foyer ; et les services communautaires et l'aide à d'autres foyers²⁶⁰. La contribution économique des travailleurs des soins non rémunérés est estimée à peu près à 10 milliards de milliards USD par an, soit environ 13 % du PIB mondial²⁶¹. Aucun effort systématique n'a été fait pour intégrer le travail non rémunéré dans les comptes de revenus nationaux, laissant sa contribution à l'activité économique et à la croissance largement ignorée par les décideurs politiques.

Il existe de solides arguments économiques pour l'investissement public dans les soins aux jeunes, aux personnes âgées et aux personnes en situation de handicap. Les économistes ont démontré dans de nombreux contextes nationaux que ces investissements feraient plus que des investissements dans l'infrastructure physique pour augmenter l'emploi total et générer des rendements fiscaux significatifs. En outre, l'investissement dans les soins contribuerait à réduire les inégalités et à promouvoir l'inclusion de plusieurs façons. Tout d'abord, un tel investissement réduirait le fardeau du travail non rémunéré qui incombe de manière disproportionnée aux femmes, limitant ainsi leur participation économique et leur autonomie. Deuxièmement, cela augmenterait l'emploi, en particulier pour les femmes au vu de la répartition actuelle des femmes et des hommes par profession.

Lorsque les bénéfices sociaux et économiques de l'investissement dans l'économie des soins pour le Canada ont été calculés en 2008, les chercheurs ont constaté que chaque investissement de 100 CAD par le gouvernement du Québec dans la garde d'enfants a rapporté 104 CAD au gouvernement provincial et 43 CAD au gouvernement fédéral grâce à une participation accrue au marché du travail et aux impôts sur le revenu associés²⁶².

Mesure politique F – Transformer le travail des soins

Redéfinir les dépenses en soins comme un « investissement » plutôt que comme une « dépense »

Historiquement, la politique économique a traité les dépenses publiques en matière de soins rémunérés comme de la consommation, ce qui signifie qu'ils sont traités comme un coût pour l'économie plutôt que comme un investissement qui contribue au capital humain, aux travailleurs productifs, aux capacités individuelles et à la cohésion sociale. Cette approche, à son tour, est reflétée dans un éventail de pratiques commerciales au sein de l'économie des soins qui traitent les personnes comme des unités de capital humain jetables : contrats zéro-heure, refus de congés maladie ou congés pour soins à la personne, et incapacité à fournir des environnements de travail sûrs en matière de COVID.

Pour prospérer, une économie (et la société) a besoin d'investissements dans des infrastructures à la fois sociales et physiques. Bien que l'investissement soit généralement considéré comme des actifs physiques qui produisent une production économique au fil du temps, comme les routes et les ponts, un investissement est nécessaire dans l'infrastructure sociale, y compris les services sociaux tels que les soins de santé, la protection sociale et l'éducation. Ces investissements contribuent également au fil du temps au bien-être de la société ainsi qu'aux bénéficiaires immédiats du service.

Adopter les conventions de l'OIT sur le travail décent pour les travailleuses et travailleurs domestiques

Pour les travailleurs domestiques, qui ont souvent les conditions les plus défavorables et font face à la plus grande précarité, l'adoption et l'application de la convention de l'OIT sur le travail décent pour les travailleuses et travailleurs domestiques sont impératives²⁶³. Cette convention vise à traiter un éventail de problématiques, dont les informations sur les termes et conditions, les heures de travail et les périodes de repos, la rémunération et le droit aux salaires minimums, le cas échéant, la santé et la sécurité au travail, et la protection de la sécurité sociale. Il existe également des recommandations spécifiques pour protéger les travailleurs effectifs et les travailleurs domestiques migrants, pour la réglementation des agences pour l'emploi, et un mécanisme pour régler les litiges. Bien que difficile à appliquer, plus de trente pays, dont l'Argentine, l'île Maurice, Madagascar, l'Uruguay, le Mexique et la Suède, ont ratifié la convention. Plusieurs pays ont également adopté de nouvelles lois ou réglementations améliorant les droits sociaux et du travail des travailleurs domestiques, notamment le Venezuela, le Bahreïn, les Philippines, la Thaïlande, l'Espagne et Singapour. Des réformes législatives ont également commencé en Finlande, en Namibie, au Chili et aux États-Unis, entre autres²⁶⁴.

Reconnaître les droits des travailleurs à prendre des congés pour s'occuper de quelqu'un

S'assurer que les pères sont capables de s'occuper des enfants dès leur plus jeune âge est essentiel pour perturber la division sexiste de la garde d'enfants. Des preuves provenant d'un certain nombre de pays montrent que des congés de paternité dédiés augmentent le recours à ces congés²⁶⁵. En Suède, l'égalité des droits au congé parental a été introduite en 1974. Cependant, le recours à ces congés est resté faible jusqu'en 1995, lorsqu'une période de congé de paternité dédié de un mois a été introduite. À ce moment-là, le recours aux congés de paternité est passé de 9 % à 47 % sur une période de huit ans.

De même, au Québec, l'introduction de cinq semaines dédiées de congé de paternité à un taux de remplacement de 70 % a vu la prise de congés des pères augmenter de 21,3 % à 74,9 %²⁶⁶ (au cours de la même période, la prise de congés de paternité dans le reste du Canada a chuté de 11 % à 9 % selon un système spécial de congés payés avec un taux de remplacement de 55 %)²⁶⁷. Il convient également de noter que les données sur l'utilisation du temps au Québec montrent que les pères qui prennent leur quota de congés passent plus de temps dans le travail de soins non rémunérés et que leurs partenaires passent plus de temps dans le travail rémunéré.

En Suède, la loi sur les Soins aux personnes liées (1988) donne le droit de prendre un congé pour s'occuper de proches parents gravement malades. Jusqu'à cent jours sont disponibles par personne soignée, compensés par le système national d'assurance. En Italie, les aidants non rémunérés ont droit à trois jours de congé par mois payés par l'intermédiaire de l'agence nationale de sécurité sociale.

Soutenir les programmes de soins communautaires

Des programmes innovants de soins axés sur la collectivité peuvent fournir des moyens relativementefficacespour répondre aux besoins de soins. Le *Programa Maior Cuidado* (PMC) (programme de soins extrêmes) au Brésil est un exemple d'un tel programme. Le gouvernement municipal de Belo Horizonte a développé une approche intersectorielle de la santé communautaire et des soins sociaux pour les personnes âgées dépendantes de soins. Elle offre une alternative aux soins de longue durée en établissement, ou au fait de partir du principe que les membres de la famille, généralement les femmes, assumeront cette tâche. En adoptant une démarche holistique des besoins des membres de la famille ainsi que des personnes âgées, les personnes formées travaillant pour le programme PMC apportent leur soutien à une à trois familles, offrant dix à 40 heures de soutien par semaine. Les soignants de PMC sont recrutés dans des communautés similaires et reçoivent un salaire de base. Ils sont supervisés conjointement par le personnel local du centre d'assistance sanitaire et sociale. Ce programme soutient les soignants familiaux avec des services de relève, tout en renforçant leurs aptitudes et leurs compétences en soins.

Les programmes PMC, lancés en 2011, ont fourni une structure sur laquelle construire un soutien communautaire pendant la pandémie de COVID-19 en 2020. Cette démarche multi-agences, axée sur la collectivité, offre une solution innovante, facilitant les soins à domicile tout en soutenant et en formant les membres de la famille aux compétences appropriées en matière de soins. Le travail de soins rémunérés offre aux soignants un degré de professionnalisme, et relie leur travail à des équipes de santé et de travail social plus larges²⁶⁸.

Fournir une obligation de soins universelle de haute qualité

Les dépenses et l'ampleur de la prestation de soins universels, où les enfants et les personnes âgées ont un accès gratuit ou peu coûteux aux installations de soins, peuvent sembler trop intimidantes pour de nombreux pays à faibles et moyens revenus. Cependant, les coûts sont compensés sur le long terme par des impacts sur les résultats en matière d'emploi, de meilleures chances pour les enfants et moins d'inégalités²⁶⁹. L'investissement dans l'éducation et les soins durant la petite enfance (ESPE) contribue à réduire l'écart d'emploi entre les genres, la Suède et l'Islande ayant certains des plus hauts niveaux d'emploi de mères dans l'OCDE²⁷⁰ et le plus faible écart d'emploi global entre les genres. Il a également été démontré qu'il contribuait à réduire les inégalités socio-économiques en améliorant les chances pour les enfants défavorisés et en réduisant l'écart entre les enfants immigrés et non immigrés²⁷¹.

Les économies nordiques, la Suède, la Norvège et la Finlande, ont développé un concept d'économie bienveillante qui met l'accent sur l'empathie et la sollicitude, ainsi que sur la coopération (entre le gouvernement et les citoyens), la confiance et la solidarité²⁷². Le modèle nordique de l'économie des soins met l'accent sur la qualité, en termes de nature des soins fournis, ainsi que sur la rémunération, les conditions de travail et l'estime des travailleurs en soins au travers des secteurs des soins, qui sont tous bien supérieurs à ceux des autres économies de l'OCDE²⁷³.

La fourniture universelle ne concerne pas seulement l'accès : elle exige des normes de formation et de qualifications accrues pour s'assurer que la garde d'enfants est toujours de haute qualité et de meilleures conditions de travail pour les travailleurs de la garde d'enfants, y compris des salaires décents, des heures contractuelles stables et des opportunités de carrière et d'évolution de salaire.

Redéfinir fondamentalement la semaine de travail

Les défenseurs soutiennent qu'une semaine de travail plus courte pour tous encouragerait un partage plus égal du travail rémunéré et non rémunéré²⁷⁴. Les suggestions varient, mais il y a une dynamique croissante derrière les appels pour une semaine de travail de quatre jours. Le gouvernement espagnol a proposé un projet pilote de trois ans pour aider les entreprises à passer à une semaine de travail de quatre jours, et aidera à financer une partie du programme pour couvrir ceux qui pourraient avoir besoin d'embaucher du personnel supplémentaire ou de réorganiser les flux de travail. En Suède, il y a également eu un certain nombre d'essais d'une journée de travail de six heures²⁷⁵. Des essais ont également été menés par des entreprises individuelles et des organismes publics, et certains les ont mis en œuvre en tant que changements permanents²⁷⁶. L'un des exemples de premier plan a été Perpetual Guardian, une compagnie d'assurances néo-zélandaise avec 240 employés. Perpetual Guardian a expérimenté une semaine de quatre jours (avec le même salaire) pendant six mois, et a rendu le changement permanent après avoir trouvé que le personnel avait augmenté le bien-être et réduit le stress, sans coût pour la productivité.

Action internationale

Rendre le travail non rémunéré plus visible dans les indicateurs économiques principaux

Dans presque tous les pays, l'indicateur économique le plus important est le produit intérieur brut (PIB), qui mesure la valeur marchande de la production. La plupart des gouvernements visent à maximiser la croissance du PIB en croyant que cela augmentera le niveau de vie. Cependant, la croissance économique d'aujourd'hui n'est pas corrélée à des améliorations du bien-être, mais est plutôt associée à une hausse des inégalités et à une grave dégradation de l'environnement. De plus, l'accent mis sur le PIB en tant que mesure de la production économique rend le travail non rémunéré invisible même si des preuves mondiales démontrent que l'économie rémunérée visible ne pourrait pas fonctionner sans le travail non rémunéré invisible.

Malgré des décennies d'études pour développer d'autres mesures telles que l'Indicateur de progrès véritable, il n'y a pas eu d'effort systématique pour intégrer de manière significative le travail non rémunéré dans la comptabilité nationale. Les indicateurs économiques sont importants, car ce sont finalement les objectifs des décideurs politiques. Tant que le travail non rémunéré ne sera pas inclut dans la comptabilité nationale et les mesures économiques principales, il est peu probable qu'il reçoive l'attention dont il a besoin de la part des décideurs politiques et des politiciens. L'expérience a également montré que la création de comptes satellites distincts pour le travail non rémunéré, comme cela s'est produit au Royaume-Uni par exemple, et de mesures du bien-être, comme testé en Nouvelle-Zélande, ont eu peu d'impact sur l'élaboration des politiques économiques.

8.9 Création d'emplois pour une nouvelle ère

De nombreux défis deviennent critiques dans le marché du travail, notamment le changement technologique, la crise climatique et le changement démographique. Le dernier facteur implique une population vieillissante dans les pays riches et une explosion démographique de la jeunesse dans de nombreux pays à faibles et moyens revenus. La transformation du travail, si guidée de manière à surmonter les inégalités structurelles par une action politique prudente, pourrait fournir une opportunité de créer des sociétés plus inclusives, équitables et dynamiques d'opportunités partagées. Permettre à tous les travailleurs de bénéficier d'opportunités futures représente le défi le plus important pour les décideurs politiques. Une démarche multipartite axée sur cette transition de l'emploi est essentielle. Cela nécessite un effort concentré sur la création d'emplois, la mobilité sociale, la requalification, l'apprentissage tout au long de la vie, l'établissement de filets de sécurité sociale appropriés, l'infrastructure publique et les salaires décents comme éléments constitutifs d'une main-d'œuvre habile, résiliente et prospère²⁷⁷.

La crise de la COVID-19 a déjà vu un certain soutien pour une reprise durable. Les ministres des Finances du G20 se sont engagés à une reprise durable et inclusive²⁷⁸ sur le plan environnemental et les dirigeants de l'UE ont soutenu les mesures nécessaires pour revenir à un fonctionnement normal de nos sociétés et économies et à une croissance durable²⁷⁹. L'investissement écologique coordonné peut créer des emplois de bonne qualité, qui traitent simultanément les inégalités et réduisent les coûts énergétiques pour les personnes et la planète. Sans mentionner le fait qu'une meilleure qualité de l'air, de l'eau et de l'assainissement, de la biodiversité et de la gestion des déchets peuvent réduire la vulnérabilité des communautés face aux pandémies telles que la COVID-19 et, en même temps, renforcer la résilience à d'autres types de risques, y compris les dangers liés au climat.

La clé d'une transition juste et d'une croissance équitable et écologique est le développement d'une stratégie industrielle nationale coordonnée coproduite par les partenaires sociaux : le gouvernement, les employeurs et les syndicats. Toute stratégie visant à créer une transformation par le biais d'un plan d'action exhaustif et bien élaboré est légitimée par la coproduction. Une telle stratégie peut représenter bien plus que l'ensemble de retouches et de petits changements politiques qui ont tendance à composer les démarches politiques habituelles.

Pour le 21e siècle, la stratégie industrielle ne concerne pas l'idée très critiquée de « choisir des gagnants » sous la forme d'investissements dans des entreprises spécifiques ou même dans des secteurs spécifiques, mais plutôt d'établir une plateforme solide pour soutenir l'innovation, l'apprentissage et la créativité qui peuvent traverser les secteurs et générer de l'activité et des avantages²⁸⁰. Il s'agit également d'investir dans la coordination, en vue d'atteindre des objectifs mesurables soigneusement définis, avec une bonne création d'emplois en tête de liste. Des exemples en Asie aident à montrer que la politique industrielle peut faire partie d'une approche de politique économique intégrée qui œuvre à soutenir les secteurs à la fois public et privé. Pour être réellement transformateurs, cependant, nous avons besoin d'une stratégie qui intègre explicitement un objectif de réduction des inégalités économiques et spatiales et reconnaît l'espace partagé occupé par les personnes et les entreprises. Pour que cela soit possible, une véritable codétermination avec des partenaires sociaux est essentielle.

Les nouveaux secteurs de l'emploi signifient de la demande pour de nouvelles compétences dans la main-d'œuvre. Pour s'assurer que les travailleurs peuvent sortir des secteurs en déclin, les marchés du travail doivent devenir plus flexibles. Cette flexibilité concerne la manière dont les travailleurs sont de nouveau formés et déplacés d'un endroit géographique qui perd des emplois vers un autre où l'emploi se développe. Il ne s'agit pas de nuire à la législation en matière de conventions collectives, de salaire minimum, de santé et de sécurité.

Parmi les exemples de plans d'emplois et de compétences solides et complets, citons deux pays :

- Le Rwanda: Au cours de la dernière décennie, le Rwanda a été la dixième économie à la croissance la plus rapide au monde, s'étant concentré sur l'investissement dans les infrastructures, l'alphabétisation numérique et l'expansion des secteurs de l'emploi hautement qualifié tels que l'énergie verte²⁸¹. Le gouvernement rwandais a identifié six domaines prioritaires comme moteurs de croissance dans le cadre de son plan de vision 2050: 1) le développement du capital humain; 2) le dynamisme à l'exportation et l'intégration régionale; 3) l'urbanisation bien gérée; 4) des entreprises nationales compétitives; 5) la modernisation agricole; et 6) des institutions publiques compétentes et responsables.
- La République de Corée: Nous avons discuté de la nouvelle entente avec la République de Corée plus tôt dans ce rapport (se référer à l'Encart 8), mais il est utile d'aborder davantage les spécificités de son plan à multiples facettes. La nouvelle entente coréenne englobe 28 projets clés allant des soins de santé intelligents à la transition écologique de l'infrastructure et du secteur de l'énergie, en passant par l'innovation dans l'industrie écologique²⁸². Les investissements financiers comprennent: la transition vers une économie numérique; l'action climatique et la mise ne place d'une économie écologique grâce à des infrastructures écologiques, des énergies renouvelables et une industrie écologique; et un filet de sécurité sociale plus fort. En somme, la nouvelle entente comprend des plans d'investissement de 144 milliards USD et de création de 1 901 000 emplois d'ici 2025²⁸³.

L'importance particulière de conclure de nouveaux contrats sociaux, comme le reflète le sondage mondial réalisé pour ce rapport, est de garantir l'inclusion économique des jeunes. Dans le monde entier, les jeunes sont trois fois plus susceptibles d'être au chômage que les personnes âgées²⁸⁴, et on estime que jusqu'à 75 % des jeunes travaillent dans l'économie informelle, sans accès aux droits du travail ou à la protection²⁸⁵. L'augmentation des contrats précaires et la réduction des protections du travail signifient que le fait d'avoir un diplôme n'est plus une garantie de stabilité économique. Pour toutes ces raisons, la pandémie de COVID-19 a frappé particulièrement durement les jeunes, car ils ont été les premiers à être laissés sans emploi²⁸⁶. Pour la première fois dans l'histoire, de nombreuses sociétés ne s'attendent pas à ce que les nouvelles générations connaissent de meilleures perspectives économiques que leurs parents²⁸⁷. La résolution des inégalités intergénérationnelles nécessitera des politiques innovantes et audacieuses.

Mesure politique G – Création d'emplois « verts » et requalification

Introduire des politiques industrielles écologiques

Les gouvernements devraient accélérer la création d'emplois à mesure qu'ils explorent de nouveaux secteurs. Des estimations récentes suggèrent que le nouveau secteur des énergies renouvelables a le potentiel d'atteindre 100 millions d'ici 2050, contre environ 58 millions aujourd'hui, avec des incitations à accélérer cette transition servant à répondre aux besoins en matière d'urgence climatique et d'emploi²⁸⁸. Cette transition doit adopter les éléments suivants :

- 1 Décarboniser le secteur de l'énergie grâce à des projets d'énergie renouvelable propre tels que l'éolien, l'hydrogène et le solaire.
- 2 Promouvoir de nouvelles formes d'entrepreneuriat ciblant les emplois numériques et écologiques.
- 3 Travailler avec des entreprises privées et du secteur tertiaire pour investir dans de nouvelles entreprises et de nouveaux emplois.
- 4 Investir dans des formes de transports publics moins chères et plus saines²⁸⁹.

Investir dans la montée en compétences

- 5 Investissement dans la formation et la requalification, favoriser l'alphabétisation numérique, le raisonnement logique basé sur les disciplines STIM (sciences, technologie, ingénierie, mathématiques) et la créativité, ainsi que les compétences émotionnelles et sociales. De plus, les gouvernements doivent créer des incitations afin que les entreprises forment les personnes à leur emplois. Les initiatives peuvent inclure des programmes de formation et d'apprentissage, ainsi que des opportunités de requalification pour les professionnels de la santé ou les personnes qui retournent sur le marché du travail.
- 6 Subvention des coûts de transition, ciblant la requalification des gouvernements et des entreprises, ainsi que stimulation des subventions de garde d'enfants pour les parents passant par une requalification ou poursuivant une éducation supérieure. Une attention particulière doit être accordée aux transitions nécessitant un déménagement : les aides au logement, les écoles et les crèches, et les établissements de soins pour les personnes âgées à charge doivent faire partie du programme pour encourager les personnes transitionner des lieux àfort taux de chômage à des lieux à faible taux de chômage.
- 7 Investissement dans des plateformes d'éducation numérique, créant des partenariats industriels avec des formations en ligne ouvertes à tous (FLOT).
- 8 Une transparence accrue des tendances de la demande en main-d'œuvre, le déploiement de campagnes d'information ciblant les travailleurs dont les emplois peuvent être déplacés.
- 9 Soutien accru aux femmes et autres groupes marginalisés pour se lancer dans le secteur. Les femmes sont affectées de manière disproportionnée par la pauvreté énergétique dans les pays à faibles revenus et les pays à moyens revenus, et des normes sexistes préjudiciables limitent leur participation au marché du travail énergétique.

Investir dans l'inclusion économique des jeunes

Les programmes de formation et d'apprentissage sont utiles pour s'assurer que les jeunes travailleurs ont les compétences nécessaires pour accéder au marché du travail, ainsi que des programmes qui connectent les jeunes aux employeurs. Cependant, ces mesures ne peuvent pas être temporaires, mais nécessitent plutôt un investissement plus important dans la transformation des systèmes éducatifs et des programmes de formation.

Exemple: Au Mexique, le programme Jóvenes Construyendo el Futuro (les jeunes construisent l'avenir) est un programme de marché du travail actif qui offre aux jeunes sans emploi ou non scolarisés la possibilité d'acquérir une expérience professionnelle pendant 12 mois chez un employeur public, privé ou à but non lucratif²⁹⁰.

Les programmes qui donnent aux jeunes la capacité de construire leurs compétences, bien qu'ils ne soient pas la solution miracle, offrent une voie pour favoriser la solidarité intergénérationnelle et le renforcement du soutien nécessaire aux jeunes pour résister aux chocs futurs. Les gouvernements peuvent introduire des politiques qui permettent d'accumuler des biens de production par le biais de fondations citoyennes, par exemple par le biais d'une formation de transition et d'une nouvelle formation, en associant les économies réalisées par les travailleurs avec des mécanismes de correspondance aux économies réalisées par les travailleurs pendant la période du programme de formation. Parmi les autres exemples de solidarité intergénérationnelle, on peut citer l'émission de bons pour les nouveau-nés, comme celles récemment approuvées aux États-Unis pour chercher à remédier aux dommages causés par le racisme et la discrimination institutionnelle.

Encart 13 — Politiques visant à avoir un impact visible sur la vie des gens au Mexique

Martha Delgado Peralta

Sous-secrétaire des affaires multilatérales et des droits humains, Ministère des affaires étrangères du Mexique

Le Mexique a placé les populations les plus vulnérables au cœur de nos politiques d'entraide, en s'assurant que personne n'est laissé de côté en considérant le bien-être comme un phénomène multidimensionnel, en adoptant une approche fondée sur les droits humains et en concevant nos programmes sociaux phares du point de vue d'un cycle de vie. Des progrès doivent être réalisés vers un revenu de base universel, en donnant la priorité aux familles avec des enfants et des adolescents, et en misant sur des systèmes de protection sociale universels, complets et durables, en augmentant leur couverture comme composante centrale d'un nouvel État providence.

Le Mexique a été le premier pays à introduire une mesure de pauvreté multidimensionnelle officielle, reliant le bien-être économique et les droits sociaux dans un cadre cohérent. Les systèmes de protection sociale et les contributions directes de transfert de fonds introduits se sont avérés être les instruments politiques les plus

efficaces pour réduire simultanément les inégalités et la pauvreté, tout en favorisant une croissance inclusive qui atteint une base plus large de la population. Ces mesures, y compris trois programmes sociaux stratégiques appliqués du point de vue des droits et du cycle de vie, comprennent Pensión para el Bienestar de las Personas Adultas Mayores (fonds de pension pour le bien-être des personnes âgées) et Pensión para el Bienestar de las Personas con Discapacidad (fonds de pension pour le bien-être des personnes en situation de handicap).

Le Mexique a établi une nouvelle politique de salaire minimum qui cherche à progresser dans une voie de recouvrement progressif, responsable et durable du salaire minimum, à dignifier le facteur travail, à réduire le secteur informel, à régler une dette historique avec les travailleurs à plus faibles revenus et à stimuler le marché intérieur du pays. Son objectif est d'atteindre le niveau de revenu nécessaire pour garantir le bien-être des travailleurs et de leurs familles.

Une autre priorité principale est la génération d'opportunités pour le développement et l'inclusion des jeunes, ainsi que l'exploitation de la prime démographique, des capacités et des talents de ce groupe pour atteindre un capital productif. Le programme « Jóvenes construyendo el Futuro » offre de l'espace aux jeunes, un soutien et des activités structurées pour développer ou renforcer leurs habitudes de travail et leurs compétences techniques qui augmenteront leurs chances d'obtenir un emploi à l'avenir. De manière tout aussi critique, le programme vise à créer les conditions pour les jeunes qui, jusqu'à aujourd'hui, n'ont pas été intégrés dans les processus économiquement productifs de la société mexicaine pour se percevoir comme des co-participants.

Pour promouvoir l'accès des jeunes à l'enseignement supérieur et promouvoir leur pérennité, et favoriser une augmentation de la couverture, le nouveau programme « Universidades para el Bienestar (universités pour le bien-être) 'Benito Juárez García' » cherche à faire face à l'exclusion des jeunes, en particulier ceux qui vivent dans des municipalités à forte pauvreté et marginalisation.

Les efforts de reprise face à la COVID-19, menés par le programme pour le bien-être des personnes en situation d'urgence sociale, visent à défendre les droits sociaux des familles, en portant une attention particulière aux enfants, aux personnes en situation de handicap et aux personnes âgées auxquelles un transfert de fonds sera accordé par famille pendant la période pendant laquelle l'urgence ou la vulnérabilité dure ou jusqu'à ce que l'urgence soit considérée comme passée d'après les critères gouvernementaux. Un programme a également été mis en œuvre pour soutenir les micro-entreprises familiales avec des « créditos a la palabra » et la restructuration des prêts aux consommateurs, au logement et commerciaux, parmi plusieurs autres mesures visant à protéger le revenu familial, la production, l'emploi et à garantir l'approvisionnement. Dans le cadre de la reprise, nous cherchons à réactiver l'économie d'un point de vue de l'égalité et du développement durable, ce qui permettra aux personnes d'être autonomes et de respecter leurs coutumes et leur dignité.

« Eh bien, ils ne nous voient pas de la même manière, ils ne nous considèrent pas comme des personnes normales; vous allez dans un restaurant et tout le monde vous voit, ils ne s'occupent pas de leurs propres affaires mais de celles d'une autre personne, ils font des commentaires, et sans que vous le vouliez, vous entendez ces commentaires, et cela fait que [vous avez l'impression] que vous marchez toujours avec l'idée qu'ils vont toujours vous pointer du doigt, qu'ils ne vont pas vous accepter, et même s'ils ont déjà accepté beaucoup de choses, les gens baissent encore sans cesse notre estime personnelle. »



Le sentiment universel de division entre les pays interrogés, quel que soit le niveau de revenu ou si le conflit civil a été un phénomène récent, nous indique que le travail d'unification des personnes est une tâche pour tous les gouvernements, et qu'il s'adresse directement au désir du public de voir des sociétés plus pacifiques, équitables et unifiées. Chaque pays a besoin de plans personnalisés pour rassembler les personnes à travers le genre, l'appartenance raciale, l'origine ethnique, le handicap, la préférence sexuelle et les régions; ces plans doivent être adaptés à leur contexte et se faire à la fois localement et au niveau national.

[000]00

Ce chapitre décrit certaines options de politique bien documentées pour aider à mettre ces plans en lumière. Les domaines d'activité clés comprennent la construction de systèmes de justice centrés sur les personnes, la question du rôle de la police et l'évolution vers undéveloppement impulsé par la collectivité. Le dialogue social et la consolidation de la paix sont des moyens importants pour renforcer la solidarité, mais ils doivent être accompagnés d'étapes pratiques pour corriger les erreurs passées. Enfin, des données et de la transparence sont nécessaires pour démontrer les progrès sur les problématiques d'inclusion et maintenir la transparence. Sans cela, la solidarité et la justice pour les groupes marginalisés ne peuvent être obtenues.

Les divisions basées sur le groupe dans la société sont socialement corrosives, conduisent à la polarisation politique et peuvent s'aggraver en conflits violents²⁹¹. Sans un effort concerté pour mettre un terme aux divisions et renforcer l'unité, la lutte contre l'inégalité par le biais des politiques économiques seules est un parcours de combattants qui ne permettra pas d'atteindre l'inclusion. L'impact de la division sociétale à l'échelle macroéconomique est bien documenté, mais les impacts microscopiques de ces mêmes divisions, qui trouvent leurs racines dans les préjugés, sont trop souvent négligés.

Lors d'une expérience contrôlée en Inde, des garçons de castes supérieures et inférieures ont démontré la même capacité à résoudre des labyrinthes avec des incitations pécuniaires, mais les garçons de castes inférieures ont obtenu de moins bons résultats si le nom et la caste des garçons étaient annoncés au début de la session²⁹². Une autre étude a révélé que les étudiantes universitaires qui lisent des essais scientifiques affirmant qu'il n'y a pas de différences entre les genres dans les capacités mathématiques ont obtenu de meilleurs résultats dans les problèmes mathématiques²⁹³. Partout dans le monde, là où vous trouvez de la discrimination et des traitements indignes sur une période prolongée, les enfants intériorisent l'inégalité et en viennent à penser qu'ils ont intrinsèquement moins de « valeur » que les autres. **C'est le pouvoir du préjugé.**

Comme évoqué au Chapitre 1, l'une des conclusions les plus inquiétantes du sondage mondial Pathfinders de 2021 est la préoccupation majeure concernant les divisions de la société, et que près des deux tiers environ des personnes interrogées, que ce soit en Suède, en Tunisie, au Costa Rica ou en Sierra Leone, estiment que leurs politiciens ne font pas assez pour régler ces divisions.

Ce chapitre définit des mesures qui s'attaquent aux préjugés et renforcent la solidarité. Nous réfléchirons également à la manière de traiter les torts historiques causés pour les groupes marginalisés. Ce qui est clair à travers les exemples de pays, c'est qu'il n'est pas possible de renforcer la solidarité en rassemblant les gens et en se concentrant sur ce qu'ils ont en commun uniquement. Les groupes qui ont été historiquement opprimés ont des revendications légitimes qui ne doivent pas être rejetées, et leur caractère unique ne doit pas être réfuté. Même s'il est important de reconnaître que toutes les personnes sont égales en matière de dignité et de droits, les besoins des différents groupes doivent également être constatés par le biais de politiques et de systèmes politiques. Plus récemment, l'action s'est tournée vers une augmentation des « alliances », avec des groupes majoritaires capables de reconnaître leurs privilèges et de travailler pour faire progresser l'intérêt de ceux qui ont été opprimés ou marginalisés. Une interprétation du sondage, en particulier le fait qu'une majorité estime que les gouvernements ne font pas assez pour s'attaquer aux divisions, et que les gouvernements désirent faire plus pour aider les personnes les plus démunies de la société, est que les gens sont prêts à s'allier davantage.

Pour revenir à la discussion sur la manière dont nous pouvons créer un nouveau contrat social, ce chapitre examine l'importance des méthodes de dialogue social ainsi que les mesures pratiques que les gouvernements peuvent prendre. Bien sûr, aucune démarche ou politique unique n'est une solution miracle. Quoi qu'il en soit, il existe des leçons pour les sociétés à la fois sujettes aux conflits et relativement pacifiques. Étant donné que pour la plupart des pays, il n'existe pas d'époque précédente où il y avait une harmonie sociale et une justice pour tous les groupes, l'objectif ici est de créer quelque chose de nouveau et de robuste, capable de résister à l'apparition inévitable de dirigeants politiques divisés.

9.1 Leçons sur le renforcement de la solidarité

Alors que la COVID-19 frappait, diverses initiatives locales sont apparues dans le monde entier, des groupes d'entraide et soupes populaires à la sensibilisation dans les établissements informels²⁹⁴. Alors que les slogans de « nous sommes tous dans le même bateau » peuvent sonner creux lorsque vous considérez les vastes différences de répartition pour les personnes affectées par les coûts de santé et économiques de la pandémie, la capacité de certaines communautés à se rassembler a effectivement aidé à établir des liens, et peut également aider à favoriser la résilience²⁹⁵. Aussi douloureuse et mortelle que la pandémie ait été, elle a démontré la nécessité de renforcer la solidarité. Elle a également fourni un terrain fertile sur lequel s'appuyer pour argumenter l'unité et l'empathie les uns pour les autres. Les dirigeants politiques peuvent apprendre des efforts communautaires et s'attaquer au manteau de la solidarité avec une énergie renouvelée.

La littérature et les études de cas ont dévoilé les leçons clés suivantes lors de la conception de démarches pour construire des ponts entre les groupes :

- S'attaquer aux préjugés basés sur le groupe produit un cercle vertueux. Promouvoir la solidarité entre les groupes aide à traiter les préjugés entre les groupes, ce qui est une condition préalable à l'obtention d'un plus grand soutien pour traiter l'inégalité²⁹⁶. La confiance entre les groupes signifie plus d'empathie, ce qui permet aux gouvernements d'améliorer plus facilement les politiques ciblées.
- Renforcer la solidarité entre les groupes n'est pas seulement une fin en soi, mais également un outil pour traiter l'inégalité. Il y a de la force dans l'unité; cela est vrai dans la lutte contre les inégalités, tout comme dans d'autres défis humains. L'un des facteurs les plus importants pour garantir de faibles niveaux d'inégalités est la présence de syndicats solides et performants et des niveaux élevés de couverture des négociations collectives²⁹⁷. D'autres parties de la société civile et des mouvements sociaux peuvent jouer un rôle similaire. En fin de compte, la capacité des gens à se réunir et à être une force d'équilibrage contre les élites exerce une pression sur ceux qui se trouvent au sommet pour construire des économies et des sociétés plus équitables.
- S'organiser construit du pouvoir pour les groupes marginalisés. Le National Afro-Colombian Peace Council (CONPA) est un espace de coordination pour les organisations Afro-Colombiennes. Il a été créé pour structurer une proposition de paix nationale d'un point de vue afro-ethnique pour influencer les processus de négociation et de consolidation de la paix du pays. L'un des objectifs du CONPA est de garantir l'inclusion dans la construction de la paix à travers des propositions collectives et consensuelles entre les participants. Le CONPA a été considéré comme la réussite organisationnelle la plus significative de la population afro-colombienne, garantissant son inclusion sociale et politique dans le processus actuel post-conflit²⁹⁸.
- Les mots comptent. Une grande partie du renforcement de la solidarité provient de la façon dont les visions d'un pays sont organisées, et les politiques commentées. La position bien documentée d'Angela Merkel en Allemagne à la suite de la crise des réfugiés en 2015 est intéressante, bien que controversée. La détermination politique considérable affichée dans sa position « Wir schaffen das » (nous pouvons le faire)²⁹⁹ voyait un risque de retour de bâton majeur, certains de ces risques s'étant matérialisés. Une montée en puissance de l'extrémisme nationaliste a été mise sous contrôle grâce à une rationalisation combinée de la prévision économique, d'une responsabilisation morale et des appels à des conceptions plus tolérantes et plus accueillantes de la fierté nationale.
- Solidarité générale. Cette vision inclusive des nations peut être intégrée dans de nombreuses politiques. Par exemple, l'apparition de la COVID-19 a suscité des appels à des taxes de solidarité de plusieurs pays, économistes et du FMI³⁰⁰. Vítor Gaspar, responsable des affaires fiscales du FMI, a déclaré au Financial Times qu'une augmentation symbolique de la taxation de ceux qui ont prospéré au cours de l'année passée renforcerait la cohésion sociale même s'il n'y avait pas de besoin urgent de réparer les finances publiques. Nous discuterons des mérites des taxes de solidarité en termes de levée de fonds dans le Chapitre 11, mais la conception de taxes de solidarité peut être utilisée pour promouvoir un discours d'interconnexion et de devoir les uns envers les autres pour combattre une idéologie fondamentale sous-jacente de l'inégalité : l'individualisme.

- Politiques de séquençage. Avec des politiques visibles, le « comment » est tout aussi important que le « quoi ». Les politiques techniquement compétentes ne sont pas suffisantes à elles seules, en particulier lorsqu'il s'agit de s'attaquer à des problèmes sensibles comme les préjugés. Le séquençage des politiques est important non seulement pour éviter les rebonds contre le changement, mais également parce qu'une focalisation sur le ciblage des politiques vers des groupes marginalisés stigmatisés par la population élargie peut susciter un ressentiment supplémentaire et conduire à des accusations de favoritisme. L'exemple de l'Indonésie, qui s'est d'abord concentré sur la prestation de soins de santé universels, puis a ajouté le ciblage, est remarquable à cet égard (se référer à l'Encart 14).
- Les mots doivent être accompagnés d'actions. L'une des plus grandes leçons des efforts de renforcement de la solidarité est peut-être l'importance de soutenir le discours par un réel changement. L'un des cas de cette incapacité à tenir les promesses de changement est l'Afrique du Sud. Bien qu'il y ait eu un certain alignement entre la Constitution, la législation et les plans de développement nationaux, chacun s'appuyant sur des obligations constitutionnelles et utilisant le langage de l'égalité et de la dignité devant la loi, ainsi que des efforts notables sur l'emploi et le logement, l'inégalité s'est en fait développée. En effet, la population noire d'Afrique du Sud a maintenant l'un des niveaux d'inégalité les plus élevés au monde³⁰¹.

Renforcer la solidarité et s'attaquer aux préjugés a beau être nécessaire, ça n'est pas facile. Le changement est souvent lent, mais il est possible. Prenons le mariage interracial aux États-Unis par exemple : en 1967, lorsque les lois contre le mélange racial ont été annulées aux États-Unis, seulement 3 % de tous les jeunes mariés étaient mariés à une personne d'origine ethnique différente. En 2015, le nombre avait augmenté pour atteindre 17 %³⁰².

Ensuite, nous présentons à la fois les types de dialogues nécessaires pour une solidarité réussie et les étapes pratiques des politiques qui sont nécessaires pour les atteindre.

Encart 14 — Combiner des services sociaux universels, ciblés et communautaires et des mécanismes de protection sociale

Dr Suharso Monoarfa et Vivi Yulaswati

Ministre de la planification nationale et conseillère principale, Planification nationale, Indonésie

La double tempête de la santé et les chocs économiques de la COVID-19 ont affecté les personnes démunies et ont rendu les foyers de classe moyenne basse de l'Indonésie, qui représentent plus de la moitié de la population, vulnérables à la pauvreté. L'amélioration du système de ciblage est l'une des actions les plus importantes pour s'assurer que nous pouvons mettre fin à cette tempête.

Dans le même temps, l'amélioration du système de ciblage pour les foyers admissibles est une problématique complexe avec de nombreux défis. Le premier défi est la grande vulnérabilité de la pauvreté, qui rend difficile la distinction entre les personnes démunies et quasi-démunies. La pauvreté en Indonésie est très fluide, avec des niveaux de sortie de la pauvreté et d'entrée dans la pauvreté élevés. Le deuxième défi consiste à maintenir l'exactitude et la rapidité du système de ciblage chaque fois que cela est

nécessaire. Il ne s'agit pas seulement des besoins actuels, mais plutôt de s'assurer que le gouvernement peut réagir rapidement pour corriger les erreurs d'exclusion et d'inclusion. Le troisième défi consiste à s'assurer que le système de ciblage répond à des besoins de couverture plus larges lorsqu'une crise ou une catastrophe survient.

Face à ces défis, la question principale est de savoir si nous devrions bouger le ciblage ou avoir une couverture universelle pour tous les programmes d'assistance sociale et de sécurité sociale. Le principal compromis entre l'universel et le ciblage est de choisir entre une couverture supérieure et un avantage adéquat des transferts. Compte tenu du manque de budget, du faible pourcentage de l'impôt sur le PIB et des expériences indonésiennes, nous choisissons actuellement de cibler les foyers bénéficiaires pour de nombreux programmes d'aide sociale. Parmi ces programmes sans cotisations figurent le Family Hope Program (programme d'espoir familial), ou le transfert d'argent conditionnel de l'Indonésie qui fournit un transfert d'argent aux foyers démunis avec des enfants, aux mères enceintes, aux personnes âgées et aux personnes en situation de handicap ; le Food Voucher Program (programme de bons alimentaires) qui permet aux foyers démunis d'acheter les aliments nutritifs nécessaires ; les bourses d'études pour les étudiants de foyers démunis et vulnérables ; et différents types d'assistance sociale temporaire qui ciblent différents groupes de personnes affectées par la pandémie de COVID-19. De plus, dans le cadre du régime de protection sociale, nous avons appliqué une couverture universelle pour la sécurité sociale, qui repose sur une assurance sociale contributive et une épargne obligatoire. Il est obligatoire pour les personnes de verser des cotisations afin d'avoir une assurance maladie et une assurance-emploi pour les accidents du travail, les pensions, les décès et les prestations de retraite. Cependant, il existe également des subventions gouvernementales pour les primes d'assurance maladie des populations démunies et vulnérables.

Les mesures nécessaires sont prises pour améliorer le système de ciblage, en particulier pour minimiser les erreurs d'exclusion. Compte tenu de la situation géographique du pays, l'Indonésie utilise la sagesse locale des communautés pour enregistrer les foyers exclus mais méritants. Tout au long de 2020, l'Indonésie a demandé aux communautés de plus de 75 000 villages de suggérer et d'enregistrer ces foyers. Les leçons tirées de plusieurs expériences de ciblage³⁰³ ont indiqué que les communautés étaient plus précises pour identifier les familles très démunies. En outre, la satisfaction des résultats du ciblage communautaire était élevée, et la captation de l'élite était insignifiante.

L'Indonésie se prépare à améliorer son système de ciblage en concevant un système à la demande pour le registre social national. La requête à la demande est le choix intermédiaire qui, tout en laissant l'opportunité aux familles méritantes de s'inscrire à tout moment, permet de réduire le budget total par rapport à la couverture universelle. Un mécanisme de requête à la demande peut rapidement augmenter la couverture nécessaire en temps de crise. Avec une communication appropriée quant aux bénéficiaires ciblés, nous pouvons décourager les riches de postuler. Des expériences de la Banque mondiale, du GOI et de J-PAL ont montré que les foyers aisés, que les modèles de sélection choisissent parfois comme bénéficiaires d'après des enquêtes, s'auto-sélectionnent en ne faisant pas de requête³⁰⁴. En outre, la technologie peut aider à rendre les systèmes de requête à la demande disponibles à tout moment et à ce qu'il y ait une vérification automatique avec d'autres données telles que les données d'utilisation et les données géographiques. La numérisation est essentielle pour développer une protection sociale complète.

Les catastrophes créent de la pauvreté, et les catastrophes peuvent aller et venir. Avec un meilleur système de ciblage basé sur le registre national, l'Indonésie est prête à y faire face et à s'assurer que les familles démunies et vulnérables peuvent être protégées.

9.2 Comment cela fonctionne : politiques et actions qui favorisent la solidarité

9.2.1 Renforcement de la paix : pas seulement pour les sociétés post-conflit

Au cours de l'été 2021, des milliers de tombes non marquées d'enfants autochtones ont été découvertes sur le terrain d'anciens internats au Canada où des enfants autochtones étaient autrefois emmenés (se référer à l'Encart 15). Les populations autochtones ont parlé des atrocités dans ces écoles depuis de nombreuses décennies, mais c'était la preuve flagrante de ce qui était déjà connu d'elles. Le Premier ministre canadien Justin Trudeau a immédiatement fourni des déclarations sur la honte de ce passé, dirigeant ses commentaires vers les populations autochtones : « Il est de la responsabilité du Canada de supporter la douleur et le traumatisme que vous ressentez. »³⁰⁵

Le renforcement de la solidarité entre les groupes doit inclure une reconnaissance de toute douleur passée causée. Les groupes qui ont été historiquement marginalisés auront du mal à se sentir intégrés à une société où les graves injustices qu'ils ont vécues (et auxquelles ils sont toujours confrontés) ne sont pas reconnues. Les excuses sont une première étape importante dans tout processus de réconciliation.

Les outils qui fournissent un processus d'honnêteté et d'excuses pour les agressions et répressions passées relèvent de la bannière de la « justice transitionnelle ». Lorsqu'elle est suivie correctement, la justice transitionnelle est une politique *globale* mise en œuvre pour faire face aux héritages de violations et d'abus massifs et systématiques des droits humains, et pour restaurer ou établir une nouvelle devise des droits humains. Chaque élément d'une politique de justice transitionnelle complète est censé dispenser la justice (pénale), divulguer la vérité, remédier aux violations et empêcher leur récurrence. Une politique complète de justice transitionnelle vise à renforcer l'État de droit et à promouvoir l'intégration sociale ou la réconciliation³⁰⁶. Cela comprend la reconnaissance des victimes non seulement en tant que victimes, mais aussi en tant que détentrices de droits, et la promotion de la confiance civique.

Comme dans le cas de l'Afrique du Sud, où des processus de justice transitionnelle ont été mis en œuvre, il convient de prendre en considération la hiérarchisation des procédures centrées sur les victimes, ainsi que la recherche de vérité et la réconciliation. Bien que conceptuellement difficile, l'établissement de liens clairs entre les expériences croisées et les conséquences structurelles des conflits peut renforcer l'expérience de reconnaissance parmi les groupes privés de droits. Lorsqu'elle est associée à des politiques de redistribution équitables, justes et dignes, la justice transitionnelle peut contribuer à la réconciliation.

La Commission pour la vérité et la réconciliation de la Sierra Leone et la Commission pour la paix de l'Uruguay ont abordé les héritages de la guerre civile et du régime autoritaire, et la manière de les prévenir à l'avenir : les deux sont considérés comme ayant contribué de manière significative à la prévention d'autres conflits ou violations des droits humains. Même de nombreuses années après le conflit, les sociétés trouvent de la valeur dans les mécanismes de justice transitionnelle : L'Espagne débat actuellement sur un projet de loi de mémoire démocratique pour honorer les victimes de dictatures. Au niveau

international, la commission Timor Leste Truth and Friendship de l'Indonésie a permis d'éviter les tensions futures après l'indépendance du Timor oriental.

Même pour les pays qui n'ont pas émergé de la guerre ou d'un régime autoritaire, les outils de dialogue social pourraient être utiles. La polarisation politique dans de nombreux contextes sans conflit s'est développée au cours des dernières décennies, en particulier après la Grande Récession de 2007-2009³⁰⁷. Les partis européens se sont polarisés autour des mesures d'austérité, du traitement des pays en crise au sein de l'union monétaire et, plus généralement, de l'Union européenne elle-même. En ce qui concerne ce dernier, par exemple, la différence de points de vue entre ceux qui soutiennent ou condamnent les partis populistes peut atteindre près de 35 points de pourcentage³⁰⁸. Le vote du Brexit au Royaume-Uni a divisé la population sur un nouveau front, qui a porté sur des divisions générationnelles ainsi que sur des différences de points de vue sur la culture britannique et l'immigration³⁰⁹. Les acteurs et les influenceurs politiques ont stimulé ces divisions à travers un discours qui divise la classe ouvrière en « classe ouvrière blanche » et en minorités ethniques et immigrants, malgré des expériences partagées considérables de précarité et d'impuissance³¹⁰.

Ces fractures sont un rappel que dans les pays riches et relativement stables, il existe un besoin croissant de renforcer la confiance entre les groupes et les gouvernements et institutions pour renforcer la confiance civique. La justice transitionnelle peut offrir une voie à suivre, et les pays sont en train d'adopter ces outils : aux États-Unis, la Commission d'enquête sur la violence du 6 janvier domine les gros titres³¹¹, mais d'autres processus de vérité sont en cours, tels que ceux liés à la stérilisation forcée des femmes dans les prisons de Californie³¹² et aux abus sur les migrants à El Paso, au Texas³¹³. La commission Truth and Reconciliation du Canada, qui s'est conclu en 2015, cible l'héritage dévastateur des abus dans les pensionnats pour enfants autochtones³¹⁴. L'Espagne débat actuellement sur la loi de la mémoire démocratique qui adopterait diverses mesures de vérité, de commémoration et de réparation équitable, plus de 80 ans après la Guerre civile et 46 ans après la fin de la dictature³¹⁵.

Ces dernières années, des débats sur les statues et la commémoration des agresseurs ont refait surface. Aux États-Unis, le mouvement Black Lives Matter et une revitalisation des conversations sur la décolonisation ont provoqué la destruction des statues de propriétaires d'esclaves et de colons de Bristol à Boston. La colère à l'égard d'une telle commémoration réside dans l'élévation sociale des personnes qui ont causé un grand préjudice, ou qui représentent l'histoire d'un colon plutôt que la vérité. Le maire de Londres, Sadiq Khan, a annoncé un examen des statues liées à l'esclavage dans la ville à la suite du meurtre de George Floyd en juin 2020, reconnaissant que ces statues pourraient causer du tort aux londoniens noirs³¹⁶.

Le leadership politique peut être essentiel pour s'assurer dans un premier temps que les divisions ne sont pas créées ou approfondies. La Première Ministre de la Nouvelle-Zélande, Jacinda Ardern, a immédiatement pris des mesures pour réconforter les victimes de l'attaque d'extrême droite où cinquante et une personnes ont été tuées par balle dans deux mosquées de la petite ville de Christchurch alors qu'elles priaient. La Première Ministre Ardern a utilisé des discours et des commentaires à plusieurs reprises pour définir une Nouvelle-Zélande résolument contre la haine envers les musulmans. Cette répétition de normes communes, suivie d'actions sur le contrôle des armes à feu, d'un soutien visible et d'empathie pour les familles des victimes

et la communauté musulmane, a conduit à des éloges mondiales pour la Première Ministre Ardern en Nouvelle-Zélande et dans le monde, ainsi qu'une augmentation de la confiance et du sentiment d'appartenance en Nouvelle-Zélande. Le langage est au cœur de la consolidation de la paix.

Les symboles et les mots sont importants, mais supprimer les symboles de l'oppression n'est pas suffisant. L'une des problématiques qui attire de plus en plus l'attention est la désinformation et la propagation de faits incorrects. La prolifération de mensonges qui peuvent se propager rapidement par le biais des réseaux sociaux entraîne de la confusion et de la division, affectant la cohésion communautaire, la confiance dans le gouvernement et la science, ainsi que la démocratie dans le monde entier. Le Secrétaire Général des Nations Unies, António Guterres, a appelé à un code de conduite mondial qui promeut l'intégrité des informations publiques pour traiter ce problème³¹⁷. Il existe également une pression croissante sur les entreprises de réseaux sociaux pour surveiller ce qui est publié et partagé sur leurs plateformes. Des exemples d'actions appropriées sont répertoriés dans l'encart de mesure politique ci-dessous.

Mesure politique H — Renforcer l'unité par la réconciliation, la propriété communautaire et les réparations

Renforcer l'unité par la réconciliation

Dialogues nationaux, outils de la réconciliation

Il existe de multiples options pour les gouvernements, allant des processus de vérité et de réconciliation complets, comme en Afrique du Sud et au Canada, aux assemblées citoyennes, comme celles utilisées en Irlande, pour développer un consensus et des voies vers des problématiques divergentes, y compris les droits d'avortement et le mariage gay³¹⁸.

Ce qui fonctionne dans les discours d'unification

Les expériences ont révélé que les discours fonctionnent mieux pour unifier les gens lorsqu'ils : dénoncent ceux qui essaient de nous diviser ; abordent ouvertement les différents groupes et incluent tout le monde, par ex., « Peu importe d'où nous venons ou notre couleur, la plupart d'entre nous travaillons dur pour nos familles » ; dénoncent la stigmatisation comme une arme qui nous blesse économiquement tous ; mettent l'accent sur l'unité et l'action collective pour résoudre les problèmes ; font appel à des exemples précédents de situations où la solidarité a contribué à apporter un changement positif pour combattre le cynisme ; et lorsqu'ils font le lien avec la nécessité d'un gouvernement pour tous³¹⁹.

L'éducation et l'art comme outils de vérité

Une intervention à plus long terme implique l'éducation. Des rapports indépendants sur l'importance de la réforme dans les programmes d'étude de l'histoire britannique³²⁰, ainsi que des leçons plus larges tirées des conceptions de l'histoire nationale apparemment plus auto-critiques et introspectives de l'Allemagne³²¹, révèlent qu'un questionnement radical de l'histoire nationale par le biais d'institutions clés (notamment, les écoles) est crucial. En d'autres termes, une approche de la mémoire historique qui refuse les tendances nationalistes nourrit une démarche plus littérale et inclusive des problématiques contemporaines. Ces mesures aident à cultiver une éducation publique durable et empathique concernant l'exclusion et la lutte des communautés minoritaires et extérieures. Il est également important d'inclure des histoires de luttes multiethniques partagées dans les programmes et la production culturelle associée, afin de reconnaître les solidarités ainsi que l'identification et les politiques multi-ethniques et internationalistes³²². L'accès à l'enseignement supérieur et le financement des sciences humaines et des arts doivent également être étendus et/ou défendus, car ces secteurs ont historiquement été essentiels à la normalisation des perceptions critiques et inclusives de la communauté et des groupes opprimés.

Politiques pratiques pour redistribuer et traiter l'oppression historique

Titres fonciers

En Colombie, les droits de propriété collectifs permettent aux communautés de garantir d'autres droits fondamentaux, tant individuels que collectifs, tels que le droit à une consultation préalable et à la préservation de la culture et des coutumes. De même, les droits de propriété collectifs permettent aux communautés de générer des stratégies pour atténuer le déplacement forcé ou l'incursion d'acteurs armés illégaux dans leurs territoires. Alors que la loi 70 de 1993 permet aux communautés Afro organisées d'accéder à la propriété collective de leurs territoires, il est important de noter qu'au cours des dernières années, les demandes de propriété collective dans la région des Caraïbes et dans le Pacifique colombien ont été suspendues pendant de longues périodes sans aucune justification.

Propriété de la collectivité

Les familles noires et autres populations économiquement exclues ont piloté des modèles de propriété collective³²³, y compris des parcelles agricoles communes³²⁴, des communes noires³²⁵, des fermes de liberté³²⁶, des coopératives de crédit noires³²⁷, des réseaux d'aide mutuelle³²⁸ et des fiducies foncières communautaires³²⁹. La combinaison de cette localisation et de la propriété collective est également appelée « économies de solidarité ».

Réparations

En 2019, les Australiens aborigènes ont remporté une affaire révolutionnaire stipulant que le gouvernement du Territoire du Nord paie 2,53 millions AUD (1,64 millions USD) en dommages-intérêts aux groupes Ngaliwurru et Nungali pour « l'extinction » de leurs droits de propriété autochtones lorsque le gouvernement a construit des infrastructures sur leurs terres dans les années 80 et 90. Environ 1,3 million USD de dommages-intérêts ont été accordés pour préjudice spirituel ou culturel³³⁰.

Encart 15 — Canada : Réconciliation nationale avec les populations autochtones

Gina Wilson

Sous-Ministre Diversité et Inclusion et Jeunesse, et Sous-Ministre déléguée principale Patrimoine canadien

Le gouvernement du Canada s'efforce de faire avancer la réconciliation et de renouveler la relation avec les populations autochtones sur la base d'une reconnaissance des droits, du respect, de la coopération et du partenariat. Les populations de la Première nation, Métis et Inuits sont les premiers habitants de ce qui est aujourd'hui le Canada.

Au fil du temps, un certain nombre de lois canadiennes discriminatoires et paternalistes ont entraîné leur exclusion sociale et économique. Sous le système de pensionnats, par exemple, qui a commencé en 1876, au moins 150 000 enfants autochtones ont été séparés de force de leurs parents et communautés et envoyés dans des pensionnats où leurs langues et leur culture étaient interdites. Beaucoup de ces enfants souffraient de malnutrition et de négligence ainsi que de violence émotionnelle, physique et sexuelle. Des milliers d'enfants sont morts ou ne sont jamais rentrés chez eux. Le dernier pensionnat a été fermé à la fin des années 90. De telles politiques et pratiques discriminatoires, ainsi que l'imposition d'autres règles interdisant les pratiques culturelles autochtones, les formes de gouvernance et les systèmes judiciaires à différentes périodes au cours des 150 dernières années, ont interféré avec la transmission des cultures autochtones et ont contribué de manière significative à l'érosion des langues autochtones. Ce chapitre sombre de l'histoire canadienne révèle à la fois l'impact de la colonisation et la résilience de générations de populations autochtones à la recherche de la justice pour assurer la survie de leurs cultures, langues et mode de vie.

Au cours des dernières années, les Canadiens ont pris davantage conscience de ces injustices et inégalités, passées et présentes. Les tribunaux ont joué un rôle dans l'avancement de la réconciliation grâce à la reconnaissance formelle. Un exemple est l'Accord sur les pensionnats pour enfants autochtones (Indian Residential Schools, IRS), le plus grand accord de recours collectif de l'histoire canadienne. À partir de 2007, l'Accord sur l'IRS comprenait la création de la Commission canadienne pour la vérité et la réconciliation (Truth and Reconciliation Commission of Canada, TRC) pour faciliter la réconciliation entre les anciens étudiants, leurs familles, leurs communautés et tous les Canadiens.

Pendant six ans, la TRC s'est déplacée dans toutes les régions du Canada et a entendu plus de 6 500 témoins, formé les gens sur l'histoire et l'héritage du système des pensionnats, et partagé et honoré les expériences des anciens élèves et de leurs familles. La TRC a créé un registre historique du système des pensionnats et son rapport final (2015) contenait 94 « appels à l'action » (ou recommandations) pour une réconciliation supplémentaire entre les Canadiens et les populations autochtones.

Depuis cette époque, le Canada a poursuivi son parcours sur le chemin de la réconciliation. Le gouvernement fédéral a collaboré avec les populations autochtones pour construire des relations de nation à nation, entre les Inuits et la Couronne et de gouvernement à gouvernement. Grâce à cette reconnaissance de droits, des efforts sont entrepris pour combler les lacunes socio-économiques, soutenir une plus grande autodétermination et établir des opportunités de travailler ensemble sur des priorités partagées. Cela implique une multitude d'initiatives, telles que les suivantes :

- Les appels à l'action de la TRC: le gouvernement fédéral travaillera en étroite collaboration avec les provinces, les territoires, les populations de la Première nation, Métis, Inuits et les entités de l'église pour mettre en œuvre les recommandations de la TRC et poursuivre la réconciliation au bénéfice de tous les Canadiens.
- L'élaboration des Principes relatifs au respect des relations du gouvernement du Canada avec les populations autochtones. Sur la base de la relation constitutionnelle spéciale que les populations autochtones entretiennent avec la Couronne, et alignée sur la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones (United Nations Declaration on the Rights of Indigenous Peoples, UNDRIP), ces dix principes commencent par la reconnaissance et la mise en œuvre du droit à l'auto-détermination, y compris le droit inhérent de d'auto-gouvernance.
- Le gouvernement du Canada a mis en place trois mécanismes bilatéraux permanents avec les dirigeants des populations de la Première nation, Inuits et Métis pour identifier les priorités conjointes, la politique de co-développement et surveiller les progrès.
- Le gouvernement fédéral a travaillé avec des groupes autochtones à plus de 80 tables de discussion dans tout le pays pour faire progresser la reconnaissance des droits autochtones et de l'auto-détermination. Ces discussions commencent par les priorités identifiées par les groupes autochtones et explorent de nouvelles façons de reconnaître les droits et titres, de faire progresser les droits des traités et de répondre aux besoins uniques de chaque groupe.
- Le Greffier de la fonction publique canadienne a publié « Many Voices One Mind: A Pathway to Reconciliation » (2017), une stratégie de réconciliation visant à obtenir la participation complète et significative des populations autochtones à tous les niveaux d'un service public fédéral inclusif et respectueux. Ce rapport a été l'aboutissement d'un processus mené par la Sous-Ministre Gina Wilson, défenseuse des employés fédéraux autochtones, travaillant en étroite collaboration avec des collègues sous-ministres par le biais de cercles interdépartementaux sur la représentation autochtone, avec des sessions de consultation qui ont engagé des milliers d'employés fédéraux autochtones dans tout le pays.
- La Loi sur les langues autochtones (2019) soutient les populations autochtones dans la récupération, la revitalisation, le maintien et le renforcement des langues autochtones au Canada.
- Le gouvernement du Canada finance un Programme de reconstruction des nations, pour soutenir les activités qui facilitent la voie que les communautés autochtones empruntent pour reconstituer leurs nations de manière à répondre à leurs priorités et à leurs besoins uniques.

- Le gouvernement du Canada a lancé une enquête nationale sur les femmes et filles autochtones disparues et assassinées (« l'Enquête nationale ») qui a publié un rapport final (2019) et un plan d'action national (2021). « La voie fédérale » décrit l'approche holistique, inclusive et intersectionnelle du plan d'action adopté par le gouvernement du Canada, affirmant son engagement envers la sécurité et l'absence de violence pour les femmes autochtones, les filles et les personnes LGBTQQIP2SAA.
- La TRC et l'Enquête nationale ont appelé le gouvernement canadien à mettre en œuvre la Déclaration des Nations Unies sur les droits des populations autochtones (la Déclaration) comme cadre de rapprochement. La législation récemment adoptée établit un cadre pour la mise en œuvre fédérale de la Déclaration au fil du temps. En outre, un certain nombre de lois fédérales comprennent la reconnaissance de la Déclaration et de l'engagement du gouvernement à la mettre en œuvre, y compris les lois fédérales sur les langues autochtones, les services aux enfants et aux familles autochtones, et la participation des autochtones aux évaluations de l'impact environnemental. Le travail du gouvernement fédéral sur ces initiatives et d'autres a lieu en consultation et en coopération avec les populations autochtones, reconnaissant que la mise en œuvre de la Déclaration est un travail générationnel.

Le parcours de réconciliation du Canada ne fait que commencer. Il exige une reconnaissance des vérités sur le passé, une reconnaissance des droits et un engagement à coopérer dans le respect et le partenariat vers un Canada plus pacifique, juste et inclusif.

9.2.2 Les jeunes, des acteurs clés dans la construction de la solidarité

La pandémie de COVID-19 a augmenté les risques de tomber dans la pauvreté pour les jeunes, réduit leur accès à des emplois décents et a exacerbé la fracture numérique³³¹. Ce n'est cependant que la dernière crise en date après une série de crises qui ont façonné le passage à l'âge adulte des jeunes d'aujourd'hui, de la guerre mondiale contre le terrorisme à la crise financière de 2008 qui a entraîné des niveaux de chômage ingérables chez les jeunes³³². Être jeune aujourd'hui, cependant, implique également d'être connecté(e) à la communauté mondiale des jeunes dans une plus grande mesure que toute autre génération, et de comprendre comment les défis du 21e siècle en matière d'inégalité économique, de conflit et de changement climatique ont des manifestations locales et des ramifications mondiales.

Les stéréotypes négatifs des jeunes, imprudents et immatures, et les mesures de sécurité axées sur la minorité violente, courent le risque d'ignorer une source de résilience et de créativité extrêmement importante et d'ignorer les partenaires clés dans la lutte contre l'inégalité et l'exclusion et le renforcement de la solidarité dans la société. Contrairement au stéréotype de la « jeunesse désœuvrée », les jeunes sont très créatifs dans la création de lieux d'appartenance et de signification alternatifs³³³. Les façons dont les jeunes s'engagent auprès de leurs communautés présentent des opportunités inestimables pour relever les défis complexes de la société, de l'inégalité

économique au changement climatique, et pour s'assurer que personne n'est laissé pour compte.

L'engagement civique et la mobilisation politique des jeunes englobent un large éventail d'activités et d'efforts sans cesse plus larges, mais ils reçoivent rarement un soutien approprié. Le travail des jeunes dans ces domaines est très souvent volontaire et n'est pas correctement rémunéré ; les organisations dirigées par des jeunes sont fortement sous-financées et manquent d'accès aux opportunités de renforcement des capacités. Des partenariats significatifs avec des jeunes qui tirent parti de leurs connaissances des contextes locaux ainsi que de leur conscience mondiale peuvent être une source extrêmement importante de résilience et de créativité et démontrer que les jeunes sont des partenaires clés dans la lutte contre l'inégalité et l'exclusion et le développement de la solidarité.

Mesure politique I – Lutter contre la division entre les générations grâce à l'inclusion des jeunes

Mobiliser le soutient institutionnel, financier et technique, et fournir la protection nécessaire³³⁴ aux jeunes qui construisent des sociétés inclusives.

Fournir un financement et un renforcement des capacités adéquats aux organisations dirigées par les jeunes et aux programmesdirigés par les jeunes, en favorisant les partenariats avec la société civile et les agences gouvernementales qui engagent les jeunes dans la conception, la mise en œuvre et le suivi des programmes et politiques. Le cas du Partenariat de la jeunesse pour la paix et le développement de la Sierra Leone est illustratif : établi comme une initiative post-conflit, l'organisation a continué à s'associer avec les ONG et le gouvernement pour développer des processus de consolidation et de réconciliation de la paix dirigés par la jeunesse au niveau de la collectivité et localement, ainsi que l'éducation, les services de protection de l'enfant et l'eau, l'assainissement et l'hygiène³³⁵.

9.2.3 Le système judiciaire : fournir une réforme centrée sur les personnes

Les droits signifient peu si les personnes n'ont aucun moyen de les utiliser ou de défier les systèmes qui ne les priorisent pas. Les deux tiers de la population mondiale n'ont pas un accès significatif à la justice, et ne peuvent donc pas participer à leur société sur un pied d'égalité³³⁶. L'accès à la justice est mieux compris comme la capacité des personnes à résoudre et à prévenir leurs problèmes de justice, et à utiliser la justice comme plateforme pour participer à leurs économies et sociétés³³⁷. L'essence même de l'accès à la justice est qu'il devrait aborder la capacité pratique des personnes à exercer leurs droits économiques et politiques formels³³⁸. L'accès à la justice n'est donc pas seulement « un droit en soi, mais un droit habilitant en ce sens qu'il permet aux individus d'appliquer leurs droits substantiels et d'obtenir un recours

lorsque ces droits sont violés »³³⁹. Jusqu'à ce qu'un accès égal à la justice soit possible pour tous, le système judiciaire exacerbera, plutôt que réduira, l'inégalité.

Un trop grand nombre des systèmes judiciaires mondiaux ne servent que qu'une minorité, et ne fournissent pas de justice pour tous³⁴⁰. Lorsque les règles ne s'appliquent pas à tout le monde, le champ d'action sur lequel le contrôle du pouvoir et des ressources est contesté est incliné en faveur de certains groupes plutôt que d'autres. Les liens entre le système judiciaire et le renforcement de la solidarité peuvent donc être considérés comme doubles : 1) permettre aux individus d'exercer efficacement leurs droits et de résoudre leurs problèmes judiciaires, et 2) renforcer la crédibilité et la confiance dans l'État en rendant la justice indépendamment de l'origine ou de l'identité.

Le rapport du Groupe de travail sur la justice pour tous fournit des preuves concrètes de la nécessité de placer les personnes et les communautés, plutôt que les institutions, au cœur des systèmes judiciaires³⁴¹. Le Groupe de travail a découvert qu'environ 1,5 milliard de personnes dans le monde rencontrent des problèmes de justice qu'elles ne peuvent pas résoudre. Il s'agit souvent de victimes de violence ou de crimes non signalés, ou bien il s'agit d'un problème de justice civile ou administrative comme un litige sur une terre ou le refus d'un service public. Le rapport indique clairement que la qualité du parcours judiciaire des personnes doit être améliorée en tant que clé pour combler l'écart de justice mondial. Une démarche basée sur la classe, comme évoqué précédemment dans ce chapitre, offre une plus grande aide aux groupes marginalisés tout en limitant les allégations de favoritisme qui peuvent susciter des réponses nationalistes ou racistes.

Les solutions aux problèmes de justice apparemment enracinés ne sont pas aussi hors de portée qu'elles peuvent paraître. Dans de nombreux pays, l'accès aux mouvements de justice a une longue histoire avec une compréhension détaillée des différentes communautés, de leurs problèmes de justice et des voies pour les résoudre³⁴². Ces organisations fournissent une assistance judiciaire au niveau communautaire axée sur l'autonomisation des personnes à comprendre et à utiliser la loi pour résoudre leurs problèmes. Elles sont souvent le premier point de contact dans les parcours judiciaires des personnes et sont mandatées pour se concentrer sur des problèmes tels que les conflits familiaux, les terres et le manque d'accès aux services publics. Les preuves démontrent que cette démarche fonctionne, est rentable et peut être adaptée à mesure qu'elle continue de croître³⁴³.

Mesure politique J – Créer des systèmes judiciaires centrés sur les personnes

Financer, protéger et renforcer les organisations de justice communautaire

Les organisations de justice communautaire ont de multiples forces. Tout d'abord, elles sont situées dans les communautés qu'elles servent et sont conscientes des problèmes quotidiens de justice qui entravent l'accès de ces communautés aux moyens de subsistance et à l'égalité politique. Deuxièmement, elles sont compétentes pour soutenir les individus et les communautés dans leurs tentatives de résolution de ces problèmes. Pour ce faire, elles augmentent leurs connaissances, fournissent une assistance juridique sous la forme d'auxiliaires juridiques ou d'aide juridique. Par exemple, les organisations

de justice communautaire en Sierra Leone ont déployé des assistant(e)s juridiques qui soutiennent les populations rurales marginalisées et éloignées en menant des campagnes de développement des connaissances juridiques et en fournissant des conseils et des consultations juridiques. Ce soutien donne accès à la justice en résolvant les litiges qui seraient autrement non réglés. Les personnes interrogées ont estimé que ces services étaient accessibles, ont aidé à répondre à leurs besoins et ont rendu leurs communautés autonomes³⁴⁴. Des pays tels que la Macédoine du Nord³⁴⁵ ont investi dans le soutien spécifique aux minorités ethniques en améliorant l'accès à la justice³⁴⁶ dans des domaines civils tels que la propriété, les contrats et le droit familial³⁴⁷.

Investir dans l'aide juridique

Les plaideurs vulnérables auront généralement besoin de soutien pour pouvoir résoudre leurs problèmes de justice efficacement. L'aide juridique est essentielle pour ceux qui sont confrontés à des poursuites pénales et qui ne peuvent pas payer leur propre défense. Les personnes ont également besoin d'une aide juridique pour les affaires civiles, car une part importante des problèmes de justice les plus courants implique des questions civiles et administratives. Des programmes d'aide juridique bien conçus offrent des incitations pour résoudre le problème sous-jacent. Ils peuvent recouvrer leurs coûts grâce à des avantages qui incluent une réduction du temps passé devant les tribunaux ou en prison, et l'amélioration des résultats en matière de qualité de vie résultant d'une résolution plus rapide des affaires. Des centres d'aide juridique ont été créés en Équateur pour aider les femmes et les enfants de foyers à faibles revenus. Leur travail a réduit la violence domestique de 17 % après un divorce et augmenté de 10 % la probabilité que les clientes reçoivent une pension alimentaire pour enfants.

Augmenter la participation à la justice

Les personnes sont plus susceptibles de se sentir responsabilisés lorsque le système judiciaire est représentatif et diversifié. Une large participation améliore les attentes des personnes dans le fait qu'elles seront traitées équitablement, et peut aider à renforcer le soutien de la communauté à l'État de droit. Des politiques d'emploi inclusives sont nécessaires pour accroître la diversité au sein des institutions judiciaires, mais d'autres rôles peuvent également donner aux personnes un intérêt dans la fourniture de justice en tant qu'activistes et assistants juridiques, médiateurs communautaires, jurés bénévoles ou magistrats, etc. Les citoyens engagés peuvent également jouer un rôle de supervision important, en surveillant les progrès vers la justice pour tous. Les bénévoles communautaires de l'ONG RENEW au Bhoutan travaillent avec les anciens locaux et la police pour répondre aux signalements de violence domestique. Les survivants se sentent souvent plus à l'aise pour faire des rapports aux bénévoles de la communauté plutôt qu'aux autorités. Ces bénévoles sont formés à résoudre les problèmes en prenant en compte le genre. Ils utilisent une démarche consensuelle pour aider les parties à parvenir à un accord³⁴⁸.

9.2.4 La justice et la police

La police opère en première ligne de la quête pour le pouvoir dans la société et ses membres sont les acteurs judiciaires avec lesquels les personnes interagissent le plus souvent. Leur posture, qui peut aller de paramilitaire,

armée et hostile, à non armée, engagée et respectueuse pour des personnes et des groupes diversifiés, véhicule un message puissant sur qui compte. Les liens entre la police et le racisme sont bien documentés dans le monde entier (se référer à l'Encart 16).

La police est également fréquemment utilisée pour éviter d'avoir à engager des conversations avec des groupes lésés. Récemment, en Colombie, la précarité continue des conditions de vie pour les personnes noires, renforcée par la pandémie de COVID-19, a forcé des milliers d'Afro-Colombiens à envahir les rues. Au début, le gouvernement a opté plus pour la répression policière que pour le dialogue. Au cours de la visite de travail de la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) en Colombie, ses membres ont confirmé que les manifestations du 24 juin ont entraîné cinquante-quatre morts et plus de 1 140 civils blessés³⁴⁹. Une fois que la police est utilisée de cette manière, il peut être très difficile de rétablir la confiance. La situation des forces de police d'Irlande du Nord peut être instructive à cet égard (se référer à la Mesure politique K).

Encart 16 – Police et appartenance raciale

Selon les données gouvernementales les plus récentes pour l'Angleterre et le Pays de Galles, entre avril 2018 et mars 2019, les personnes noires en Angleterre ont été arrêtées et fouillées à un rythme quatre fois plus élevé que les personnes blanches. Les personnes noires sont également plus susceptibles d'être soumises à l'utilisation de la force par la police. Dans tout le Royaume-Uni, les hommes noirs ont des tasers tirés sur eux à un rythme huit fois plus élevé que les hommes blancs. Bien qu'il n'existe aucune preuve suggérant que les personnes noires sont responsables de plus grandes proportions de crimes commis, ce qui est clair, c'est que les personnes noires font l'objet de l'attention de la police plus souvent que les personnes blanches, ainsi, les crimes détectés sont des crimes commis de manière disproportionnée par les personnes noires³⁵⁰.

Aux États-Unis, plus d'un tiers des personnes en prison sont noires, malgré le fait que les personnes noires représentent moins de 13 % de la population³⁵¹. Le mouvement Black Lives Matter est à la fois une réponse à l'utilisation discriminatoire et illégitime de la force contre un secteur particulier de la population, et une preuve de la méfiance mondiale que la police a suscitée chez les citoyens noirs. Lorsque les preuves concernant l'utilisation de la force par la police sont désagrégées par origine ethnique, une image cohérente de l'utilisation excessive (parfois létale) de la force contre les citoyens noirs apparaît³⁵².

De même, en Australie, les populations aborigènes et insulaires du Détroit de Torrès sont considérablement surreprésentées dans les prisons. Environ 27 % de la population carcérale d'Australie étaient autochtones en 2017, mais les aborigènes et les insulaires du Détroit de Torrès ne représentent qu'environ 3 % de la population³⁵³.

La Finlande, qui a reçu pendant plusieurs années successives un score parfait dans l'indice Liberté dans le monde de la Freedom House, a enregistré paradoxalement les taux les plus élevés de harcèlement et de violencebasés sur l'appartenance raciale dans l'UE, selon l'enquête³⁵⁴.

Au sein de l'Union européenne, seules 14 % des victimes de harcèlement basé sur l'appartenance raciale ont signalé leurs expériences à la police ou à toute autre

autorité, étant donné que le signalement ne ferait aucune différence positive malgré la connaissance des lois anti-discrimination³⁵⁵.

Mesure politique K – Réformes policières

Tirer des leçons de la réforme policière en Irlande du Nord : deux pas en avant, un pas en arrière³⁵⁶

Histoire

En réponse aux émeutes et à la violence sectaire de l'été 1969 au début de la phase la plus récente du conflit irlandais, l'armée britannique a été chargée de maintenir l'ordre en soutien à la police royale de l'Ulster (Royal Ulster Constabulary, RUC). La RUC était principalement composée de personnel de foi protestante. Pendant le conflit, et en raison de l'importance accordée à « l'ordre », la RUC est devenue une force militarisée avec une mission de contre-insurrection. Cela a aliéné les communautés nationalistes dans la mesure où leurs activités économiques et politiques étaient strictement contrôlées par la police et souvent entravées dans les zones affectées par les conflits.

L'Accord du Vendredi saint (1998) cherchait à assurer une représentation juste et un traitement équitable des communautés, une neutralité politique et une responsabilisation. Un objectif clé du processus de paix était une transformation fondamentale de la relation entre la police et la société, dans le but d'atteindre un service de police capable d'attirer et de soutenir le soutien de la communauté dans son ensemble. Un an après l'Accord du Vendredi saint, la Commission indépendante sur les services de police en Irlande du Nord a fourni un rapport sur la série de changements qui seraient nécessaires pour atteindre cet objectif.

Plus de diversité au sein des services de police de l'Irlande du Nord (police service of Northern Ireland, PSNI)

La Commission s'est attelée à la mise en œuvre de ces changements qui comprenaient une recommandation cruciale : promouvoir une diversité au sein de la force de police qui reflète la composition de la population. L'objectif était ici d'encourager la perception d'une police plus neutre et représentative. La règle du 50/50 a également été introduite en 2001. À ce moment-là, seulement 8 % de la PSNI était identifiée comme catholique. La représentation a finalement atteint 70/30, mais est restée statique en raison d'une augmentation des facteurs dissuasifs, y compris l'inquiétude concernant les risques d'attaques des forces paramilitaires.

Engagement de la communauté

La PSNI s'est concentrée sur l'engagement communautaire comme moyen d'assurer une représentation équitable et de renforcer la confiance entre la police et toutes les communautés. Les partenariats des services de police et de la sécurité communautaire sont des organismes indépendants qui institutionnalisent l'engagement en faveur de la consultation. Ils réfléchissent aux besoins et priorités de la communauté en matière de justice et dirigent les services de police communautaire. Néanmoins, la confiance dans la police fluctue, et dans l'ensemble, les communautés nationalistes ont moins confiance dans la police que les communautés syndicales.

Il y a eu un engagement à long terme et cohérent pour la réforme au sein de la PSNI au cours des vingt-deux dernières années. Néanmoins, la situation reste contestée, tout comme la position de la PSNI. La sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne et les accords frontaliers qui en résultent ont de nouveau renforcé les tensions entre les différentes communautés.

9.2.5 Développement et coproduction dirigés par la communauté

La délégation et le développement dirigé par la communauté offrent une opportunité pour que la solidarité soit construite à partir de zéro. La délégation d'un pouvoir gouvernemental plus important aux villes permet aux politiques municipales de développer des plateformes progressives et inclusives d'environnements et de discours multi-ethniques et réceptifs aux migrants, même lorsque les gouvernements nationaux peuvent évoluer dans une direction différente. Parallèlement à la délégation du pouvoir au niveau municipal, le renforcement de l'engagement politique entre les communauté locales et au sein de ces dernières peut les aider à percevoir les avantages de la participation, en luttant contre la marginalisation perçue dont le nationalisme se nourrit.

En cherchant davantage, nous trouvons des méthodes qui relèvent du développement dirigé par la communauté (DDC). Le DDC fait référence à une démarche nationale de programmation du développement qui met l'accent sur le contrôle communautaire des décisions de planification et des ressources d'investissement. Une telle démarche est ancrée dans les principes de participation, de transparence et de responsabilité. Elle découle de la compréhension que les inégalités, et souvent les défaillances de politique qui les ont causées, sont mieux comprises par ceux qui les vivent.

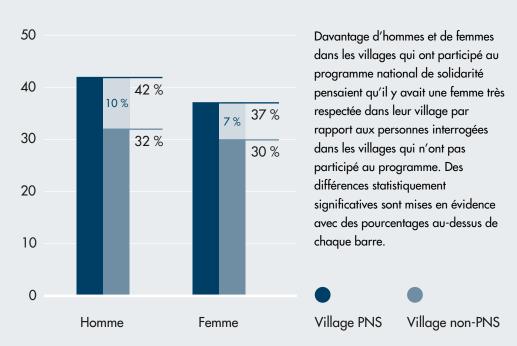
Un principe clé de la co-conception de politiques est que les citoyens et les membres de la communauté, en tant qu'experts de leur propre expérience, sont au cœur du processus de conception et de mise en œuvre, plutôt que de simplement bénéficier d'investissements conçus pour leur bénéfice apparent par des experts technocratiques. Lorsque ceux qui subissent l'injustice et l'inégalité se réunissent, ils ont plus d'influence que lorsqu'ils agissent individuellement. Le DDC facilite la mobilisation et l'action de groupe pour placer les communautés au centre du développement et travailler avec leurs gouvernements respectifs pour trouver des solutions aux défis³⁵⁷.

Bien que le DDC puisse être utilisé avec la meilleure des intentions, toute initiative de développement qui introduit de nouvelles ressources dans une communauté risque également de changer la dynamique des conflits locaux et les relations de pouvoir. Comme le souligne Barron et al., le défi des projets

de développement et en particulier des projets de DDC est de s'assurer que ces conflits sont traités de manière constructive afin qu'ils ne deviennent pas violents, mais qu'ils fassent plutôt partie d'une force de changement social progressif³⁵⁸. Dans un projet DDC soutenu par la Banque mondiale en Indonésie, le responsable de sous-district de Ruteng, Manggarai a déclaré : « La mise en œuvre du Programme de développement **Kecamatan** (**Kecamatan** Development Program, KDP), par le biais de la coordination des groupes, a augmenté les niveaux de confiance entre différents clans, groupes ethniques et religieux ainsi qu'entre les riches et les pauvres. »³⁵⁹ Les projets DDC ne peuvent à eux seuls apporter ce changement, mais complétés par d'autres initiatives, ils ont le potentiel de permettre aux communautés d'améliorer leur cohésion globale en créant l'espace nécessaire au dialogue. Cela peut être important dans les zones affectées par la migration, les conflits et la fragilité. En Afghanistan, les approches communautaires ont été statistiquement significatives pour augmenter le statut des femmes (se référer à la Figure 28). Il reste à voir si des progrès pour les femmes en Afghanistan seront soutenus par le nouveau gouvernement des Talibans.

Figure 28 — Programme national de solidarité de l'Afghanistan : impact de la co-conception sur le statut des femmes

Opinions sur le rôle des femmes dans la vie communautaire : Y a-t-il une femme dans le village qui est très respectée par les hommes et les femmes ?



Source: Beath and others 2010; Mission d'aide des Nations Unies en Afghanistan et Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme 2010.

Le Projet d'Assistance Post Conflit d'urgence de la Côte d'Ivoire a mis en place des Comités de développement du village pour assurer l'implication de la communauté dans la mise en œuvre des investissements locaux et, par conséquent, renforcer la cohésion sociale et promouvoir le développement social durable³⁶⁰. Depuis la guerre civile du pays, le projet a aidé à rassembler les communautés en donnant aux gens un canal pour commencer à parler les uns aux autres. Péfougne Yeo, spécialiste de la Surveillance et de l'Évaluation pour le projet, a déclaré : « Renforcer l'infrastructure a rassemblé les communautés. En montrant comment arbitrer les conflits internes, le DDC contribue à la résolution des conflits. »³⁶¹

Le développement local et communautaire est lié à une autre façon de renforcer la solidarité entre les groupes : il s'agit littéralement de rassembler les gens grâce à l'accès aux services locaux et aux espaces communs. Ce mélange permet un processus d'humanisation, souvent appelé « hypothèse du contact »³⁶².

9.2.6 Savoir qui a été laissé derrière : outils pour fournir l'inclusion et faire preuve d'inclusion

Les informations sur la manière dont les ressources gouvernementales sont dépensées, et surtout, la manière dont elles sont réparties entre les différents groupes et secteurs qui touchent la vie des gens, sont essentielles pour renforcer la transparence nécessaire au maintien de la solidarité à long terme. La transparence budgétaire favorise la confiance dans le fait que l'argent public est bien utilisé, promeut des débats éclairés et inclusifs sur la manière dont l'argent public est dépensé, et permet aux citoyens de tenir leurs gouvernements responsables de leur vision commune de la société entre les cycles électoraux.

Une transparence budgétaire complète et accessible n'est pas facile. Elle nécessite des données précises et à jour sur les dépenses dans les ministères et les différents niveaux du gouvernement, des définitions claires des allocations de dépenses pour délimiter les groupes et les secteurs qui en bénéficient, et un certain degré de connaissances financières au sein de la population pour accéder aux informations et prendre des décisions éclairées. Malgré ces défis, une multitude de conseils sur la manière de développer des indicateurs de dépenses efficaces et de bons régimes de rapports budgétaires ont émergé des expériences de différents pays dans la tentative d'y parvenir.

Un domaine dans lequel les indicateurs de dépenses se sont développés pour tenir compte de l'inégalité est le genre. Un budget qui tient compte de l'égalité femmes-hommes et qui apporte un changement est devenu un outil politique général pour la plupart des pays, bien que les rapports restent très imparfaits. En ouvrant des budgets pour montrer comment les ressources sont allouées à différents ministères en ce qui concerne l'égalité des genres, les pays ont été en mesure d'explorer les façons dont l'inégalité des genres est devenue intégrée dans les décisions de politique publique. Les données recueillies par le Programme des Nations Unies pour le développement (UNDP) et le Women COVID-19 Gender Response Tracker des Nations Unies, qui surveillent tous deux dans quelle mesure les réponses des gouvernements à la protection mondiale ont pris en compte les besoins des femmes, révèlent qu'un seul pays sur huit dans le monde a mis en place des mesures pour protéger les

femmes contre les impacts sociaux et économiques. Le traceur examine les mesures dans trois domaines : ceux qui s'attaquent à la violence contre les femmes et les filles (VCFF), soutiennent les soins non rémunérés et renforcent la sécurité économique des femmes. Seuls vingt-cinq pays ont introduit des mesures qui couvrent les trois domaines. Il peut s'agir de la fourniture de lignes d'assistance, d'abris, de réponses judiciaires pour contrer l'augmentation de la violence contre les femmes et les filles pendant la pandémie, de transferts de fonds directement ciblés sur les femmes, de la prestation de services de garde d'enfants, ou de congés familiaux et maladie payés³⁶³.

Au-delà du genre, peu d'initiatives ont été prises pour surveiller les dépenses d'autres groupes dont les inégalités sont susceptibles d'être intégrées de la même manière dans les décisions de politique publique. Mais nous n'avons pas à partir de zéro : beaucoup peut être construit à partir du précédent établi par le travail déjà effectué pour définir, mesurer et rapporter les allocations budgétaires en fonction du genre. Une mesure simple qui pourrait être adaptée en tant que norme minimale consisterait à appliquer le Marqueur de politique d'égalité des genres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE à d'autres groupes à risque d'être exclus par des investissements publics (voir une adaptation possible dans le Tableau 5). Le marqueur demande simplement que tous les investissements significatifs soient notés sur un système à trois points pour observer dans quelle mesure les politiques prennent ou non en considération l'exclusion possible des différents groupes. L'exercice consistant à poser ces questions pourrait tout au moins servir de rappel aux décideurs politiques pour qu'ils réfléchissent aux implications possibles de leurs investissements sur différents groupes.

Tableau 5 – Un système de notation du CAD de l'OCDE adapté pour l'impact des investissements publics sur l'inégalité

Non ciblé (score 0)	L'investissement a été évalué par rapport au marqueur, mais il n'a pas été trouvé qu'il cible l'égalité sur la base <i>du groupe x</i> .
Significatif (score 1)	L'égalité sur la base du <i>groupe x</i> est un objectif important et délibéré, mais pas une composante principale de l'investissement.
Principal (score 2)	L'égalité sur la base du <i>groupe x</i> est un objectif principal de l'investissement et est fondamentale pour la conception et les résultats attendus. L'investissement n'aurait pas été entrepris sans cet objectif d'égalité.

Certains pays et certaines institutions régionales ont franchi une étape supplémentaire, en introduisant des processus robustes et bien guidés pour non seulement surveiller les impacts de leurs décisions politiques sur l'inégalité, mais aussi pour intégrer véritablement les considérations d'inégalité dans la structure de la conception des politiques. L'outil d'Analyse comparative entre les sexes plus (ACS+) du gouvernement du Canada est conçu pour évaluer l'impact des options politiques sur divers groupes sociaux et prendre des mesures décisives pour minimiser les inégalités dans toutes les décisions politiques lorsque cela est possible. L'outil offre un processus détaillé permettant d'examiner les effets directs et indirects que la prise de décision

et les directives politiques peuvent avoir sur un large éventail et plusieurs intersections de groupes d'identités. Certaines mesures pratiques qui peuvent être tirées de cette approche comprennent les suivantes :

- Contester les postulats sur la façon dont différents groupes sont affectés par les décisions politiques.
- Intégrer une composante de consultation aux décisions politiques qui inclut les personnes affectées par l'inégalité et l'exclusion.
- Combler les lacunes en matière de données et d'informations qui empêchent une compréhension complète de l'inégalité et de l'exclusion.
- Une plus grande considération de la gamme complète des groupes d'identités qui peuvent être affectés par une politique.
- Documenter et communiquer de façon efficace les décisions politiques et le processus qui a été suivi pour promouvoir la transparence et l'adhésion.

Un autre outil qui peut être utilisé pour tenir compte des impacts des décisions politiques sur l'inégalité est l'Outil d'évaluation des écarts en matière de politiques de justice sociale de l'ESCWA³⁶⁴, actuellement piloté parmi les pays de la région. Cet outil se concentre sur la dynamique de la prise de décision et sur l'éventail des parties prenantes impliquées dans la prise de décisions de politique publique, dans le but d'intégrer les principes de justice sociale dans un processus de prise de décision plus participatif. L'outil conseille sur les parties prenantes qui doivent être incluses dans la prise de décision pour enraciner la justice et l'égalité des droits ; des conseils sur la manière de réunir ces parties prenantes pour évaluer les options politiques dans un dialogue structuré et significatif ; et une méthodologie d'évaluation solide à appliquer par ces parties prenantes pour évaluer dans quelle mesure les politiques favorisent, ou entravent, la justice sociale et l'égalité.

Encart 17 – Assurer l'égalité et l'inclusion au travers de la reprise face à la COVID-19

Bureau de la Planification et du Budget Mission de l'Uruguay auprès des Nations Unies

Lorsque la pandémie a frappé, l'Uruguay a annoncé la fermeture de lieux publics ainsi que d'autres mesures, demandant plutôt qu'ordonnant aux personnes de rester à la maison pour empêcher la propagation de la maladie. Notre approche a été considérée comme peu orthodoxe ; cependant, les résultats ont été positifs. Nous sommes conscients que, comme tous les pays confrontés à cette pandémie, notre approche n'a pas été parfaite ; cependant, nous pensons que notre succès à contenir la propagation de la COVID-19 peut être expliqué, du moins en partie, par un solide contrat social et des niveaux élevés de confiance dans le gouvernement. Nos efforts en matière de démocratie participative,

ainsi que notre engagement en faveur d'une faible inégalité et de politiques sociales étendues, ont été essentiels dans notre réponse à la pandémie³⁶⁵.

En 2021, l'Uruguay a connu une hausse importante des cas de COVID-19, des hospitalisations et des décès, atteignant un pic au mois de juin. Dans le même temps, de mars à août 2021, un programme de vaccination mis en œuvre a atteint 70 % des populations cibles inoculées. Ce programme a été très réussi, réduisant considérablement les cas, les hospitalisations et les décès à un très faible niveau aujourd'hui.

L'Uruguay a maintenu de faibles niveaux de pauvreté et d'inégalités de revenu au cours des dix dernières années. Le coefficient de Gini a fortement diminué, passant d'un haut niveau de 46,4 en 2007 à environ 39,9 en 2012 et est resté à environ 39,7 depuis 2016. Entre 2007 et 2014, une période de croissance économique en Uruguay, les inégalités de revenu du travail ont également considérablement chuté, en grande partie en raison du rétablissement de la négociation collective, d'une augmentation du salaire minimum, de réglementations sur les services domestiques, de changements apportés à l'assurance chômage, de l'extension successive des périodes légales de couverture de santé, du congé parental, de la régularisation du travail et de modifications de la structure fiscale³⁶⁶.

Nous avons essayé de modéliser nos secteurs économique et social non seulement pour hiérarchiser la croissance, mais également pour être efficaces dans la réduction des inégalités. Les impôts directs sont progressifs et les impôts indirects sont pratiquement neutres, tandis que les dépenses sociales dans l'éducation et la santé sont très progressives. Un peu plus des trois quarts des personnes au-delà de l'âge légal de rente bénéficient d'une pension, et 94,5 % de la population est couverte par au moins une prestation de protection sociale³⁶⁷.

Pendant la pandémie, nous avons introduit un Fonds de solidarité COVID-19 en créant une Taxe d'urgence sanitaire COVID-19 pour lever des fonds pour le Fonds. L'impôt était appliqué au revenu brut excédant 2 850 dollars, à un taux de 5 à 20 %, en fonction du montant du revenu mensuel brut dérivé des services personnels fournis à l'État, aux gouvernements départementaux, aux entités de l'État et aux services décentralisés³⁶⁸. Les programmes d'aide sont largement ciblés sur la protection de l'emploi, avec des programmes visant à inclure des travailleurs informels et à étendre la couverture de santé aux chômeurs. Un avantage extraordinaire en espèces a également été introduit pour les familles vulnérables et en complément pour les bénéficiaires d'allocations familiales.

Malgré tout cela, nous savons que nous avons encore du travail à faire pour garantir l'égalité pour tous. Les taux de pauvreté, de faibles niveaux d'éducation et de faibles niveaux de participation à l'emploi sont plus élevés pour les personnes d'ascendance africaine et les descendants des populations autochtones. Les inégalités femmes-hommes demeurent également, entraînant des inégalités dans la propriété des ressources, des inégalités du marché du travail et une représentation limitée des femmes dans la politique. Guidés par la déclaration bien connue de l'Uruguay, « car personne ici n'est meilleur que quiconque », nous pensons que le contrat social et la démocratie participative doivent servir tous les Uruguayens quel que soit leur genre ou leur ascendance, et nous nous engageons à réaliser de nouvelles avancées en matière de solidarité, d'égalité et de réparation des injustices historiques³⁶⁹.

9.2.7 Mesurer l'inégalité urbaine

Pathfinders a également développé un outil pour mesurer l'inégalité urbaine, **l'indice Mind the Gap (MTG)**, reconnaissant que les villes peuvent avoir d'énormes inégalités spatiales avec des répercussions considérables sur les conditions de vie et la paix dans les villes³⁷⁰. En suivant les multiples dimensions du bien-être à travers les indicateurs et les unités géographiques granulaires, l'indice MTG souligne les principales facettes de l'inégalité urbaine. Les cinq dimensions et indicateurs potentiels qui peuvent être inclus, en partie en fonction des données disponibles, sont les suivantes :

- 1 **Opportunités**: revenu, chômage, jeunes en situation de NEET (ni à l'emploi, ni en enseignement, ni en formation), temps de trajet entre le domicile et le travail.
- 2 Services : éducation et santé.
- 3 Sécurité : crime, perceptions de sécurité, de police ou temps d'intervention des services d'urgence.
- 4 **Durabilité**: eau potable, risque d'inondation/de glissements de terrain.
- 5 Voix : participation électorale, représentation dans le gouvernement (part des femmes).

L'indice a été compilé pour Jakarta, Mexico City et Addis-Abeba. Dans les trois villes, les scores ont mis en lumière l'existence côte à côte d'avantages et de privations. Grâce à cet outil, les décideurs politiques peuvent identifier les défis prioritaires et les domaines clés qui nécessitent un investissement et un soutien plus importants. Par exemple, à Mexico, les disparités les plus importantes ont été observées au niveau des services (l'accès aux soins de santé, par exemple, allait de 99 % à Tlatzala, aux faibles 12,5 % à Ejidos de San Andrés Totoltepec). À Jakarta, les disparités les plus importantes entre les sous-districts ont été observées dans le logement. Cela souligne la nécessité d'adapter les solutions politiques là où la privation est la plus grande.

À la suite de ces pilotes, l'outil a été davantage développé pour comparer les indicateurs sous-jacents d'inégalité avec les réponses gouvernementales ; par exemple, si les zones ayant les plus faibles niveaux de santé obtiennent le plus grand investissement de santé par habitant, et si les zones ayant la criminalité la plus violente obtiennent les temps de réponse policière les plus rapides.

9.3 Renforcer la solidarité au-delà des frontières

La pandémie est un rappel de notre interconnexion non seulement avec nos voisins, mais également avec des étrangers de l'autre côté de la planète. Même avec des déplacements restreints, de nouveaux variants peuvent se propager rapidement. En outre, des distributions asymétriques des vaccins signifient que de nouveaux variants ont eu le temps de se développer. L'argument en faveur d'une collaboration mondiale sur les vecteurs sans frontières des pandémies, la crise climatique et les questions fiscales mondiales n'a jamais été aussi solide.

« Je me dis que le président devrait être une personne qui vient d'en bas et qui devient président afin d'avoir de l'empathie et de savoir ce que coûte la vie. »

Costa Rica, homme, 18-24 ans



Il y a de la place pour un nouvel argument en faveur de la mise en commun des forces que l'harmonisation intrarégionale facilite, un exemple étant la volonté de l'UE de mettre en place des euro-obligations collectives face à la crise économique due à la COVID-19. Cependant, pour permettre aux gouvernements de réfléchir au-delà de leurs frontières à plus long terme, ils doivent avoir une part importante du public de leur côté. Sur ce front, l'image est mélangée. Pour les sept pays à revenus élevés et à moyens revenus interrogés dans notre sondage, les pays à moyens revenus étaient plus susceptibles de penser que leur pays devrait fournir un soutien financier mondial plus important en tenant compte de la COVID-19 que ceux des pays à revenus élevés. Cette vision est plus fréquente dans le groupe d'âge le plus jeune (18-24).

Dans certains pays, les gouvernements prennent déjà des mesures pour réduire les contributions internationales, blâmant les besoins de reprise intérieure. Par exemple, en juillet 2021, le Royaume-Uni a coupé son assistance au développement. Des années à encourager une position anti aide au développement dans l'électorat par les médias ont rendu ces coupes politiquement faisables, et même rapides³⁷¹. Ce résultat concerne le leadership politique et est également un symptôme de la connaissance relativement médiocre par le public britannique des conséquences négatives du colonialisme britannique sur de nombreux pays pauvres et à moyens revenus. Plus largement, de nombreux pays riches peuvent présenter des arguments en faveur du besoin de responsabilité en étant plus honnête sur les impacts de la colonisation, de la guerre et du commerce (comme discuté dans la Mesure politique H). Nous revenons à la question du renforcement de la solidarité mondiale grâce au prisme des changements fiscaux mondiaux, de l'aide financière et de l'allègement de la dette au Chapitre 11.

Dans ce chapitre, nous nous concentrons sur la manière dont nous pouvons démanteler les réseaux de privilèges qui peuvent saper les progrès réalisés dans la réduction des inégalités et de l'exclusion. Établir la confiance au sein de la société et la confiance dans les institutions gouvernementales est déterminant pour assurer le soutien du public et essentiel pour empêcher un retour sur les progrès.

Jumpun.

Une conclusion clé de notre étude est que de nombreux pays qui ont commencé à réduire avec succès l'inégalité ont ensuite été confrontés à des inversions : sur trente-quatre pays qui ont réduit la part du PIB détenue par les 10 % les plus riches d'au moins 3 points de pourcentage entre 2001 et 2010, dixneuf (plus de 55 %) ont connu au moins un inversion partielle des progrès entre 2011 et 2020. Il s'agit notamment de l'Angola, de la Grèce et de la Russie.

Dans ces cas, un schéma a été la mainmise de l'État et le manque de financement pour le développement. Les politiques de ce chapitre abordent la manière dont les pays individuels et la communauté internationale peuvent aider à éviter ces pièges en démantelant et en empêchant la formation de réseaux de mainmise de l'État, en augmentant la voix des groupes démunis et exclus des politiques, et en instituant un financement plus fort pour le développement.

10.1 Lutter contre la corruption et la mainmise de l'État au niveau national

La mainmise de l'État est un processus dans lequel les groupes d'intérêt restreints prennent le contrôle de la distribution des actifs et des ressources de l'État. Elle favorise l'inégalité en :

- Façonnant l'élaboration de la loi et la mise en œuvre des politiques pour bénéficier à ceux qui occupent déjà les postes les plus puissants.
- Neutralisant les institutions et les organisations qui sont destinées à agir comme des contrôles sur ce pouvoir et à faciliter la représentation des moins puissants.

La mainmise de l'État sape le contrat social en subvertissant l'objectif de l'État de servir l'intérêt public. Elle peut être comparée à un système pluraliste, dans lequel tous les groupes d'intérêt ont une voix, une chance d'influencer la politique, tandis que les institutions de l'État sont obligées de consulter largement et d'envisager des intérêts variés.

Encart 18 — Combattre la mainmise de l'État en Afrique du Sud

Après la fin officielle de l'apartheid en 1994 en Afrique du Sud, les attentes en matière de changement étaient élevées et pendant un certain temps, il semblait que le pays était dirigé dans la bonne direction. Les chercheurs ont découvert que les interactions sociales entre les groupes raciaux ont augmenté immédiatement après la fin de l'apartheid, mais ont diminué après 2008. L'étude a montré que les groupes raciaux étaient plus inclusifs au début de la période post-apartheid, mais la tendance ne s'est pas maintenue. La période post-apartheid de l'Afrique du Sud, pleine de promesses autrefois, a été entachée par des allégations d'inégalité, de corruption et de captation, posant de terribles obstacles à la garantie de crédibilité et de progrès supplémentaires.

Le cas emblématique de la mainmise de l'État en Afrique du Sud concerne la relation collusoire entre un réseau de responsables politiques et d'hommes et de femmes d'affaires. Un exemple frappant de cette relation est le groupe d'entreprises de la famille Gupta et l'ancien président sud-africain Jacob Zuma. Les Gupta avaient commencé à faire des affaires en Afrique du Sud au début de la transition du pays depuis l'apartheid, commençant par l'informatique, mais s'étendant au fil du temps à plusieurs autres secteurs, notamment l'exploitation minière et la défense, des industries qui manquent généralement de transparence et impliquent des relations étroites avec le gouvernement. Une relation de dépendance est apparue sous le régime de Zuma. Zuma a permis aux Gupta d'influencer les nominations du gouvernement au cabinet et aux principales entreprises et agences publiques, leur permettant ainsi de bénéficier de contrats publics importants. À son tour, Zuma a recherché leur protection et leur soutien, par exemple par le biais d'une couverture positive sur leur chaîne de télévision, pour l'aider à sécuriser et à maintenir le pouvoir.

Le président Cyril Ramaphosa a à présent cherché à rendre le pays plus résistant à la mainmise de l'État grâce à plusieurs initiatives. La réponse principale est intégrée dans la Stratégie nationale anti-corruption, qui a été produite avec la contribution des principales parties prenantes, y compris les secteurs public et privé, la société civile et les médias, et qui a impliqué neuf consultations publiques régionales. La stratégie vise à encourager les citoyens à demander aux institutions de rendre des comptes, à améliorer les normes professionnelles dans le secteur public et à améliorer la supervision et la responsabilisation. Le marché public est considéré comme un secteur prioritaire, avec des réformes visant à améliorer la transparence conformément à l'approche de responsabilisation menée par les citoyens. Ramaphosa a personnellement dirigé la reconnaissance de la mainmise de l'État et la lutte contre celle-ci, notamment en faisant adopter des réformes visant à suspendre les fonctionnaires de son propre parti faisant l'objet d'une enquête pour corruption³⁷².

Encart 19 — Lutter contre l'influence militaire sur la politique

Au cours du régime indonésien « Nouvel ordre » (1965-1997), l'armée était dotée de dwifungsi (doubles fonctions). Cela signifiait que l'armée n'était pas seulement une force armée, mais que le personnel militaire pouvait servir simultanément en tant que fonctionnaires et gérer les activités sociales et économiques. Après l'élection du président Susilo Bambang Yudhoyono, des réformes ont été promulguées pour placer l'armée sous la juridiction du Ministère de la Défense et pour liquider les activités commerciales de l'armée. Les forces armées nationales devaient jouer des rôles de soutien dans quatre domaines : la protection des droits humains, les affaires civiles, l'assistance à la police pour maintenir la sécurité et l'ordre public, et les opérations de maintien de la paix des Nations Unies. Les réformes ont également inscrit le principe de « suprématie civile ».

Dans les scénarios préventifs où les pays sont vulnérables à la mainmise de l'État ou tendent vers cela, il est important de créer une dynamique politique d'action qui peut sembler ne pas être urgente. Cela est extrêmement difficile, car il est plus délicat de générer un soutien émotionnel ou intense pour le statu quo et pour un message démocratique inclusif. Les groupes qui participent à la mainmise de l'État, en revanche, justifient souvent leurs actions en faisant appel à des discours de peur et de politique d'identité, qui tendent à mobiliser les personnes en générant des réponses émotionnelles et de l'hostilité pour les groupes extérieurs.

Alors que le public est devenu beaucoup plus conscient de la corruption et exprime généralement des sentiments forts contre elle, y compris dans notre propre sondage, il existe également des preuves que les discours anticorruption peuvent avoir un effet négatif parce qu'ils exacerbent la perception que la corruption est entièrement omniprésente et qu'il n'y a rien à faire. Ainsi, les messages doivent être soigneusement élaborés pour donner les moyens, mais également pour fournir des exemples concrets de ce qui a été réalisé dans des contextes similaires. Les discours de correction de l'injustice peuvent être plus efficaces pour mobiliser le soutien émotionnel, tandis que les gains d'efficacité peuvent être difficiles à transmettre. Cependant, parler d'efficacité peut être utile pour cibler les réformateurs au sein de l'élite, qui peuvent influencer un tel discours pour construire des coalitions au sein d'un gouvernement où une trame anti-corruption serait trop menaçante. Tirer profit de la pression des journalistes sur un cas de corruption spécifique pour lancer des réformes beaucoup plus larges, comme le Canada l'a fait dans l'exemple ci-dessous, peut être efficace.

Encart 20 – Utiliser un scandale de corruption spécifique pour lancer des réformes plus larges contre la corruption et la captation

En 2011, le gouvernement du Québec a lancé une enquête sur la corruption dans l'industrie de la construction de la province, suite à une pression croissante après qu'une enquête menée par Radio Canada a révélé des abus de pouvoir répandus. Les gouvernements municipaux avaient attribué des contrats à des entreprises de construction qui, à leur tour, avaient financé illégalement des partis politiques. Les entreprises de construction se sont entendues pour augmenter le prix de base des contrats et ont soudoyé les autorités contractantes pour favoriser certains projets par rapport à d'autres, permettre des modifications lucratives des contrats ou influencer les membres du comité de sélection. L'enquête, connue sous le nom de Commission Charbonneau, a entendu le témoignage de plus de 250 témoins. Elle a également recommandé plusieurs réformes, dont la création d'une autorité indépendante pour superviser les contrats publics, une meilleure protection des lanceurs d'alerte et des pénalités accrues pour les entreprises de construction qui enfreignent la loi, y compris l'annulation de leur licence d'exploitation.

Dans les cas où la mainmise de l'État a déjà atteint le niveau où elle est reconnue comme un problème central, toutes les politiques de l'encart Mesure politique L s'appliquent, mais il existe des considérations politiques supplémentaires relatives à la mobilisation du soutien public, la neutralisation de l'opposition à la réforme et faire comprendre la profondeur de la menace que la mainmise de l'État peut poser aux démocraties et à tous les aspects du progrès social et économique. L'étude de cas suivante d'Afrique du Sud fournit un exemple.

Mesure politique L — Prévenir la corruption

Dans les situations où la corruption existe (comme c'est le cas dans toutes les sociétés) mais n'a pas atteint un niveau de captation trop élevé des lois et de l'élaboration des politiques, il existe un certain nombre de mesures préventives qui peuvent être prises³⁷⁴:

- Recrutement ouvert et compétitif dans des rôles clés des entreprises publiques.
 S'assurer que les lois relatives aux marchés publics s'appliquent à leurs dépenses et font l'objet d'une surveillance régulière et approfondie par l'institution supérieure de contrôle, en faisant des rapports au parlement et en publiant les rapports.
- Un cadre d'investissement étranger et national transparent, responsable vis-à-vis des parties prenantes, où les investissements sont justifiés conformément aux principes du marché et où les affaires sont menées de manière à soutenir l'éthique et l'intégrité dans les environnements commerciaux.

- La méritocratie dans le recrutement et les promotions de la fonction publique.
 Exiger que tous les membres du personnel au-dessus d'un certain niveau divulguent leurs actifs et tout conflit d'intérêts.
- Des processus d'achat et d'appel d'offres transparents, la publication des données sur le type de procédure, le nombre de soumissionnaires et le délai d'annonce, entre autres facteurs. Former les responsables des marchés publics sur la manière d'exécuter ces procédures de manière compétente. S'assurer que les comités d'évaluation n'ont pas de conflits d'intérêts.
- Réformer les finances du Parti. Cela est extrêmement difficile à réaliser, mais la réforme la plus utile universellement est d'accroître la transparence afin que les organisations de la société civile puissent enquêter sur les liens possibles entre les positions politiques et les dons. De plus, il est essentiel de chercher à interdire l'utilisation des ressources gouvernementales pour la campagne politique, tout comme l'interdiction des dons anonymes. Il est également utile d'inclure des limites sur les dons provenant d'une seule source et d'exiger la divulgation des noms des grands donateurs, tout comme le fait de fournir du temps d'antenne gratuit aux partis. Il est important de noter que des règles doivent être mises en place concernant la prise de décision équitable en matière de politique publique, exigeant des consultations publiques et la publication des détails des réunions avec les lobbyistes. Cette action peut aider à s'assurer que les dons ne peuvent pas facilement acheter de l'influence. Plus largement, une attention particulière au contexte est nécessaire lorsqu'il s'agit de déterminer quelles réformes sont nécessaires et comment elles pourraient être mal exploitées. Par exemple, alors que les limites de dépenses sont souvent recommandées comme meilleure pratique, elles peuvent être utilisées de manière abusive pour saper les opposants politiques³⁷⁵. En 1996, l'ancien parti au pouvoir du Mexique, PRI, et les partis d'opposition ont convenu d'allouer des parts égales de ressources publiques à différents partis contestant les élections. Cela a créé un environnement concurrentiel pendant les années de transition et a initié une transition pacifique vers des élections ouvertes dans une démocratie multipartite. Cependant, cela exigeait un engagement fort de la part des dirigeants politiques pour redéfinir explicitement l'équilibre du pouvoir entre les partis.
- Envisager d'introduire des limites sur les rôles civils que les anciens officiers militaires peuvent assumer, tout comme la législation sur les « portes tournantes » limite certaines nominations pour les anciens employés du secteur public.
- Assurer un processus de méthodes de recrutement ouvertes et compétitives et un développement de carrière méritocratique pour les dirigeants et le personnel de l'Institution supérieure de contrôle (ISC), avec de longs mandats. Le mandat de l'ISC doit être large et doté d'une autonomie considérable pour décider de la nature, de la portée et de l'étendue des audits ; il doit inclure la juridiction sur les entreprises publiques ou, alternativement, un droit de superviser l'audit indépendant des entreprises publiques par les entreprises du secteur privé. S'assurer que les membres de l'ISC ont entièrement accès aux dossiers et aux informations, et idéalement adopter des lois qui permettent d'attribuer des sanctions à l'encontre de ceux qui ne se conforment pas. Cloisonner le financement de l'ISC de sorte que toutes les coupes nécessitent à la fois l'approbation parlementaire et exécutive. Exiger que l'ISC rende compte au parlement chaque année et s'assurer qu'un délai suffisant est accordé au gouvernement pour examiner le rapport. S'assurer que l'ISC a le pouvoir de surveiller la conformité à ses recommandations et, si nécessaire, d'imposer des sanctions en cas de non-conformité. Les citoyens, quant à eux, pourraient établir un outil pour surveiller l'indépendance de l'ISC, en utilisant peut-être un indice de référence tel que les normes de contrôle de l'INTOSAI ou l'indice d'indépendance de l'ISC de la Banque mondiale.
- Garantir les fonctions d'une société civile active et de presse libre, qui font toutes deux partie intégrante de l'évitement de la mainmise de l'État. Lorsque des alliés

du gouvernement sont placés à la tête d'institutions indépendantes telles que des organes de presse, les lignes commencent à se brouiller entre le parti et l'État, amplifiant les systèmes oppressifs détenus par l'élite au pouvoir³⁷⁶. Une presse et une société civile libres encouragent un dialogue et une réflexion solides pour les gouvernements. Dans les situations de mainmise de l'État, les médias jouent un rôle essentiel dans l'exposition à la corruption et la fourniture de preuves.

 Assurer la propriété effective et la récupération des actifs. Les canaux informels et formels de responsabilisation permettent aux citoyens d'utiliser activement les données de propriété pour dévoiler la corruption. En retournant des fonds corrompus, les gouvernements peuvent changer le discours sur la corruption, en encourageant leurs citoyens à se joindre à la lutte contre la corruption³⁷⁷.

10.2 Action internationale contre la corruption

Une action internationale visant à réduire la corruption et la mainmise de l'État peut renforcer et soutenir les institutions nationales et locales cherchant à rendre au grand public la politique et les pratiques gouvernementales. Bien qu'il existe une myriade de façons dont les réformes peuvent y parvenir, quatre voies sont mises en évidence ici, avec des exemples concrets qui peuvent aider les réformateurs au sein des gouvernements à prendre des mesures concrètes.

- Soutenir les systèmes nationaux. Le cœur de la réforme devra avoir lieu au niveau national et, dans certains cas, au niveau infranational. Cela signifie que les flux de financement internationaux devront soutenir les institutions qui servent à équilibrer les intérêts de tous les membres de la société, en accordant une attention particulière aux institutions moins connectées. Ces institutions peuvent être soutenues par une assistance officielle au développement à court terme, mais de meilleurs modèles suggèrent une indépendance juridique et budgétaire. Cette dernière peut être renforcée par des modèles de revenus qui incluent la préservation d'une partie des amendes mobilisées lors des enquêtes ou par le renforcement d'une vaste adhésion. Plus de financement que ce qui est actuellement fourni en pourcentage du total de l'APD pourrait, à la demande des pays, être consacré à une représentation égale dans les systèmes électoraux, le droit de s'associer, l'accès à la justice et l'évaluation de l'équité dans la loi relative aux procédures administratives.
 - Représentation égale: dans certains cas, cela signifiera financer la réforme et le renforcement des capacités au niveau des organes de gestion électorale pour s'assurer que tous les citoyens ont accès au scrutin et à la représentation. La Croatie a pris des mesures importantes pour s'assurer que les déclarations de financement politique sont en ligne, et les données pertinentes sont de plus en plus inter-exploitables avec les divulgations d'actifs et les contrats publics³⁷⁸. Cette diffusion permet aux journalistes et aux groupes de surveillance de soulever la question des conflits d'intérêts, des violations de l'éthique et des problèmes juridiques potentiels.
 - Droit d'association: dans d'autres cas, cela signifie le soutien à des associations professionnelles et commerciales indépendantes et à des organisations à but non lucratif, ainsi qu'aux institutions qui protègent leur droit de s'organiser. Dans une tentative d'équilibre entre liberté de réunion et sécurité communautaire, l'Irlande du Nord a fait quelques

- progrès avec sa Commission des défilés, dont le but est d'approuver les itinéraires pour les grands défilés³⁷⁹.
- Évaluation de l'équité: les systèmes nationaux ne peuvent pas seulement promouvoir les politiques pour les plus démunis de la société. Ils doivent également vérifier que les riches paient leur juste part d'impôts et que ces revenus fournissent des biens publics plutôt que des mécénats privés. Cela peut inclure le développement de règles qui prennent en compte et évaluent les coûts disproportionnés pour les membres de la société les plus démunis ou autrement désavantagés. Aux États-Unis, un décret exécutif récent ordonne au Bureau de la gestion et du budget d'identifier les mesures clés de l'équité dans les réglementations et les politiques³⁸⁰.
- Normalisation. Les organisations internationales jouent un rôle vital dans le soutien d'une prise de décision plus équitable aux niveaux national et local, par le biais d'une définition d'une normalisation d'une standardisation.
 - Certaines le font grâce à des normes de reporting strictes. Parmi ces organisations citons l'Organisation internationale de normalisation, qui a une variété de normes sur les systèmes de gestion pour la gouvernance et l'éthique³⁸¹. Bien que ces normes en elles-mêmes puissent ne pas être en mesure d'éliminer la captation, elles constituent un moyen précieux de signaler que des systèmes de gouvernance sont en place pour contrôler la corruption.
 - D'autres normes sont moins « standard ». Plutôt que de promulguer un certain ensemble de normes directement, plusieurs organisations et initiatives internationales se réunissent et communiquent entre les pays dans l'espoir d'encourager une course vers le sommet et de construire un consensus politique. Les exemples qui s'inscrivent dans cette catégorie comprennent des organisations telles que le Partenariat pour un gouvernement ouvert (PGO), ou de nombreuses initiatives de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).
- Supprimer les opportunités de corruption. Les acteurs corrompus n'agissent pas seuls. Ils ont souvent besoin de l'aide d'acteurs autrement légitimes pour influencer ou blanchir leurs activités, pénales ou autres, qui conduisent à la mainmise de l'État. Les facilitateurs professionnels peuvent avoir une expertise dans les domaines de la fiscalité, de la finance, de l'immobilier, du droit ou des relations publiques, et servent souvent des clients légitimes. Leur coopération avec des individus impliqués dans des « zones grises » ou des pratiques purement frauduleuses peut, cependant, être découragée. Les éléments d'une démarche robuste incluraient la capacité des cellules de renseignement financier d'enquêter et d'engager des actions contre les facilitateurs, l'harmonisation de la loi et l'échange d'informations entre les juridictions.
 - Capacité. Les régulateurs et les enquêteurs tels que les cellules de renseignement financier (CRF) et les conseils de gestion électorale peuvent être formés et équipés pour comprendre comment localiser les facilitateurs dans leur juridiction. Des organisations telles que le Groupe Egmont ont travaillé pour établir des CRF dans le monde entier et pour faciliter la coordination.
 - Harmonisation de la loi. Les législateurs peuvent déterminer s'il existe un régime de responsabilité adéquat pour dissuader le comportement facilitateur et déterminer qu'une telle démarche protège et

- récompense les lanceurs d'alerte dans les entreprises, décourage les fausses déclarations et limite l'évasion par le biais de règlements³⁸².
- Échange d'informations et coopération. Assurer un haut degré de conformité dépend du partage d'informations au-delà des frontières.
 La norme d'excellence serait d'avoir des données pertinentes vérifiées et rendues partageables conformément aux normes de données interopérables. Cela est particulièrement important concernant les normes de propriété effective³⁸³.
- Encourager la gouvernance fiscale pour l'équité. Enfin, les organismes de normalisation, les investisseurs et les chercheurs internationaux peuvent contribuer à encourager une gouvernance plus équitable. Il existe un intérêt croissant à garantir un meilleur accès au financement dans les cas où la gouvernance est plus forte. Cela peut être réalisé en créant des marchés obligataires qui donnent des taux inférieurs aux entreprises et aux gouvernements qui ont mis en place des systèmes pour soutenir de meilleurs résultats sociaux, environnementaux et de gouvernance.
 - Marchés obligataires: il convient de noter les efforts visant à introduire des obligations souveraines et d'entreprises durables, qui offrent des taux d'intérêt inférieurs à ceux du marché pour les entreprises et gouvernements nationaux capables d'atteindre des objectifs de durabilité prédéfinis. Ces objectifs pourraient inclure le refus de payer des pots-de-vin, le soutien aux droits humains et les obligations liées au climat.
 - Notation et divulgation des risques: ces marchés obligataires
 ne peuvent fonctionner que lorsqu'il existe des informations
 comparables entre les pays, sur les principaux marchés, ou lorsque les
 réglementations soutiennent la divulgation des risques de gouvernance
 (comme les contributions politiques, les activités de lobbying et les
 filiales) et d'autres risques de durabilité. D'autres acteurs financiers
 internationaux, tels que les agences de notation, doivent être en
 mesure d'évaluer ce risque pour créer des outils financiers utiles.

Encart 21 – Reconstruire la confiance de haut en bas

Sanjay Pradhan

PDG de Partenariat pour un gouvernement ouvert

Les inégalités économiques et sociales ne peuvent pas être réduites sans s'attaquer à l'inégalité politique. Cela signifie changer les règles du jeu, ce qui ne peut pas être fait simplement au bas de la société. L'inégalité doit également être abordée au sommet, là où les fortes richesses et opportunités sont accumulées.

Avant de travailler au PGO, j'ai observé avec étonnement l'histoire de la transformation dans la province du Sud-Kivu en République démocratique du Congo par le pouvoir de la budgétisation participative. Les personnes sont venues et ont voté sur la manière dont une partie du budget serait allouée. Mais le fait qu'ils aient voté est tout aussi impressionnant que ce qui s'est passé par la suite : un nombre important

de citoyens a commencé, pour la première fois, à payer des impôts, et la perception des impôts a bondi à un facteur de dix-sept. En se faisant entendre et en sachant qu'ils avaient été entendus, ces citoyens ont continué à investir dans leur communauté et à faire confiance au travail de leur gouvernement. Beaucoup de travail restait à faire, mais le contrat social, si longtemps brisé, a commencé à se renouer. Cela m'a convaincu de la valeur de l'ouverture. Mais l'ouverture ne concerne pas seulement la voix des personnes vivant dans la pauvreté. Elle doit également affaiblir les réseaux de mécénat personnel et de clientélisme au sommet de la société. C'est pourquoi je suis particulièrement fier du travail que nous avons accompli au Nigeria.

En 2011, un ancien ministre nigérian a négocié un mauvais accord, perdant des milliards de dollars de revenus dans le pays. Mais il n'a pas fait cela seul. Il avait été soudoyé et avait utilisé des entreprises frauduleuses pour déplacer l'argent à l'étranger afin de financer son style de vie somptueux. Lorsque le PGO a été lancé au Nigeria, des groupes bien organisés de la société civile ont mené une campagne visant à mettre fin aux sociétés fictives anonymes du pays. Ils ont gagné, et le président, le cabinet et le parlement ont adopté une loi rendant publics les « propriétaires effectifs » ultimes des sociétés pétrolières. Avec les groupes de la société civile, les ministres réformistes au sein du cabinet ont poussé la réforme jusqu'à la ligne d'arrivée. Il faudra attendre un certain temps avant qu'il n'y ait un arrêt complet au blanchiment d'argent par eux qui sont puissants et bien connectés. Quoi qu'il en soit, c'est une première étape indispensable pour rendre plus difficile le vol d'argent public et d'éroder la confiance du public.

Cette combinaison, qui inclut et responsabilise les moins puissants, permet de maîtriser ceux qui abusent du pouvoir et réunit les réformateurs de la société civile et du gouvernement, s'avère de temps en temps une recette pour lutter contre nos problématiques les plus difficiles, y compris l'inégalité.

10.3 Élargir la voix et la participation à la politique

La section ci-dessus traite du démantèlement des réseaux qui cherchent à capter ou à corrompre, et qui s'opposent aux progrès sur l'inégalité et l'exclusion parce qu'elles affectent leur accès privilégié aux ressources publiques. Mais maintenir la crédibilité et prévenir les conflits nécessite d'étendre la participation politique pour donner plus de voix aux marginalisés.

Les études menées avec notre partenaire IDEA (Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale) montrent que les barrières systémiques et juridiques à l'égalité de la participation politique persistent à tous les niveaux et prennent des formes différentes, y compris des systèmes électoraux défavorables, le manque de soutien des partis politiques, les barrières socio-économiques et culturelles³⁸⁴. Les femmes, les personnes en situation de handicap, les minorités raciales, les populations autochtones, les personnes LGBTQ+ et les jeunes sont confrontés à tous ces obstacles, en particulier un accès insuffisant aux financements politiques. Faire campagne est devenu une affaire onéreuse, et les aspirants politiques et les candidats de ces groupes trouvent difficile d'obtenir les sommes d'argent substantielles généralement nécessaires pour mener une campagne et remporter une élection.

Afin de remédier à ces obstacles et d'établir un niveau de concurrence, plusieurs mesures de financement politique ciblées ont été conçues et adoptées par certains gouvernements, partis politiques et initiatives privées, bien qu'elles varient en termes d'objectif et d'efficacité. Ces mesures peuvent être catégorisées en financement public ciblé pour les partis politiques, mesures au sein du parti et initiatives de financement privé. Dans de nombreux pays, les gouvernements utilisent le financement public pour encourager les partis politiques à nommer des candidats issus de groupes traditionnellement sous-représentés et, ensuite, les faire élire en liant la fourniture de financement public à l'application des quotas électoraux lorsqu'ils existent. Le financement public donne aux partis politiques des incitations financières pour atteindre l'objectif de quota ou les pénalise s'ils ne parviennent pas à atteindre la proportion convenue de candidats issus de groupes sous-représentés. Alors que le financement public ciblant le genre est utilisé dans trente pays, peu de pays ont adopté de telles mesures de financement ciblées pour les personnes en situation de handicap, les minorités ethniques, les populations autochtones et les personnes LGBTQ+.

Les partis politiques jouent également un rôle potentiel clé dans la résolution de cette lacune de financement. Ils pourraient aller au-delà des mesures législatives et adopter leur propre marque de réformes pour promouvoir une participation équitable, en collectant également des fonds au nom de groupes sous-représentés ayant un accès limité au financement politique. Enfin, des initiatives privées partisanes et non partisanes ont été introduites dans certains pays pour soutenir certains groupes dans l'accès aux fonds de campagne, en plus de fournir aux candidats une formation et les outils nécessaires pour mener des campagnes efficaces. De telles mesures ont contribué à améliorer la participation politique et la représentation de groupes sous-représentés dans de nombreux pays. Il convient de noter que dans plusieurs contextes, le financement sera moins important que les perceptions de la société : le changement peut se produire par le biais de processus internes de partis, de paramètres de priorité, de quotas et de campagnes pour cibler des groupes spécifiques (ceux-ci sont abordés plus en détail plus loin dans le chapitre).

10.4 Financement politique pour les femmes

Les femmes ont fréquemment moins accès aux ressources nécessaires pour réussir à solliciter une nomination de parti ou se présenter à une élection, y compris le manque d'accès à des réseaux monétaires, au crédit et au clientélisme politique. Un nombre croissant de pays utilisent le financement public des partis politiques et des campagnes électorales pour encourager l'égalité femmes-hommes.

Le financement public ciblé sur le genre a deux voies distinctes. Dans la première, l'éligibilité d'un parti politique à recevoir un certain montant de financement public (ou son intégralité) est liée au niveau d'égalité des genres parmi les candidats qu'ils présentent aux élections (ou parviennent à faire élire). Dans la seconde, une certaine proportion du financement public qu'un parti politique reçoit est formellement liée aux dispositions relatives au genre ou à l'affectation pour des activités liées au genre, y compris la formation et le développement des membres femmes, l'élaboration d'un plan d'action en matière de genre ou la sensibilisation au genre au sein des rangs des partis politiques. Dans de nombreux pays, un financement public supplémentaire est fourni aux partis politiques en fonction de leur degré d'égalité des genres ou

est réduit si un parti politique ne répond pas à une définition établie de l'égalité des genres.

Les trois objectifs du financement public ciblant l'égalité des genres sont les suivants :

- Offrir des incitations aux partis politiques pour inclure plus de femmes comme candidates aux élections.
- Améliorer la capacité des femmes individuelles à mener des campagnes réussies de nomination de partis et à gagner une élection.
- Entreprendre un travail stratégique au sein des partis pour améliorer les attitudes et soutenir l'égalité des genres.

L'objectif plus large du financement public axé sur le genre est donc non seulement de traiter la question de la sous-représentation des femmes en politique, mais également d'autonomiser les femmes au-delà de la représentation formelle dans les organismes élus. La première utilisation du financement public ciblant les genres se trouve en Finlande, où en 1974, une certaine proportion du financement public a été affectée à des activités visant à améliorer l'égalité des genres. En 2020, trente pays à travers le monde ont fourni une certaine forme de financement public ciblant l'égalité des genres à des partis politiques, soit une multiplication par six au cours des vingt dernières années. Cependant, seuls 17 % des pays disposent d'un financement public ciblé sur égalité femmes-hommes pour promouvoir la participation politique des femmes (Figure 29), bien que toutes les régions disposent de plusieurs pays qui le font.

Figure 29 – Pays apportant un financement public et un financement public ciblé sur l'égalité femmes-hommes



70 %

des pays fournissent un financement public direct

à des partis politiques



Cependant, seulement

17 %

des pays fournissent

ciblé sur le sexe

un financement public visant à promouvoir la

participation au processus politique des femmes

10.5 Soutenir les personnes en situation de handicap

Conscients des défis financiers auxquels sont confrontés les personnes en situation de handicap lorsqu'elles se présentent aux élections, certains pays ont mis en place des fonds ou décidé de soutenir leurs aspirations politiques.

Encart 22 – Financement public ciblé pour l'inclusion des personnes en situation de handicap en Corée du Sud

En 2010, la Corée du Sud a introduit des subventions publiques aux partis politiques qui nomment des personnes en situation de handicap pour occuper une fonction publique. Dans le cadre de cette initiative, les partis politiques devaient nommer 1 % ou plus des candidats handicapés pour les élections de l'Assemblée nationale. Initialement, aucun des partis politiques n'a reçu cette subvention, car aucun d'entre eux n'a satisfait aux exigences. En 2014, 520 000 USD ont été distribués sous forme de subventions à deux partis politiques pour la nomination de candidats en situation de handicap³⁸⁵.

Jusqu'à présent, très peu de pays ont promulgué des dispositions visant à fournir un financement public pour soutenir la participation politique des minorités ethniques, bien qu'elles soient également confrontées à des obstacles à l'inclusion dans le domaine politique. L'Encart 23 donne un exemple.

Encart 23 — Financements pour les jeunes, les femmes et les minorités ethniques en Colombie

10.6 Mesures plus larges pour soutenir la voix politique et l'inclusion

Pour que ces mesures soient efficaces, certains facteurs de réussite plus larges doivent également être ciblés. Ces facteurs comprennent l'adoption de systèmes électoraux appropriés, la mise en place de quotas, des stratégies de partis politiques sensibles à l'égalité femmes-hommes, le lobbying par la société civile et un environnement social et culturel positif et favorable. Cela exige que les législateurs, les organismes de réglementation, les partis politiques et la société civile jouent tous leur rôle.

Mesure politique M - Réformer le financement politique

Pour que tout type de financement public ciblé fonctionne, trois facteurs entrent en jeu, comme suit.

- Dépendance des parties vis-à-vis du financement public: bien que le financement public direct de toute nature soit actuellement utilisé dans plus des deux tiers du monde, dans de nombreux pays, les montants fournis sont trop faibles pour avoir un impact réel sur les activités des partis. Lorsque les partis s'appuient presque exclusivement sur le financement privé, il est peu probable que l'affectation ou la modification des montants de ce financement sur la base des initiatives d'inclusion des partis politiques ait beaucoup d'effet. En Allemagne, les partis reçoivent un financement de contrepartie de l'État pour les dons privés à un ratio de 0,45, mais uniquement lorsque les dons privés sont faibles (moins de 3 300 EUR). Bien que cela ne limite pas le financement privé, cela fournit une incitation à collecter de petits dons³⁸⁷.
- Force du lien entre le financement public et l'égalité politique : le lien formel établi entre le financement public et l'inclusion politique doit être suffisamment important pour avoir un impact. Si une infime proportion des fonds est destinée à des activités visant à soutenir la participation politique de groupes sous-représentés, ou si un parti doit modifier de manière significative ses décisions de nomination pour recevoir un très petit montant supplémentaire de financement public, il est peu probable que le financement public ciblé ait beaucoup d'impact. Cependant, si les partis souhaitent obtenir un montant supplémentaire important de financement public ou risquent de perdre une grande partie des fonds qu'ils auraient autrement reçus, les résultats seront probablement significatifs.
- Perception par le parti des opinions sociétales sur l'égalité: c'est plus subtil car cela se rapporte à la manière dont les responsables du parti perçoivent l'opinion sociétale sur la participation politique des groupes traditionnellement sous-représentés. L'impact des changements dans le financement public doit être plus important pour les responsables des partis que la crainte de leur perte perçue de votes provenant de la nomination des femmes, des personnes en situation de handicap, des personnes LGBTQ+, des jeunes et des populations autochtones à des postes électifs. Les partis ne peuvent pas atteindre leurs objectifs sans

succès électoral, et un financement public ciblé doit donc être conçu pour être sensible aux structures d'incitation des responsables des partis. Pour favoriser l'inclusivité, les partis pourraient envisager de prendre des engagements en matière de diversité et d'équilibrer les exigences en matière d'expérience de la diversité conformément à ces engagements. Ils pourraient également organiser plusieurs rendez-vous/bureaux à la fois pour faciliter le changement rapide, réduisant les chances que le processus soit considéré comme un jeu à somme nulle dans lequel les femmes sont considérées comme une compétition pour les hommes³⁸⁸.

10.7 Jeunes : les dirigeants d'aujourd'hui et de demain

« Comment osez-vous » était l'accusation de l'activiste climatique Greta Thunberg envers les dirigeants mondiaux, illustrant comment le manque d'engagement envers l'avenir des jeunes, de la désécration des ressources mondiales au désinvestissement dans l'éducation et les services publics, élargit « l'écart entre la promesse d'équité, de libertés individuelles et de prospérité, et leur expérience vécue de la marginalisation, de l'exclusion et du manque d'opportunités »³⁸⁹. Le rejet des connaissances et de l'expérience des jeunes, ainsi que la dévalorisation de leur rôle de passerelles entre leurs communautés et l'État, érodent davantage leur confiance dans les institutions et renforcent leur sentiment de désespoir et d'exclusion³⁹⁰.

Les opportunités accrues de représentation des jeunes au sein du

gouvernement (certains exemples décrits ci-dessous) peuvent prendre une grande variété de formes, des conseils consultatifs de la jeunesse aux quotas de jeunes, ainsi que des opportunités de carrière et des partenariats avec des institutions éducatives et électorales pour encourager leur participation. Ces dernières doivent être accompagnées des ressources financières et des efforts de communication nécessaires pour inclure tous les jeunes, y compris ceux des groupes discriminés³⁹¹. Certaines personnes, y compris le Secrétaire Général des Nations Unies, ont appelé à réduire l'âge de vote et l'âge d'éligibilité pour se présenter comme candidat(e) à un poste élu³⁹².

« Certaines personnes obtiennent des emplois à cause de qui elles connaissent. Et il y a des personnes plus qualifiées qu'elles, mais parce qu'elles sont amies d'amies et qu'elles sont liées d'une certaine manière à cette personne. Je l'ai vu. Ca dépend de qui elles apprécient et pour qui elles n'ont pas de préjugés. »

[000]000

Canada, femme, 25-50 ans

Mesure politique N – Représentation des jeunes

- Augmenter la représentation politique des jeunes : adopter l'utilisation de quotas pour les jeunes dans les partis gouvernementaux et les partis politiques, lier le soutien financier à l'inclusion des jeunes, réformer les règles d'inscription et réduire les exigences en matière d'âge minimum. En Tunisie, la législation récente a déclaré qu'il était obligatoire pour les listes partisanes, les coalitions électorales et les listes indépendantes d'avoir au moins un candidat âgé de trente-cinq ans et moins, comme l'un de leurs trois principaux candidats ; par conséquent, plus de 37 % des candidats élus en 2018 étaient âgés de moins de trente-six ans³⁹³.
- Travailler avec les jeunes pour légitimer les processus électoraux et renforcer la transparence et les mécanismes de responsabilisation: investir dans la diffusion d'informations sur les opportunités de participation politique, et s'associer pour développer des canaux de communication et de responsabilisation avec les jeunes ainsi que pour développer les compétences de gestion des conflits et de concertation politique de tous les acteurs de l'élaboration des politiques. L'outil Ushahidi créé à l'origine au Kenya pour permettre aux citoyens d'envoyer des données pour surveiller et prévenir la violence a été reproduit dans d'autres contextes, y compris l'élection présidentielle aux États-Unis de 2012, où il a été utilisé pour cartographier les lieux de vote et permettre aux citoyens d'identifier où et comment voter³⁹⁴.
- Impliquer les jeunes en tant que partenaires dans la politique publique et la prise de décision : établir des conseils de la jeunesse et des comités consultatifs qui offrent une contribution directe au processus d'élaboration des politiques et de budgétisation, et investir dans des partenariats intergénérationnels dans la prestation de services. Par exemple, les comités de la jeunesse des cantons du Costa Rica conçoivent et mettent en œuvre des projets avec le financement du Conseil national des jeunes³⁹⁵.

10.8 Augmenter l'espace de la société civile

La société civile fait partie intégrante de l'architecture institutionnelle qui a un impact sur notre distribution équitable et nos sociétés inclusives ou sur la polarisation et les conflits. La mesure dans laquelle la société civile est coordonnée et digne de confiance a un rapport avec les niveaux de tensions et de conflits au sein d'une société, et la manière dont ils sont négociés avec les gouvernements.

Les syndicats, les organisations d'étudiants et de femmes, les affiliations religieuses et d'autres organisations ont historiquement mené des changements démocratiques et de redistribution des ressources dans de nombreuses parties du monde. Alors que la société civile est devenue de plus en plus complexe et fragmentée au cours des dernières décennies, elle a toujours eu un rôle crucial à jouer dans la réinitialisation et la reprise, ce qui est particulièrement opportun en raison de la pandémie.

La société civile n'est pas parfaite : les ONG et les mouvements de masse peuvent souffrir des mêmes problèmes de corruption que les États, et certaines organisations de la société civile ont agi de manière incivile, attisant des discours haineux ou encourageant les divisions³⁹⁶. Cependant, la société civile est un partenaire indispensable dans les efforts visant à réduire les inégalités et l'exclusion. Lorsque l'espace civique est ouvert, les citoyens peuvent s'organiser, s'assembler pacifiquement et exprimer librement des opinions ; les démocraties peuvent fournir de meilleurs résultats, et la confiance est généralement plus élevée³⁹⁷. Lorsque l'espace civique est restreint, cela restreint la capacité de certains groupes qui, enraison de leur origine ethnique, de leur race, de leur origine nationale ou de leur âge,sont traditionnellement empêchés de prendre part à d'autres formes d'engagement politique, ce qui alimente leur sentiment de désespoir et d'exclusion³⁹⁸. Essentiels à ce processus, les États doivent respecter et faciliter les droits civils fondamentaux.

La société civile peut garantir la fourniture de services de base que l'État est incapable de fournir, et que le secteur des entreprises considère comme non rentables. Alors que la pandémie balayait le monde, la société civile s'est renforcée dans de nombreux pays³⁹⁹ et a réagi avec un soutien rapide et vital⁴⁰⁰. La société civile est également une institution de communication et de responsabilisation, exprimant des sentiments et des opinions populaires qui ne sont pas toujours les bienvenus, mais qui sont toujours informatifs et un baromètre utile des perspectives et points de vue généraux.

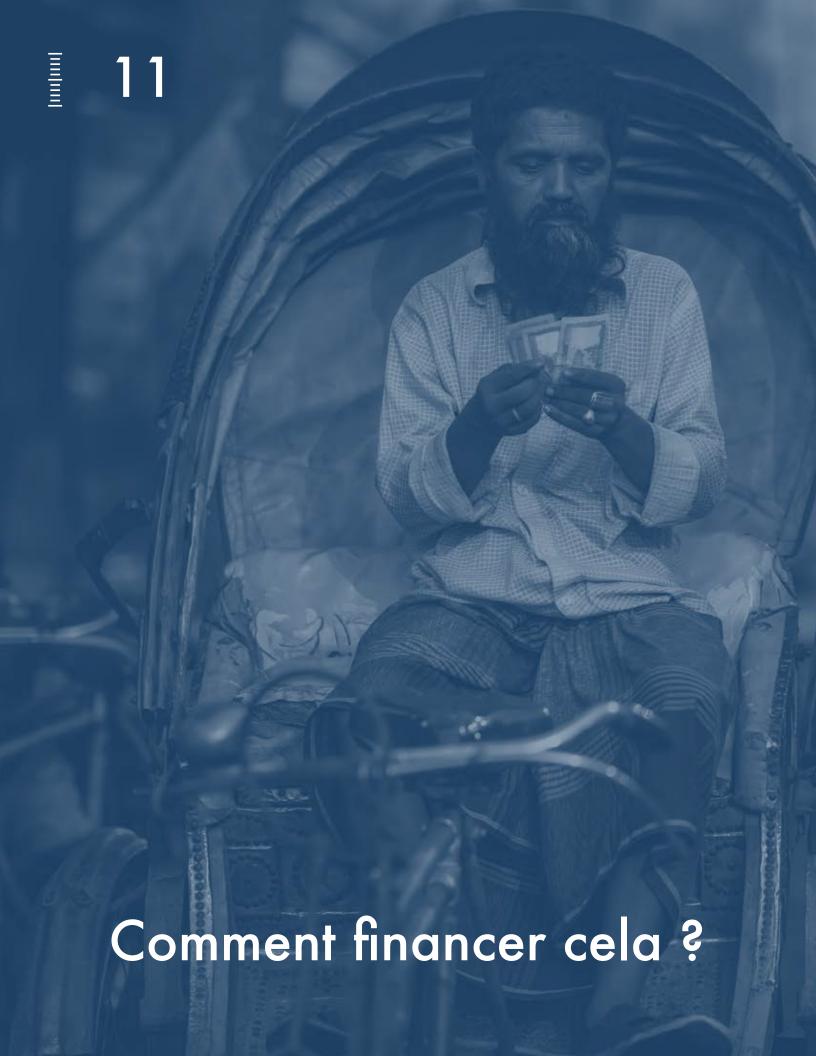
Plusieurs pays ont des relations bien établies avec la société civile et jouissent de systèmes ou de processus de dialogue social où la prestation dans des secteurs spécifiques repose sur la consultation et/ou les négociations avec la société civile représentant les principales circonscriptions. Des exemples seront trouvés à travers le spectre géographique : La Corée du Sud, la Sierra Leone, le Costa Rica, l'Uruguay et plusieurs pays nordiques, où ces partenariats ont généré croissance, développement, redistribution et ont entravé des conflits majeurs⁴⁰¹.

La société civile s'est également révélée être un parti clé dans les processus de consolidation de la paix, comme en Colombie, au Soudan et en Tunisie ; et pendant les transitions majeures et le stress politique et économique, comme en Afrique du Sud, en Indonésie et au Costa Rica. La société civile est, dans l'ensemble, l'expression du peuple. Et comme le peuple, la société civile ne disparaît pas, elle devient amicale et constructive lorsqu'elle est écoutée et traitée avec respect.

En 2015, une coalition tunisienne de groupes de la société civile comprenant un grand syndicat, des avocats, des activistes, des travailleurs et des employeurs a remporté un prix Nobel de la paix. Cette coalition a travaillé pour renforcer la démocratie en Tunisie, en particulier après les années difficiles des manifestations du Printemps arabe. Elle a exigé un compromis politique et un dialogue, des mesures qui ont atténué une partie de la polarisation et de la méfiance qui ont émergé suite aux manifestations 402.

« Lorsque vous lutterez contre la corruption, vous récupérerez notre argent, et la valeur ajoutée [est que] les taxes diminueraient. C'est à ce moment-là que vous serez en mesure de construire de meilleures maisons et d'élargir la couverture Internet. Sans lutter contre la corruption, vous n'aurez pas l'argent de faire quoi que ce soit dans ce domaine. »

Tunisie, homme



Mesure politique O – Agrandir et protéger l'espace civique

Garantir l'accès aux informations

Il est important de développer des politiques qui favorisent la participation de tous les membres de la société. Cela devrait inclure la fourniture d'un accès facile à l'information dans diverses langues parlées par la population générale et par le biais de sources variées pour assurer un accès inclusif à l'information et des mécanismes de retour d'expérience viables pour la société civile⁴⁰³.

Renforcer la confiance avec les acteurs de la société civile

Cela peut être fait en s'assurant d'abord d'une diversité de voix lorsqu'il s'agit de prendre des décisions ; cela doit inclure les femmes, les communautés marginalisées et les activités populaires. Renforcer la confiance prend du temps et est fragile. Les gouvernements devront tenir les promesses faites pour développer la bonne volonté⁴⁰⁴.

Protéger et promouvoir les espaces civiques en ligne

Avec l'utilisation d'Internet qui devient plus accessible, il est nécessaire de reconnaître que l'espace en ligne fonctionne désormais comme un nouveau terrain de réunion et que les gouvernements peuvent investir dans de nouvelles technologies qui favorisent l'engagement civique en ligne tout en protégeant la sécurité numérique des utilisateurs⁴⁰⁵.

Agrandir et protéger les médias

Les médias sont un membre clé de tout espace civique sain et lorsqu'ils sont autorisés à prospérer, ils sont de puissants facilitateurs de responsabilisation et de transparence. Des protections doivent être fournies aux médias (y compris aux blogueurs) afin qu'ils ne soient pas considérés comme des ennemis de l'État, mais comme des facilitateurs du débat public⁴⁰⁶.

Renforcer la volonté du gouvernement à améliorer le processus de dialogue social

Lorsque les processus de dialogue social sont limités à des éléments tels que la négociation de salaires minimums peu élevés, alors que d'autres problématiques s'intensifient, l'engagement du gouvernement à étendre l'espace civique sera remis en question. Un exemple positif des aspects bénéfiques de cette situation se trouve dans le contexte scandinave où l'État a démontré sa volonté à répondre à des problématiques telles que l'amélioration de l'éducation, des pensions, de la santé, etc. Les négociations salariales ont également été facilitées l'attitute.

Il y a une autre question pratique qui sous-tend la crédibilité dans la mise en œuvre non abordée dans ce chapitre : l'accès à un financement suffisant pour garantir que les engagements sont durables, et que des financements supplémentaires sont mobilisés pour les soutenir lorsqu'ils font des progrès.

Le chapitre suivant détaillera les coûts financiers de la mise en œuvre des politiques abordées jusqu'à présent et, si possible, fournira des estimations différenciées pour les pays confrontés à des contraintes financières variables. Il examinera également les tremplins et les investissements qui peuvent placer ces pays sur la bonne voie. Le reste du chapitre explorera ensuite les différentes options pour augmenter les revenus nécessaires à la réalisation de ces coûts, en assurant une mise en œuvre efficace et durable qui répond aux attentes des personnes, et maintient la confiance du public sur le long terme.

Le financement public et le financement pour le développement sont des domaines étendus, avec beaucoup plus de thèmes que ce qui peut être couvert par ce rapport. L'objectif de ce chapitre est d'examiner la combinaison de

« Il a dit qu'il payait les impôts chaque année, mais il ne voit aucun changement. »

[mn]mn]

Tunisie, femme, 25-40 ans

politiques requise pour traiter les inégalités dans un cadre financier qui est pratique et politiquement viable. Certaines des réformes couvertes dans ce chapitre nécessiteront des efforts importants de la part des gouvernements, des organisations multilatérales, du secteur privé et du public : mais le vent tourne dans cette direction, et les dirigeants peuvent en bénéficier en prenant une longueur d'avance. Nous avons déjà vu des mesures

positives prises pour une plus grande justice économique, des fonds de solidarité adaptés au niveau national aux accords fiscaux multinationaux. De telles initiatives démontrent la faisabilité des politiques visant à remédier aux inégalités économiques, et à lever des fonds pour soutenir les initiatives publiques visant à traiter les inégalités plus larges.

[000]000]

« D'où l'argent viendra-t-il ? » est une question naturelle lorsque les responsables politiques proposent des ensembles de politiques audacieux. La réponse se limite souvent aux questions d'imposition plutôt qu'à la réalité de la dette et à l'utilisation de politiques monétaires. Bien sûr, la portée potentielle et la combinaison des outils de financement disponibles varient d'un pays à

l'autre. De nombreux pays riches, y compris les États-Unis et la République de Corée, ont choisi d'introduire d'importants programmes de reprise économique pour aider à la reprise après la pandémie de COVID-19. Entre-temps, l'option de dépenser des milliards de dollars dans les infrastructures et l'emploi écologique n'est qu'un rêve pour la plupart des pays à faibles et moyens revenus. L'augmentation des dépenses visant à protéger les populations contre la COVID-19 signifie que les pays déjà fortement endettés sont confrontés à des niveaux d'endettement non observés depuis cinquante ans.

Le FMI estime que 35 à 40 pays sont surendettés⁴⁰⁸. Cependant, il s'agit d'une sous-estimation importante. Nous avons compilé une liste de pays qui sont catalogués comme surendettés selon un certain nombre de critères, et estimons qu'environ 100 pays devront réduire les déficits budgétaires pendant la période actuelle, même si la majorité fait toujours face à la troisième ou quatrième vague de la pandémie⁴⁰⁹. Nous avons désigné ce groupe comme « à risque de consolidation budgétaire brusque ». En outre, la capacité d'annuler cette dette est compliquée, car beaucoup de ces pays ont contracté des dettes à des conditions non-concessionnelles auprès de prêteurs privés. Les tendances en matière de financement pour le développement (FFD) étaient totalement insuffisantes pour répondre aux ODD, même avant la COVID-19. Maintenant, nous faisons face à une crisetotale.

La majorité dans cinq des huit pays interrogés par Pathfinders (la Tunisie, l'Uruguay, la Sierra Leone, le Canada et la Suède) souhaite que les gouvernements utilisent ce temps pour hiérarchiser les investissements plutôt que de rembourser la dette publique. Même dans les trois autres pays où les gens pensent que leur gouvernement devrait rembourser la dette publique (le Mexique, la République de Corée et le Costa Rica), les marges sont faibles. Des populations importantes à travers le monde veulent des dépensent de la part de leurs gouvernements. Et elles ont raison. Une étude de l'ONU a révélé que même avant la pandémie, la réalisation des cibles d'ODD nécessiterait des dépenses budgétaires de l'ordre de 45 à 59 % du PIB dans les pays à faibles revenus, et d'environ 27 à 37 % dans les pays à moyens revenus. L'écart de financement total pour ces 59 pays était de l'ordre de 400 milliards USD par an entre 2019 et 2030⁴¹⁰. Les conséquences de ce manque de fonds sont vastes et profondes.

Énoncer les réalités des finances du gouvernement ne signifie pas admettre une défaite. Après tout, que nous examinions l'inégalité, l'exclusion ou le climat, il y a un plus grand coût encore à ne rien faire. Bien que l'écart de financement total des ODD de 400 milliards USD semble décourageant, il ne représente que 0,7 % du PIB des économies avancées, et seulement 0,4 % de l'économie mondiale⁴¹¹.

Cette section explorera les options de financement national fiscal et international. Au niveau national, elle examinera les questions de moral fiscal, en établissant une base fiscale plus large par le biais d'un dialogue sur les contrats sociaux, et les arguments en faveur de taxes de solidarité temporaires ou à plus long terme sur la richesse, ou les fonds de solidarité. Au niveau international, elle mettra en évidence le potentiel d'actions supplémentaires sur l'APD, l'allègement de la dette, les flux financiers illicites, la récupération d'actifs, l'imposition des sociétés et l'évasion fiscale. En faisant face aux problématiques des contraintes budgétaires pour les pays à faibles et moyens revenus, nous pouvons également voir où la communauté internationale et les institutions financières internationales (IFI) doivent faire davantage.

Le renforcement de la crédibilité fiscale dans les pays pauvres n'est pas entièrement sous leur contrôle.

Bien que cela ne soit pas couvert directement ici, il est également important de reconnaître la nécessité d'un réexamen plus approfondi du processus et de la vitesse de financiarisation. Les inégalités économiques, et en particulier les gains au plus haut de la société, ont été stimulées par l'inflation des prix des actifs au cours des dernières années⁴¹². Ce processus entraîne des bulles financières qui comportent des risques importants⁴¹³, comme le démontre la crise financière mondiale. La réglementation du secteur financier est essentielle pour renforcer la stabilité économique et la crédibilité à l'avenir.

11.1 Combien cela va-t-il coûter?

Alors que certaines des options de politiques répertoriées dans ce rapport augmentent les ressources disponibles pour traiter les inégalités, plusieurs sont fournies avec une étiquette de prix. Nous explorons ces coûts ici, à la fois pour offrir une vision pragmatique de l'adoption de ces politiques et pour reconnaître les contraintes financières avec lesquelles les gouvernements travaillent. Malheureusement, toutes les options de politique n'ont pas des coûts bien définis et la plupart devront être adaptées au contexte local. Cependant, les estimations suivantes offrent une bonne vue d'ensemble de leurs coûts anticipés. Dans la mesure du possible, des estimations de coûts sont également fournies pour des politiques d'échelonnement dans les pays à faibles revenus ou ayant des ressources financières limitées.

La couverture de protection sociale est étroitement associée à la richesse d'un pays, ce qui conduit certains à conclure que la protection sociale universelle est le privilège des pays plus riches. Néanmoins, il existe un consensus croissant selon lequel le fait de couvrir les coûts de la couverture universelle est à portée de main pour tous avec une combinaison adéquate de politiques nationales et internationales. L'OIT estime que le prix pour combler de l'écart de financement pour la couverture de protection sociale universelle à l'échelle mondiale est de 792,6 milliards USD par an⁴¹⁴. Les pays à revenu moyens supérieurs représentent près de trois-quarts de cet écart, principalement en raison des lacunes de financement en Amérique latine et dans les Caraïbes, suivies des pays à revenus moyens inférieurs (23 %) et des pays à faibles revenus (4 %). La plus petite part de financement nécessaire dans les pays à faibles revenus s'explique en partie par leurs populations plus petites et les coûts plus faibles des prestations dans ces pays⁴¹⁵. Bien que les pays à faibles revenus représentent une plus petite part de l'écart de financement total, ces économies présentent l'écart le plus élevé en pourcentage du PIB en moyenne (5 %) par rapport aux pays à revenus moyens inférieurs (1,9 %) et aux pays à revenus moyens supérieurs, ce qui signifie que le financement nécessaire à la protection sociale est le plus important dans les pays à faibles revenus par rapport à la taille de leurs économies⁴¹⁶.

Aucune estimation détaillée n'est disponible pour les coûts des logements abordables. En 2014, McKinsey a estimé que l'écart d'accessibilité financière du logement était d'environ 1 % du PIB mondial, les deux tiers de l'écart étant concentrés dans cent grandes villes parmi les 2 400 villes qu'ils ont analysées⁴¹⁷. Ils estiment également que l'écart s'élève à 10 % du PIB de la région dans les grandes villes à faibles revenus telles que Lagos, Dhaka et Mumbai. Un récent rapport de l'OCDE a révélé que le soutien direct le plus élevé pour les logements locatifs sociaux se situait en Nouvelle-Zélande à

0,36 % du PIB, suivi de l'Australie avec 0,27 % et des États-Unis et de la France (0,21 % pour les deux), tous les autres comtés de l'OCDE dépensant moins de 0,1 % ⁴¹⁸. Cependant, le rapport ne révèle pas non plus de corrélation directe entre les dépenses actuelles en logements locatifs sociaux et la taille du secteur, les Pays-Bas ayant la plus grande part de logement social parmi les pays de l'OCDE sans dépenses publiques sur le secteur depuis 1995.

Aux Pays-Bas, un système de garanties soutenu par le gouvernement central est utilisé pour encourager les entreprises à investir dans le logement social. Dans certains pays, une approche commune consiste à lever la dette parmi les fournisseurs de logements sociaux en regroupant les financements par le biais de circuits spéciaux, ou à s'appuyer sur le capital privé des banques ou des marchés financiers. Dans d'autres pays, le secteur à but non lucratif a établi des fonds renouvelables⁴¹⁹. Les dépenses publiques sur les allocations de logement, composées de moyennes ou de transferts basés sur le revenu directement aux foyers, sont plus variables dans les pays de l'OCDE. Le Royaume-Uni fait de loin l'investissement le plus important à 1,4 % du PIB, suivi de la Finlande à 0,8 %, de l'Allemagne, du Danemark et de la France à 0,7 %, et est de moins de 0,1 % pour une grande part des pays de l'OCDE⁴²⁰.

Il n'y a pas non plus d'estimation complète des coûts des services de soins équitables. Il existe toutefois certaines estimations sur les retours possibles des investissements dans la protection sociale. Les résultats simulés pour des pays sélectionnés de l'OCDE révèlent que l'investissement de 2 % du PIB dans les services de soins publics créerait presque autant d'emplois pour les hommes que le même montant d'investissement dans les industries de la construction au Royaume-Uni, aux États-Unis, en Allemagne et en Australie, et jusqu'à quatre fois plus d'emplois pour les femmes⁴²¹. Cet investissement devrait également avoir un effet positif plus important sur la croissance et la réduction de la dette d'ici 2030 que le même investissement dans la construction. Le Women's Gender Equality Forum des Nations Unies a récemment recommandé une augmentation de 3 à 10 % de l'investissement des revenus nationaux dans des services de soins publics de qualité équitable.

En 2019, le Groupe de travail sur la justice de Pathfinders et l'ODI ont produit la première estimation de ce qui serait nécessaire pour combler l'écart de justice et réaliser l'ODD 16.3. Ils évaluent le coût à 20 USD par personne et par an dans les pays à faibles revenus, 64 USD dans les pays à moyens revenus et 190 USD dans les pays à revenus élevés⁴²². Ces estimations comprennent les conseils juridiques, l'assistance et l'autonomisation dans les communautés, les coûts des institutions judiciaires officielles jouant un rôle de première ligne dans la résolution des conflits, des litiges et des réclamations, les mécanismes alternatifs pour résoudre les problèmes juridiques tels que la médiation communautaire, le tribunal traditionnel et le recours à un médiateur, et les mécanismes qui améliorent la responsabilisation du système judiciaire. Ils notent que la plupart de ces coûts sont nécessaires pour les institutions judiciaires officielles, tandis que l'autonomisation juridique et les approches informelles représentent moins de 10 % du coût total. Bien qu'ils soutiennent qu'il est nécessaire d'effectuer davantage d'études dans ces domaines, les investissements dans ces mécanismes, coûtant uniquement 1 USD par personne dans des contextes à faibles revenus, pourraient constituer un tremplin rentable pour combler l'écart de justice sociale.

Les coûts des politiques ne sont pas toujours transparents, et la communauté mondiale des politiques doit faire plus pour recueillir et publier des données sur les budgets gouvernementaux et pour rassembler les coûts afin de partager les enseignements. Ce que nous savons, c'est que ces dépenses ont un retour sur investissement clair en plus du rôle essentiel qu'elles jouent dans la lutte contre les inégalités, ce qui sera donc résolument de l'argent bien dépensé. Mais même avec une connaissance claire de ces rendements, certains pays auront des difficultés à couvrir les coûts totaux de l'ensemble des politiques nécessaires pour remédier aux inégalités. Nous devons examiner comment les gouvernements et la communauté internationale peuvent travailler pour augmenter la taille de l'enveloppe financière disponible pour les comtés aux ressources financières limitées, afin de leur apporter un soutien pour atteindre ces objectifs dès que possible.

11.2 Financer l'égalité et l'inclusion

11.2.1 Dette

Au moins 25 à 35 pays à faibles et moyens revenus dans le monde ont atteint des niveaux de surendettement aigu, et plusieurs pays, dont l'Argentine, le Belize, l'Équateur, le Liban et la Zambie, ont déjà fait défaut sur certains de leurs prêts⁴²³. Toujours plus de pays ont atteint un niveau d'endettement où

« Le monde en développement est au bord de la ruine financière et de l'accroissement de la pauvreté, de la faim et de souffrances inouïes. »

[mn]mn]

António Guterres³⁸⁷

leur espace fiscal pour investir dans la reprise face à la COVID-19 et le développement à long terme est sévèrement limité. Le problème est antérieur à la pandémie : soixante-quatre pays à faibles revenus ont dépensé plus en services de dette extérieure qu'en soins de santé en 2019⁴²⁴, et au début de 2020, la moitié des pays à faibles revenus présentait un risque élevé de surendettement⁴²⁵. La COVID-19 n'a fait qu'aggraver la situation : les ratios d'endettement moyens devraient augmenter jusqu'à 10 % du PIB⁴²⁶ dans les pays à faibles revenus par rapport aux niveaux pré-pandémiques. Fin 2021, il était projeté que la dette totale devrait se stabiliser à environ 50 % dans les pays à faibles revenus, et à environ 70 % dans les pays à moyens revenus et les marchés émergents, mais pas avant 2025⁴²⁷. Les pays à faibles et moyens revenus font face à un double chamboulement : la COVID-19 et une crise de la dette.

En mai 2020, alors que la réalité de la pandémie de COVID-19 se développait, le G20, exhorté par la Banque mondiale et le FMI⁴²⁸, proposait une initiative de suspension du service de la dette

(ISSD), une offre pour soixante-dix-sept des pays les plus pauvres de suspendre les paiements d'intérêts aux créanciers bilatéraux officiels (c.-à-d. des gouvernements riches), initialement jusqu'en décembre 2020, mais récemment prolongé à décembre 2021. Les paiements suspendus seront ajoutés à la dette, à payer dans les cinq ans. Cet « allégement » de la dette ne s'applique qu'aux intérêts dus aux gouvernements, et non à ce qu'ils doivent aux prêteurs privés. La Banque mondiale s'est exclue de cette mesure d'allégement, rejetant les appels de gel de 7 milliards USD de paiements d'intérêts dus à celle-ci, affirmant que l'abstention porterait atteinte à la capacité de la Banque à accorder de nouveaux prêts⁴²⁹. Ainsi, seuls 41 % des 42,7 milliards USD que les pays bénéficiaires de l'ISSD doivent en paiements de dettes en 2020 sont

admissibles à l'allègement. Jusqu'à présent⁴³⁰, quarante-quatre pays ont demandé un allégement en vertu de l'ISSD, et un total de 5,4 milliards USDde paiements d'intérêts ont été reportés, pour être ajoutés à l'encours total de leur dette, qui s'élevait à 477 milliards USD en 2018⁴³¹.

Pour recevoir une exonération, les pays de l'ISSD doivent demander la suspension de leurs paiements d'intérêts. L'action de faire cette demande remet en question leur solvabilité et encourage les agences de notation de crédit à envisager d'abaisser la notation leur dette, comme cela s'est déjà produit avec l'Éthiopie, le Pakistan et le Cameroun. Au lieu d'obtenir un allégement de la dette, leurs coûts d'emprunt ont augmenté, augmentant ainsi leur charge de dette. Il n'est donc peut-être pas surprenant que, selon un compte⁴³², plus de trente pays amissibles aient refusé de participer, citant la menace d'une baisse de notation comme un facteur important dans leur décision. D'autres sources indiquent une dynamique similaire⁴³³. Les initiatives publiques-privées positives qui auraient pu aider dans cette situation, telles que le Liquidity Sustainability Facility (Fonds pour la viabilité des liquidités), n'ont pas été financées⁴³⁴.

Les effets d'entraînement des actions de crédit défavorables s'étendent bien au-delà du programme d'ISSD. Au moins trente-six pays à faibles revenus ont vu une baisse de leur notation de crédit en 2020, avec des effets sur les investissements et les taux d'intérêt. Par conséquent, un certain nombre de pays (par exemple, le Nigeria et l'Afrique du Sud) ont dû abandonner des plans visant à augmenter les ressources pour les réponses anticycliques à la COVID-19 des marchés étrangers⁴³⁵. En effet, un seul pays d'Afrique subsaharienne, la Côte d'Ivoire, a eu accès au marché de la dette souveraine⁴³⁶ depuis le début de l'année dernière. Pendant ce temps, au moins une agence de notation a indiqué que d'autres notations négatives pourraient être prévues, à moins que les gouvernements ne signalent leur intention de commencer à retirer⁴³⁷ les incitations fiscales qu'ils ont réussi à mettre en place au cours des neuf premiers mois de 2021. Le pouvoir exercé par les trois principales agences privées de notation de crédit, Moody's, S&P Global Ratings et Fitch Ratings, qui contrôlent plus de 94 % des notations de crédit en cours⁴³⁸, est immense et injuste.

Bien sûr, l'espace fiscal peut également être un problème pour les pays riches. Les mythes concernant la nécessité d'une contraction budgétaire après la crise financière dans des pays comme le Royaume-Uni se sont avérés non seulement dommageables sur le plan social, mais aussi irrationnels sur le plan économique⁴³⁹. Pourtant, les débats sur la contraction budgétaire, mieux connue sous le nom de mesures d'austérité, font toujours rage. Cela n'est pas nécessaire : les pays avec des bases fiscales fortes et d'énormes réserves de richesse et d'actifs peuvent emprunter relativement facilement sur les marchés internationaux, et à des taux d'intérêt bas. La décision, alors, est souvent politique, comme l'a indiqué l'économiste lauréat d'un prix Nobel, Paul Krugman : « ...les discours intimidant sur la dette et les déficits sont souvent utilisés comme couverture pour un programme très différent, à savoir une tentative de réduire la taille globale du gouvernement et en particulier les dépenses en matière d'assurance sociale. »⁴⁴⁰

Les pays riches devraient examiner leurs propres dépenses, en particulier pour rendre leur économie plus verte, à ce moment critique de l'histoire de l'humanité, et envisager sérieusement leur rôle dans la production et la résolution de la crise mondiale des liquidités et de la dette. Même si ce n'est

pour des raisons bienveillantes, les pays riches souffriront si les pays à faibles et moyens revenus s'affaiblissent de plus en plus par les coûts commerciaux et de production⁴⁴¹, les retombées climatiques et l'instabilité politique⁴⁴². Il convient également de noter que de nombreux problèmes climatiques auxquels les pays du Sud sont confrontés aujourd'hui sont la conséquence de l'industrialisation et de la croissance sale dans les pays occidentaux.

Mesure politique P – Résoudre la crise de la dette

Moratoires de la dette et allégement de la dette

Une série de crises d'endettement désordonnées et prolongées serait catastrophique pour les pays les plus pauvres du monde et créerait une instabilité politique qui aura des conséquences négatives pour toutes les régions du monde, y compris les pays à revenus élevés. Les dettes empêchent également les pays à faibles et moyens revenus de vacciner leurs populations, ce qui prolonge la pandémie et ses coûts humains et économiques. Les gels de la dette organisés en 2020 et prolongés en 2021 sont économiquement et moralement insuffisants.

L'ISSD doit être étendue à tous les créanciers (y compris multilatéraux et privés), permettre l'annulation des paiements d'intérêts (au lieu d'une suspension) et être étendue à tous les pays en développement en détresse (pas seulement ceux à faibles revenus). La communauté mondiale doit agir rapidement pour :

- Assurer la restructuration de la dette et le pardon de la dette. Le G20, les institutions financières internationales, la Chine et le Club de Paris devraient travailler ensemble pour mettre en œuvre des principes directeurs pour un cadre commun COVID-19 pour l'allègement de la dette. Une grande partie du problème actuel est liée à la liquidité, c'est-à-dire la capacité de reconduire les remboursements principaux à des taux abordables. Ce défi nécessite une attention urgente, y compris le soutien d'initiatives telles que le Liquidity Sustainability Facility. Il existe également un argument solide en faveur d'une annulation supplémentaire de la dette accumulée en raison de la COVID-19.
- Un cadre équitable, transparent, contraignant et multilatéral pour la résolution de la crise de la dette qui traite le problème de dette non viable et illégitime.
- Un examen et des changements minutieux au niveau national et mondial des politiques et pratiques de prêt, d'emprunt et de paiement visant à prévenir une réaccumulation de dette non viable et illégitime, un renforcement des institutions et processus démocratiques, et un respect des droits humains et de l'autodétermination des populations⁴⁴³.

Capacité de prêt étendue parmi les banques multilatérales de développement (BMD)

Les prêts actuels des BMD sont limités par un « plafond », c'est-à-dire les limites de prêts fixées par les gouvernements des BMD pour préserver les notations AAA. En effet, les principales BMD maintiennent des ratios actions/prêts entre 20 et 60 %, bien plus élevés que le ratio des banques commerciales de 1 015 %, ce qui réduit considérablement le montant des fonds des BMD disponibles pour les prêts. Cela oblige en effet les gouvernements du Ghana ou du Kenya, par exemple, à emprunter sur les marchés commerciaux à des intérêts de 9 à 10 % au lieu d'augmenter l'emprunt à environ 1 % d'intérêt auprès des BMD. Cela limite davantage leur espace budgétaire et aggrave leur situation de dette.

Sans qu'aucun pays n'ait besoin d'augmenter les investissements, un assouplissement des règles des BMD pourrait fournir aux pays à faibles revenus une injection importante de fonds de développement au cours des dix prochaines années. Un assouplissement substantiel des règles ne poserait pas non plus de risque pour les notations AAA des BMD. Cela est dû au fait que les BMD excluent leur « capital exigible », les fonds que les actionnaires s'engagent à mettre à disposition si nécessaire

pour empêcher les BMD de manquer à leurs propres prêts, lors de la détermination de l'adéquation des fonds propres. Les agences de notation de crédit, en revanche, incluent le capital exigible lors de la détermination des notations des BMD. Il ne s'agit pas d'une divergence mineure : le capital exigible représente 94 % du total des fonds souscrits de la Banque mondiale⁴⁴⁴. En conséquence, les BMD pourraient augmenter considérablement les prêts sans compromettre leurs notations AAA : de 600 milliards USD, selon une estimation⁴⁴⁵, ou même de 750 milliards USD selon une autre⁴⁴⁶. Si les actionnaires des BMD étaient disposés à risquer une baisse de notation à AA+, ils pourraient augmenter les prêts jusqu'à 1,3 milliards de milliards USD⁴⁴⁷ (même avant la pandémie, des arguments solides ont été émis selon lesquels les bénéfices d'une notation AA+ l'emportent sur les coûts⁴⁴⁸, au moins pour plusieurs BMD).

Reconstitution et déboursement de fonds accélérés du financement concessionnel de l'Association internationale de développement

L'Association internationale de développement (AID), une partie de la Banque mondiale et l'une des principales sources de financement concessionnel pour les pays à faibles et moyens revenus et certains pays à revenus moyens inférieurs, est distincte des autres BMD lorsqu'il s'agit d'options pour obtenir un financement supplémentaire. Plutôt que d'extraire des fonds des marchés privés (soutenus par des capitaux remboursables), l'AID est financée par des gouvernements donateurs par le biais de « reconstitutions » de fonds régulières. Un assouplissement des règles concernant les prêts des BMD n'aurait donc pas conduit à une augmentation des dépenses de l'AID, mais il existe d'autres voies qui le pourraient, au moins à court terme. Notamment, les reconstitutions de fonds de l'AID ont toujours duré trois ans. Le cycle actuel, IDA19, devrait normalement durer jusqu'en 2022. Cependant, les impacts dévastateurs de la COVID-19 parmi les pays pouvant prétendre à l'AID ont conduit la Banque mondiale à accélérer ses dépenses IDA19, avec des engagements augmentant de 65 % en 2020⁴⁴⁹ par rapport à 2019. En conséquence de ces circonstances extraordinaires, la Banque mondiale a entamé des discussions avec ses actionnaires pour convenir d'une reconstitution anticipée de l'IDA20 d'ici la fin 2021, les décaissements commençant six mois avant le début de la mi-2022⁴⁵⁰.

Repenser le rôle des agences de notation de crédit

Une façon de changer rapidement les incitations à cet égard serait d'obtenir l'accord des agences de notation de crédit que les pays ne verront pas de baisse de notation pour leur participation à des programmes tels que le l'ISSD ou le Cadre commun lorsqu'il sera opérationnel, s'il est mis en place. Un accord plus large peut également être nécessaire. Une leçon majeure de la crise financière de 2008 a été que les gouvernements du monde entier se sont détournés des dépenses anticycliques trop tôt, négligeant d'investir dans des dépenses suffisantes pour atteindre les personnes démunies et la classe moyenne. Le risque de abaissement (supplémentaire) de la note en 2021 pourrait garantir que cette dynamique se répète.

La réglementation des agences de notation privées peut ne pas être suffisante. La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement a soutenu que le monde avait besoin d'une agence de notation publique indépendante pour mener des évaluations objectives de la solvabilité des entités souveraines et des entreprises⁴⁵¹.

Encart 24 — Atteindre un compromis dans le financement entre la DRM et les politiques internationales FFD

Ministre Francis Kai-Kai et Sarah Cliffe National Planning, Sierra Leone et Directrice du CIC de la NYU

Pour la Sierra Leone, s'attaquer au problème de l'inégalité et de l'exclusion est au cœur de notre développement, et ses dimensions sont à la fois internationales et nationales.

La Sierra Leone a connu une guerre civile brutale de 1991 à 2002. Dans le cadre de notre reprise post-conflit, nous avons entrepris des programmes de développement communautaires pour fournir une protection sociale, des opportunités économiques et l'accès à la justice. Nous avons également mis en place un programme de vérité et de réconciliation qui a permis une compréhension commune de ce qui a conduit au conflit et de la manière de l'empêcher de se répéter et, parmi d'autres facteurs, les inégalités et l'exclusion à cette époque étaient assez élevées. Depuis le conflit, nous avons réduit le taux d'extrême pauvreté de 73 à 43 % de notre population croissante et réduit systématiquement les inégalités, notre coefficient de Gini passant de 40,2 à 35,7 points.

En 2013, nous avons subitement été confrontés aux coûts sociaux et économiques profonds de la crise d'Ébola. Cependant, la dévastation de cette période nous a préparés dans la lutte contre la COVID-19, renforçant notre opinion selon laquelle les principaux problèmes de l'époque peuvent être mieux gérés lorsque les sociétés sont pacifiques, justes et inclusives. Pendant la pandémie, la Sierra Leone a donné la priorité à nos jeunes. Le gouvernement a fourni de la nourriture à plus de 300 000 élèves en 2020, bénéficiant à 2,5 millions d'élèves. Nous ne disposons pas d'une couverture Internet suffisante pour la scolarisation à distance avec Zoom, mais les enfants ont pu poursuivre leurs études grâce à un programme éducatif radio innovant qui a été piloté durant la crise d'Ébola et est resté utile pendant la pandémie. L'éducation et l'accès à lajustice centrée sur les personnes seront au centre de notre plan de développement national à l'avenir.

Malgré nos efforts nationaux, la Sierra Leone ne peut pas atteindre ses objectifs elle-même. Nous avons d'excellents partenariats de développement et avons bénéficié du soutien et de la flexibilité de nos partenaires internationaux pendant la pandémie. Pourtant, nous sommes toujours confrontés à des défis urgents. Le premier est l'accès aux vaccins. À ce jour, nous n'avons reçu que 96 000 vaccins par le biais de COVAX ou de dons bilatéraux. Nous devons accélérer considérablement le déploiement des vaccins à la fin 2021 et au début de 2022 afin que les personnes puissent retourner travailler en toute sécurité. Le second est l'accès au financement : nous avons vu notre PIB se contracter de 2,2 % et notre déficit national a augmenté à 2,6 % en 2020, alors que les effets de la pandémie continuent de limiter gravement les opérations du secteur privé. Nous ne pouvons pas nous permettre de poursuivre indéfiniment les programmes de protection sociale. Nous avons reçu 50,4 millions USD de nouveaux financements du FMI pour la reprise face à la COVID-19, mais ce n'est qu'un cinquième de la contraction du PIB. La Sierra Leone bénéficiera de l'allègement de la dette, du décaissement accéléré de la reconstitution de l'IDA20, des droits de tirage spéciaux qui peuvent être réaffectés aux pays à faibles revenus, des progrès continus sur les accords internationaux d'impôts sur les sociétés avec une attention sur les droits mondiaux « d'utilisation » pour les pays à faibles revenus et de l'action sur les flux financiers illégaux et le recouvrement des actifs.

La Sierra Leone n'est pas seule face à ces problématiques : elles sont communes à la plupart des pays à faibles revenus et à nos pairs dans l'alliance G7+ des États fragiles. Une reprise économique très inégale à l'échelle internationale semble être en cours—Kristalina Georgieva (FMI) a récemment déclaré : « Il est important de répéter qu'il s'agit d'un moment critique pour le monde. Si nous voulons remédier à cette aggravation de la reprise à deux niveaux, nous devons prendre des mesures politiques urgentes

maintenant »⁴⁵². Cette déconnexion internationale a diminué la confiance internationale pour la collaboration sur des questions telles que le changement climatique, et alimente l'instabilité, et l'instabilité politique, dans le monde entier. Des récupérations inégales peuvent alimenter le populisme et le nationalisme, ce qui rend difficile la collaboration sur les éléments communs mondiaux tels que la prévention de pandémies à l'avenir. Bien que nous résolvions l'écart au niveau national, nous devons nous rappeler qu'il existe toujours un écart international qui aggrave les inégalités, une contradiction de nos objectifs communs.

11.2.2 Une nouvelle répartition des droits de tirage spéciaux (DTS)

Les gouvernements à revenus élevés ont répondu à la crise économique induite par la pandémie en augmentant considérablement les dépenses de relance, avec des dépenses records financées en grande partie par leurs banques centrales⁴⁵³. Les gouvernements à faibles et moyens revenus sont sévèrement limités dans leur capacité à auto-financer une telle hausse des dépenses anticycliques, notamment parce qu'une partie importante de leurs dépenses doit être payée en devises étrangères que leurs banques centrales ne peuvent pas émettre.

L'un des moyens les plus rapides et les moins chers d'obtenir un véritable allégement en « devises convertibles » pour les pays à faibles revenus se présente sous la forme de DTS du FMI, un actif de réserve qui peut être négocié entre pays en échange de liquidités ou d'espèces. Créées par le FMI en 1969, les allocations DTS aident les nations du monde entier en période de stress économique.

Une allocation de DTS est similaire à l'impression d'argent par une banque centrale, permettant aux pays d'acheter des réserves de change nécessaires pour payer les importations⁴⁵⁴. Fait crucial, les DTS sont alloués en fonction des quotas des fonds du FMI, de sorte que la règle de base bénéficierait à tous les pays, mais les pays à revenus élevés bénéficieraient bien plus que les pays à faibles revenus, ces derniers recevant environ 3 % d'une nouvelle allocation, contre 68 % pour les pays du G20⁴⁵⁵.

En juillet 2021, le FMI a annoncé des plans visant à allouer des fonds de réserve d'une valeur de 650 milliards USD pour soutenir une reprise économique mondiale suite à la COVID-19⁴⁵⁶. Distribuée sous forme de DTS⁴⁵⁷, cette source de financement pourrait aider les pays à acheter des vaccins contre la COVID-19, à investir dans une reprise économique équitable et à accéder à des traitements de soins de santé salvateurs. Bien qu'il y ait eu des discussions sur un possible chiffre plus élevé, l'allocation générale de 650 milliards USD dans les DTS constituerait toujours une ligne de vie pour les pays à faibles revenus estimée à 21 milliards USD, ou environ le double du montant des dépenses du FMI dans les pays à faibles revenus en 2020⁴⁵⁸.

Mesure politique Q – Une nouvelle répartition des droits de tirage spéciaux (DTS)

Redistribution des DTS

Par le biais du processus d'allocation des avoirs de DTS du FMI, les pays du G20, qui disposent déjà de ressources financières et d'un espace d'emprunt suffisants pour soutenir leurs reprises économiques, recevront 68 % des nouveaux DTS, soit 442,8 milliards USD. C'est pourquoi les ministres des Finances du G20 doivent s'engager à prêter collectivement au moins la moitié de leur nouvelle allocation DTS pour soutenir la reprise économique dans les pays à faibles revenus et les pays à revenus moyens inférieurs. Il est possible pour les pays à revenus élevés d'accorder ou de prêter leurs DTS à prix coûtant aux pays à faibles revenus, soit bilatéralement, soit par l'intermédiaire de la Facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance du FMI.

Le FMI peut entreprendre une allocation spéciale de DTS⁴⁵⁹, distribuée en fonction des besoins plutôt que des quotas, comme il l'a fait en 2009. Cette option, cependant, nécessiterait une modification des Statuts du Fonds et, au minimum, prendrait du temps lorsque le temps est essentiel⁴⁶⁰.

S'assurer que les mécanismes de prêt de DTS sont concessionnels et s'ajoutent aux engagements de soutien existants

Le soutien financier offert par le biais de nouveaux DTS devrait être aussi exempt de dette et concessionnel que possible pour fournir les meilleurs moyens de soutien aux pays pauvres en difficulté sans augmenter leur charge de dette. De même, les DTS donnés doivent être nouveaux, apporter un soutien supplémentaire et ne pas se substituer à l'aide internationale que les pays riches prévoyaient déjà de donner.

11.2.3 APD

L'APD est une caractéristique essentielle de nombreux budgets gouvernementaux, et le financement de l'APD joue souvent un rôle clé dans les investissements dans les secteurs sociaux au cœur de la combinaison de politiques abordée dans ce rapport. Cela est vrai non seulement pour les pays à faibles revenus, mais également pour les pays fragiles et touchés par les conflits et les petits États insulaires. Les Tuvalu avaient la part la plus élevée d'APD au PNB en 2019 (55,8 %), suivie de la Somalie (38 %), du Yémen (34 %), de la République centrafricaine (31,6 %) et de Nauru (31,2 %). Il existe des raisons historiques et morales infinies de soutenir les investissements supplémentaires dans l'APD de la part des pays les plus riches, mais les crises mondiales telles que le changement climatique et la pandémie de COVID-19 rappellent également gravement que la communauté mondiale coule ou nage ensemble, et les investissements dans l'APD sont des investissements dans la communauté mondiale dans son ensemble.

Alors que l'APD représente une part importante des dépenses publiques dans les États à faibles revenus, fragiles et les petits États insulaires, ou une composante essentielle des dépenses dans les secteurs sociaux clés dans les pays à moyens revenus moins dépendants de l'aide, elle représente une fraction des dépenses publiques parmi les pays de l'OCDE. En 1970, les membres du Comité d'aide au développement (CCD) ont convenu d'un objectif de dépenses de seulement 0,7 % du PNB sur l'APD. Malgré la pudeur de cet objectif, seuls six pays l'ont atteint ou dépassé, et en 2020, les pays du CCD de l'OCDE ont dépensé en moyenne un faible 0,3 % du PNB pour l'APD⁴⁶¹. Le Royaume-Uni, qui était le dernier des six pays à atteindre l'objectif, a réduit son engagement de l'APD à 0,5 % en 2020, en citant les circonstances exceptionnelles de la crise de la COVID-19. Cela a été fait malgré des preuves évidentes du besoin d'augmentation de l'APD pour aider les pays à faire face aux effets directs et indirects de la pandémie. La décision a été accueillie avec un tôlé général la société civile, du public, et même au sein du propre parti du gouvernement en place.

L'APD sera une caractéristique clé que les pays de l'enveloppe financière doivent utiliser afin de fournir la combinaison de politiques nécessaires pour traiter les inégalités dans un avenir prévisible. Des discussions peuvent avoir lieu sur la réduction de la dépendance vis à vis de l'aide (graduation) à moyen et long terme, mais les pays contributifs doivent actuellement se concentrer sur la réalisation ou le dépassement de leur objectif sur quatre décennies et s'assurer que l'argent est dépensé efficacement sur les types de politiques qui conduiront à un changement systémique.

11.2.4 Impôts

Dans le contexte de la crise actuelle et des effets économiques inégaux évidents de la pandémie, les appels à des taxes plus élevées, à la fois les taxes de solidarité à court terme et les augmentations à long terme de la mobilisation des ressources nationales, sont inévitables et justifiés. Les gouvernements luttent contre « l'effet ciseaux » de la baisse des recettes fiscales due à un arrêt soudain de l'activité économique et à l'augmentation des dépenses en raison des demandes plus élevées en matière de santé, de protection sociale et de services sociaux. La problématique de la perception des impôts nécessitera des efforts à la fois au niveau national et international.

Au niveau national, le renforcement de la base fiscale est un élément clé du contrat social. Ainsi, cela permet un double dividende d'augmentation de l'espace fiscal tout en renforçant la relation bilatérale entre l'État et les citoyens. Il ne relève pas du domaine de ce document de détailler les différentes méthodes d'augmentation de l'assiette fiscale, mais les études récentes de CIC ont découvert que les deux éléments clés qui poussent les personnes à se conformer aux réglementations fiscales sont la confiance dans le système et la perception de son équité⁴⁶². Il y a six mécanismes qui peuvent être utilisés pour améliorer les perceptions sociétales d'une manière qui permette d'atteindre ces deux objectifs. Il s'agit des derniers : la fiabilité (crédibilité), la réciprocité, la transparence, la justice distributive, la justice procédurale et la justice rétributive.

La légitimité fiscale doit être appliquée par le biais de mesures législatives permettant l'accès aux informations⁴⁶³. De nombreux pays à faibles et moyens revenus manquent d'une telle application en raison d'informations obsolètes sur leurs sites Web gouvernementaux. La plupart des citoyens de ces pays ont un accès limité aux informations de l'État. Le manque de confiance dans le système entraîne une conformité limitée. Les médias peuvent également être utilisés pour rendre certaines informations disponibles afin de favoriser la sensibilisation. Au Zimbabwe, par exemple, les mécanismes de déclaration publique périodique détaillent comment l'argent fiscal des citoyens est utilisé. Ces mises à jour ont contribué à favoriser la transparence et la responsabilisation, ce qui a à son tour contribué à un plus grand soutien public de la fiscalité⁴⁶⁴. Les pays qui fournissent d'autres exemples de ce qui fonctionne pour augmenter l'assiette fiscale comprennent le Salvador et la Sierra Leone⁴⁶⁵.

Notre propre sondage a révélé que le public est prêt à payer plus d'impôts, en particulier pour la santé, l'éducation, le logement, la prévention de la criminalité et la sécurité. Cependant, il y avait également un mécontentement évident sur la façon dont le système fiscal fonctionnait actuellement. Beaucoup (83 %) de pays ont exprimé qu'ils étaient dérangés par le fait que certaines personnes riches n'ont pas à payer de part équitable, et 80 % estiment que les grandes entreprises ne sont actuellement pas suffisamment taxées. Globalement, 76 % sont gênés par le manque de transparence du système fiscal.

11.3 Pour une taxe de solidarité

Les taxes de solidarité ne sont pas une nouvelle pratique, en particulier en période de crise. Au fil des siècles, ces taxes ont été utilisées à des fins très diverses, avec des niveaux de réussite variables, à des fins économiques, politiques et sociales variées en fonction de leur forme, de leur objectif et du moment de leur mise en œuvre. Cette polyvalence est peut-être un facteur contributif clé dans la pertinence des taxes de solidarité pour résoudre les problèmes à court terme en cas d'urgence.

La COVID-19 est l'une de ces urgences, avec des impacts mondiaux sans précédent sur les vies, les moyens de subsistance et les économies. Les gouvernements ont besoin de plus de revenus, mais toute augmentation des impôts sur le revenu et de la TVA est susceptible de faire face à un tôlé de la part des contribuables, en particulier ceux des foyers à faibles et moyens revenus⁴⁶⁶. Les manifestations récentes en Colombie fournissent un exemple des conséquences sur le fait d'infliger des d'impôts régressifs⁴⁶⁷. Par conséquent, le fardeau repose sur les riches⁴⁶⁸, c.-à-d. ceux qui ont une plus grande capacité à payer. Ainsi, plusieurs pays ont décidé de recourir à l'introduction de taxes de solidarité pour atténuer les déficits fiscaux résultant de la COVID-19, en particulier sur la fortune. D'autres créent des fonds volontaires pour regrouper les ressources des secteurs public et privé pour le financement de la COVID-19.

Les taxes de solidarité peuvent prendre diverses formes. Elles peuvent être prélevées sur le revenu des entreprises et des personnes physiques, sous forme d'impôts sur la fortune, ou sous différentes formes de redevances ou de surtaxes. Alternativement, les contributions volontaires peuvent être dirigées vers un fonds de solidarité. Cependant, il faut garder à l'esprit que chaque pays a un ensemble différent de circonstances et de besoins. Toute réponse aux effets de la pandémie doit donc être adaptée aux circonstances spécifiques d'un pays. De tels efforts peuvent également être entravés par un manque de

données. Waris souligne que l'assiette fiscale est très limitée dans la plupart des pays africains, avec seulement une partie de la population payant l'impôt sur le revenu des particuliers et des sociétés⁴⁶⁹. Cette réalité doit être prise en compte dans la formulation de toute réponse efficace à la crise, mais la pandémie et ses conséquences sociales inégales fournissent également un argument pour étendre l'assiette fiscale dans de telles circonstances.

L'étude de Pathfinders a analysé les avantages et les inconvénients des taxes de solidarité, ainsi que leur réussite dans le passé⁴⁷⁰. Nonobstant les différentes réalités dans chaque pays, plusieurs facteurs communs sont apparus qui servent d'indicateurs de la réussite de toute taxe de solidarité. L'indicateur principal est la réalisation de l'objectif pour lequel la taxe a été introduite. L'indicateur principal est la réalisation de l'objectif pour lequel la taxe a été introduite. D'autres indicateurs incluent si les recettes générées étaient significatives ; les niveaux de conformité, d'acceptation publique et de soutien ; si d'autres mesures étaient nécessaires en complément de la taxe ; et, surtout, la transparence quant à savoir si la taxe était temporaire ou à long terme (le cas échéant, combien de temps), et les finalités pour lesquelles elle serait dépensée.

La somme d'argent collectée variera bien sûr en fonction de la conception de la taxe de solidarité. Une estimation pour l'impôt unique en Argentine de 2 % sur les fortunes de plus de 200 millions de pesos (environ 3 millions USD)⁴⁷¹, avec un taux augmentant à 3,5 % sur les individus à plus de 3 milliards de pesos, prévoit une augmentation de 3 milliards USD de la part de 12 000 personnes⁴⁷².

Une taxe de solidarité bien conçue comprend une communication claire de ses objectifs et échéances, avec un discours du renforcement de la solidarité. Des plans de dépenses clairs pour les revenus générés par ces initiatives sont essentiels, et les impacts de ces fonds doivent être bien documentés pour maintenir l'adhésion et promouvoir une nouvelle utilisation à l'avenir si nécessaire. La collaboration entre les différentes parties prenantes et entre les ministères est également essentielle à la réussite des taxes de solidarité. Les fonds de solidarité promulgués en Afrique du Sud et au Nigeria comprenaient la collaboration entre le gouvernement, le secteur privé et les citoyens⁴⁷³.

11.4 Au-delà des taxes de solidarité

La pandémie de COVID-19 a relancé les discussions politiques et académiques sur la levée des recettes par le biais de nouvelles taxes sur les richesses et héritages, les taxes sur les transactions financières et la réforme du régime fiscal international en général. En Amérique latine, l'idée d'un impôt sur la fortune n'est pas nouvelle : la Suisse, la Norvège, l'Argentine, la Colombie et l'Uruguay sont déjà en train de mettre en œuvre ces taxes avec des taux différents. Le Brésil, la Colombie et l'Argentine ont mis en œuvre des taxes sur les transactions bancaires et financières par le passé.

L'Inde est une étude de cas particulièrement intéressante sur les cas où la solidarité et des taxes sur la fortune plus larges pourraient avoir une capacité significative de collecte de fonds, ce qui est particulièrement crucial maintenant alors que ces fonds sont cruellement nécessaires après l'impact dévastateur de la COVID-19. Alors que l'Inde abrite encore 180 millions de personnes démunies, le pays compte la population de millionnaires qui connaît la croissance la plus rapide au monde. Selon un rapport du Credit Suisse Research Institute⁴⁷⁴, les millionnaires en dollars s'élèvent à 759 000 en Inde. Le rapport note également que le nombre pourrait atteindre 1,2 million en 2024. Selon la liste mondiale des personnes riches de Hurun 2020, l'Inde occupe également la troisième position à l'échelle mondiale (après la Chine et les États-Unis) avec des milliardaires en dollars, à savoir 137⁴⁷⁵.

Pour l'Inde et de nombreux autres pays à faibles et moyens revenus, le problème est que l'infrastructure de base n'est pas là pour appliquer les impôts sur la fortune à court terme. Le ratio taxe-PIB de l'Inde (à l'exclusion de la part des États dans les impôts) était de seulement 8,1 % en mars 2021, bien inférieur au ratio moyen de l'OCDE de 34 %⁴⁷⁶. D'un autre côté, les impôts indirects (tels que les taxes d'accise) imposent un fardeau plus important aux personnes démunies, aggravant ainsi le degré déjà élevé d'inégalité. Le manque d'infrastructures institutionnelles pour collecter les impôts sur la fortune et garantir comment ils seraient dépensés est une véritable contrainte : cela a suscité une discussion sur les fonds de solidarité, renvoyant à l'objectif, plutôt qu'aux impôts⁴⁷⁷. Nous considérons qu'il s'agit d'un pis-aller, mais avait du mérite d'après les circonstances de certains pays.

D'autres ont trouvé des idées pour de nouveaux fonds souverains détenus et investis au profit des jeunes et des personnes marginalisées, ainsi que pour négocier des dividendes avec des entreprises technologiques qui reflètent que nos données personnelles sont d'une grande valeur pour ces entreprises dans l'économie numérique⁴⁷⁸.

11.4.1 Lutter contre l'abus fiscal des entreprises

L'abus fiscal des entreprises présente l'un des défis les plus intimidants en matière de répartition équitable des ressources. Cela sape fondamentalement les efforts en faveur de la solidarité, sans parler de la génération de revenus gouvernementaux nécessaires pour financer les politiques sociales critiques et traiter les inégalités. Grâce à une initiative récente de l'OCDE visant à publier des données sur les affaires financières des entreprises multinationales, il est désormais possible de suivre l'abus fiscal des entreprises de manière plus détaillée, pays par pays. Un accord fiscal mondial important a récemment été signé par 130 pays et juridictions dans le but de mettre à jour le système fiscal hautement obsolète. Nous considérons cette transaction comme une avancée révolutionnaire vers un accord international sur l'impôt sur les sociétés, mais nous comprenons les failles qu'Oxfam et d'autres (se référer à l'Encart 25 cidessous) ont relevées. La voie vers la justice fiscale des entreprises mondiales est une longue étape : la dynamique construite par ces initiatives récentes doit être exploitée pour pousser davantage les réformes.

Encart 25 — Réformer notre système mondial d'impôt sur les sociétés

Gabriela Bucher
Directrice Exécutive, Oxfam

Un accord (tant attendu) d'impôt sur les sociétés mondial offre une chance historique de traiter l'injustice fiscale qui est essentielle à la crise de l'inégalité d'aujourd'hui. Les dernières décennies ont vu une réorientation du fardeau de la taxation des bénéfices en capital et des multinationales à la main-d'œuvre et à la consommation, enracinant la richesse et le pouvoir au sommet tout en sabrant la capacité du gouvernement à respecter les droits des personnes. Chaque année, les pays perdaient déjà jusqu'à 240 milliards USD pour éviter l'impôt sur les sociétés⁴⁷⁹. Aujourd'hui, la pandémie voit les crises budgétaires des nations à faibles revenus s'accélérer, avec une charge de la dette invalidante⁴⁸⁰ à mesure que l'austérité menace⁴⁸¹ et les inégalités s'intensifient.

Récemment, plus de 130 pays ont approuvé les grandes lignes d'un accord d'impôt sur les sociétés qui devrait être convenu cette année par le G20. Le ministre des Finances de France a appelé cela « une révolution fiscale »⁴⁸². Peut-être l'est-ce pour une poignée de pays riches, mais certainement pas pour les femmes vendeuses de rue en Ouganda, les infirmiers au Népal ou les petites entreprises à genoux.

L'accord est structuré autour de deux « piliers », chacun présentant d'importants défauts. Le premier pilier essaie de faire payer aux multinationales plus d'impôts là où elles ont leurs ventes, ce qui aurait dû être fait il y a bien longtemps. Cependant, les règles sont plus que limitées, car elles s'appliquent à seulement soixante-dix-huit entreprises ⁴⁸³, et redistribuent seulement une petite quantité d'impôts ⁴⁸⁴. Il est également très inquiétant que, dans le cadre de l'accord, les pays aient besoin de supprimer toute taxe nationale préexistante sur les entreprises technologiques. Des pays aussi divers que le Nigeria, le Royaume-Uni et l'Inde ont adopté ces taxes nationales sur les entreprises technologiques au cours des dernières années. La suppression de ces taxes signifie que les grandes entreprises technologiques pourraient bénéficier d'une réduction d'impôts. Les estimations montrent qu'en vertu du nouvel accord, Google n'aurait qu'à payer moins d'un tiers de ce qu'ils paieraient en vertu de l'impôt numérique actuel du Royaume-Uni⁴⁸⁵.

Le deuxième pilier de l'accord fiscal est un impôt minimum mondial tant vanté fixé à 15 %. Mais là aussi, il y a plusieurs problèmes majeurs. Tout d'abord, le taux est tout simplement trop bas et pourrait normaliser les taux d'imposition des sociétés associés aux paradis fiscaux tels que l'Irlande et Singapour. Deuxièmement, les 15 % ne constituent pas un véritable minimum : une série de failles permettra à de nombreuses entreprises de continuer à payer des taux bien inférieurs à ce montant⁴⁸⁶. Enfin, et de manière choquante, la proposition accorde à une poignée de pays riches (principalement du G7 et de l'UE) deux tiers de toutes les recettes générées par la taxe minimale⁴⁸⁷, laissant les pays les plus pauvres avec moins de 3 %, bien qu'ils abritent plus d'un tiers de la population mondiale.

Le monde a besoin d'un accord équitable et ambitieux qui réduit les inégalités, et non d'un investissement dans les pays riches qui approfondit la crise des inégalités d'aujourd'hui. Au lieu d'une réduction de la taxe pour les entreprises technologiques et d'exonérations pour le secteur financier, nous avons besoin d'une redistribution beaucoup plus ambitieuse de la taxe vers les pays où les ventes ont lieu. Les pays doivent être en mesure de mettre en œuvre des mesures unilatérales pour les sociétés fiscales non couvertes par l'accord fiscal. De plus, nous avons besoin d'un impôt minimum global d'au moins 25 %, tel que proposé par l'Independent Commission for the Reform of International Corporate Taxation (Commission indépendante pour la réforme de la fiscalité internationale des entreprises). Cela pourrait lever près de 17 milliards USD de plus par an pour les pays les plus pauvres du monde qu'un taux de 15 %, ou suffisamment pour fournir le vaccin contre la COVID-19 à plus de 80 % de leurs populations⁴⁸⁸.

Mais même cela n'est qu'un début. Il convient de se rappeler qu'à la suite de la Seconde Guerre mondiale, des dirigeants tels que Franklin D. Roosevelt se sont assuré que les entreprises payaient des taux d'imposition de 40 à 50 %, qui sont restés en place pendant des décennies. Les gouvernements doivent rallier ce niveau d'ambition s'ils veulent réellement stimuler les investissements dans les services et les protections universels, dans les infirmiers et les enseignants, et dans les petites entreprises du monde entier. Ce n'est qu'alors que nous pourrons vraiment commencer à faire face à la crise d'inégalité d'aujourd'hui.

11.5 Le rôle des flux financiers illicites

Une reprise mondiale équitable et durable est difficile à envisager sans action concertée pour lutter contre les flux financiers illicites. Les pays à faibles revenus et à revenus élevés perdent des milliards de milliards de dollars chaque année en raison des flux financiers illicites (FFI), mais l'impact est ressenti de manière disproportionnée par les pays à faibles et moyens revenus, où la malversation financière ne prive pas seulement les sociétés de ressources désespérément nécessaires, mais sape également la confiance, attise les revendications et exacerbe les inégalités. Même si endiguer la montée des FFI a longtemps été une priorité du système multilatéral, les progrès ont été lents. En fait, en 2015, les pays africains ont perdu environ 50 milliards USD par an à cause des FFI⁴⁸⁹, et d'ici 2020, l'ONU a fixé ce chiffre à 88,6 milliards USD⁴⁹⁰. Il existe des preuves croissantes que la COVID-19 a aggravé la situation⁴⁹¹.

Mesure politique R – Justice fiscale

Renforcer la base fiscale

Le partage de l'expertise des inspecteurs et experts fiscaux de pays riches à ceux qui tentent de renforcer leur base fiscale a été un succès⁴⁹². El Salvador a pu plus que doubler son ratio d'impôts sur le PIB de 11 % à 22,9 % avec le soutien de l'USAID pour introduire des systèmes de technologie de l'information, améliorer les services de contribuables, étendre les informations publiques sur le système fiscal et améliorer les compétences professionnelles au sein du service fiscal 493 494. Les initiatives telles que « Inspecteurs fiscaux sans frontières » de l'OCDE devraient être étendues, et tout soutien technique pour une réforme fiscale devrait être facilement disponible. Les conseils généraux aux pays qui essaient d'augmenter l'assiette fiscale comprennent :

Faire simple : des codes fiscaux simples rendent plus difficile l'évasion fiscale et la corruption, et encouragent la conformité.

- Étre transparent : les personnes doivent avoir confiance que leurs gouvernements feront bon usage de leurs contributions ; pour ce faire, les gouvernements doivent être aussi transparents que possible et allouer de l'argent à des domaines politiques visibles. Ils peuvent également publier des stratégies de revenus à moyen terme, et une répartition des dépenses gouvernementales par département afin que les personnes puissent être informées de la manière dont leurs impôts sont utilisés.
- Passer au numérique : la déclaration électronique peut faire gagner du temps et augmenter la conformité. Cependant, une infrastructure de base et un accès fiable à Internet doivent être en place pour cela.
- Penser au-delà des impôts sur le revenu: Les pays peuvent étendre les impôts sur la fortune et les impôts fonciers afin de maximiser les ressources fiscales de manière progressive. Cela peut également inclure des idées innovantes comme trouver des moyens de facturer de grandes entreprises technologiques, telles qu'Amazon, Google et Apple, lorsqu'elles utilisent nos données privées⁴⁹⁵.

Introduire une taxe de solidarité

- Étant donné les impacts disproportionnés sur les personnes démunies et le rôle des travailleurs des secteurs essentiels qui ont dû faire face à la pandémie, les gouvernements devraient explorer le rôle d'une taxe de solidarité sur les plus riches. Qu'il s'agisse d'une taxe sur la fortune ou le revenu, la durée doit dépendre de ce qui maximisera les revenus.
- Une taxe de solidarité doit être utilisée pour construire un discours de l'interdépendance et de la responsabilité que les riches ont de « payer leur part ».
 Bien fait, cela peut construire la base de la réciprocité à long terme entre les taxes et les services.

S'attaquer à l'évitement fiscal des entreprises

- Comme expliqué par Gabriela Bucher d'Oxfam (se référer à l'Encart 25), le Cadre inclusif du G2o/de l'OCDE est un pas en avant dans un sens normatif (par le précédent qu'il établit), mais une opportunité manquée en matière de portée et d'ampleur. Nous avons besoin d'une réforme complète qui permettrait à toutes les multinationales d'être taxées sur leurs bénéfices mondiaux conformément à leurs activités réelles dans chaque pays, ainsi qu'une taxe minimale mondiale plus ambitieuse et efficace sur les multinationales, peut-être de 25 % environ, mettant fin à une concurrence fiscale préjudiciable entre les pays et réduisant l'incitation des multinationales à déplacer leurs bénéfices vers des paradis fiscaux.
- Appliquer immédiatement les règles de l'OCDE relatives aux propriété effectives pour les paradis fiscaux. Le Tax Justice Network estime que 427 milliards USD d'impôts sont perdus chaque année dans des paradis fiscaux⁴⁹⁶, des milliards qui pourraient être dépensés dans les domaines de la santé, de l'éducation, du logement et d'autres domaines politiques énumérés dans ce rapport. Les centres financiers qui souhaitent améliorer leur réputation doivent également envisager de mettre en place des pilotes de registres d'actifs mondiaux pour rendre transparents les avoirs bénéficiaires des fonds dans leur juridiction.
- Permettre l'engagement des citoyens dans les débats fiscaux et fournir à la société civile l'accès, les informations et la formation pour s'engager de manière productive dans ces débats⁴⁹⁷.

Action sur les flux financiers illicites

De nombreuses actions requises sur les flux financiers illicites concernent également les problématiques de transparence soulevées dans le chapitre précédent sur la lutte contre la corruption. L'augmentation de la transparence financière est un moyen efficace de limiter les flux financiers illicites, et requiert des politiques qui :

- Éliminent les sociétés fictives anonymes en introduisant des registres de propriété effective conformément aux normes internationales de transparence, y compris les paradis fiscaux.
- Détectent et dissuadent l'évasion fiscale transfrontalière. Le portail d'échange automatique de l'OCDE a aidé les pays à partager des informations.
- Renforcent les lois et pratiques de lutte contre le blanchiment d'argent.
- Limitent les fausses factures commerciales, y compris par le renforcement des capacités dans les institutions concernées telles que les autorités douanières et fiscales, ce qui permet d'identifier les fausses facturations.
- Améliorent la transparence des multinationales conformément au Plan d'action sur l'érosion de base et le transfert des bénéfices de l'OCDE (Base Erosion and Profit Shifting, BEPS) et au Pilier un du nouvel accord fiscal mondial (se référer à la section précédente sur la lutte contre la fraude fiscale). Les rapports pays par pays exigent que les grandes multinationales fournissent un rapport annuel qui décompose les éléments clés des états financiers par juridiction.



« Ce que je veux dire, c'est que le progrès est lent; mais parce qu'il y a du progrès, même des petits pas, je suppose que c'est mieux que pas de progrès du tout. »

[mn]mn[i

Canada, femme, plus de 50 ans

À Glasgow, en Écosse, en mai 2021, une rue résidentielle tranquille est devenue un point central de la bataille pour les sociétés inclusives. À 10 h, une petite foule s'était rassemblée alors que les résidents locaux entendaient que deux hommes avaient été embarqués dans une camionnette du gouvernement pour être déportés lors d'une perquisition. Les deux hommes d'origine indienne n'avaient pas eu de procédure judiciaire due dans leurs demandes d'asile. Tous deux étaient des membres appréciés et respectés du temple local Sikh Gurdwara où les deux amis travaillaient pour nourrir les sans-abris. La foule, un groupe de personnes normales locales, s'est transformée en centaines de personnes dans l'après-midi. La foule comprenait des voisins et des familles célébrant le premier jour de l'Aïd aux côtés d'activistes des droits d'asile. Ils ont chanté « ceux-ci sont nos voisins, laissez-les partir ». Huit heures plus tard, après que la foule a empêché la camionnette de bouger, les deux hommes ont été relâchés dans leur communauté auprès d'avocats locaux chargés des droits humains offrant de les aider à lutter contre la déportation injustifiée.

[000]000]1

Les deux demandeurs d'asile ont remercié la foule, dont l'un, Lakhvir Singh, parlant par l'intermédiaire d'un(e) interprète et déclarant : « J'ai été pris de mon appartement sans préavis, ils ont fait irruption et m'ont mis dans la camionnette. J'étais anxieux et contrarié, me demandant comment je serais traité au centre de détention. Je suis tellement heureux que mon destin m'ait amené ici à Glasgow, où les gens sont si liés qu'ils sortiront dans les rues pour s'entraider. J'ai été étonné et submergé par le soutien que j'ai reçu des habitants de Glasgow. C'est le sentiment le plus heureux. Merci beaucoup. »

C'est une histoire de joie, d'amour et d'espoir. C'est également une histoire de communauté, d'humanité et de contre-attaque.

Nous parlons beaucoup des coûts de l'inégalité, mais les aspects bénéfiques d'une société qui valorise chaque personne comme égale et qui ne permet pas de récompenser injustement l'évitement des personnes riches méritent aussi d'être évoqués. En termes simples, les types de résultats que l'égalité et l'inclusion apportent, bien-être élevé, sécurité matérielle, opportunités pour nos enfants, soins pour nos malades et nos personnes âgées, sécurité, justice, fort sentiment de fierté communautaire et sentiment d'appartenance, constituent la base des sociétés dans lesquelles nous voulons tous vivre.

Tout au long de ce rapport, nous avons démontré que le changement est possible. Des pays tels que le Botswana ont adopté des réformes à grande échelle pour réduire l'écart entre les riches et les pauvres et donner plus de voix aux groupes marginalisés. La Sierra Leone a tracé une voie à travers le dialogue social, l'investissement dans la santé et l'éducation pour voir des améliorations persistantes depuis les années 90, même face à des conditions de démarrage très difficiles. Aux États-Unis, l'aide sociale supplémentaire pour les plus démunis a en réalité vu la pauvreté chuter de manière significative pendant la pandémie, nous rappelant que la politique fait une différence.

Cela ne veut pas dire que les progrès sont faciles. Le calcul politique pour traiter les inégalités et l'exclusion est compliqué à cause de divers facteurs. La mainmise de l'État par des intérêts privés et d'entreprises, les préjugés très enracinés vers les groupes marginalisés, et les dirigeants politiques prêts à attiser les divisions pour garder et gagner du pouvoir, sont trop souvent les facteurs tenaces empêchant le changement. Nous ne pouvons pas être naïfs concernant le changement institutionnel qu'exige l'égalité.

Les pays ne peuvent pas toujours relever ces défis seuls. Des finances limitées et des niveaux élevés de dette nationale, combinés à des obstacles historiques et géographiques, signifient que les pays peuvent souvent avoir les mains liées. Le système financier mondial, y compris la menace d'abaissement de la note des agences privées de notation de crédit pour avoir souhaité investir davantage dans les systèmes de santé, jette une ombre sur des dizaines de perspectives des pays. Malgré cela, il existe des options pour tous les pays, quels que soient le revenu et les niveaux existants d'inégalité et d'exclusion. En fin de compte, le changement nécessitera plusieurs acteurs, les responsables politiques, la société civile, les institutions financières internationales, ainsi qu'un effort mondial pour réussir.

Il n'y a plus de doute que les inégalités économiques et basées sur le groupe entravent les progrès de l'humanité. Il n'y a également plus de doute que l'action est urgente.

Trois résultats principaux émergent de ce rapport :

- Partout dans le monde, des personnes exigent un nouveau contrat social pour guérir un monde divisé. Les enquêtes d'opinion révèlent une immense préoccupation concernant les divisions sociétales et un consensus selon lequel davantage de choses doivent être faites pour les traiter d'une manière qui apporte du pouvoir et du respect.
- Les pays et les communautés locales qui ont fait des progrès soutenus vers des sociétés plus inclusives et égales ont généralement adopté une démarche en trois volets : ils ont fourni des résultats visibles qui font une différence dans la vie quotidienne des personnes, dans des domaines tels que la protection sociale, le logement et les salaires ; ils ont renforcé la solidarité, par exemple, pardes exercices de discours honnêtes et l'utilisation de programmes communautaires solides ; et ils ont assuré la crédibilité et évité les inversions en luttant contre la corruption dans les premières étapes de la réforme et en élargissant le pouvoir politique, ainsi qu'augmenté me financement public nécessaire à l'élaboration des politiques.
- Les politiques internationales sont un complément essentiel à l'action nationale. Les trois priorités les plus urgentes à présent sont l'équité quant au vaccin, l'accès au financement et les normes et accords fiscaux

encourageant ceux qui ont le plus profité de la croissance à contribuer à la reprise face à la COVID-19 et à prévenir la crise climatique.

Trois recommandations pour les dirigeants nationaux et leurs partenaires :

- Cibler les domaines sous-assistés qui apportent des améliorations visibles aux personnes, telles que l'accès au logement, les avantages sociaux étendus (pas seulement étroitement ciblés), et la compensation et la protection des travailleurs de l'économie des soins et des secteurs essentiels.
- Investir dans des démarches visant à promouvoir la solidarité à long terme par le biais du dialogue et de mécanismes de discours honnêtes, de réforme de la police et de la justice, d'autonomisation et de coconception de la collectivité, et d'investissements dans l'éducation tant pour des raisons de compétences que civiques. Combiner ces efforts avec des discours qui unissent pour renforcer la solidarité à travers la société et pour établir un consensus pour un contrat social renouvelé.
- S'attaquer à la crédibilité et assurer la confiance du public grâce à des mesures anti-corruption, en élargissant les mandats politiques et en protégeant l'espace civique. Comprendre que même lorsque les gouvernements ont un mandat et des capacités solides, l'action est nécessaire pour prévenir les risques ultérieurs d'inversion.

Quatre recommandations pour la communauté internationale, la société civile et d'autres partenaires comprennent :

- Étendre immédiatement l'approvisionnement et le financement des vaccins, ainsi que l'accès à d'autres technologies médicales.
- Convenir de nouveaux mécanismes et d'un allègement de la dette pour les plus de cent pays qui sont fiscalement limités, menaçant leur reprise face à la COVID-19⁴⁹⁸.
- Renforcer les mécanismes internationaux d'action contre la corruption, y compris la collaboration entre les juridictions, et soutenir la propriété effective et des processus de passation de contrats ouverts.
- Base pour une amélioration supplémentaire : (i) surveiller les engagements à la fois internationaux et nationaux, et rechercher le lien entre les deux ; (ii) améliorer les données sur les progrès réalisés dans la réduction des inégalités et de l'exclusion, à la fois généralisées et basées sur l'identité.

Ce rapport doit servir de guide pratique pour les décideurs politiques et les personnes influentes ; comme source de possibilité pour le public ; et un appel à tous les dirigeants politiques à agir. Ce n'est pas un manque d'idées ou d'expérience qui nous empêche d'aller de l'avant ; maintenant, il est temps d'agir.

Notes

- 1 Atanda, Kay, and Cojocaru Alexandru, "Shocks and vulnerability to poverty in middle-income countries," World Bank Blogs, March 31, 2021, https://blogs.worldbank.org/developmenttalk/ shocks-and-vulnerability-poverty-middleincome-countries.
- 2 UN ILO, "The ILO's World Employment and Social Outlook: Trends 2021," UN ILO, 2021, www.ilo.org/global/about-the-ilo/newsroom/ news/WCMS 794834/lang--en/index.htm.
- 3 **Dolan,** Kerry A., "Forbes' 35th Annual World's Billionaires List: Facts and Figures 2021," *Forbes Magazine*, April 6, 2021, www.forbes.com/sites/kerryadolan/2021/04/06/forbes-35th-annual-worlds-billionaires-list-facts-and-figures-2021/?sh=6f0400b35e58.
- World Bank, "Gini Coefficient estimates," World Bank, https://data.worldbank.org/ indicator/SI.POV.GINI?locations=IE.
- 5 World Bank, "Gini Index Botswana," World Bank, 2015, https://data.worldbank.org/ indicator/SI.POV.GINI?locations=BW.
- 6 We combine new commissioned and secondary research, quantitative and qualitative. We build upon and have a debt of gratitude to those who initiated work in the field of solutions to inequality, such as Tony Atkinson and Joe Stiglitz.
- 7 NYU Center on International Cooperation,
 "Cross-country opinion research in Canada,
 Costa Rica, Mexico, Sierra Leone, South Korea,
 Sweden, Tunisia, and Uruguay on policies
 to combat inequality," August 1, 2021. The survey
 was conducted 4 June—23 July 2021 in eight
 countries, via telephone in Costa Rica, Mexico,
 Tunisia, Uruguay, face-to-face in Sierra Leone,
 online in Canada, South Korea, Sweden. Overall,
 17,047 interviews have been conducted with
 respondents 18 years and older of the general
 population. Survey results are weighted
 to population targets.

- 8 Honwana, Alcinda, "Youth Struggles: From the Arab Spring to Black Lives Matter and Beyond," African Studies Review 62 No: 1 (March 2019): 8–21. doi:10.1017/asr.2018.144.
- 9 World Bank, "Fair Progress? Economic Mobility across Generations Around the World," World Bank, 2015, www.worldbank.org/en/topic/ poverty/publication/fair-progress-economicmobility-across-generations-around-the-world.
- 10 World Bank, "Rural-Urban Migration in Developing Countries: Lessons from the Literature," World Bank, 2015, https://openknowledge.worldbank.org/ handle/10986/35610.
- 11 Branko Milanovic offered an update to his research in October 2020, based on post-2008 data. Some of the key findings included continued convergence between Asia and the West in terms of income per capital and identification of the middle class in the West as the worst faring group since his previous measurement. The top 1% of top earners around the world improved their position since 2008 in absolute terms but the growth rate of their income was slower than for most underprivileged groups in developing countries. Milanovic, Branko, "Elephant who lost its trunk: Continued growth in Asia, but the slowdown in top 1% growth after the financial crisis," 2020, https://voxeu.org/ article/continued-growth-asia-slowdowntop-1-growth-after-financial-crisis.
- 12 **Agrawal,** Khushbu and Yukihiko Hamada, "Reforming Political Finance for More Diversity in Political Office," *NYU Center on International Cooperation*, May 26, 2021, https://cic.nyu.edu/ publications/reforming-political-finance-more-diversity-political-office.
- 13 **Ibid.**

- 14 Sandbu, Marin, The Economics of Belonging: A Radical Plan to Win Back the Left Behind to Achieve Prosperity for All (Princeton: Princeton University Press, 2020).
- 15 Shafik, Minouche, What We Owe Each Other: A New Social Contract for a Better Society (Princeton: Princeton University Press, 2021), www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/2021/04/ what-we-owe-each-other-book-minoucheshafik.htm.
- 16 Cliffe, Sarah, and von Chamier, Paul, "Restoring Civic Trust in the Post-Pandemic Era," NYU Center on International Cooperation, May 19, 2021, https://cic.nyu.edu/publications/restoring-civictrust-post-pandemic-era; based on Edelman Trust Barometer 2021, www.edelman.com/ trust/2021-trust-barometer.
- 17 **lan** Goldin, *Rescue: From Global Crisis to a Better World* (S.I.: SCEPTRE, 2022).
- 18 IMF, "Fault Lines Widen in the Global Recovery," World Economic Outlook (WEO), July 2021, https://www.imf.org/en/Publications/WEO/ Issues/2021/07/27/world-economic-outlookupdate-july-2021.
- 19 **Methodology:** For the sake of our analysis we identified as "at risk of abrupt fiscal consolidation" countries that met any of the following designations: were labeled as debt-distressed by either by the IMF DSA program or the IMF/WB/G20 DSSI initiative, were labeled as fiscally vulnerable by the UNDP Sovereign Debt Vulnerabilities in Developing Economies Analysis, are assigned a credit rating that is at least two levels below the "junk" threshold by either Standard&Poor's, Fitch, or Moody's, whose interest payments on sovereign debt are above 20% of their annual government revenues, or whose government revenues as a share of GDP had fallen by at least 2 percentage points during five years prior to the COVID-19 pandemic. The resulting list encompasses 113 countries, the majority (59.1%) of 193 UN member states. That so many countries are now at risk of abrupt fiscal consolidation is a testament to the scale of the crisis and its potential impact on the post-COVID recovery and delivery of the UN SDG Agenda. The full list of countries: Afghanistan, Albania, Angola, Argentina, Armenia, Bahrain,
- Bangladesh, Barbados, Belarus, Belgium, Belize, Benin, Bolivia, Bosnia and Herzegovina, Botswana, Brazil, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Cambodia, Cameroon, Central African Republic, Chad, Colombia, Congo Dem. Rep., Congo Rep., Costa Rica, Cote d'Ivoire, Cuba, Diibouti, Dominica, Dominican Republic, Ecuador, Egypt Arab Rep., El Salvador, Eswatini, Ethiopia, Equatorial Guinea, Fiji, Gabon, Gambia, Georgia, Ghana, Grenada, Guatemala, Guinea-Bissau, Haiti, Honduras, Hungary, India, Iraq, Ireland, Jamaica, Jordan, Kenya, Kiribati, Kyrgyz Republic, Lao PDR, Lebanon, Lesotho, Liberia, Malawi, Maldives, Mali, Marshall Islands, Mauritania, Micronesia, Moldova, Mongolia, Montenegro, Mozambique, Myanmar, Nicaragua, Niger, Nigeria, North Macedonia, Oman, Pakistan, Papua New Guinea, Puerto Rico, Romania, Rwanda, Samoa, Sao Tome and Principe, Senegal, Seychelles, Sierra Leone, Slovak Republic, Slovenia, Solomon Islands, Somalia, South Africa, South Sudan, Sri Lanka, St. Kitts and Nevis, St. Vincent and the Grenadines, Sudan, Suriname, Tajikistan, Tanzania, Timor-Leste, Togo, Tonga, Trinidad and Tobago, Tunisia, Turkey, Tuvalu, Uganda, Ukraine, Uzbekistan, Venezuela RB, Zambia, Zimbabwe.
- 20 Roudabeh Kishi, Mel Pavlik, and Sam Jones, "2019 Year in Review," The Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), 2020, https://acleddata.com/acleddatanew/wpcontent/uploads/dlm_uploads/2020/03/ ACLED_AnnualReport2019_WebVersion.pdf.
- 21 Tørres, Liv, "A Civil or Uncivil Civil Society," NYU Center on International Cooperation, September 2021, https://cic.nyu.edu/ publications/civil-or-uncivil-civil-society.
- 22 Ronald Reagan Presidential Foundation & Institute, "Ronald Reagan Inaugural Address 1981," Ronald Reagan Presidential Foundation & Institute, January 20, 1981, www.reaganfoundation.org/ronald-reagan/reagan-quotes-speeches/inaugural-address-2.
- 23 Margaret Thatcher, "Margaret Thatcher: a life in quotes," The Guardian, April 8, 2013, www.theguardian.com/politics/2013/apr/08/ margaret-thatcher-quotes.

- 24 Robert J. Shiller, Narrative Economics: How Stories Go Viral And Drive Major Economic Events (Princeton; Oxford: Princeton University Press, 2019).
- 25 von Chamier, Paul, "Inequality, Lockdown, and COVID-19: Unequal Societies Struggle to Contain the Virus," NYU Center on International Cooperation, April 13, 2021, https://cic.nyu.edu/publications/inequality-lockdown-and-covid-19-unequal-societies-struggle-contain-virus.
- 26 Grigoli, Francesco, and Robles, Adrian, "Inequality Overhang," IMF Working Paper no. 17/76, March 28, 2017. www.imf.org/en/ Publications/WP/Issues/2017/03/28/Inequality-Overhang-44774.
- 27 Ostry, Jonathan, "Equality and Efficiency," IMF Finance & Development 48, no. 3, September 2011, www.imf.org/external/ pubs/ft/fandd/2011/09/Berg.htm.
- 28 McKinsey & Company, "How advancing women's equality can add \$12 trillion to global growth," 2015, www.mckinsey.com/featured-insights/ employment-and-growth/how-advancing-womens-equality-can-add-12-trillion-to-global-growth.
- 29 Nwanze, Cheta, "Nigeria Breaking the Hold of State Capture," All Africa, January 28, 2021, https://allafrica.com/stories/202101280 610.html.
- 30 Islam, Nazrul and John Winkel, "Climate Change and Social Inequality," Working paper no. 152, UN Department of Economic & Social Affairs, 2017, www.un.org/esa/desa/papers/2017/ wp152_2017.pdf.
- 31 **World** Bank "Country Overview: Costa Rica," *World Bank Group*, April 6, 2021, www.worldbank.org/en/country/costa rica/overview.
- 32 Education Policy and Data Center, UNICEF and Learning from Peace, "Does Education Inequality Lead to Violent Conflict?," fhi360, Accessed July 27, 2021. www.fhi360.org/sites/default/files/media/documents/epdc-inequality-conflict.pdf.
- 33 **Chiba,** Daina and Kristian Skrede Gleditsch, "The shape of things to come? Expanding the inequality and grievance model for civil war forecasts with event data," *Journal of Peace Research* 54, no. 2 (February 22, 2017): 257–15. https://doi.org/10.1177%2F0022343316684192.

- 34 Emmett, Chad and Valerie M. Hudson, "Sex and World Peace," *The Wilson Center*, last modified April 2012. www.wilsoncenter.org/sites/default/files/media/documents/event/Hudson%20 Presentation.pdf.
- 35 **Fajnzylber,** Pablo, Lederman, Daniel and Norman Loayza, "Inequality and Violent Crime," *The Journal of Law & Economics* 45, no. 1 (April 2002): 1–39. www.jstor.org/stable/10.1086/338347.
- 36 **Minouche** Shafik, *What We Owe Each Other:*A New Social Contract (Princeton University Press, 2021).
- 37 Including 31 research papers, consultations with 10 countries.
- 38 Casey, Katherine, Rachel Glennerster, and Edward Miguel, "Healing the Wounds: Learning from Sierra Leone's Post-War Institutional Reforms," National Bureau of Economic Research, September 2012. https://doi.org/10.3386/w18368.
- 39 International Security Sector Advisory Team (ISSAT), "Transforming Internal Security in Sierra Leone: Sierra Leone Police and broader Justice Sector Reform," Geneva Centre for Security Sector Governance, 2010, https://issat.dcaf.ch/Learn/Resource-Library/Policy-and-Research-Papers/Transforming-Internal-Security-in-Sierra-Leone-Sierra-Leone-Police-and-broader-Justice-Sector-Reform.
- 40 **Roberts,** Elisa, "In Sierra Leone, Corruption Isn't Gone, but It Is Falling Under Bio," *World Politics Review*, April 14, 2020, www.worldpoliticsreview. com/articles/28679/in-sierra-leone-corruptionisn-t-gone-but-it-is-falling-under-bio.
- 41 **Goldin,** lan, "Essential Workers," *NYU Center on International Cooperation*, September 2021, https://cic.nyu.edu/publications/essentialworkers-o.
- 42 Pearson, Ruth and Eva Neitzert, "Learning from Covid: How to make care central to economic policy around the world," UK Women's Budget Group, September 2021, https://cic.nyu.edu/ publications/learning-covid-how-make-carecentral-economic-policy-around-world.

- 43 Moayed, Tara, Scott Guggenheim, and Paul von Chamier, "From Regressive Subsidies to Progressive Redistribution: The Role of Redistribution and Recognition in Energy Subsidy Reform," NYU Center on International Cooperation, September 2021, https://cic.nyu.edu/publications/regressivesubsidies-progressive-redistribution-roleredistribution-and-recognition.
- 44 NYU Center on International Cooperation, "Report from the country visit to Indonesia," NYU Center on International Cooperation, April 2019.
- 45 Klugman, Jeni and Matthew Moore, "COVID-19 Has a Postcode: How urban housing and spatial inequality are shaping the COVID-19 crisis," NYU Center on International Cooperation, December 11, 2020.
- 46 Goldin, "Essential Workers."
- 47 **Bailey,** Laura E. and Nanjala Nyabola, "Digital Equity as an Enabling Platform for Equality and Inclusion," *NYU Center on International Cooperation*, June 9, 2021, https://cic.nyu.edu/publications/digital-equity-enabling-platform-equality-and-inclusion.
- 48 Bredenoord Jan, "Self-Managed Cooperative Housing by Mutual-Assistance as Introduced in Central America between 2004 and 2016; the Attractiveness of the 'FUCVAM' Model of Uruguay," Journal of Architectural Engineering Technology 6: 188, doi: 10.4172/2168-9717. 1000188.
- 49 "Citizens' Action to Face Poverty,"
 https://frentealapobreza.mx/wp/15704914
 51131/quienes-somos/; See also: Phillips,
 Ben, "How to Tackle Inequality: Lessons
 From Mexico's Successful Campaign to
 Raise the Minimum Wage," NYU Center on
 International Cooperation, November 26, 2019,
 https://cic.nyu.edu/blog/how-tackle-inequality-lessons-mexicos-successful-campaign-raise-minimum-wage.
- Klugman, Jeni and Matthew Moore, "Introducing the Mind-the-Gap-Index: A tool to understand urban spatial inequality," NYU Center on International Cooperation, May 6, 2021, https://cic.nyu.edu/publications/introducingmind-gap-index-tool-understand-urbanspatial-inequality.

- 51 **Pearson** and Neitzert, "Learning from COVID-19."
- 52 Stewart, Sheelagh, "People-Centered Justice Approaches to Addressing Inequality and Exclusion," NYU Center on International Cooperation, September 2021, https://cic.nyu.edu/publications/peoplecentered-justice-approaches-addressing-inequality-and-exclusion.
- 53 Moayed, Tara, "Recognizing Communities: Local Level Responses to the Pathfinders Grand Challenges," NYU Center on International Cooperation, February 22, 2021, https://cic.nyu.edu/publications/recognizingcommunities-local-level-responses-pathfindersgrand-challenges.
- **Moayed,** Guggenheim, and von Chamier, "From Regressive Subsidies."
- 55 de Greiff, Pablo, "The Applicability of Transitional Justice in Pre-conflict Contexts," NYU Center on International Cooperation, September 2021, https://cic.nyu.edu/publications/applicabilitytransitional-justice-pre-conflict-contexts.
- 56 World Bank, "World Development Report 2011: Conflict, Security, and Development," World Bank, 2011, https://openknowledge.worldbank. org/handle/10986/4389, 31.
- 57 Tørres, Liv, "Social Dialogue as a Tool to Fight Inequality & Recover after a Pandemic,"
 July 6, 2021, https://cic.nyu.edu/publications/social-dialogue-tool-fight-inequality-recoverafter-pandemic.
- 58 Ibid.
- 59 Lustig, Nora. Commitment to Equity Handbook: Estimating the Impact of Fiscal Policy on Inequality and Poverty (New Orleans: CEQ Institute at Tulane University, 2018).
- 60 **Susan** Neiman, *Learning form the Germans:*Race and the Memory of Evil (New York: Farrar,
 Strauss and Giroux, 2019).
- Societies, "A Review of the Evidence and a Global Strategy for Violence Prevention,"

 NYU Center on International Cooperation,

 March 2020, https://530cfd94-d934-468b-a1c7-c67a84734064.filesusr.com/ugd/6c192f_f6036b2b1ecf4fd1a3d7687ff7o98a46.pdf.
- 62 Stewart, Sheelagh, "People-Centered Justice."

- 63 Pathfinders for Peaceful, Just and Inclusive Societies, "Justice for All: Report of the Task Force on Justice," NYU Center on International Cooperation, May 2019, https://cic.nyu.edu/sites/default/files/justice_for_all_report_fact_sheet 24apr19 1 1.pdf.
- 64 Martin, Neil, Andrés Irarrazaval, William Matheson, "Recognition – An OECD Perspective Policy Report Contributing to the Challenge Paper on Inequality and Exclusion," NYU Center on International Cooperation, July 2019, https://cic.nyu.edu/sites/default/files/ oecdpaper_recognition_-_an_oecd_ perspective .pdf.
- 65 Moayed, "Recognizing Communities."
- 66 **Beath,** Andrew, Fotini Christia, and Ruben Enikolopov, "Randomized Impact Evaluation of Afghanistan's National Solidarity Programme—Final Report," MIT, Harvard, New Economic School, February 14, 2012, http://e-gap.org/wp/wp-content/uploads/20120220-BCE-NSP-IE-2FU-PAP.pdf.
- 67 **Barron,** Patrick, "Community-Driven Development in Post-Conflict and Conflict-Affected Areas: Experiences from East Asia," World Bank, 2011, https://openknowledge. worldbank.org/handle/10986/27414.
- 68 Gayatri, Irine and Kate Buchanan, "Women at the Indonesian peace table: Enhancing the contributions of women to conflict resolution," Centre for Humanitarian Dialogue and the Indonesian Institute of Sciences, November 2010, www.researchgate.net/publication/337438803_ Women_at_the_Indonesian_peace_table_ Enhancing_the_contributions_of_women_to_conflict_resolution.
- 69 **David-Barrett,** Elizabeth, "State Capture and Inequality," NYU Center on International Cooperation, September 2021, https://cic.nyu.edu/publications/state-capture-and-inequality.
- 70 **Ibid.**
- 71 **BBC** News, "South Africa's Ace Magashule: Top ANC Official Refuses to Step Down," *BBC News*, May 6, 2021, www.bbc.com/news/worldafrica-57004308.

- 72 "Judicial Commission of Inquiry into Allegations of State Capture (Call for Evidence/Information): PMG," ParliamentaryMonitoring Group South Africa, June 22, 2018, https://pmg.org.za/callfor-comment/694.
- 73 David-Barrett, "State Capture."
- 74 Open Government Partnership,

 "Beneficial Ownership," Open Government
 Partnership, Accessed July 30, 2021,
 www.opengovpartnership.org/policy-area/
 beneficial-ownership. This is further discussed in chapter 9.
- 75 Open Government Partnership. www.opengovpartnership.org.
- 76 Agrawal and Hamada, "Reforming Political."
- 77 Ibid.
- 78 Ekiert, Grzegorz, Jan Kubik, & Michal Wenzel, "Civil society and three dimensions of inequality in post-1989 Poland," Comparative Politics, 49 no. 3 (2017): 331–350, www.jstor.org/ stable/26330961.
- 79 Durán-Valverde, F., Pacheco-Jiménez, J.,
 Muzaffar, T & Elizondo-Barboza, H. (2019),
 "Measuring Financing gaps in social protection
 for achieving SDG target 1.3: Global estimates
 and strategies for developing countries," ESS
 Working Paper No 73. Geneva: International
 Labour Organization. www.ilo.org/secsoc/
 information-resources/publications-andtools/
 Workingpapers/WCMS_729111/lang--en/
 index.htm.
- 80 Lustig, Nora et al., "Fiscal policy incidence on inequality and poverty in low and middle-income countries," *Group of 24 and Friedrich-Ebert-Stiftung New York*, 2019, www.g24.org/wp-content/uploads/2019/01/Fiscal_Policy_Incidence on Inequality and Poverty.pdf.
- 81 Vitor Gaspar et al., "A Covid-19 Recovery Contribution," *IMF Blog*, May 7, 2021, https://blogs.imf.org/2021/04/16/a-covid-19-recovery-contribution.
- 82 Waris, Attiya, "Solidarity Taxes in the Context of Economic Recovery Following the COVID-19 Pandemic," NYU Center on International Cooperation, May 14, 2021, https://cic.nyu.edu/publications/solidarity-taxes-context-economic-recovery-following-covid-19-pandemic.

- 83 McKinsey Global Institute, "A blueprint for addressing the global affordable housing challenge" McKinsey & Company, 2014, www.mckinsey.com/~/media/mckinsey/ featured%20insights/urbanization/tackling%20 the%20worlds%20affordable%20housing% 20challenge/mgi_affordable_housing_ executive%20summary_october%202014.ashx.
- 84 "Public Spending on Support to Social Rental Housing," *OECD Affordable Housing Database*, last updated May 31, 2021, www.oecd.org/els/family/PH4-1-Public-spending-social-rental-housing.pdf.
- 85 De Henau, Jerome and Diane Perrons,
 "Investing in the care economy to boost
 employment and gender equality," Women's
 Budget Group, 2016, https://wbg.org.uk/wpcontent/uploads/2016/11/De_Henau_Perrons_
 WBG CareEconomy ITUC briefing final.pdf.
- 86 Settimo, Ricardo, "Higher Multilateral Development Bank Lending, Unchanged Capital Resources and Triple-A Rating, A Possible Trinity after All?," Bank of Italy Occasional Paper no. 488 (April 2019), https://dx.doi.org/10. 2139/ssrn.3432994.
- 87 Bucher, Gabriela, "The World Needs a Fair Tax Deal, Not a G7-Money Grab," Bloomberg Tax, 2021, https://news.bloomberglaw.com/daily-tax-report/the-world-needs-a-fair-tax-deal-not-a-g7-money-grab.
- 88 Gabriel Zucman, Teresa Lavender Fagan, and Thomas Piketty, *The Hidden Wealth* of Nations: The Scourge of Tax Havens (Chicago: The University of Chicago Press, 2016).
- 89 Blyth, Mark and Eric Lonergan, *Angrynomics* (Cambridge: Cambridge University Press, 2020).
- 90 **World** Health Organization, "WHO Coronavirus (COVID-19) Dashboard," *World Health Organization*, https://covid19.who.int.
- 91 **Berkhout,** Esmé et al., "The Inequality Report," *Oxfam International*, January 2021, https://oxfamilibrary.openrepository.com/ bitstream/handle/10546/621149/bp-the-inequality-virus-250121-en.pdf.

- 92 Min, Yongyi and Francesca Perucci, "UN/DESA Policy Brief #81: Impact of COVID-19 on SDG progress: a statistical perspective," United Nations Department of Economic and Social Affairs, August 27, 2020, www.un.org/development/desa/dpad/publication/un-desa-policy-brief-81-impact-of-covid-19-on-sdg-progress-a-statistical-perspective.
- 93 Zamore, Leah and Ben Phillips, "COVID-19 and Public Support for Radical Policies," NYU Center on International Cooperation, June 25, 2020, https://cic.nyu.edu/publications/covid-19-andpublic-support-radical-policies.
- **94** According to a Nexis Uni Database search.
- 95 Narayan, Amber and Roy Van der Weide, "Intergenerational Mobility across the World," VOX, CEPR Policy Portal, July 2, 2018, https://voxeu.org/article/intergenerational-mobility-across-world.
- 96 "The Opportunity Atlas," Opportunity Insights, www.opportunityatlas.org.
- 97 Informes Urbanos, "A Dinâmica Do IDH-M Entre 2000 e 2010 No Município De Suas Dimensões e São Paulo," *Prefeitura de São Paulo*, Prefeitura de São Paulo, November 2017, www.prefeitura. sp.gov.br/cidade/secretarias/upload/Informes_Urbanos/29 Dimensoes IDH-M.pdf.
- 98 World Bank, "Household Monitoring Systems to Track the Impacts of the Covid-19 Pandemic," World Bank, December 11, 2020, www.worldbank.org/en/topic/poverty/brief/high-frequency-monitoring-surveys.
- 99 Narayan, Amber and Carolina Sánchez-Páramo, "Impact of Covid-19 on Households: What Do Phone Surveys Tell Us?," World Bank Blogs, November 20, 2020, https://blogs.worldbank. org/voices/impact-covid-19-households-whatdo-phone-surveys-tell-us.
- 100 Narayan, Amber, Nobuo Yoshida, and Haoyu Wu, "How COVID-19 Affects Households in Poorest Countries Insights from Phone Surveys," World Bank Blogs, December 10, 2020, https://blogs.worldbank.org/voices/how-covid-19-affects-households-poorest-countries-insights-phone-surveys.

- 101 Bundervoet, Tom, Maria E Dávalos, and Natalia Garcia, "Working paper. The Short-Term Impacts of COVID-19 on Households in Developing Countries: An Overview Based on a Harmonized Data Set of High-Frequency Surveys," World Bank, March 2021, https://documents1.worldbank. org/curated/en/285001615830629714/pdf/The-Short-Term-Impacts-of-COVID-19-on-Households-in-Developing-Countries-An-Overview-Based-on-a-Harmonized-Data-Set-of-High-Frequency-Surveys.pdf.
- 102 Kugler, Maurice D. et al., "How Did the COVID-19 Crisis Affect Different Types of Workers in the Developing World?," Policy Research working paper; no. WPS 9703; COVID-19 (Coronavirus) Washington, D.C.: World Bank Group, 2021, http://documents.worldbank.org/curated/en/409921624030877958/How-Did-the-COVID-19-Crisis-Affect-Different-Types-of-Workers-in-the-Developing-World.
- 103 Narayan, Amber and Hill, Ruth, "What COVID-19 Can Mean for Long-term Inequality in Developing Countries," World Bank Blogs, January 7, 2021, https://blogs.worldbank.org/ voices/what-covid-19-can-mean-long-terminequality-developing-countries.
- 104 **Agrawal,** Sarthak et al., "COVID-19 and Inequality: How Unequal Was the Recovery from the Initial Shock? (English)," World Bank Group, 2021, http://documents.worldbank.org/curated/en/700711624541133306/COVID-19-and-Inequality-How-Unequal-Was-the-Recovery-from-the-Initial-Shock.
- 105 Gaudin, Yannick and Pareyón Noguez, Rebeca, "Brechas estructurales en América Latina y el Caribe: una perspectiva conceptualmetodológica," CEPAL, November 2020, www.cepal.org/es/publicaciones/46435-brechasestructurales-america-latina-caribe-perspectivaconceptual-metodologica.
- 106 Bárcena, Alicia, "Pactos políticos para la igualdad y el desarrollo sostenible en América Latina y el Caribe post COVID-19," CEPAL, 2021, www.cepal.org/sites/default/files/pr/files/ informe especial covid-19 no 8.pdf.

- 107 Press Release, "We Must Dismantle the Culture of Privilege to Be Able to Finance the 2030 Agenda: Alicia Bárcena," ELAC, October 23, 2017, www.cepal.org/en/comunicados/debemosdesmantelar-la-cultura-privilegios-poderfinanciar-la-agenda-2030-alicia-barcena.
- 108 "COVID-19 Observatory in Latin America and the Caribbean: Economic and social impact," *CEPAL*, 2021, www.cepal.org/es/temas/covid-19.
- 109 Press Release, "Pandemic Prompts Rise in Poverty to Levels Unprecedented in Recent Decades and Sharply Affects Inequality and Employment," ELAC, March 4, 2021, www.cepal. org/en/pressreleases/pandemic-prompts-rise-poverty-levels-unprecedented-recent-decades-and-sharply-affects.
- 110 Ortiz-Ospina, Esteban and Max Roser, "Economic inequality by gender," OurWorldInData.org, March 2018, https://ourworldindata.org/economic-inequality-by-gender.
- 111 **Donner,** Francesca, and Emma Goldberg,
 "In 25 Years, the Pay Gap Has Shrunk by Just 8
 Cents," *The New York Times*, March 24, 2021,
 www.nytimes.com/2021/03/24/us/equal-pay-day-explainer.html.
- 112 World Economic Forum, "Global Gender Gap Index 2020: Box 1: Progress towards gender equality in wages, where do we stand?," World Economic Forum, 2020, https://reports. weforum.org/global-gender-gap-report-2020/ the-global-gender-gap-index-2020/box-1.
- 113 **Almodóvar-Reteguis,** Nayda, "Where in the world do women still face legal barriers to own and administer assets?," World Bank Blogs,
 June 18, 2019, https://blogs.worldbank.org/
 opendata/where-world-do-women-still-face-legal-barriers-own-and-administer-assets.
- 114 **Kabeer**, Nalia, "Can the MDGs provide a pathway to social justice? The challenge of intersecting inequalities," *Millennium Achievement Fund*, September 2, 2010, www.mdgfund.org/sites/default/files/MDGs_and_Inequalities_Final_Report.pdf.

- 115 54 using the most recent Demographic and Health Survey data available within the last ten years, and 2 (U.S. and U.K.) using national census data.CIC's own elaboration based on DHS and US household data, "Demographic and Health Surveys (various) [Datasets]," ICF, 2004–2017, Funded by USAID. Rockville, Maryland: ICF [Distributor]; "Survey of consumer finances (SCF) 2019," U.S. Federal Reserve Board, 2020, www.federalreserve.gov/econres/scfindex.htm.
- 116 Alesina, Alberto, Stelios Michalopoulos, and Elias Papaioannou, "Ethnic Inequality," Journal of Political Economy 124, no. 2 (April 2016): 428–88, https://doi.org/10.1086/685300, www.journals.uchicago.edu/doi/abs/10.1086/685300.
- 117 Hickel, Jason, "How bad is global inequality, really," Jason Hickel, March 1, 2019, www.jasonhickel.org/blog/2019/3/1/ global-inequality-from-1980-to-2016.
- 118 OECD, "Under Pressure: The Squeezed Middle Class," OECD, 2019, www.oecd.org/els/soc/ OECD-middle-class-2019-main-findings.pdf.
- 119 Abeyratne, Sirimal, "Economic Roots of Political Conflict: The Case of Sri Lanka," The World Economy 27, no. 8 (September 27, 2004):
 1295–1314. https://taxpolicy.crawford.anu.edu.au/acde/asarc/pdf/papers/2002/WP 2002_03.pdf.
- 120 UN Women, UNFPA and Quilt.AI, "COVID-19 and Violence against Women: The evidence behind the talk. Insights from Big Data Analysis in Asian Countries," UNFPA, UN Women, Quilt. AI (March 2021), https://asiapacific.unfpa.org/en/publications/covid-19-and-violence-against-women-evidence-behind-talk.
- 121 **UNCIEF,** "Ending Child Marriage: A profile of progress in Bangladesh," *UNICEF*, 2020, www.unicef.org/bangladesh/en/reports/ending-child-marriage.

- 122 Advocacy for Social Change (ASC), BRAC UN Women Bangladesh Country Office and Center on International Cooperation (CIC), New York University, "Demographic and Socioeconomic Changes Induced by the COVID-19 Pandemic in Bangladesh: Dynamics and challenges of new circumstances," Advocacy for Social Change (ASC), BRAC UN Women Bangladesh Country Office and Center on International Cooperation (CIC), New York University, July 2021, www.brac.net/images/news/2021/Briefexecutive-summary-for-policy-dialogue.pdf.
- 123 **Abeyratne,** Sirimal, "Economic Roots of Political Conflict: The Case of Sri Lanka," *The World Economy* 27, no. 8 (September 27, 2004): 1295–1314. https://taxpolicy.crawford.anu. edu.au/acde/asarc/pdf/papers/2002/WP 2002 03.pdf.
- 124 World Bank, "Gini Index (World Bank estimate) Botswana," World Bank, 2015, https://data.worldbank.org/indicator/SI.POV. GINI?locations=BW.
- 125 **"Pula** Fund," Bank of Botswana, www.bankofbotswana.bw/content/pula-fund
- 126 **Hasanov,** Fuad and Oded Izraeli, "How Much Inequality is Necessary for Growth?," *Harvard Business Review*, January 2012,

 https://hbr.org/2012/01/how-much-inequality-is-necessary-for-growth.
- 127 **NYU** Center on International Cooperation,

 "Countries Marked by Inequality Less Likely to
 Contain Coronavirus Pandemic, New Analysis
 Concludes," *NYU Center on International*Cooperation, April 13, 2021, www.nyu.edu/
 about/news-publications/news/2021/april/
 countries-marked-by-inequality-less-likelyto-contain-coronaviru.html.
- 128 **Schreiber,** Melody, "Our Vaccine Rollout Has an Inequality Problem," *The New Republic,* January 29, 2021, https://newrepublic.com/article/161170/vaccine-rollout-inequality-problem.
- 129 **The** Economist, "Vaccine nationalism means that poor countries will be left behind," *The Economist*, July 28, 2021, www.economist. com/graphic-detail/2021/01/28/vaccinenationalism-means-that-poor-countries-will-be-left-behind.

- 130 **Carnegie** Endowment for International Peace, "Global Protest Tracker," *Carnegie Endowment for International Peace*, July 7, 2021. https://carnegieendowment.org/publications/interactive/protest-tracker.
- 131 Durante, Ruben, Guiso, Luigi, and Giorgio Gulino, "Civic capital and social distancing: Evidence from Italians' response to COVID-19," Vox EU, April 16, 2020, https://voxeu.org/article/civic-capital-and-social-distancing.
- 132 Grigoli, Francesco and Adrian Robles, "Inequality Overhang," IMF Working Papers, International Monetary Fund, March 28, 2017, www.imf.org/-/ media/Files/Publications/WP/2017/wp1776.ashx.
- 133 **Grigoli,** Francesco, "A New Twist in the Link Between Inequality and Economic Development," IMF Blog, May 11, 2017, https://blogs.imf.org/2017/05/11/a-new-twist-in-the-link-between-inequality-and-economic-development.
- 134 **Berg,** Andrew G. and Jonathan D. Ostry, "Equality and Efficiency," *Finance and Development* 48, no. 3 (September 2011): 12–15. www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/2011/09/Berg.htm.
- 135 World Bank, "Globally, Countries Lose \$160 Trillion in Wealth Due to Earnings Gaps Between Women and Men," World Bank, May 30, 2018, www.worldbank.org/en/news/ press-release/2018/05/30/globally-countrieslose-160-trillion-in-wealth-due-to-earnings-gapsbetween-women-and-men.
- 136 **Ulfelder,** Jay, "It's Harder Than It Looks To Link Inequality With Global Turmoil," *FiveThirtyEight*, January 7, 2016, https://fivethirtyeight.com/features/its-harder-than-it-looks-to-link-inequality-with-global-turmoil.
- 137 **GDELT,** "The GDELT Project," Last modified July 2021, www.gdeltproject.org.
- 138 Ibid.
- 139 **United** Nations and World Bank, "Pathways for Peace: Inclusive Approaches to Preventing Violence Conflict," *World Bank*, 2018, https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/28337.
- 140 Education Policy and Data Center, UNICEF and Learning from Peace, "Does Education Inequality Lead to Violent Conflict?," FHI360, accessed July 27, 2021. www.fhi360.org/sites/default/files/ media/documents/epdc-inequality-conflict.pdf.

- 141 Chiba, Daina and Kristian Skrede Gleditsch, "The shape of things to come? Expanding the inequality and grievance model for civil war forecasts with event data," *Journal of Peace Research* 54, no. 2 (February 22, 2017): 257–15, https://doi.org/10.1177%2F0022343316684192.
- 142 Emmett, Chad and Valerie M. Hudson, "Sex and World Peace," The Wilson Center, Last modified April 2012. www.wilsoncenter.org/sites/default/ files/media/documents/event/Hudson%20 Presentation.pdf.
- 143 **Fajnzylber,** Pablo, Lederman, Daniel and Norman Loayza, "Inequality and Violent Crime," *The Journal of Law & Economics* 45, no. 1 (April 2002): 1–39. www.jstor.org/stable/10.1086/338347.
- 144 Filho, Alexandre DP Chiavegatto and Ichiro Kawachi, "Income inequality is associated with adolescent fertility in Brazil: a longitudinal multilevel analysis of 5,565 municipalities," BMC Public Health 15, no. 103 (February 2015), https://doi.org/10.1186/s12889-015-1369-2.
- 145 World Bank, "LAC: Poverty, Poor Education and Lack of Opportunities Increase Risk of Teenage Pregnancy," World Bank, December 12, 2013, www.worldbank.org/en/news/pressrelease/2013/12/12/lac-poverty-educationteenage-pregnancy.
- 146 Penman-Aguilar, Ana, Carter, Marion, Snead, Christine, and Athena P. Kourtis, "Socioeconomic Disadvantage as a Social Determinant of Teen Childbearing in the U.S," *Public Health Reports* 128, suppl. 1 (March 2013): 5–22, www.ncbi.nlm. nih.gov/pmc/articles/PMC3562742.
- 147 Center for Disease Control and Prevention, "Social Determinants and Eliminating Disparities in Teen Pregnancy," CDC, Last modified October 15, 2021, www.cdc.gov/teenpregnancy/ about/social-determinants-disparities-teenpregnancy.htm.
- 148 Viner, Russell M. and Joseph L. Ward.

 "The impact of income inequality and national wealth on child and adolescent mortality in low and middle-income countries,"

 BMC Public Health 17, no. 439 (May 2017), https://bmcpublichealth.biomedcentral.com/articles/10.1186/s12889-017-4310.

- 149 Su, Dejun et al., "Income inequality and obesity prevalence among OECD countries," Journal of Biosocial Science 44, no. 4 (January 2012): 417–432, www.researchgate.net/publication/51980897_Income_inequality_and_obesity_prevalence_among_OECD_countries.
- 150 **Koehring,** Martin, "Inequality in access to care undermines cancer-control efforts in Latin America," *The Economist Intelligence Unit*, August 8, 2017, https://eiuperspectives.economist.com/healthcare/inequality-access-care-undermines-cancer-control-efforts-latin-america.
- 151 Pickett, Kate E. et al., "Wider income gaps, wider waistbands? An ecological study of obesity and income inequality," *Journal of Epidemiology and Community Health* 59 (February 2005): 670–674, www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC1733121/pdf/v059p00670.pdf.
- 152 Ibid.
- 153 **Herbert,** Joe, "The Scandal of Inequality and Its Effect on Mental Health," *Psychology Today*, November 17, 2018, www.psychologytoday.com/us/blog/hormones-and-the-brain/201811/the-scandal-inequality-and-its-effect-mental-health.
- 154 **The** Economist, "Does inequality cause suicide, drug abuse and mental illness?," *The Economist*, June 14, 2018, https://www.economist.com/books-and-arts/2018/06/14/does-inequality-cause-suicide-drug-abuse-and-mental-illness.
- 155 Khazaei, Salman et al., "Suicide rate in relation to the Human Development Index and other health related factors: A global ecological study from 91 countries," Journal of Epidemiology and Global Health 7, no. 2 (June 2017): 131–134, https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S2210600616300430.
- 156 **Machado,** Daiane B., Rasella, David and Darci Santos, "Impact of Income Inequality and Other Social Determinants on Suicide Rate in Brazil," *PLOS ONE* 10 (April 2015), www.researchgate. net/publication/277348425_Impact_of_Income_Inequality_and_Other_Social_Determinants_ on_Suicide_Rate_in_Brazil.

- 157 **Tuters,** Stephanie, "Wilkinson, R., & Pickett, K. (2009). The Spirit Level: Why More Equal Societies Almost Always Do Better. London: Allen Lane," *Leadership and Policy in Schools* 11, no. 1 (February 2012): 129–134, www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/1570076 3.2011.577928.
- 158 International Labour Organization,
 "Indigenous peoples and climate change," ILO,
 2017, www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/--dgreports/---gender/documents/publication/
 wcms_551189.pdf.
- 159 Ibid.
- 160 Oxfam, Calvet Investments and Ceres, "Physical Risks from Climate Change," May 2012, Oxfam, https://s3.amazonaws.com/oxfam-us/ www/static/media/files/physical-risks-fromclimate-change.pdf.
- 161 Lockwood, Matthew, "Right-wing populism and the climate change agenda: exploring the linkages," *Environmental Politics* 47, no. 4 (April 2018): 712–732, www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/09644016.2018.1458411?scroll=top &needAccess=true.
- 162 Diffenbaugh, Noah S. and Marshall Burke, "Global warming has increased global economic inequality," Proceedings of the National Academy of Sciences 166, no. 20 (May 2019): 9808–9813, www.pnas.org/content/116/20/9808.
- 163 **Greenpeace,** "Exxon and the Oil Industry Knew About Climate Change," *Greenpeace*, accessed July 28, 2021, www.greenpeace.org/usa/endingthe-climate-crisis/exxon-and-the-oil-industry-knew-about-climate-change.
- Paul von Chamier, "Economic Inequality and Political Instability: How Recent Worsening of Income Disparities Links with Street Protests against Governments," NYU Center on International Cooperation, September 2021, https://cic.nyu.edu/publications/economic-inequality-and-political-instability-how-recent-worsening-income-disparities.
- 165 Fuentes-Nieva, Ricardo, "The Way We Voluntarily Pay Taxes." NYU Center on International Cooperation, May 2021, https://cic.nyu.edu/sites/default/files/the_way_ we_voluntarily_pay_taxes_may_2021_0.pdf.

- 166 Sjoberg, Fredrik M. et al., "Voice and Punishment: A Global Survey Experiment on Tax Morale," Policy Research working paper no. 8855, World Bank, 2019, https://openknowledge.worldbank.org/ handle/10986/31713.
- 167 Ali, Merima, Odd-Helge Fjeldstad and Ingrid Hoem Sjursen, "To pay or not to pay? Citizens' attitudes towards taxation in Kenya, Tanzania, Uganda and South Africa," Working paper no. 143, Afro Barometer, 2013, https://afrobarometer.org/publications/pay-or-not-pay-citizens%E2%80%99-attitudes-towards-taxation-kenya-tanzania-uganda-and-south.
- 168 Eisinger, Jesse, Ernsthausen, Jeff and Paul Kiel, "The Secret IRS Files: Trove of Never-Before-Seen Records Reveal How the Wealthiest Avoid Income Tax," ProPublica, June 8, 2021, www.propublica.org/article/the-secret-irs-filestrove-of-never-before-seen-records-reveal-howthe-wealthiest-avoid-income-tax.
- 169 von Chamier, Paul, "Inequality, Lockdown."
- 170 Zúñiga, Nieves, "Correlation Between Corruption and Inequality," Transparency International, September 20, 2017, https://knowledgehub. transparency.org/helpdesk/correlation-betweencorruption-and-inequality.
- 171 International Monetary Fund Fiscal Affairs Department, "Corruption: Costs and Mitigating Strategies," International Monetary Fund, May 11, 2016, www.imf.org/en/Publications/Staff-Discussion-Notes/Issues/2016/12/31/Corruption-Costs-and-Mitigating-Strategies-43888
- 172 You, Jong-Sung, "Corruption and Inequality as Correlates of Social Trust: Fairness Matters More Than Similarity," Harvard University, 2005, https://projects.iq.harvard.edu/files/sss_blog/files/social.trust_.you_.081905.pdf.
- 173 International Monetary Fund Fiscal Affairs Department, "Corruption: Costs and Mitigating Strategies."
- 174 **Koumpias,** Antonios M. et al., "Trust in Government Institutions and Tax Morale," International Center for Public Policy, Andrew Young School of Policy Studies, Georgia State University, February 2020, https://econpapers.repec.org/paper/aysispwps/paper2001.htm.

- 175 A slightly different dynamic took place in emerging economies, including China, South and East Asia, and the former Soviet Union, where unleashing market incentives led to rapid concentration and ostentatious displays of wealth.
- 176 **Sánchez-Ancochea,** Diego, *Costs of Inequality in Latin America* (London: Bloomsbury Publish, 2010).
- 177 See forthcoming OECD policy brief on Perceptions of Inequality and Preferences for Redistribution.
- 178 **Gould,** Eric and Alexander Hijzen, "Growing Apart, Losing Trust? The Impact of Inequality on Social Capital," IMF, August 22, 2016, www.imf.org/en/Publications/WP/ Issues/2016/12/31/Growing-Apart-Losing-Trust-The-Impact-of-Inequality-on-Social-Capital-44197.
- 179 **OECD** et al., (forthcoming), *Latin American Economic Outlook 2021* (Paris: OECD Publishing).
- 180 The OECD WISE Centre is conducting an evidence scan to systematically determine the impact of the pandemic on the different dimensions that contribute to people's well-being (income, employment, health, social connectedness, life satisfaction, environmental quality, personal safety...). The final report is due to be released in November 2021.
- 181 Compare Your Income is an online interactive web-tool that allows users to test their perceptions of income inequality and tax fairness and to express their views on how income should be distributed and what areas of public spending should be prioritised. The web-tool is available in 8 languages, fully confidential and anonymised. It can be accessed at: www.compareyourincome.org. Results presented here are based on entries collected over the period May 2020 to May 2021.
- 182 **Ronald** Reagan Presidential Foundation & Institute, "Ronald Reagan Inaugural Address 1981," *Ronald Reagan Presidential Foundation & Institute*, January 20, 1981, www.reaganfoundation.org/ronald-reagan/reagan-quotes-speeches/inaugural-address-2.

- 183 Margaret Thatcher, "Margaret Thatcher: a life in quotes," *The Guardian*, April 8, 2013, www.theguardian.com/politics/2013/ apr/08/margaret-thatcher-quotes.
- 184 **PolicyLink**, "Narrative Change in a Shifting Political Landscape: The Ambassadors for Health Equity Focus on Building a Culture of Health," *PolicyLink*, July 13, 2017, www.policylink.org/equity-in-action/blog-posts/health-equity-ambassadors.
- 185 Race Class Narrative, "Race Class Narrative Handout," 2019, www.demos.org/sites/default/files/2019-03/Race_Class_Narrative_Handout_large-print_o.pdf.
- 186 Centre for Labour & Social Studies.

 Bridging race and class: Narratives that work (2021), forthcoming.
- 187 **Morfit,** Michael, "Pancasila: The Indonesian State Ideology According to the New Order Government," *Asian Survey* 21, no. 8 (August 1981): 838–851, https://doi.org/10.2307/2643886.
- 188 Wright, Lenka, "What Works Cities Blog Post:
 Using behavioral science to keep San José
 clean," What Works Cities, August 31, 2016,
 https://whatworkscities.bloomberg.org/workscities-blog-post-using-behavioral-science-keepsan-jose-clean.
- 189 The dataset used for this analysis includes Gini coefficient records for 169 countries (Source: The World Bank Poverty Calculator PovCalNet), Top 10% and Top 1% earners' share of annual GDP records for 154 countries (Source: World Inequality Database), and V-Dem exclusion score percentile position records for 174 countries (Source: Varieties of Democracy V-Dem).
- 190 **Nyati-Ramahobo,** Lydia, "Minority Tribes in Botswana: the Politics of Recognition," Minority Rights Group International, January 7, 2009, www.refworld.org/pdfid/496dcoc82.pdf.
- 191 **"The** World Bank in Botswana," *World Bank*, accessed August 5, 2021. www.worldbank.org/en/country/botswana/overview#3.
- 192 **Tazeen,** H. and Z. Tanzer, "Women's Movements, Plural Legal Systems, and the Botswana Constitution: How Reform Happens," Policy Research Working Paper 6690, World Bank, 2013, https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/16924/WPS6690. pdf?sequence=1&isAllowed=y.

- 193 **Beghin,** Natalie, "Notes on Inequality and Poverty in Brazil: Current Situation and Challenges (From Poverty to Power:

 Background Paper)," OxfamInternational, 2008, https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/112516/fp2p-bp-notesineguality-poverty-brazil-current-140608-en.pdf.
- 194 Lehman, Stan, "A Look at Offensive Comments by Brazil Candidate Bolsonaro," AP News, September 29, 2018, https://apnews.com/ article/1f9b79df9b1d4f14aeb1694fodc13276.
- 195 Janine Berg (ed), "Labour markets, institutions and inequality," *ILO*, 2015, www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms_347249.pdf.
- 196 **NZLabour,** "100 Days Challenge with Prime Minister JACINDA ARDERN," YouTube, June 20, 2018, www.youtube.com/watch?v=LcnF32zFZ8c.
- 197 Ocasio-Cortez, Alexandria, "Last January I Was Sworn in for My First Term in Congress. So, What Have We Accomplished since Then Let's Take 2(ISH) Minutes to Review," Twitter, December 11, 2020, https://twitter.com/AOC/ status/1337406134089605123?s=20.
- 198 For an up-to-date review of progress towards commitment on UHC 2030 (2020) State of commitment to universal health coverage: 2020 Synthesis. www.uhc2030.org/fileadmin/ uploads/uhc2030/Documents/Key Issues/ State of UHC/SoUHCC synthesis 2020 final web.pdf; For a review of learnings from policies enacted to deliver UHC see: World Bank (2014). Universal Health Coverage for Inclusive Sustainable Development. www.worldbank.org/ en/topic/health/publication/universal-healthcoverage-for-inclusive-sustainable-development. For a comprehensive assessment of progress on education equality see: UNESCO (2020). Global Education Monitoring Report 2020. https://en.unesco.org/gem-report/report/2020/ inclusion; For a systematic review of the impact of education programs see Snilstveit el al. (2015). Interventions for improving learning outcomes and access to education in lowand middle-income countries: a systematic review, 3ie Systematic Review 24: London. www.3ieimpact.org/evidence-hub/publications/ systematic-review-summaries/impact-educationprogrammes-learning-school-participation-lowand-middle-income-countries.

- 199 Adam Wexler et al., "Tracking Global Covid-19 Vaccine Equity," KFF, July 28, 2021, www.kff.org/ coronavirus-covid-19/issue-brief/tracking-globalcovid-19-vaccine-equity/.
- 200 Duke Global Health Innovation Center, "The Race for Global COVID-19 Vaccine Equity," Launch & Scale Speedometer, Duke University. Retrieved from https://launchandscalefaster.org/COVID-19.
- 201 "Edelman Trust Barometer 2021 Spring Trust Bubble Bursts; Biggest Loss For Government," Edelmen, 2021, accessed August 4, 2021, www.edelman.com/sites/g/files/aatuss191/ files/2021-01/2021-edelman-trust-barometer.pdf.
- 202 Erfani, Parsa et al., "Intellectual property waiver for covid-19 vaccines will advance global health equity," BMJ, 374, no. 1837 (August 2021), doi: 10.1136/bmj.n1837. PMID: 34344728.
- 203 Agarwal, Ruchir and Gita Gopinath, "A Proposal to End the Covid-19 Pandemic," International Monetary Fund, May 19, 2021, www.imf.org/en/Publications/Staff-Discussion-Notes/Issues/2021/05/19/A-Proposal-to-Endthe-COVID-19-Pandemic-460263.
- 204 See IMF Fiscal Monitior Database summarizing additional spending and forgone revenue related to COVID-19 economic response, www.imf.org/en/Topics/imf-and-covid19/Fiscal-Policies-Database-in-Response-to-COVID-19.
- 205 **Gentilini,** Ugo et al., "Social Protection and Jobs Responses to COVID-19: A Real-Time Review of Country Measures," *World Bank*, 2020, https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/33635.
- 206 Oxfam, "Shelter from the storm: The global need for universal social protection in times of COVID-19," Oxfam Briefing Paper, December 2020, https://oxfamilibrary.openrepository.com/ bitstream/handle/10546/621132/bp-socialprotection-covid-19-151220-en.pdf.
- 207 Kidd, Stephen, "The demise of Mexico's Prospera programme: a tragedy foretold," Development Pathways Blog, June 2, 2019, www.developmentpathways.co.uk/blog/ the-demise-of-mexicos-prospera-programmea-tragedy-foretold.

- 208 ILO, "ILO Flagship Programme on Social Protection, Social Protection delivery and case study evidence of effective policies," ILO, www.social-protection.org/gimi/Flagship.action.
- 209 **OCED,** "COVID-19 crisis response in MENA countries," *OECD,* 2020, www.oecd.org/coronavirus/policy-responses/covid-19-crisis-response-in-mena-countries-4b366396.
- 210 **Press** Release, "Tunisia Takes a Step Closer to a New Economy and Digital Transformation," *World Bank*, June 14, 2019, www.worldbank. org/en/news/press-release/2019/06/14/tunisia-takes-a-step-closer-to-a-new-economy-and-digital-transformation.
- 211 **Blofield,** Merike, Nora Lustig, and Mart Trasberg, "Social Protection During the Pandemic: Argentina, Brazil, Colombia, and Mexico," *Center for Global Development*, February 3, 2021, www.cgdev.org/publication/social-protection-during-pandemic-argentina-brazil-colombia-and-mexico.
- 212 Ibid.
- 213 **See** the WHO's Gender Responsive
 Assessment Scale for definitions of gender responsive programmes: www.who.int/
 gender/mainstreaming/GMH_Participant_
 GenderAssessmentScale.pdf.
- 214 Skinner, Caroline and Vanessa Watson, "Planning and informal food traders under COVID-19 the South African case," *African Centre for Cities*, February 11, 2021, www.africancentreforcities. net/viewpoint-planning-and-informal-food-traders-under-covid-19-the-south-african-case.
- 215 UN-Habitat, "Housing Rights."
- 216 **Lloyd,** Alcynna, "Home prices are rising faster than wages in 80% of U.S. markets," HousingWire, January 10, 2019, www.housingwire.com/articles/47878-home-prices-are-rising-faster-than-wages-in-80-of-us-markets.
- 217 **Angel,** Shlomo et al., "In defence of density," *International Growth Centre*, July 3, 2020, www.theigc.org/blog/in-defence-of-density.
- 218 **Housing** Rights: UN-HABITAT," UN, 2021, https://unhabitat.org/programme/housing-rights.
- 219 **Randy** Shaw, *Generation Priced Out: Who Gets* to Live in the New Urban America (University of California Press: 2018).

- 220 Rizvi, Zaigham, "The challenge of affordable housing for low-income city-dwellers," World Bank Blogs, September 8, 2016, https://blogs.worldbank.org/psd/challenge-affordable-housing-low-income-city-dwellers.
- 221 Fuchs, Michael, "Lowering the high interest rate cost of housing finance in Africa," Working Paper Series, No 1. Centre for Affordable Housing Finance in Africa (CAHF), June 8, 2018, https://housingfinanceafrica.org/documents/working-paper-lowering-the-high-interest-rate-cost-of-housing-finance-in-africa.
- 222 **Belsky,** Eric et.al, "Advancing Inclusive and Sustainable Urban Development: Correcting Planning Failures And Connecting Communities To Capital," *Joint Center for Housing Studies of Harvard University*, December 13, 2013, www.jchs.harvard.edu/research-areas/reports/advancing-inclusive-and-sustainable-urban-development-correcting-planning.
- 223 **Bosch-Badia,** Maria Teresa et al., "Speculation and Real Estate: Can Speculation Contribute to an Efficient Real Estate Market?," *Critical Housing Analysis* 1 no. 2 (June 29, 2014): 44–52, doi.10.13060/23362839.2014.2.2.114.
- 224 **O'Neill,** Phillip, "The Financialisation of Urban Infrastructure: A Framework of Analysis," *Urban Studies* 56, no. 7 (February 28, 2018): 1304–1325, https://doi.org/10.1177%2F0042098017751983.
- 225 Banner, Stuart, Speculation: A History of the Fine Line between Gambling and Investing (New York: Oxford University Press, 2017); Abdulai, R.T. et al (eds.), Real estate, construction and economic development in emerging market economies (London: Routledge, 2016).
- 226 **Goodfellow,** Tom, "Urban Fortunes and Skeleton Cityscapes: Real Estate and Late Urbanization in Kigali and Addis Ababa," *International Journal of Urban and Regional Research* (October 26, 2017), https://doi.org/10.1111/1468-2427.12550.
- 227 **Shatkin,** Gavin, *Cities for profit: the real* estate turn in Asia's urban politics (Ithaca: Cornell University Press, 2017).
- rights are still far too rare in poor countries"

 The Economist, September 10, 2020,

 www.economist.com/leaders/2020/09/
 12/who-owns-what.

- 229 **Mbiba,** Beacon, "Idioms of accumulation: corporate accumulation by dispossession in urban Zimbabwe," *International Journal of Urban and Regional Research* 41 no. 2: (May 31, 2017), 213–34, https://doi.org/10.1111/1468-2427.12468.
- 230 **Waston,** Vanessa, "African urban fantasies: dreams or nightmares?," *Environment and Urbanization* 26 no. 1 (December 6, 2013): 215–231, https://doi.org/10.1177%2F0956 247813513705.
- 231 Côté-Roy, Laurence and Sarah Moser,
 "Does Africa not deserve shiny new cities?'
 The power of seductive rhetoric around
 new cities in Africa," *Urban Studies* 56
 no. 12 (October 30, 2018): 2391–407,
 https://doi.org/10.1177%2F0042098018793032.
 Paling, Willem, "Planning a future for Phnom
 Penh: mega projects, aid dependence and
 disjointed governance," *Urban Studies*49 no. 13 (August 2, 2012): 2889–912,
 https://doi.org/10.1177%2F0042098012452457.
- 232 **Ren,** Xuefei, "Aspirational urbanism from Beijing to Rio de Janeiro: Olympic cities in the Global South and contradictions," *Journal of Urban Affairs* 39 no. 7 (August 16, 2017): 894–908, https://doi.org/10.1080/07352166.2017.1345553.
- 233 **Tom** Gillespie, "African Cities: Capitalism's
 Urban Frontier," *Review of African Political Economy (ROAPE)*, July 23, 2020,
 http://roape.net/2020/07/23/african-citiescapitalisms-urban-frontier.
- 234 Ana Poblacion et al., "Stable Homes Make Healthy Families." *Children's Health Watch*, July 2017, https://childrenshealthwatch.org/ wp-content/uploads/CHW-Stable-Homes-2pager-web.pdf.
- 235 **LeBas,** A. 2013, "Violence and Urban Order in Nairobi, Kenya and Lagos, Nigeria." Studies in Comparative International Development 48 (3): 240–262; Oteng-Ababio, M. 2016, "Beyond Poverty and Criminalization: Splintering Youth Groups and 'Conflict of Governmentalities' in Urban Ghana." Ghana Journal of Geography 8 (1): 51–78.

- Order in Nairobi, Kenya and Lagos, Nigeria,"

 Studies in Comparative International

 Development 48 no. 3 (July 16, 2013): 240–262,
 https://link.springer.com/article/10.1007/s12116013-9134-y; Oteng-Ababio, Martin, "Beyond
 Poverty and Criminalization: Splintering Youth
 Groups and 'Conflict of Governmentalities' in
 Urban Ghana," Ghana Journal of Geography 8
 no. 1 (2016): 51–78, www.ajol.info/index.php/
 gjg/article/view/138518.
- 237 Randy Shaw, 2018.
- 238 **CLG**, "Rethinking Housing Policies Harnessing local innovation to address the global housing crisis." Working Paper, World Summit of Local and Regional Leaders, November 11–15, 2019, www.gold.uclg.org/sites/default/files/UCLG_Rethinking Housing Online o.pdf.
- 239 Alain Bertaud, Order without Design: How Markets Shape Cities (Cambridge: MIT Press, 2018).
- 240 "Who Are We?," ARRU, www.arru.nat.tn/index.php?id=8&L=2&cHash=7ec69ebbode 9e7738f59a2fa6f2eOdfc.
- 241 UCLG, 2019.
- 242 **Benjamin** Nahoum, Raúl Vallés, "The Uruguayan Experience: 50 years of housing cooperatives" in Manuel Martín Hernández & Vicente Díaz García eds, *Visiones del Hábitat en América Latina: participación, autogestión, habitabilidad* (Madrid: Editorial Reverte, 2018).
- 243 Kamara, Abou Bakarr, Wilson Prichard, and Niccolo Merigi, "Freetown Just Implemented a New Property Tax System That Could Quintuple Revenue," ICTD, June 19, 2020, www.ictd.ac/blog/freetown-new-property-tax-system-quintuple-revenue/.
- 244 **Pathfinders** for Peaceful, Just and Inclusive Societies, "Digital Equity as an Enabling Platform for Equality and Inclusion," *NYU Center on International Cooperation*, 2021, www.sdg16.plus.
- 245 Ibid.
- 246 Ibid.
- 247 **CNBC**, "Singapore Covid-19 contact-tracing data accessible to police," *CNBC*, January 5, 2021, www.cnbc.com/2021/01/05/singapore-covid-19-contact-tracing-data-accessible-to-police.html.

- 248 Khera, Reetika, *Dissent on Aadhar: Big*Data Meets Big Brother (Delhi: Orient Black
 Swan, 2019).
- 249 Panigrahi, Subhashish, "#MarginalizedAadhaar: Is India's Aadhaar enabling more exclusion in social welfare for marginalized communities?," *Global Voices,* Feburary 17, 2020, https://globalvoices.org/2020/02/17/marginalizedaadhaar-is-indias-aadhaar-enabling-more-exclusion-in-social-welfare-formarginalized-communities.
- 250 Pearson and Neitzert, "Learning from Covid."
- 251 Press Release, "COVID-19: Only one in eight countries worldwide have measures in place to protect women against social and economic impacts, new data shows," UN Women, September 2020, www.unwomen.org/en/news/stories/2020/9/press-release-launch-of-covid-19-global-gender-response-tracker.
- 252 ILO, "Care Work and Care Jobs for the Future of Decent Work," ILO, 2018, www.ilo.org/wcmsp5/ groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/ documents/publication/wcms_633135.pdf.
- 253 Ibid.
- 254 Fudge, Judy, "Global Care Chains:

 Transnational Migrant Care Workers,"

 International Journal of Comparative Labour

 Law and Industrial Relations 28 no. 1: 63–69,

 https://kluwerlawonline.com/journalarticle/
 International+Journal+of+Comparative

 +Labour+Law+and+Industrial+Relations/
 28.1/IJCL2012005.
- 255 Hochschild, Arlie R., "Global Care Chains and Emotional Surplus Value," in Hutton,
 W. and Giddens, A. (eds), On The Edge: Living with Global Capitalism (London: Jonathan Cape, 2020).
- 256 Parreñas, Rhacel, Servants of Globalization: Women, Migration, and Domestic Work (Stanford, CA: Stanford University Press, 2001).
- 257 **Yeates,** Nicola, "Global Care Chains: critical reflections and lines of enquiry," *International Feminist Journal of Politics* 6 no. 3 (2004): 369–391, https://doi.org/10.1080/1461674042000235573.

- 258 **OECD,** "Workforce and safety in long-term care during the Covid-19 pandemic," *OECD,* Last updated June 22, 2020, www.oecd.org/ coronavirus/policy-responses/workforce-and-safety-in-long-term-care-during-the-covid-19-pandemic-43fc5d5o/#section-d1e83.
- 259 Ibid.
- 260 Charmes, Jacques, "The Unpaid Care Work and the Labour Market: An analysis of time use data based on the latest World Compilation of Time-use Surveys," ILO Working Paper, December 19, 2019, www.ilo.org/ gender/Informationresources/Publications/ WCMS_732791/lang--en/index.htm.
- 261 ILO, "Care Work."
- 262 **Sultana,** Anjum and Carmina Ravanera,

 "A Feminist Economic Recovery Plan for Canada:

 Making the Economy Work for Everyone,"

 The Institute for Gender and the Economy

 (GATE) and YWCA Canada, July 28, 2020,

 www.gendereconomy.org/a-feministeconomic-recovery-plan-for-canada.
- 263 ILO, "Convention no. 189: Decent work for domestic workers," ILO, 2011, www.ilo.org/ wcmsp5/groups/public/---ed_protect/--protrav/---travail/documents/publication/ wcms_161104.pdf.
- 264 ILO, "Landmark treaty for domestic workers comes into force," *ILO*, 2013, www.ilo.org/global/standards/information-resources-and-publications/news/WCMS_220793/lang-en/index.htm.
- 265 Fawcett Society, "Written submission on Shared Parental Leave and Pay," Fawcett Society, 2018, http://data.parliament.uk/writtenevidence/ committeeevidence.svc/evidencedocument/ women-and-equalities-committee/fathers-andthe-workplace/written/48173.pdf.
- 266 Replacement rate refers to the amount of lost income that will be replaced by the paternity/ maternity leave payment.
- 267 Fawcett Society, "Written submission."
- 268 Lloyd-Sherlock, Peter and Karla Giacomin, "Belo Horizonte's pioneering community care programme for older people," Corona Older, November 24, 2020, https://corona-older. com/2020/11/24/belo-horizontes-pioneeringcommunity-care-programme-for-older-people.

- 269 **De** Henau, Jerome and Diane Perrons, "Investing in the care economy to boost employment and gender equality," *Women's Budget Group*, March 2016, https://wbg.org.uk/wp-content/uploads/2016/11/De_Henau_Perrons_WBG_CareEconomy_ITUC_briefing_final.pdf.
- 270 **OECD,** "LMF1.2. Maternal employment rates," *OECD Family Database,* 2020, www.oecd.org/ els/family/LMF1_2_Maternal_Employment.pdf.
- 271 Meagher, Gabrielle and Marta Szebehely, "Equality in the social service state: Nordic childcare models in comparative perspective," in Kvist, J. et al., (eds.), The Nordic Welfare model in the 21st Century, January 2012, DOI: 10.1332/ policypress/9781847426604.003.0005.
- 272 Hedenigg, Silvia, "Caring economics and the Nordic Model," *Interdisciplinary Journal of Partnership Studies* 6 no. 2, (August 2019), DOI: 10.24926/ijps.v6i2.2086.
- 273 **Heintze,** Cornelia "On the Highroad: The Scandinavian path to a care system for today," *WISO Diskurs,* November 2013, https://library.fes.de/pdf-files/id/10333.pdf.
- 274 See for example, Autonomy, "The shorter working week: A radical and pragmatic proposal," Autonomy, https://autonomy.work/portfolio/the-shorter-working-week-a-report-from-autonomy-in-collaboration-with-members-of-the-4-day-week-campaign/.
- 275 Congregalli, Matteo, "Swedish researchers examined whether a six-hour workday is the way forward; here's what they found," Equal Times, April 2018, www.equaltimes.org/swedish-researchers-examined?lang=en#.XUwXN6eZOu5.
- 276 Congregalli, "Swedish researchers;" Booth, Robert, "Is this the age of the four-day week?," The Guardian, March 13, 2019, www.theguardian.com/world/2019/mar/13/ageof-four-day-week-workers-productivity.
- 277 **(Forthcoming)** Pathfinders for Peaceful, Just and Inclusive Societies, "Technology and the Future of Work," *NYU Center on International Cooperation*, 2021, www.sdg16.plus.
- 278 **G20,** "Communiqué G20 Finance Ministers and Central Bank Governors Meeting," G20, 2020, https://g20.org/en/media/Documents/G20_FMCBG_Communiqu%C3%A9_EN%20(2).pdf.

- 279 European Council, "Joint statement of the Members of the European Council," 2020, Consilium, www.consilium.europa.eu/ media/43076/26-vc-euco-statement-en.pdf.
- 280 **Stiglitz,** Joseph, "Creating a learning society," *Project Syndicate*, June 3, 2014, www.project-syndicate.org/commentary/joseph-e--stiglitz-makes-the-case-for-a-return-to-industrial-policy-in-developed-and-developing-countries-alike.
- 281 United Nations Environmental Program, 2021.
- of Korea, "Korean New Deal," Ministry of Economy and Finance, Republic of Korea, "Korean New Deal," Ministry of Economy and Finance, Republic of Korea, 2020, https://english.moef.go.kr/pc/selectTbPress CenterDtl.do?boardCd=Nooo1&seq=4948.
- 283 Chowdhury, Sarwat, "South Korea's Green New Deal in the year of transition," UNDP, Feburary 8, 2021, https://www.undp.org/blogs/southkoreas-green-new-deal-year-transition.
- 284 International Labor Organization, "Youth and COVID-19," 2021, www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/documents/publication/wcms_753026.pdf.
- 285 UNFPA/UN-PBSO, 2018.
- 286 Graeme Simpson and Ali Altiok, 2020.
- 287 Annie Lowrey, "Millennials Don't Stand a Chance," *The Atlantic*, April 13, 2020, www.theatlantic.com/ideas/archive/2020/04/millennials-are-new-lost-generation/609832/.
- 288 International Renewable Energy Agency,

 "Renewable Energy and Jobs Annual Review
 2020," IRENA, September 2020, www.irena.org/
 publications/2020/Sep/Renewable-Energy-andJobs-Annual-Review-2020.
- 289 **European** Commission, "A European Green Deal," 2020, https://ec.europa.eu/info/strategy/priorities-2019–2024/european-green-deal en
- 290 "Jóvenes Construyendo el Futuro." https://jovenesconstruyendoelfuturo.stps. gob.mx/datos.
- 291 **Stewart,** Frances, "Horizontal Inequalities as a Cause of Conflict: A Review of CRISE Findings," (background paper to the World Bank Development Report 2011), August 10, 2010, http://hdl.handle.net/10986/9126.

- 292 Hoff, Karla and Priyanka Pandey, "Making up people the effect of identity on preferences and performance in a modernizing society," Policy Research Working Paper Series, o. 6223. The World Bank, 2012, http://hdl.handle.net/10986/12068.
- 293 Ilan Dar-nimrod, Steven J Heine, "Exposure to Scientific Theories Affects Women's Math Performance," Science 314, no 5798 (October 2006): 435, https://doi.org/10.1126/science.1131100.
- 294 **Green,** Duncan, "What can we learn from 200 case studies of 'emergent agency in a time of Covid'?," *FP2P*, March 17, 2021, https://oxfamapps.org/fp2p/what-can-we-learn-from-200-case-studies-of-emergent-agency-in-a-time-of-covid.
- 295 Lea den Broeder, et al., "Community engagement in deprived neighbourhoods during the COVID-19 crisis: perspectives for more resilient and healthier communities," Health Promotion International daabo98 (July 2021), https://doi.org/10.1093/heapro/daabo98.
- 296 Diego Sanchez-Ancochea. The Costs of Inequality in Latin America: Lessons and Warnings for the Rest of the World (New York: Bloomsbury Publishing, 2020).
- 297 **OECD,** "Divided We Stand: Why Inequality Keeps Rising," *OECD,* December 2011, www.oecd.org/els/soc/dividedwestandwhy inequalitykeepsrising.htm.
- 298 Mosquera, David M., "How to tackle prejudice series case study 2: Tackling structural racism: Learning from social mobilization in Colombia," NYU Center on International Cooperation, September 2021, https://cic.nyu.edu/publications/how-tackle-prejudice-series-case-study-2-tackling-structural-racism-learning-social.
- 299 **Philip** Oltermann, "How Angela Merkel's great migrant gamble paid off," *The Guardian*, August 30, 2020, www.theguardian.com/world/2020/aug/30/angela-merkel-great-migrant-gamble-paid-off.
- 300 Waris, "Solidarity Taxes."

- 301 Ndinga-Kanga, Masana, "How to tackle prejudice series case study 1:
 Racism, Xenophobia and Misogyny: Policy lessons from South Africa," NYU Center on International Cooperation, September 2021, https://cic.nyu.edu/publications/how-tackle-prejudice-series-case-study-1-racism-xenophobia-and-misogyny-policy-lessons.
- 302 **Livingston,** Gretchen and Anna Brown, "1. Trends and patterns in intermarriage," *Pew Research Center,* May 18, 2017, www.pewresearch.org/social-trends/2017/05/18/1-trends-and-patterns-in-intermarriage.
- 303 Alatas, Vivi et al., "Targeting the Poor: Evidence from a Field Experiment in Indonesia," *American Economic Review* 102 no. 4 (June 2012), 1206–40, www.aeaweb.org/articles?id=10. 1257/aer.102.4.1206.
- 304 Alatas, Vivi et al., "Self Targeting: Evidence from a Field Experiment in Indonesia." *Journal of Political Economy* 124 no. 2 (2016): 371–427.
- 305 **MacDonald,** Brennan, "'Canada's responsibility': Trudeau responds to report of unmarked graves at residential school site," *CBC,* June 24, 2021, www.cbc.ca/news/politics/trudeau-respondsmarieval-residential-school-discovery-1.6078601.
- 306 Pablo de Greiff, "Theorizing Transitional Justice," in Transitional Justice, Melissa Williams, Rosemary Nagy, and Jon Elster, eds. NOMOS, vol. LI (New York: New York University Press, 2012).
- 307 Yann Algan et al., "The European Trust Crisis and the Rise in Populism," *Brookings Papers on Economic Activities* (Fall 2017):310–400, https://www.jstor.org/stable/90019460; See also Manuel Funke, et. al., "Going to Extremes: Politics after Financial Crises, 1870–2014," *European EconomicReview* 88 (September 2016): 227–60, https://doi.org/10.1016/j.euroecorev. 2016.03.006.
- 308 **Devlin,** Kat and Mara Mordeci, "Supporters of European populist parties stand out on key issues, from EU to Putin," *Pew Research Center*, November 18, 2019, www.pewresearch.org/fact-tank/2019/11/18/supporters-of-european-populist-parties-stand-out-on-key-issues-from-eu-to-putin.

- 309 **Lord** Ashcroft, "How the United Kingdom voted on Thursday... and why," *Lord Ashcroft Polls*, June 24, 2016, https://lordashcroftpolls.com/2016/06/how-the-united-kingdom-voted-and-why.
- 310 **Snoussi,** Dhelia, and Laurie Mompelat, "'We are ghosts': Race, Class and Institutional Prejudice," *Rennymede* and *Center for Labour and Social Studies*, July 2019, www.trustforlondon.org.uk/publications/we-are-ghosts-race-class-and-institutional-privilege.
- 311 Marianna Sotomayor and Jacqueline
 Alemany, "Democrats Look to Move Past
 Partisan Rancor and Set Serious Tone for
 Jan. 6 Investigation," The Washington Post,
 July 27, 2021), www.washingtonpost.com/
 politics/jan-6-committee-cheney/2021/07/
 26/2380e54e-ee1a-11eb-ab6f-b41a066381
 df story.html.
- 312 Juliana J. Jiménez, "California Compensates Victims of Forced Sterilizations, Many of Them Latinas," NBCNews.com, July 23, 2021, www.nbcnews.com/news/latino/california-compensates-victims-forced-sterilizations-many-latinas-rcna1471.
- 313 Hilary Andersson, "'Heartbreaking'
 Conditions in US Migrant Child Camp," BBC
 News, June 23, 2021, www.bbc.com/news/
 world-us-canada-57561760.
- 314 Government of Canada; Indigenous and Northern Affairs Canada, "Truth and Reconciliation Commission of Canada," Government of Canada; Indigenous and Northern Affairs Canada, June 11, 2021, www.rcaanc-cirnac.gc.ca/eng/145012440 5592/1529106060525.
- 315 **Natalia** Junquera, "Spain Drafts More Ambitious Historical Memory Bill Amid Wave of Revisionism," EL PAÍS, July 22, 2021, https://english.elpais.com/news/2021-07-22/ spain-drafts-more-ambitious-historical-memorybill-amid-wave-of-revisionism.html.
- 316 **Lydall,** Ross, "Sadiq Khan orders review of slavery link statues amid racism row," *Evening Standard*, June 9, 2020, www.standard.co.uk/news/uk/london-landmarks-to-be-reviewed-by-diversity-experts-amid-racism-row-a4463 341.html

- 317 UN Secretary General, "Our Common Agenda," United Nations, 2021, www.un.org/en/un75/common-agenda.
- 318 **Humphreys,** Joe, "Why Ireland's citizens' assembly is a model for Europe," *The Irish Times*, November 27, 2016, www.irishtimes.com/culture/why-ireland-s-citizens-assembly-is-a-model-for-europe-1.2876808.
- 319 "Race-Class: Our ProgressiveNarrative" Demos. www.demos.org/sites/default/files/publications/ Race_Class_Narrative_Handout_C3_June% 206.pdf.
- 320 **Purdy-Moore,** Sophia, "BLM and education: are we any closer to a school system that works for all?," *Race Matters*, Runnymede, June 3, 2021,www.runnymedetrust.org/blog/blm-and-education-are-we-any-closer-to-a-school-system-that-works-for-all.
- 321 **Neiman,** Susan, *Learning form the Germans: Race and the Memory of Evil* (New York: Farrar,
 Strauss and Giroux, 2019).
- 322 Gopal, Priyamvada, Insurgent Empire: Anticolonial Resistance and British Dissent(London; Brooklyn, NY: Verso, 2019); Malik, Nesrine, We Need New Stories: The Myths that Subvert Freedom (New York: W.W. Norton & Company, 2019).
- 323 **Nembhard,** Jessica G., *Collective Courage:*A History of African American Cooperative
 Economic Thought and Practice (University Park:
 Pennsylvania State University, 2014).
- 324 **Agyeman,** Julian and Kofi Boone, "Could collective ownership of a 'Black commons' help advance economic justice?," *Fast Company*, June 19, 2020, www.fastcompany. com/90518679/could-collective-ownership-of-a-black-commons-help-advance-economic-justice.
- 325 W.E. Burdghardt du Boise ed., Economic Co-Operation Among Negro Americans (Washington D.C.: Carnegie Institute of Washington, 1907).
- 326 **"1969:** Fannie Lou Hamer Founds Freedom Farm Cooperative," Digital SNCC Gateway, https://snccdigital.org/events/fannie-lou-hamer-founds-freedom-farm-cooperative.
- 327 "A Celebration of Black History,"
 Publix Employees Federal Credit Union,
 February 5, 2021. www.pefcu.blog/2021/02/
 05/a-celebration-of-black-history.

- 328 Aberg-Riger, Ariel, "'Solidarity, Not Charity':
 A Visual History of Mutual Aid," *Bloomberg City Lab*, December 22, 2020, www.bloomberg.com/news/features/2020-12-22/a-visual-history-of-mutual-aid.
- 329 Witt, Susan, "Proposal for a 'Black Commons'," Center for New Economics, January 2018, https://centerforneweconomics.org/ publications/proposal-for-a-black-commons.
- 330 **Rubin,** Erin, "Answering the Reparations Question," *Nonprofit Quarterly*, March 19, 2019, https://nonprofitquarterly.org/answering-the-reparations-question.
- 331 **Simpson,** Graeme and Ali Altiok, "'Building Back Better': Youth, Risk and Resilience in the coronavirus (COVID-19) Pandemic," *ACCORD*, September 2, 2020, www.accord.org.za/analysis/building-back-better-youth-risk-and-resilience-in-the-coronavirus-covid-19-pandemic/.
- 332 Janfaza, Rachel, "'Building Back Better': Youth,
 Risk and Resilience in the coronavirus (COVID-19)
 Pandemic," CNN Politics, January 17, 2021,
 www.cnn.com/2021/01/17/politics/youngleaders-memo-biden-administration/index.
 html?fbclid=IwAR1ICFj4CkT1sJuF9IaxeCZz
 D0T32xYweYseuCXD5Dgc5qk-O3hdKw98-5w.
- 333 Progress Study.
- 334 Office of the Secretary-General's Envoy on Youth, "If I Disappear: Global Report on Protecting Young People in Civic Space," *United Nations*, 2021, www.un.org/youthenvoy/wp-content/ uploads/2021/06/Global-Report-on-Protecting.-Young-People-in-Civic-Space.pdf.
- 335 "About Us," Youth Partnership for Peacebuilding and Development, https://youthpartnershipatwork.org/about-us.
- 336 **Pathfinders** for Peaceful, Just and Inclusive Societies, "Justice for All: Report of the Task Force on Justice," *NYU Center on International Cooperation*, May 2019, https://cic.nyu.edu/sites/default/files/justice_for_all_report_fact_sheet 24apr19 1 1.pdf.
- 337 "Building Peaceful and Inclusive Societies through Justice for All," Pathfinders for Peaceful, Just and Peaceful Societies, April 14, 2021, www.justice.sdg16.plus/ministerial.

- 338 **OECD** and World Justice Project, "Building a Business Case for Access to Justice," *OECD White Paper in collaboration with the World Justice Project*, p.5, https://www.oecd.org/gov/building-a-business-case-for-access-to-justice.pdf.
- 339 **European** Union Agency for Fundamental Rights, "Fundamental rights: challenges and achievements in 2011. Annual Report 2011," *European Agency for Fundamental Rights*, June 20, 2012, p. 198, https://fra.europa.eu/en/publication/2012/fundamental-rights-challenges-and-achievements-2011.
- 340 **Pathfinders** for Peaceful, Just and Inclusive Societies, "Justice for All."
- 341 Ibid.
- 342 Manuel, Marcus, and Clare Manuel,
 "People-centred justice for all A route
 to scaling up access to justice advice and
 assistance in low-income countries," ODI
 Report, April 13, 2021, https://cdn.odi.org/
 media/documents/FINAL_-_DPF-PoGo_
 Justice_Finance_-_120421.pdf.
- 343 Ibid.
- 344 **Dale,** Pamela, "Delivering Justice to Sierra Leone's Poor: An Analysis of the Work of Timap for Justice," *The World Bank*, 2009, http://hdl.handle.net/10986/30532.
- 345 Abdikeeva, Alphia, "Roma Health Rights in Macedonia, Romania, And Serbia: A Baseline for Legal Advocacy," *Open Society Foundations*, June 26, 2013, www.opensocietyfoundations. org/publications/roma-health-rights-macedonia-romania-and-serbia-baseline-legal-advocacy.
- 346 Open Government Partnership, "Improving Access to Justice for Marginalized Groups of Citizens (mk0137)," Open Government Partnership, August 10, 2020. www.opengovpartnership.org/members/north-macedonia/commitments/MK0137.
- 347 Namati. "How Countries Recognize and Finance Community Paralegals," *Namati*. Accessed July 30, 2021, https://namati.org/resources/community-paralegals-recognition-and-financing.
- 348 **Pathfinders** for Peaceful, Just and Inclusive Societies, "The Task Force on Justice," 2019.
- 349 **Temblores,** "Plataforma Grita," *Temblores,* July 2021, www.temblores.org/grita.

- 350 **Home** Office, "Crime outcomes in England and Wales 2018 to 2019," *Government of UK,* July 18, 2019, www.gov.uk/government/ statistics/crime-outcomes-in-england-and-wales-2018-to-2019.
- 351 **Quarcoo**, Asley, "Global Democracy Supporters Must Confront Systemic Racism," *Carnegie EndowmentFor International Piece*, July 15, 2020, https://carnegieendowment.org/2020/07/15/global-democracy-supporters-must-confront-systemic-racism-pub-82298.
- 352 **Robinson,** Michael A., "Black Bodies on the Ground: Policing Disparities in the African American Community—An Analysis of Newsprint From January 1, 2015, Through December 31, 2015," *Journal of Black Studies* (April 7, 2017), https://doi.org/10.1177% 2F0021934717702134.
- 353 **Jeyaratnam,** Emil, "Twelve Charts on Race and Racism in Australia," *The Conversation*, November 27, 2018, https://theconversation.com/twelve-charts-on-race-and-racism-in-australia-105961.
- 354 "Being Black in the EU," European Union Agency for Fundamental Rights, November 28, 2018, https://fra.europa.eu/en/publication/2018/being-black-eu.
- 355 Quarcoo, "Global Democracy Supporters Must Confront Systemic Racism."
- 356 **Caparini,** Marina and Juneseo Hwang, "Police reform in Northern Ireland: Achievements and future challenges," *Stockholm International Peace Research*, October 2019, www.sipri.org/commentary/topical-backgrounder/2019/police-reform-northern-ireland-achievements-and-future-challenges.
- 357 Tara Moayed, "Recognizing Communities:
 Local Level Responses to the Pathfinder's
 Grand Challenge," NYU Center on International
 Cooperation, 2019, https://cic.nyu.edu/sites/
 default/files/moayed_recognizing_communities_
 formatted.pdf.

358 Patrick Barron, Rachael Diprose, and Michael Woolcock, "Local Conflict and Community Development in Indonesia: Assessing the Impact of the Kecamatan Development Program," Working Paper 40478 (The World Bank, 2006). https://documents.worldbank.org/en/publication/documents-reports/documentdetail/487771468269091358/local-conflict-and-community-development-in-indonesia-assessing-the-impact-of-the-kecamatan-development-program.

359 Ibid.

- 360 **World** Bank, "Cote d'Ivoire Post-Conflict Assistance Project," Implementation Completion and Results Report, *World Bank*, 2016, https://documents.worldbank.org/en/publication/documents-reports/documentdetail/163161468771867578/cotedivoire-emergency-post-conflict-assistance-project-po82817-implementation-status-results-report-sequence-07.
- 361 **"In** Africa, Community-Driven Development Tackles Fragility From the Ground Up," *The World Bank: News*, June 11, 2015, www.worldbank.org/en/news/feature/2015/06/11/in-africa-community-driven-development-tackles-fragility-from-the-ground-up.
- 362 Everett, Jim A, "Intergroup Contact Theory:
 Past, present, and future," *The Inquisitive*Mind 2 no. 17 (2013), www.in-mind.org/
 article/intergroup-contact-theory-pastpresent-and-future.
- 363 **UNDP,** "COVID-19 Global Gender Response Tracker," *UNDP*, 2021, https://data.undp.org/gendertracker.
- 364 **UN** ESCWA, "Policy Gap Assessment Tool (PGAT)," *UN ESCWA*, December 2020, www.unescwa.org/publications/social-justice-policy-gap-assessment-tool.
- 365 Pribble, Jennifer, "Uruguay quietly beats coronavirus, distinguishing itself from its South American neighbours yet again," *The Conversation*, June 15, 2020, https://theconversation.com/uruguay-quietly-beats-coronavirus-distinguishing-itself-from-its-south-american-neighbors-yet-again-140037.

- 366 Amarante, Verónica-Infante and Ricardo B.,

 "Hacia un desarollo inclusivo: el caso del Urugay

 [Towards inclusive development: the case of

 Uruguay]," CEPAL, August 2016, www.cepal.org/

 es/publicaciones/40494-un-desarrollo-inclusivocaso-uruguay.
- 367 International Labour Organization, "World Social Protection Report 2017–2019," International Labour Office, 2017, www.ilo.org/global/publications/books/WCMS_604882/lang-en/index.htm.
- 368 Waris, "Solidarity Taxes."
- 369 Goñi, Uki, "Uruguay's Quiet Democratic Miracle," The New York Times Opinion, February 9, 2016, www.nytimes.com/2016/02/10/opinion/ uruguays-quiet-democratic-miracle.html.
- 370 **Klugman** and Moore, "Introducing the Mindthe-Gap-Index."
- 371 "UK Public Attitudes towards Development,"

 Bond for International Development, May 2015,
 www.bond.org.uk/sites/default/files/resourcedocuments/uk_public_attitudes_towards_
 development.pdf.
- 372 BBC News, "South Africa's Ace Magashule: Top ANC Official Refuses to Step Down," BBC News, May 6, 2021, www.bbc.com/news/ world-africa-57004308
- 373 "Judicial Commission of Inquiry into Allegations of State Capture (Call for Evidence/Information): PMG," Parliamentary Monitoring Group, June 22, 2018, https://pmg.org.za/call-forcomment/694
- 374 David-Barrett, "State Capture."
- 375 Walecki, Martin, "Practical Solutions for Spending Limits." In Magnus Ohman & Hani Zainulbhai (Eds.), Political Finance Regulation:

 The Global Experience, International Foundation for Electoral Systems, 2009, www.eods.eu/library/IFES.Political_Finance_Regulation_
 The Global Experience.pdf
- 376 Media Freedom Rapid Response, "MFRRrr Report: State Capture and Media Freedom," *International Press Institute*, July 28, 2021. https://ipi.media/mfrr-report-state-capture-and-media-freedom.
- 377 World Bank, "The World Bank and UNODC Stolen Asset Recovery Initiative, The Puppet Masters," World Bank, 2011, https://star.worldbank.org/sites/star/files/puppetmastersv1.pdf.

- 378 **Open** Government Partnership, "Croatia," *Open Government Partnership*, June 23, 2021.

 www.opengovpartnership.org/members/croatia.
- 379 Open Government Partnership, "Citizen Involvement in Parades in Northern Ireland," Open Government Partnership, October 30, 2019, www.opengovpartnership. org/stories/lessons-from-reformers-citizen-involvement-in-parades-in-northern-ireland.
- 380 United States Government, The White House, "Executive Order on Advancing Racial Equity and Support for Underserved Communities through the Federal Government," The White House, The United States Government, January 21, 2021. www.whitehouse.gov/briefing-room/ presidential-actions/2021/01/20/executive order-advancing-racial-equity-and-support for-underserved-communities-through-the federal-government.
- 381 International Organization for Standardization, "Governance and Ethics Including Anti-bribery, Anti-procurement Fraud, Corporate Social Responsibility," ISO, July 27, 2021. www.iso.org/ ics/03.100.02/x.
- 382 **George** Mason University, "Trade Based Money Laundering Conference Report," *George Mason University*, 2019, https://traccc.schar.gmu.edu/wp-content/uploads/2020/09/TBML-Conference-Report.pdf.
- 383 "Open Ownership," Open Ownership, Accessed July 30, 2021, www.openownership.org.
- 384 **Pathfinders** for Peaceful, Just and Inclusive Societies, "Reforming Political Finance."
- 385 Pathfinders for Peaceful, Just and Inclusive Societies, "Reforming Political Finance,";
 Koo, Hooman "Korea," in Financing
 Democracy: Funding of Political Parties
 and Election Campaigns and the Risk of
 Policy Capture, OECD Publishing, 2016,
 https://doi.org/10.1787/9789264249455-12-en.
- 386 **Pathfinders** for Peaceful, Just and Inclusive Societies, "Reforming Political Finance;" Senate of the Republic of Colombia, Ley Estatutaria 1475 de 2011 [Statutory Bill 1475 of 2011], 2011, www.registraduria.gov.co/IMG/pdf/ley_1475_2011.pdf.

- 387 **GRECO**, "Evaluation Report on Germany on Transparency of Party Funding," *Group of States Against Corruption*, December 4, 2009, https://rm.coe.int/CoERMPublicCommonSearch Services/DisplayDCTMContent?documentId= 09000016806c6362.
- 388 Annesley, Claire, "The Impatient Person's Guide to achieving diversity in leadership teams," University of Sussex, May 2018, available at https://blogs.sussex.ac.uk/policy-engagement/files/2018/05/Claire-Annesley-Achieving-diversity-in-leadership-teams.pdf.
- 389 **Honwana**, Alcinda, "Youth struggles: From the Arab Spring to Black Lives Matter and Beyond," *African Studies Review* 62 no 1 (2019): 8–21. doi:10.1017/asr.2018.144.
- 390 **UNFPA** UN/PBSO, Graeme Simpson, "The Missing Peace: Independent Progress Study on Youth, Peace and Security," *United Nations*, 2018, www.youth4peace.info/system/files/2018-10/youth-web-english.pdf.
- 391 UNDP, "Youth Participation in Electoral Processes Handbook for Electoral Management Bodies," UNDP, 2016, www.undp.org/publications/youth-participation-electoral-processes-handbook-electoral-management-bodies.
- 392 UN Secretary General. (2021). op. cit.
- 393 African Leadership Institute, African Union's Office of the Youth Envoy, "Greater Inclusion of African Youth in Public Service," *The African Leadership Institute*, 2020, https://au.int/sites/default/files/documents/39165-doc-greaterinclusionofafricanyouthreportaugust2020.pdf.
- 394 UNDP, "Youth Participation."
- 395 **OECD,** "Governance for Youth, Trust and Intergenerational Justice: Fit for All Generations?," *OECD*, October 2020, www.oecd-ilibrary.org/governance/governance-for-youth-trust-and-intergenerational-justice_c3e5cb8a-en.
- 396 Tørres, Liv, "Social Dialogue."
- 397 **OHCHR**, "UN Guidance Note: Protection and Promotion of Civil Space," *United Nations*, September 2020, www.ohchr.org/Documents/Issues/CivicSpace/UN_Guidance_Note.pdf.
- 398 UNFPA UN/PBSO, 2018.
- 399 **Civicus**, "2021 State of Civil Society Report, 10 Years," *Civicus*, 2021, https://civicus.org/state-of-civil-society-report-2021.

- 400 **Civicus,** "Solidarity in the time of COVID-19," *Civicus*, 2020, www.civicus.org/documents/ reports-and-publications/SOCS/2020/solidarity-in-the-time-of-covid-19_en.pdf.
- 401 Tørres, Liv, "Social Dialogue."
- 402 **Faiola,** Anthony, "Tunisian Group Wins Nobel Peace Prize," The WashingtonPost, October 9, 2015, www.washingtonpost.com/world/tunisian-national-dialogue-quartet-wins-the-2015-nobel-peace-prize/2015/10/09/b85871ae-6e1a-11e5-aa5b-f78a98956699_story.html.
- 403 OHCHR, "UN Guidance Note: Protection and Promotion of Civil Space," *United Nations*, September 2020, www.ohchr.org/Documents/ Issues/CivicSpace/UN Guidance Note.pdf.
- 404 Ibid.
- 405 Ibid.
- 406 Ibid.
- 407 Tørres, Liv, "Social Dialogue."
- 408 IMF, "List of LIC DSAs for PRGT-Eligible Countries," *IMF*, June 30, 2021, www.imf.org/external/Pubs/ft/dsa/DSAlist.pdf.
- 409 We used the IMF DSA program or the IMF/WB/G20 DSSI initiative, were labeled as fiscally vulnerable by the UNDP Sovereign Debt Vulnerabilities in Developing Economies Analysis, are assigned a credit rating that is at least two levels below the "junk" threshold by either Standard&Poor's, Fitch, or Moody's, whose interest payments on sovereign debt are above 20% of their annual government revenues.
- 410 Fajans-Turner, Vanessa and Taylor Smith,

 "New Report Estimates SDG Financing Needs
 for 59 of the World's Lowest Income Countries,"

 Sustainable Development Solutions Network,
 September 24, 2019, www.unsdsn.org/newreport-estimates-sdg-financing-needs-for-59-ofthe-worlds-lowest-income-countries.
- 411 Ibid
- 412 **Kumhof,** Michael, Romain Rancière, and Pablo Winant. 2015, "Inequality, Leverage, and Crises," *American Economic Review*, 105 no. 3 (2015): 1217–45. www.aeaweb.org/articles?id=10.1257/aer.20110683.
- 413 Piketty, Thomas, Capital in the 21st Century (Cambridge: Belknap Press, 2014).

- 414 **Durán-Valverde,** Fabio et al., "Measuring Financing gaps in social protection for achieving SDG target 1.3: Global estimates and strategies for developing countries." ESS Working Paper No 73, International Labour Organization, 2019, www.ilo.org/secsoc/information-resources/publications-andtools/Workingpapers/WCMS_729111/lang--en/index.htm.
- 415 Ibid.
- 416 Ibid.
- 417 **McKinsey** Global Institute, "A blueprint for addressing the global affordable housing challenge," *McKinsey & Company* (2014) www.mckinsey.com/~/media/mckinsey/ featured%20insights/urbanization/tackling%20 the%20worlds%20affordable%20housing%20 challenge/mgi_affordable_housing_executive %20summary_october%202014.ashx.
- 418 "Public Spending on Support to Social Rental Housing," OECD Affordable Housing Database, last updated May 31, 2021, www.oecd.org/els/family/PH4-1-Public-spending-social-rental-housing.pdf.
- 419 Ibid.
- 420 Ibid.
- 421 De Henau, Jerome and Diane Perrons, "Investing in the care economy to boost employment and gender equality," Women's Budget Group, 2016, https://wbg.org.uk/wp-content/uploads/2016/11/De_Henau_Perrons_WBG_CareEconomy_ITUC_briefing_final.pdf.
- **422 Pathfinders** for Peaceful, Just and Inclusive Societies, "Justice for All."
- 423 Smith, Elliot, "Zambia becomes Africa's first coronavirus-era default: What happens now?," CNBC, November 23, 2020, www.cnbc.com/ 2020/11/23/zambia-becomes-africas-first-coronavirus-era-default-what-happens-now.html.
- 424 Elliot. Larry, "Pressure grows for developing world debt relief over coronavirus," *The Guardian*, April 12, 2020, www.cnbc.com/2020/11/23/zambia-becomesafricas-first-coronavirus-era-default-what-happens-now.html.
- 425 "Low interest rates and high debt will shape the years ahead – Annual Report," IMF, 2020, www.imf.org/external/pubs/ft/ar/2020/eng/ spotlight/debt-dynamics.

- 426 **Georgieva**, Kristalina, Ceyla Pazarbasioglu, and Rhoda Weeks-Brown, "Reform of the International Debt Architecture is Urgently Needed," *IMF Blog*, October 1, 2020, https://blogs.imf.org/2020/10/01/reform-of-the-international-debt-architecture-is-urgently-needed/#%3A~%3Atext%3DAs%2OIMF%2O research%20has%2Orecently%2Cinflows%2O than%20preemptive%20debt%20restructurings.
- 427 **UNDP**, "Sovereign Vulnerabilities in Developing Economies," *UNDP Global Policy Network*, 2021, www.undp.org/publications/sovereign-debt-vulnerabilities-developing-economies#modal-publication-download.
- 428 World Bank, "COVID 19: Debt Service Suspension Initiative," World Bank, July 28, 2021, www.worldbank.org/en/topic/debt/brief/covid-19-debt-service-suspension-initiative.
- 429 **Grohmann**, Karolos, "IOC removes two Belarus coaches, sprinter says order came from 'high up'," *Reuters*, August 6, 2021, www.reuters.com/lifestyle/sports/two-belarus-team-members-stripped-games-accreditation-removed-olympic-village-2021-08-05.
- 430 "G20 readies limited extension of debt relief for poorest nations," Financial Times, October 13, 2020, https://covid19africawatch.org/g20readies-limited-extension-of-debt-relief-forpoorest-nations.
- 431 Munevar, Daniel "The G20 'Common Framework for Debt Treatments beyond the DSSI': It is bound to fail? Part 1," European Network on Debt and Development, October 22, 2020, www.eurodad.org/the_g20_common_framework_for_debt_treatments_beyond_the_dssi is it bound to fail.
- 432 **Shastry,** Vasuki, and Jeremy Mark, "Credit rating agencies could resolve African debt impasse," *Atlantic Council*, September 8, 2020, www.atlanticcouncil.org/blogs/new-atlanticist/credit-rating-agencies-could-resolve-africandebt-impasse.

- 433 **Sifon-Arevalo,** Roberto, "Global Sovereign Rating Trends 2021: Mounting Debt and Uncertainty Underpin a Negative Outlook Bias," *S&P Global Ratings*, January 27, 2021, www.spglobal.com/ratings/en/research/articles/210127-global-sovereign-rating-trends-2021-mounting-debt-and-uncertainty-underpin-a-negative-outlook-bias-11815270.
- 434 Press Release, "ECA launches LSF, a vehicle for debt management and fiscal sustainability," UNECA, March 23, 2021, www.uneca.org/stories/eca-launches-lsf%2C-a-vehicle-for-debt-management-and-fiscal-sustainability.
- 435 African Peer Review Mechanism Continental Secretariat, "Africa Sovereign Credit Rating Review. Mid-Year Outlook," AfricanPeer Review Mechanism, June 2020, www.aprm-au.org/publications/africa-sovereign-creditrating-review.
- 436 **Kharas**, Homi, and Meagan Dooley, "COVID-19's legacy of debt and debt service in developing countries," Global Working Paper #148, *Center for Sustainable Development at Brookings*, December 2020, www.brookings.edu/wp-content/uploads/2020/12/COVID-19-legacy-of-debt_final.pdf.
- 437 Sifon-Arevalo, "Global Sovereign Rating Trends."
- office of Credit Ratings, "Annual Report on Nationally Recognized Statistical Rating Organizations," U.S. Securities and Exchange Commission, December 2020, www.sec.gov/files/2020-annual-report-on-nrsros.pdf.
- 439 **Blyth,** Mark, *Austerity: The history of a bad idea* (Oxford: Oxford University Press, 2015).
- 440 **Krugman,** Paul, "The Austerity Delusion," *The Guardian*, April 29, 2015, www.theguardian.com/business/ng-interactive/2015/apr/29/the-austerity-delusion.
- of inequitable vaccine distribution across the world," *Vox EU* (February 2021), https://voxeu.org/article/economic-costs-inequitable-vaccine-distribution-across-world.
- 442 Cliffe, Sarah et al., "Are we facing a wave of conflict in high-income countries?," NYU Center on International Cooperation, February 2021, https://cic.nyu.edu/publications/are-we-facingwave-conflict-high-income-countries.

Notes de

fin de

document

- 443 Adapted from "Global Week of Action for Debt Cancellation Letter," October 14, 2020, https://d3n8a8pro7vhmx.cloudfront. net/eurodad/pages/1150/attachments/original/1602771155/Letter_on_Debt_Justice-English.pdf?1602771155.
- 444 Landers, Clemence, Nancy Lee, Scott Morris, "More Than \$1 Trillion in MDB Firepower Exists as We Approach a COVID-19 "Break the Glass" Moment," Center for Global Development, March 26, 2020, www.cgdev.org/blog/more-1-trillion-mdb-firepower-exists-we-approachcovid-19-break-glass-moment.
- Munir, Waqas, "Scaling up Lending at the Multi-Lateral Development Banks: Benefits and Costs of Expanding and Optimizing MDB Balance Sheets," GEGI Working Paper 013, Boston University Global Development Policy Center, April 2018, https://www.bu.edu/gdp/ files/2018/04/Munir Gallagher 2018-1.pdf.
- 446 **Humphrey,** Chris, "All hands on deck: how to scale up multilateral financing to face the Covid-19 crisis," Emerging analysis and ideas, *Overseas Development Institute,* April 2020, https://cdn.odi.org/media/documents/200408_mbds_coronavirus_final.pdf.
- 447 Ibid.
- 448 Munir, "Scaling up."
- 449 Saldinger, Adva, "World Bank eyes early IDA replenishment as it boosts spending in COVID-19 response," *Devex*, February 19, 2021, www.devex.com/news/world-bank-eyes-early-ida-replenishment-as-it-boosts-spending-in-covid-19-response-99207.
- 450 Ibid.
- 451 **Secretariat** of the UNCTAD, "Trade and Development Report 2020," *United Nations Conference on Trade and Development*, 2020, https://unctad.org/system/files/official-document/tdr2020 en.pdf.
- 452 Kristalina Georgieva, "Urgent Action Needed to Address a Worsening 'Two-Track' Recovery," IMF Blog (IMF, July 9, 2021), https://blogs.imf.org/2021/07/07/urgent-action-needed-to-address-a-worsening-two-track-recovery.

- 453 **Schomberg,** William, David Milliken, Andy Bruce, "Bank of England ramps up stimulus again to tackle COVID-19 and Brexit hit," *Reuters*, November 5, 2020, www.reuters.com/article/us-britain-boe/bank-of-england-ramps-up-stimulus-again-to-tackle-covid-19-and-brexit-hit-idUSKBN27LOSO.
- 454 Plant, Mark, "Making the IMF's Special Drawing Rights Work for COVID-19 Economic Relief," CGD Note, Center for Global Development, May 2020, www.cgdev.org/sites/default/files/Plant-SDR-Allocations-COVID19.pdf.
- 455 **Plant,** Mark and David Andrews, "What is the Best Way to Allocate New SDRs?," *Center for Global Development*, February 4, 2021, www.cgdev.org/blog/what-best-way-allocate-new-sdrs.
- 456 "IMF Managing Director Welcomes G7
 Action to Help the World Exit the Pandemic Crisis," IMF Press, *International Monetary Fund*, June 13, 2021, www.imf.org/en/News/Articles/2021/06/13/pr21173-imf-managing-director-welcomes-g7-action-to-help-theworld-exit-the-pandemic-crisis.
- 457 Liao, Kristine, "Special Drawing Rights:
 What Are SDRs and How Can They Boost the
 Global COVID-19 Recovery?," Global Citizen,
 February 12, 2021, www.globalcitizen.org/en/
 content/what-are-special-drawing-rights
- 458 Plant and Andrews, "What is the Best."
- 459 "Questions and Answers on Special Drawing Rights," International Monetary Fund, last updated July 12, 2021, www.imf.org/en/About/FAQ/special-drawing-right#Q.%20How%20 did%20the%20Fourth%20Amendment%20 special%20allocation%20of%20SDRs%20 come%20about.
- 460 **Andrews,** David, "How Might an SDR Allocation Be Better Tailored to Support Low-Income Countries?," *Center for Global Development*, February 4, 2021, www.cgdev.org/publication/how-might-sdr-allocation-be-better-tailored-support-low-income-countries.
- 461 "Official Development Assistance (ODA)," OECD. www.oecd.org/dac/financing-sustainabledevelopment/development-finance-standards/ official-development-assistance.htm.
- 462 Fuetes-Nieva, "The Way We Voluntarily Pay."

- 463 Nazir, Afshin and Vallarie Yiega, "Debt, Access to Information and Illicit Financial Flows: An Analysis Based on the Mozambique Hidden Loans Case," Financing For Development 1, no. 2 (2020): 237, http://uonjournals.uonbi.ac.ke/ojs/index.php/ffd/article/view/568/588.
- 464 **Bhat,** Nisha et al., "Zimbabwe's National AIDS Levy: A Case Study," *Journal of Social Aspects of HIV/AIDS* 13, no. 1 (2016): 12, www.ncbi.nlm.nih. gov/pmc/articles/PMC4762022.
- 465 **World** Bank, "Mobilizing Tax Resources to Boost Growth and Prosperity in Sub-Saharan Africa," *World Bank Blog*, September 9, 2019, www.worldbank.org/en/results/2019/09/09/mobilizing-tax-resources-to-boost-growth-and-prosperity-in-sub-saharan-africa.
- 466 **However,** an increase in higher rates of income tax will most likely affect the upper class only.
- 467 **BBC** News, "Colombians taje to the streets to oppose tax reform," *BBC News*, April 29, 2021, www.bbc.com/news/world-latin-america-56928650.
- 468 Moore, Mick and Wilson Prichard, "How Should We Tax after the Pandemic?," The International Centre for Tax and Development (ICTD), May 26, 2020, www.ictd.ac/blog/how-tax-after-pandemic-covid/, accessed 20 January 2021.
- 469 **Waris,** Attiya, *Financing Africa* (Bamenda, Cameroon: Langaa RPCIG, 2019).
- 470 Waris, "Solidarity Taxes."
- 471 **Lafuente,** Esteban, "Impuesto a la riqueza. Cómo es el proyecto que hoy presentó el oficialismo," *La Nación*, August 28, 2020, www.lanacion.com.ar/economia/impuestoriqueza-heller-escribio-proyecto-esperasesiones-nid2358893.
- 472 **O'Boyle,** Brendan, "Latin America's Plans to Tax the Rich," *Americas Quarterly,* May 7, 2020, www.americasquarterly.org/article/latin-americas-plans-to-tax-the-rich.
- 473 Waris, "Solidarity Taxes."
- 474 **Credit** Suisse, "The Global Wealth Report 2021," *Credit Suisse*, June 2021, www.credit-suisse.com/ about-us/en/reports-research/global-wealthreport.html.
- **"Hurun** Global List," Hurun Global, 2020, www.hurun.net/en-US/Rank/HsRankDetails?num=PYSXN53E.

- **476 "India** Tax Revenue: % of GDP, 1997–2021," *CEIC,* www.ceicdata.com/en/indicator/india/tax-revenue--of-gdp.
- 477 **UN** ESCWA, "Policy Gap Assessment Tool (PGAT)," *UN ESCWA*, December 2020, www.unescwa.org/publications/social-justice-policy-gap-assessment-tool.
- **Blyth,** Mark, and Eric Lonergan, *Angrynomics* (Cambridge University Press, 2020).
- 479 "Understanding tax avoidance," OECD, Last updated February 2021, www.oecd.org/ tax/beps.
- 480 "Remarks by World Bank Group President
 David Malpass at the Western and Central Africa
 Regional Media Roundtable," The World Bank,
 May 20, 2021, www.worldbank.org/en/news/
 speech/2021/05/20/remarks-by-world-bankgroup-president-david-malpass-at-the-westernand-central-africa-regional-media-roundtable.
- 481 Martin, Eric, "Oxfam Says IMF Loans
 Force Spending Cuts That Exacerbate
 Poverty," Bloomberg, October 12, 2020,
 www.bloomberg.com/news/articles/2020-1012/oxfam-says-imf-loans-force-spending-cutsthat-exacerbate-poverty.
- 482 "France hails 'tax revolution' opportunity as G20 back plan to deter tax havens," Radio France International, July 11, 2021, www.rfi.fr/en/international/20210711-https-www-rfi-fr-en-international-20210701-france-among-130-countries-to-back-deal-on-global-minimum-tax-for-companies.
- 483 **Deverux,** Michael and Martin Simmler,

 "Who Will Pay Amount A?," European Network
 for Economic and Fiscal Policy ResearchPolicy
 Brief 36, vol 5 (July 2021), www.econpol.eu/
 sites/default/files/2021-07/EconPol_Policy_
 Brief_36_Who_Will_Pay_Amount_A_o.pdf.
- 484 Hallum, Christian and Susana Ruiz Rodriguez, "Tax revolution or just... meh?," Equals, July 27, 2021, https://equalshope.org/index. php/2021/07/29/tax-revolution-or-just-meh.
- 485 **Dunnagan,** Alex, "Will Facebook, Google, eBay and Amazon pay more in UK tax under the new global tax deal?," *Tax Watch*, June 2021, www.taxwatchuk.org/dst tax cut.

Crédits photo

- 486 Baraké, Mona et al., "Minimizing the Minimum Tax? The Critical Effect of Substance Carve-outs" Note no. 1, EU Tax Observartory, July 2021, www.taxobservatory.eu/wp-content/uploads/2021/07/EU-Tax-Observatory-Noten.1-Substance-carve-outs.pdf.
- 487 "Por una reforma justa del sistema fiscal internacional," Oxfam Intermón, www.oxfamintermon.org/es/reforma-justa-sistema-fiscal-internacional?utm_source=sap&utm_campaign=Enews% 202108&utm_content=informacion.
- 488 Press Release, "G20/OECD Inclusive
 Framework tax deal: a missed opportunity,"
 Independent Commission for the Reform of
 International Corporate Taxation, 1 July 2021,
 www.icrict.com/press-release/2021/7/1/
 g200ecd-inclusive-framework-tax-deala-missed-opportunity-e6b2g.
- 489 UNECA, "Institutional architecture to address illicit financial flows from Africa," UNECA, 2020, www.uneca.org/institutional-architecture-address-illicit-financial-flows-africa#:~:text=Africa%20is%20losing%20 significant%20resources,needs%20to% 20meet%20its%20SDGs.
- 490 Akiwumi, Paul "How Africa can curb illicit financial flows to strengthen economies post COVID-19," UNCTAD, October 9, 2020, https://unctad.org/news/how-africa-cancurb-illicit-financial-flows-strengthen-economies-post-covid-19.
- 491 Vittori, Jodi, "Illicit Financial Flows Will be Easier During the Coronavirus Pandemic," Carnegie Endowment for International Peace, April 2, 2021; Basquill, John, "Regulators issue money laundering warning as criminals adapt to Covid-19," Global Trade Review, April 1, 2020, www.gtreview.com/news/europe/regulators-issue-money-laundering-warning-as-criminals-adapt-to-covid-19/; "EBA statement on actions to mitigate financial crime risks in the COVID-19 pandemic," European Banking Authority, March 31, 2020, www.fma.gv.at/download. php?d=4426.

- 492 **OECD**, "Tax Inspectors Without Borders and partners pass USD 1 billion milestone in additional tax revenues for developing countries," *OECD*, April 4, 2021, www.oecd.org/tax/tax-inspectors-without-borders-and-partners-pass-usd-1-billion-milestone-in-additional-tax-revenues-for-developing-countries.htm.
- 493 **OECD,** "Development Co-operation Report 2014," *OECD Publishing,* 2014, https://doi.org/10.1787/dcr-2014-en.
- **494 OECD,** "Revenue Statistics in Latin American and the Caribbean 2021 El Salvador," *OECD*, 2021, www.oecd.org/tax/tax-policy/revenue-statistics-latin-america-and-caribbean-el-salvador.pdf.
- 495 Blyth and Lonergan, "Angryomics."
- **"How** much money is in tax havens," *Tax Justice Network*, https://taxjustice.net/faq/how-muchmoney-is-in-tax-havens.
- 497 ICRIT, "Four ways to tackle international tax competition," ICRIT, November 2016, https://static1.squarespace.com/static/5aoc6o2bf43b5594845abb81/t/5a25cdcbec212dbeed8od78c/1512426962658/ICRICT_Tax+Competition+Report_ENG_web+version+%281%29.pdf.
- 498 This number includes 36 countries labeled by the IMF as debt-distressed and at a high level of debt distress in its DSA analysis as well as 62 other countries, which had to request special COVID19-related financing from the IMF. For more details, see www.imf.org/en/Topics/imf-and-covid19/COVID-Lending-Tracker#REGION.

Passer du discours à l'action : Assurer l'égalité et l'inclusion

Crédits Photo

Ouvertures de chapitre

- 1 Residents of the Association of the Satere-Mawe Indigenous Women (AMISM), located in the West Zone of Manaus, Amazonas, Brazil meet on July 21, 2020 to manufacture protective masks for use during the Covid-19 pandemic. © Raphael Alves/Flickr User: IMF Photo (CC BY-NC-ND 2.0). Retrieved from: www.flickr.com/photos/imfphoto/50804499252/in/photostream.
- 2 2018 Sierra Leone General Elections. Flickr User: Commonwealth Secretariat (CC BY-NC-ND 2.0). Retrieved from: https://bit.ly/3CIF887.
- 3 Equality is diversity. Photo by Amy Elting on Unsplash. Retrieved from: https://unsplash.com/ photos/_9ETHblkvXQ.
- 4 COVID-19 emergency response activities,
 Dhanmondi, Dhaka. Flickr User: UN Women
 Asia and the Pacific, (c) UN Women/
 Fahad Abdullah Kaizer (CC BY-NC 2.0).
 Retrieved from: www.flickr.com/photos/
 unwomenasiapacific/50037921616.
- 5 University of Yangon Students Union YGN, Myanmar. Photo by Saw Wunna on Unsplash. Retrieved from: https://unsplash.com/photos/ ugpqiPX65Co.
- 6 Windmills in Pyeongchang-gun, South Korea.W. Retrieved from: https://unsplash.com/ photos/3XvTINwvgWI.

- 7 Philippines: COVID-19 Asia Pacific Vaccine Access Facility (APVAX). Flickr User: Asian Development Bank (CC BY-NC 2.0). Retrieved from: www.flickr.com/photos/ asiandevelopmentbank/51276285254.
- 8 Ho Chi Minh City, Vietnam. Photo by Michu Đăng Quang on Unsplash. Retrieved from: https://unsplash.com/photos/jGvB14dRAmQ.
- 9 Students protest climate change. Photo by Callum Shaw on Unsplash. Retrieved from: https://unsplash.com/photos/7SE389kUVGw.
- 10 2019 Nigeria General Elections. Women show their voter ID cards as the queue at the polling station during the Nigerian general elections in February 2019. Flickr User: Commonwealth Secretariat (CC BY-NC 2.0). Retrieved from: www.flickr.com/photos/comsec/50109553 957/in/album-72157715084007077.
- 11 Raja Mia counts his day's earnings on his rickshaw. Photo: IMF Photo/K M Asad; Flicker User: Internation Monetary Fund (CC BY-NC-ND 2.0). Retrieved from: www.flickr.com/photos/imfphoto/50803654248.
- 12 Mayday Hamburg Recht auf Stadt Never Mind the Papers. Flickr User: Rasande Tyskar (CC BY-NC 2.0). Retrieved from: www.flickr.com/photos/ rasande/16711032874.

Ce rapport phare du Pathfinders Grand Challenge on Inequality and Exclusion concerne les solutions qui permettront d'assurer l'égalité et l'inclusion. Il s'agit de l'aboutissement de plusieurs années d'études et de mobilisation entreprises par un partenariat unique entre dix pays, les Nations Unies, la Banque mondiale, l'OCDE, Oxfam et CIVICUS, ainsi que de nombreux partenaires et experts internationaux.

Le rapport construit également un pont entre la rhétorique d'une reconstruction « en mieux » et d'action : un pont entre la promesse et le progrès. Il souligne la nécessité de nouveaux contrats sociaux entre les citoyens, la société civile, le secteur privé et les gouvernements, ainsi qu'entre les pays à revenus élevés et les pays à faibles et moyens revenus. Ces contrats sociaux doivent être établis pour servir les générations futures, pour se protéger contre la catastrophe climatique et les pandémies tout en offrant respect, opportunité et justice à tous.

Ce rapport doit servir de guide pratique pour les décideurs politiques et les personnes influentes ; comme source de possibilité pour le public ; et un appel à tous les dirigeants politiques à agir.





